

مكة المكرمة

« Arts et Spectacles » : CinéMémoire

Le Monde

15, rue Falguière, 75001 Paris Cedex 15

BOURSE

QUARANTE-NEUVIÈME ANNÉE - N° 14829 - 7 F

JEUDI 5 NOVEMBRE 1992

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY - DIRECTEUR : JACQUES LESOURNE

M. Bill Clinton est élu président des Etats-Unis

Apprentissage

QUELLE politique étrangère pour les Etats-Unis de l'après guerre froide ? Au lendemain de la victoire du démocrate Bill Clinton, la question n'a toujours pas reçu de réponse. Et ce n'est guère étonnant puisque elle n'a jamais été au centre d'une campagne électorale en forme d'inspection collective, axée sur les piales, les insuffisances et les illusions perdues, et sur la définition de ces « valeurs » sans lesquelles une société encore fondamentalement puritaine ne peut fonctionner.

La myopie de la plupart des grandes capitales - à commencer par Paris - longtemps persuadées de l'inductible réélection de George Bush, n'a pas contribué à ouvrir un débat pour tant capital. Les silences de Bill Clinton ou plutôt les généralités sur la « continuité » de la diplomatie américaine auxquelles il s'est borné, non plus. Nombreux sont pourtant les indices qui laissent prévoir de sérieuses inflexions de la politique étrangère américaine.

Qu'on le veuille ou non, et malgré les assurances des ministres dominés par M. Clinton concernant l'« internationalisme » de l'équipe démocrate qui va s'installer le 20 janvier à la Maison Blanche, force est de constater que nous aurons affaire à un pouvoir américain plus protectionniste et plus isolationniste que le précédent.

Autant qu'il ne renie tous ses engagements électoraux, le nouveau président va consacrer en priorité aux problèmes intérieurs. Cela suppose d'importantes nouvelles dépenses, ce qui n'est pas mauvais pour une relance de l'économie mondiale, mais laisse mal augurer d'une réduction d'un déficit budgétaire qui frise les 300 milliards de dollars.

Il est peu probable, d'autre part, que des efforts supplémentaires soient demandés aux contribuables américains sans que leur soit donnée quelque satisfaction particulière. Or l'électorat de M. Clinton est beaucoup plus protectionniste que le nouveau président. Ce phénomène va vite se refléter dans les deux Chambres du Congrès, à majorité démocrate. Un Congrès avec lequel tout président américain doit composer.

FACE à cette perspective, que valent quelques bonnes paroles de M. Clinton sur la construction européenne, la nécessité pour les dirigeants chinois et serbes de respecter enfin les droits de l'homme ? Nous sommes loin, en tout cas, d'une réflexion sur la mise en place d'un nouvel ordre mondial et d'un partenariat euro-américain. Avant conquis le pouvoir, M. Clinton et ses collaborateurs ont théoriquement trois mois pour s'y consacrer. Rien ne prouve, cependant, qu'ils ont clairement conscience, à ce stade, que les maux de la planète sont tout aussi graves que ceux de leur pays. Leur vrai apprentissage ne fait commencer.

Le GATT paralysé

Les discussions euro-américaines de Chicago sur l'agriculture ont échoué.

Lire l'article de PHILIPPE LEMAITRE page 20

M0147 - 1105 0 - 7.00 F



- Avec 43 % des voix, il devance nettement M. Bush (38 %) et M. Perot (19 %)
- Le Parti démocrate conserve la majorité au Congrès

M. Bill Clinton prendra ses fonctions le 20 janvier en tant que quarante-deuxième président des Etats-Unis. Après dépouillement de 93 % des suffrages, le candidat démocrate avait obtenu, mardi 3 novembre, 43 % des voix contre 38 % au président sortant, M. George Bush, et 19 % à l'indépendant Ross Perot. M. Clinton veut redonner la priorité aux questions intérieures américaines, en particulier économiques et sociales. Le Congrès reste, d'autre part, majoritairement démocrate. Les marchés financiers ont peu réagi, ayant généralement anticipé l'élection de M. Clinton. Sur le marché des changes, le dollar a enregistré un léger repli.

L'Amérique d'abord

WASHINGTON

de nos envoyés spéciaux

C'est un pari sur le changement et le rejet du statu quo. Les Américains abordent l'après-guerre froide avec un nouveau président, le quarante-deuxième, M. Bill Clinton, âgé de quarante-six ans, jusqu'alors gouverneur d'un des plus petits Etats de l'Union, l'Arkansas. Ils ont chassé de la Maison Blanche « le vainqueur de la guerre du Golfe », le républicain George Bush (soixante-huit ans), après plus d'un quart de siècle de vie publique.

Les électeurs ont choisi, en M. Bill Clinton, l'homme qui leur a promis de s'occuper prioritairement de l'Amérique et ils ont désavoué, en la personne du président sortant, un des derniers soldats de la guerre froide. Comme si des temps nouveaux réclamaient des hommes nouveaux. Une raison principale, sinon unique, à cette alternance à la présidence : l'économie. Le changement d'occupant à la Maison Blanche reflète l'inquiétude croissante d'une majorité d'Américains - particulièrement dans la classe moyenne - devant des perspectives économiques incertaines, l'insécurité de l'emploi, le

tassement du pouvoir d'achat, une compétition commerciale accrue, etc. Les Américains avaient l'occasion d'en faire porter la responsabilité à un président sortant, ils l'ont saisie. M. Clinton l'emporte avec 43 % des suffrages, contre 38 % à M. Bush et 19 % à l'indépendant Ross Perot (après dépouillement de 84 % des circonscriptions). Mais cela se traduit par un triomphe au sein du collège des grands électeurs formellement chargé de désigner le président. Il fallait emporter 270 mandats, le gouverneur de l'Arkansas en recueille plus de 300.

L'étonnant M. Perot réalise le meilleur score jamais obtenu par un candidat indépendant depuis la guerre. Il aura forcé M. Bush et Clinton à aborder la question du déficit budgétaire, pris des voix à l'un comme à l'autre et exprimé la lassitude d'une partie de l'électorat face aux élites traditionnelles. Dernier résultat, et non des moindres, de ce scrutin : le Congrès reste largement dominé par les démocrates (Chambre des représentants et Sénat).

ALAIN FRACHON
et JEAN-PIERRE LANGELLIER
Lire la suite page 4



Roosevelt ou Carter ?

par Dominique Dhombres

M. Bill Clinton ne peut se permettre de décevoir tous ceux qui ont beaucoup misé sur le jeune gouverneur, quasiment inconnu il y a un an, de l'Etat le plus pauvre et, par bien des aspects, le plus rétrograde du pays. En se lançant ainsi dans l'aventure, les Américains ont fait un pari certes risqué, mais qui est à la mesure de leur désarroi actuel.

Il incombe au quarante-deuxième président des Etats-Unis de démontrer qu'il est à la hauteur des espoirs qu'il a suscités, et du mandat qu'il vient de recevoir. Un mandat qui aurait été encore plus net si l'extrême-

que Ross Perot n'était venu brouiller les cartes. Les voix « gâchées » par le milliardaire texan, qui représentent 19 % du total, ont été « arrachées », apparemment de façon égale, aux deux seuls candidats sérieux.

Si M. Clinton ne recueille que 44 % des suffrages populaires, la faute en revient à la mégalomanie de M. Perot, qui s'est d'ailleurs soucieux de son ego, contrairement à tous ses beaux discours, que des intérêts supérieurs de la démocratie américaine. On peut estimer qu'en l'absence de ce dernier M. Clinton aurait franchi la barre des 50 %.

Lire la suite page 5

L'espoir de la classe moyenne

par EZRA SULEIMAN page 2

La poussée populaire en faveur du candidat démocrate a pratiquement touché toutes les grandes régions du pays page 3

Ross Perot, le trouble-fête page 4

L'élection de la première femme noire au Sénat par MARTINE JACOT page 5

Bill Clinton, un animal politique complexe par ALAIN FRACHON page 6

Albert Gore : un écologiste bien tamqué par HENRI PIERRE page 7

Le programme économique du nouveau président par SERGE MARTI page 7

La longue nuit des Américains de Paris par ANNICK COJEAN page 8

Les réactions dans le monde page 8

George Bush : un rendez-vous manqué avec le peuple américain par DOMINIQUE DHOMBRES page 9

Une économie convalescente par ERIK IZRAELEWICZ page 9

James Baker : une ambition inachevée par JEAN-PIERRE LANGELLIER page 10

La chronique de Daniel Schneidermann page 27

Budget allemand

M. Kohl, ayant renoncé à toute augmentation des impôts avant 1995, va creuser le déficit budgétaire en 1993. page 20

Les tensions à Belgrade

Le premier ministre Milan Panic a résisté à l'offensive politique de M. Slobodan Milosevic. page 12

L'entente des écologistes

Aux législatives, les Verts et le mouvement de M. Lelong présenteront un candidat commun dans chaque circonscription. page 28

EDUCATION • CAMPUS

La fièvre des MBA gagne les grandes écoles

Les programmes de formation supérieure au management se multiplient en France, alors que les Anglo-Saxons s'inquiètent de l'expansion trop rapide de ce marché. pages 17 et 18

Le sommaire complet se trouve page 28

Régis Debray
Vie et mort de l'image
Une histoire du regard en Occident
GALLIMARD

Les suites de l'affaire du sang contaminé

Le drame des collectes en prison

Un rapport demandé par le gouvernement montre que des centaines de cas de contamination par le virus du sida sont consécutifs, en 1985, à des collectes de sang effectués parmi les détenus des prisons françaises.

Lire page 14 l'article de JEAN-YVES NAU et FRANCK NOUCHI

Une réforme du système de transfusion

Un projet de loi présenté au conseil des ministres par M. Bernard Kouchner vise à renforcer le contrôle de l'Elat sur le système transfusionnel français et à accroître la sécurité.

Lire nos informations page 15

M. Lang dénonce « le climat de lynchage »

Au cours du conseil des ministres, mercredi 4 novembre, M. Jack Lang a mis en garde contre le « climat de lynchage » qui, selon lui, s'exerce contre « certaines personnalités ». Il est inhabituel que le commentaire d'un ministre n'ayant pas la charge du dossier incriminé soit rendu public.

Lire nos informations page 28

M. François Léotard et la justice

Dans l'affaire de Port-Frédus, l'enquête de police judiciaire laisse ouvertes, pour l'ancien maire de Fréjus, deux hypothèses : le non-lieu ou le renvoi en correctionnelle.

Lire page 13 l'article de ROBERT MARMOZ et ALAIN ROLLAT

A L'ETRANGER : Algérie, 4,00 DA ; Arabie Saoudite, 9 DH ; Tunisie, 750 m. ; Allemagne, 2,50 DM ; Autriche, 25 AT ; Belgique, 40 FB ; Canada, 2,25 \$ CAN ; Arabie Saoudite, 9 F ; Côte d'Ivoire, 400 F CFA ; Danemark, 14 KR ; Espagne, 190 PTA ; Grèce, 220 DR ; Hongrie, 1,20 H ; Italie, 2,500 L ; Luxembourg, 42 FL ; Norvège, 14 KRW ; Pays-Bas, 2,75 F ; Portugal, 170 ESC ; Sénégal, 450 F CFA ; Suède, 15 KR ; Suisse, 1,90 FS ; USA (NY), 2 \$; USA (autres), 2,50 \$.

L'ÉLECTION DE

Débat

L'espoir de la classe moyenne

par Ezra Suleiman

GEORGE BUSH se comparait récemment à Harry Truman. Il ne cherchait pas ainsi à mesurer sa présidence à celle du légendaire démocrate. Mais, en ces derniers jours de campagne électorale, il revêtait des proportions de partage le sort qui fut celui de Truman à l'élection présidentielle de 1948. Truman était alors avec certitude donné perdant face à son rival républicain Thomas Dewey. Mais, à la surprise générale – et notamment des journalistes, qui avaient anticipé les résultats et annoncé dans leurs titres la défaite démocrate – Truman fit le coup de Truman. George Bush restera, comme Jimmy Carter, un président à mandat unique.

Les États-Unis, sous George Bush, ont été un pays sans vision d'avenir. L'économie a connu une grave récession. La politique étrangère a manqué d'un projet. Les villes sont confrontées aux troubles et au délabrement. Les infrastructures se trouvent dans un état de dégradation avancée. Les institutions politiques sont paralysées. 80 % des électeurs estiment que « la situation est très mal engagée » et plus des deux tiers des républicains partagent ce point de vue. La révolution réaganienne n'a pas tenu ses promesses et les sondages montrent qu'il est temps de passer les rênes à une nouvelle génération de dirigeants.

Le passé de George Bush, aussi bien social que professionnel, ne l'a pas vraiment préparé à diriger l'Amérique en ces temps difficiles. Il s'est identifié à l'extrême droite de son parti, ce qui est plus qu'une grave erreur politique. Un signe de son inadéquation à l'Amérique d'aujourd'hui. Quand, durant la campagne présidentielle de 1988, on lui a reproché de manquer d'une vision d'avenir, il a répondu que les visions, ce n'était pas son fort. A bien des égards, cette réponse naïve en dit long sur George Bush et explique assez bien que les électeurs voient aujourd'hui en lui un homme du passé.

La quintessence du politicien professionnel

L'homme qui l'a emporté sur George Bush le 3 novembre est celui qui a transformé le Parti démocrate et défait la coalition républicaine – une coalition réunie par Ronald Reagan en 1980 et qui tenait encore bon quand George Bush fut élu président en 1988. Cet homme, c'est Bill Clinton, gouverneur de l'Arkansas.

Qui est Bill Clinton ? Comment a-t-il modifié l'image et le destin de son parti ? Quels changements est-il à même d'apporter en politi-

que intérieure et sur la scène internationale ?

On comprend parfaitement que les gouvernements, à l'étranger, sans pour autant apprécier la politique de M. Bush ou le traitement que leur a infligé son ancien secrétaire d'Etat James Baker – et il y a des raisons pour que le tandem Bush-Baker n'ait pas fait l'unanimité chez les dirigeants européens – se sentent néanmoins plus rassurés par un président qu'ils connaissent que par un challenger dont ils savent peu de choses. Un nouveau venu est toujours perçu comme imprévisible, surtout s'il est démocrate, car un démocrate est systématiquement considéré comme étant moins à même d'assurer la défense des intérêts alliés.

Le scepticisme que les politiques français – à droite comme à gauche – montrent à l'égard de Bill Clinton se comprend donc aisément. Mais il n'est pas fondé car, contrairement aux idées reçues, Bill Clinton n'est ni oublié ni ignoré du monde extérieur. Pas plus qu'il n'est un « nouveau Jimmy Carter » – la plus accablante des critiques, semble-t-il, qu'on puisse porter à un candidat à la présidence.

Bill Clinton a en commun deux traits avec Jimmy Carter : il est démocrate et gouverneur d'un petit Etat de 2 millions d'habitants. La ressemblance s'arrête là.

Clinton est un homme qui vit de la politique et pour la politique. Il est la quintessence du politicien professionnel qui très tôt s'est fixé comme but de devenir un jour président des États-Unis. Peu de gens qui ont eu affaire à lui depuis vingt-cinq ans ont douté qu'il serait candidat à son heure. Quand je le rencontrai pour la première fois voici quelques années, moins d'un quart d'heure suffit pour que l'essai d'imaginer quand il serait le mieux à même de se présenter. En 1984, l'organisateur à Washington la rencontre d'un petit groupe de la nomenklatura française avec Bill Clinton. Bien que totalement inconnu à l'époque, son intelligence, ses dons d'analyse et un certain charisme marquèrent son auditoire. Aucun de ceux qui l'écouteront parler ce matin-là ne l'ont oublié et des années durant, j'ai dû répondre à la question de mes collègues français : « Qu'est-ce qu'il est devenu ce type, Clinton ? »

Bill Clinton dit de lui qu'il est « adepte par politique ». Il est aussi un politicien complet. Il connaît à fond les questions de politique intérieure, pose toujours clairement les problèmes (qu'il lui arrive de résoudre aussi), cherche toujours un consensus. Clinton s'est préparé et formé, parfois dans

de rudes épreuves, au rôle de président. Bien qu'on le compare souvent à Kennedy, leurs expériences personnelles et professionnelles ne pouvaient être plus différentes. Clinton n'a pas connu son père, tué avant sa naissance dans un accident de la route. Son beau-père, marchand de voitures, était alcoolique. A la mort de ce dernier, sa mère, qui avait divorcé, se remaria. Bill n'en fut pas moins un étudiant brillant qui, une fois diplômé de l'université de Georgetown, obtint une bourse pour Oxford. Deux années à Oxford, puis ce fut l'école de droit de Yale où il rencontra celle qui devait devenir sa femme, aujourd'hui reconnue parmi les plus grandes juristes, spécialiste de l'éducation et de toutes les questions touchant aux enfants dans le pays.

Un extraverti qui apprend vite

Clinton n'est pas un politicien du genre lent et taciturne. Il est extraverti et aime le contact que la politique requiert. On dit de lui qu'il n'a jamais croisé un dos dans lequel il n'ait voulu taper ! Depuis vingt-cinq ans, il cultive ses liens d'amitié, et l'on a vu dans sa campagne combien cela avait porté ses fruits. Ainsi a-t-il pendant un quart de siècle tout naturellement établi un réseau à travers le pays – de politiciens, d'hommes d'affaires et de loi, d'universitaires, de producteurs à Hollywood.

Sur le plan professionnel, Clinton est quelqu'un qui apprend vite. Candidat malheureux au Congrès en 1974, il devint le plus jeune gouverneur de l'Arkansas en 1978. Mais il ne parvint pas deux ans plus tard à se faire réélire. Ainsi a-t-il passé les années suivantes à analyser son échec et à préparer son retour. Réélu gouverneur en 1982, il est resté en place depuis. Clinton a appris de sa « traversée du désert » la nécessité qu'il y avait à construire un consensus autour de ses projets, à consulter, à montrer l'indivisibilité d'impudence et de détermination à l'égard de son fin politique, comme il a travaillé à maîtriser ses sujets. Il est probable que son grand désir de plaire, de trouver des soutiens, d'éviter les conflits est né de sa défaite de 1980.

Ce qui différencie notamment Bill Clinton de ses rivaux dans les primaires et qui le distingue aujourd'hui du président Bush et de Dan Quayle est sa remarquable maîtrise des questions intérieures. Aucun politicien depuis Lyndon Johnson n'a eu pareille prise sur les programmes de santé, d'éducation, de sécurité sociale, de formation, de taxation. En vérité, il est si versé dans la complexité de ces sujets qu'il n'a jamais très clairement exposé quelles étaient ses propres positions. Il analyse les questions, de façon parfois technocratique à l'excès, sans laisser beaucoup de place à son point de vue personnel. On a aussi dit de Bill Clinton qu'il n'a jamais croisé une statistique qu'il n'ait aimée. Il dévore les ouvrages traitant des affaires publiques et rien ne lui échappe des questions politiques. Il sait, par exemple, tout ce qu'il y a à savoir du système de santé allemand et du programme d'aide à l'enfance en France, et il cite statistiques sur statistiques pour démontrer que l'Amérique n'occupe pas la place qu'elle doit occuper.

Un programme non idéologique

Analysant la défaite du Parti démocrate en 1980, 1984 et 1988, Bill Clinton a compris que la base traditionnelle du parti ne pouvait assurer à ce dernier qu'une position minoritaire. Trop d'électeurs séduits par Ronald Reagan étaient passés du côté républicain. Pour que les démocrates reviennent au pouvoir, il fallait briser la coalition rassemblée par Reagan. Et, pour cela, convaincre les électeurs que les démocrates n'allaient plus se contenter d'augmenter les impôts pour distribuer l'argent, comme il le dit lui-même, « aux fonctionnaires ou aux nécessaires qui sauront mal le dépenser ».

Clinton n'exagère pas vraiment quand il soutient avoir mis au pied du mur et chamboulé le Parti démocrate. Il l'a fait passer d'une action de redistribution et d'aide sociale à des programmes non techniques d'éducation, de formation, de santé, d'éducation et d'investissement dans les infrastructures et la production. En soutenant que le gouvernement a un vrai rôle à jouer dans l'économie, Clinton reste fidèle aux valeurs traditionnelles du Parti démocrate. Cela,

tout en mettant l'accent sur la nécessité de l'investissement, de la croissance et de la responsabilité (un mot-clé chez Clinton).

Le gouvernement a le devoir d'améliorer les conditions de vie dans nos villes qui se délabrent, d'assurer la formation des travailleurs qu'affectent les égarments d'une économie devenue globale, d'améliorer la qualité de l'éducation, d'exercer un contrôle des dépenses médicales et de rendre accessible à tous l'assurance santé. Mais le programme de Bill Clinton ne met nul part l'accent sur la redistribution des richesses. Il propose simplement de relever les impôts de ceux dont les revenus excèdent 200 000 dollars par an (soit 1 million de francs).

Avec ce programme non idéologique (au sens traditionnel du terme), auquel beaucoup de républicains ou d'anciens démocrates apostats peuvent adhérer, Clinton s'est montré nettement plus au diapason des mentalités et des valeurs qui prévalent en Amérique. Son opposition au racisme, son soutien aux droits des femmes et des homosexuels, sa position favorable en faveur de l'avortement, tout le situe beaucoup plus près du fonds de la culture américaine qu'un George Bush, qui a hérité des idéologies religieuses extrémistes de l'empereur de la convention du Parti républicain et a montré, durant sa campagne, un déplaisant penchant pour certaines de ces valeurs extrémistes.

Nulle part le ratage de sa campagne n'est aussi évident que dans l'adhésion de George Bush à la rhétorique et aux valeurs de la droite. Clinton a nié plus ni moins dégoûté certains parmi ces groupés que sont les démocrates séduits par Reagan, les jeunes et la classe moyenne. Le message économique de Clinton et son rejet des valeurs extrémistes ont contribué à défaire la coalition que Reagan avait rassemblée de la transformation du Parti démocrate.

Clinton a vu dans la classe moyenne l'instrument de la renaissance de son parti. Il a saisi le poids de l'impit, coïncide qu'elle est entre les riches, qui s'occupent d'eux-mêmes et ont été ménagés par Bush, et les autres, qui ont le plus bénéficié des programmes sociaux. Les couches moyennes ont ainsi financé les dépenses croissantes et non productives du gouvernement tandis que leur propre budget de dépenses (impôts, éducation, de leurs enfants, santé, logement, etc.) allait en augmentant. Sa volonté de favoriser ceux qui vivent de leur travail (autrement dit, les classes laborieuses) et de limiter l'aide sociale aux sans-emploi a été essentielle dans le retour au Parti démocrate à la fois des électeurs réaganiens et des républicains des couches moyennes. Peu d'attention a été apportée au cours de la campagne aux pauvres, aux déshérités et aux Noirs.

Bill Clinton a ainsi su trouver un langage qui évite soigneusement l'idéologie et qui s'adresse aux jeunes, aux travailleurs (ou du moins aux secteurs sensibles de cette catégorie) ainsi qu'à de larges pans de la classe moyenne. C'est un langage qui rejette le libéralisme à outrance de Reagan, reconnaît le besoin d'une intervention de l'Etat dans l'économie, refuse la dépendance à l'égard du gouvernement et n'a pas de mission de redistribution. Tout comme Reagan annonçait l'ère de l'anti-étatisme qui a touché toutes les sociétés développées, Clinton a annoncé l'ère de développement. Clinton pourrait amener l'Amérique à une économie qui laisse jouer l'initiative privée de toujours mais en donnant un rôle à l'Etat, celui d'améliorer les conditions dans lesquelles plus de citoyens pourront donner libre cours à leur imagination et à leur talent.

Un remarquable négociateur

Dans le système américain de gouvernement, la présidence n'est qu'une institution politique parmi d'autres au pouvoir. Ainsi un président ne peut-il à lui seul décider des politiques économiques et sociales qui vont être suivies. Dans ce contexte, une présidence Clinton pourrait avoir un effet salutaire sur l'efficacité du gouvernement américain pour des raisons qui dépassent l'élection de Bill Clinton lui-même. Car ce qui va vraisemblablement se produire en janvier 1993, c'est que l'Amérique, pour la première fois en douze ans, va voir s'achever la cohabitation.

Un démocrate à la Maison

Blanche aidé d'un Congrès démocrate mettront fin à ce véritable blocage du gouvernement que nous avons connu ces dernières années. La cohabitation en France se concrétise simplement par le transfert des pouvoirs du président au gouvernement, qui laisse à ce dernier le contrôle du calendrier politique et les moyens de l'appliquer. Aux États-Unis, la cohabitation signifie purement et simplement le partage du pouvoir entre deux partis. Bien entendu, un président partage toujours le pouvoir avec le Congrès, mais quelle différence quand l'un et l'autre ont la même couleur politique, et qu'ils sont en accord idéologique !

De plus, contrairement à George Bush, qui n'a jamais porté d'intérêt aux questions intérieures ni sa tentative avec les forces politiques, Clinton est un fin politicien qui aime et sait remarquablement négocier, débattre, réaliser un consensus. Cela le servira dans ses rapports avec le Congrès.

Bush fait porter au Congrès démocrate la responsabilité de son échec à renverser la tendance économique. Ses propositions n'étaient pas acceptables par le Congrès, et ce que le Congrès voulait, il y opposait son veto le plus souvent – une situation qui ne se reproduira pas sous la présidence Clinton. Reste que cet impératif de changement proposé par Clinton, cette nécessité de renverser la tendance, d'aller de l'avant en rejetant les politiques économiques et sociales du passé, tous ces thèmes ont porté dans la situation de marasme où se trouvait aujourd'hui l'économie. Cette année aurait-elle été celle des démocrates sans la récession ? C'est une question que l'on peut se poser. Ce qui est sûr, c'est que la crise économique aux États-Unis a donné à Bill Clinton l'occasion de lancer son défi. Lui seul de tous les autres candidats démocrates était capable d'imaginer la stratégie pour gagner.

Nouvel internationalisme

Pour la première fois depuis la fin de la seconde guerre mondiale, la politique étrangère a joué un rôle presque inexistait dans une campagne présidentielle. La fin de la guerre froide et l'état dépressif de l'économie ont contraint les candidats à se replier sur les questions nationales. Clinton a cependant insisté sur un point, à savoir qu'il n'est plus possible aujourd'hui de séparer la politique intérieure de l'international. Si le mot globalisme a un sens, c'est bien parce qu'une nouvelle puissance économique peut prendre des emplois à d'autres pays et peser du même coup sur la politique économique de ces pays. Parallèlement, les vieux concepts de « faucons » et de « colombes » sont dépassés. Les ennemis d'hier sont aujourd'hui des amis. La menace cependant surgira d'où on ne l'attend pas, aussi l'Amérique doit-elle rester militairement forte, mais non pas nécessairement de la même façon que par le passé.

Clinton parle d'un « nouvel internationalisme » dans lequel économique et politique ne peuvent plus être tout à fait séparés. Dans ce domaine aussi, il a « transformé » le Parti démocrate et l'a « mis au défi », car il croit en une défense puissante (bien

qu'il mette l'accent sur des forces plus mobiles), n'a pas d'objection idéologique à l'usage de la force militaire dans des circonstances appropriées, reste attaché au maintien des troupes américaines en Europe (encore que leur nombre puisse être réduit à 75 000 environ). Là où Clinton s'éloigne de la vieille ligne démocrate, c'est en ne cherchant pas la solution aux maux sociaux dont souffre l'Amérique dans une importante réduction des dépenses de défense.

Cette conviction de Clinton qu'économique et politique sont indissolublement liés sera lourde à porter à l'étranger, car son programme cherche à protéger le travailleur américain. Les accords commerciaux avec ses rivaux et alliés n'en seront pas facilités. Même sous un partisan convaincu de la libre entreprise comme le président Bush, les négociations du GATT sont devenues difficiles. Reste à voir si Clinton se montrera plus souple. Il a déjà clairement indiqué qu'il ferait en sorte que les sociétés étrangères soient davantage imposées.

Si Bill Clinton a déclaré avoir l'intention de renouer avec l'Amérique engagée des droits de l'homme (en Chine, en particulier), il n'est pas Jimmy Carter pour autant, car ce n'est là qu'un aspect de sa politique étrangère. Clinton part du principe que l'Amérique doit aider la démocratie à progresser, car c'est ce qui contribuera le plus à la paix mondiale et par là même à la prospérité. Avec Kant, il observe que les démocraties ne se font pas la guerre. Ainsi l'intérêt de l'Amérique est-il d'accroître le nombre des régimes démocratiques par tous les moyens à sa disposition.

Mais là est le problème auquel Clinton est confronté : quels sont les moyens dont dispose l'Amérique, et que lui permettent-ils d'espérer ? Un « retour soviétique » montré que plus de 50 % des Américains estiment les États-Unis en déclin. Comment briser la chute ? L'Amérique doit-elle chercher à rester une superpuissance ? Les déficits du budget et du commerce extérieur ont augmenté, il va falloir rapidement opérer des choix difficiles que l'on a évités par le passé. Clinton n'a pas indiqué ce qu'il en pense. Sa campagne a souligné l'impératif du changement, la nécessité d'inverser la tendance ; ainsi a-t-il privilégié l'optimisme pour lequel inclinent les Américains.

Les temps sont durs mais ne sont pas propices à l'élection d'un président qui parle de décisions difficiles et d'impôts. Pour la majorité des Américains, George Bush n'a même pas pris conscience des problèmes. Ils ont élu Bill Clinton non parce qu'ils croient qu'il détiendrait des recettes miracles, mais parce qu'il a montré une extraordinaire vitalité et autant de persévérance sous les attaques répétées visant sa personnalité et son intégrité. Parce qu'enfin il a su moins une véritable compréhension des problèmes auxquels l'Amérique est confrontée.

Traduit de l'anglais par SYLVETTE GLEIZE

► Ezra Suleiman est professeur de sciences politiques et directeur du Centre d'études européennes à l'université de Princeton.

Le Monde des DEBATS
Le Monde

ABONNEZ-VOUS
1 AN 11 NUMÉROS 216 F SEULEMENT
(Valable jusqu'au 31/12/92)

OUI, je m'abonne au Monde des débats au tarif exceptionnel de lancement, 1 an (11 numéros) : 216 F au lieu de 330 F, prix d'achat au numéro. (soit près de 4 mois de lecture gratuite).

Nom Prénom

Adresse

Code postal Ville

Vous trouverez ci-joint mon règlement : 221 DS 02

☐ Chèque joint

☐ Carte bleue n° Expiry à fin /

☐ Carte Amex n° Expiry à fin /

Date et signature obligatoires :

Bon à renvoyer impérativement avant le 31 décembre à :
Le Monde des débats. Service abonnements, 1, place Hubert-Beuve-Méry,
94852 Ivry-sur-Seine Cedex / sur MINTEL 3615, LE MONDE code ABO

OFFRE SPÉCIALE DE LANCEMENT

Le Monde

Édité par le SARL Le Monde

Comité de direction :
Jacques Lesourne, gérant directeur de la publication
Bruno Frappart, directeur de la rédaction
Jacques Guille, directeur de la gestion
Manuel Lucbert, secrétaire général

Rédacteurs en chef :
Jean-Marie Colombani, Robert Solé
(adjoints au directeur de la rédaction)

Yves Agnès, Jacques Anahis, Thomas Fereznzi,
Philippe Herremann, Jacques-François Simon

Daniel Vernet
(directeur des relations internationales)

Anciens directeurs :
Hubert Beuve-Méry (1944-1980), Jacques Fauvet (1980-1982)
André Laurens (1982-1986), André Fontaine (1986-1989)

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :
15, RUE FALGUIÈRE 75001 PARIS CEDEX 15
Tél. : (1) 40-65-25-25
Télécopieur : 40-65-26-98

ADMINISTRATION :
1, PLACE HUBERT-BEUVÉ-MÉRY 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
Tél. : (1) 40-65-26-26
Télécopieur : 49-60-30-10

M. BILL

La pou
a touché

La pou
a touché

La pou
a touché

Pour la première
la Californie n'a pas

LOS ANGELES

correspondant

En volant dans
terred' d'un
points dans le
sont, l'Etat le
vies (31 millions
maintenir sa respo
concernant la m
la mesure de la m
phique d'un Etat
une mission écon
tion, d'un écon
L'Asiatique, et l
démocrates n'ont
parté « l'Etat d
Shari) depuis qu
formés en 1944
formés avant de
fant du pays, d
démocrate Jones
cette année, la C
rive américain, d
érie. Ses indicate
l'acrobatie ou l'
sont plus sur les
sont immobiliers
sont depuis treis
Bill Clinton, sou
attendant le m
avant d'être élu
porter le titre de
de Californie, son
total, ne s'élève
même les primari
n'est-il pas venu
d'entreprise de
San-Francisco qu

مكة امه لى

L'analyse du scrutin

La poussée populaire en faveur du candidat démocrate a touché pratiquement toutes les grandes régions du pays

WASHINGTON

de nos envoyés spéciaux

Une partie de la classe moyenne américaine, affectée par le marasme économique, a changé de camp, mardi 3 novembre. Elle a déserté la vaste coalition républicaine ébauchée en 1988 par Richard Nixon, élargie en 1990 et 1991 par Ronald Reagan, et dont avait hérité George Bush en 1988 : tel est l'enseignement majeur de l'écrasante victoire remportée par M. Bill Clinton.

Qu'il s'agisse d'un raz-de-marée (dans le Nord-Est) ou d'une forte vague (sur la côte ouest et dans certains États du Sud), la poussée populaire en faveur du candidat démocrate n'épargne pratiquement aucune grande région du pays. Elle a ouvert une brèche fatale dans la large alliance qui avait servi de socle aux précédents succès républicains.

M. Reagan puis M. Bush avaient en effet puisé leurs électeurs dans un large vivier où se mêlaient notamment des « cols bleus » (ouvriers) et des « cols blancs » (employés et cadres) des régions industrielles traditionnellement attachées au Parti démocrate mais irrités par la politique de M. Jimmy Carter, qu'ils jugeaient trop « libérale » – dans le sens américain de progressiste, – et une majorité des jeunes conquis par le fantasme de l'ancien acteur de Hollywood (60 % des Américains de moins de vingt-cinq ans avaient voté pour lui en 1980 et 1984).

Difficultés quotidiennes

La nouvelle carte politique des États-Unis montre de manière étonnante que la première catégorie de ces républicains d'adoption, les « cols blancs », a largement rejoint le giron du parti de l'opposition. Ce retour est particulièrement sensible dans les États du Nord-Est et de la région des Grands Lacs qui forment la « ceinture de la rouille » (« Rust Belt ») (référence aux industries lourdes qu'ils abritent de longue date) : Pennsylvanie, New Jersey, Illinois, Michigan, Missouri, Ohio, Wisconsin. Les deux candidats avaient, en fin de campagne, concentré leurs efforts sur ces États industriels et fortement peuplés qui étaient censés « faire la différence » au cas où le score eût été serré dans le reste du pays.

Mais on sut très tôt dans la soirée de mardi qu'une large victoire attendait M. Clinton, dès qu'on connut les résultats du New Jersey et du New-Hampshire. Le New-Jersey, qu'on appelle l'« État-jardin » parce qu'il abrite de nombreuses banlieues résidentielles, – votait républicain depuis 1964. Le New-Hampshire était infidèle aux démocrates depuis 1968. Or ces deux États venaient de tomber dans l'escarcelle de M. Clinton. C'était le signe que beaucoup d'autres, moins solidement attachés au camp républicain, feraient de même. Ce qui se confirma rapidement.

Ainsi la classe moyenne, en majorité blanche, infligeait-elle un désaveu à M. George Bush, pour n'avoir pas su – ou pu – relancer la croissance ; et surtout pour n'avoir proposé pendant sa campagne aucune solution crédible à ses difficultés quotidiennes : endettement familial, chômage, déclin des systèmes d'éducation et de santé.

C'est le même réflexe de rejet qui a fait basculer la Californie dans le camp démocrate. Cet État, le plus peuplé du pays, traverse une crise sévère. Ayant fondé sa prospérité sur les industries de haut niveau liées à la défense, la Californie, loin d'empêcher les

« dividendes de la paix », est touchée de plein fouet par la réduction des dépenses militaires. Environ 200 000 emplois y ont déjà été supprimés. D'où un taux de chômage de 10 %, l'un des plus forts du pays.

L'équipe démocrate a également « déverrouillé » le Sud, d'où le parti de l'âne avait été totalement chassé par Ronald Reagan. Elle conquiert non seulement l'Arkansas – où M. Clinton a accompli six

mandats de gouverneur – et le Tennessee – dont le nouveau vice-président, M. Albert Gore, était le sénateur, mais aussi la Louisiane et la Géorgie. Elle a failli de justesse arracher le Texas, État d'adoption de M. Bush.

Le tandem « sudiste » et de confession baptiste Clinton-Gore était évidemment bien armé pour ramener dans le camp démocrate les chrétiens fondamentalistes du Sud qui avaient été séduits par l'exaltation des « valeurs » traditionnelles chères à un Parti républicain subissant l'influence grandissante de ses dirigeants les plus conservateurs, emmenés par MM. Pat Buchanan et Pat Robertson. Tout porte à croire qu'ils y sont en partie parvenus.

Dans toutes les catégories ethniques et sociales

L'équipe Clinton-Gore l'emporte dans toutes les catégories ethniques et sociales, hormis chez les plus fortunés. Elle élargit nettement l'audience du Parti démocrate parmi la population blanche tout en conservant son influence traditionnelle au sein des minorités noire et hispanique. Près de neuf Noirs sur dix ont voté démocrate, malgré le fait que M. Clinton soit considéré au sein du parti comme un homme de « centre droit », qu'il ait pris délibérément ses distances envers le pasteur Jesse Jackson.

L'élément le plus atypique de ce scrutin restera sans doute la performance de M. Henry Ross Perot, arrivé troisième avec environ 19 % des suffrages. Le milliardaire a fait beaucoup mieux que les deux plus récents candidats indépendants, George Wallace en 1968 (13 %) et M. John Anderson en 1980 (7 %).

Selon le scénario classique des élec-

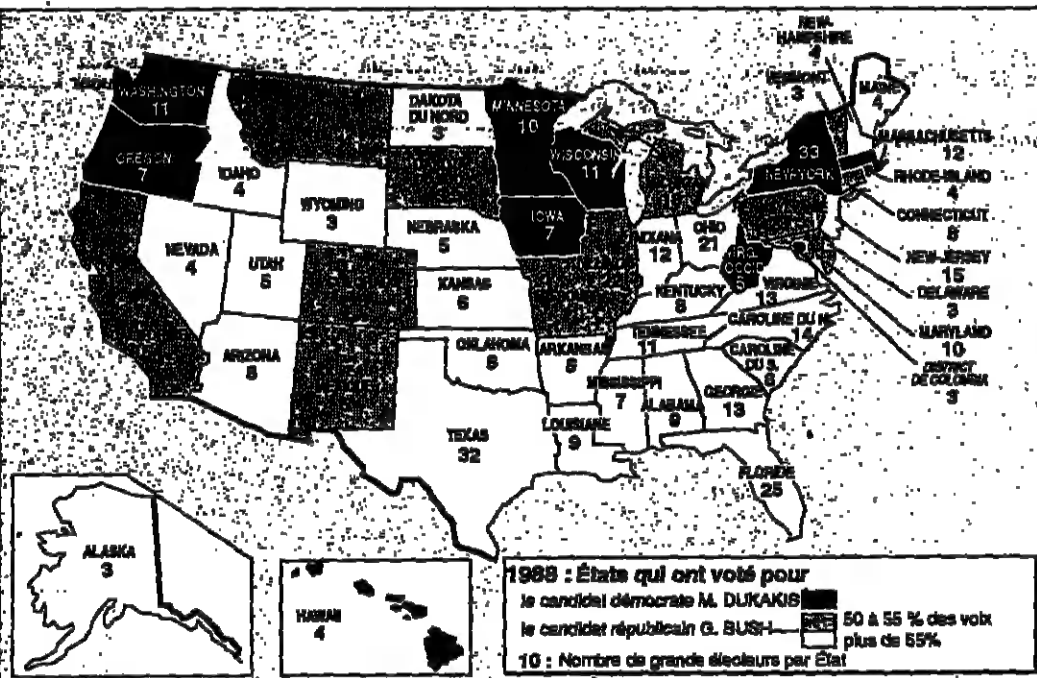
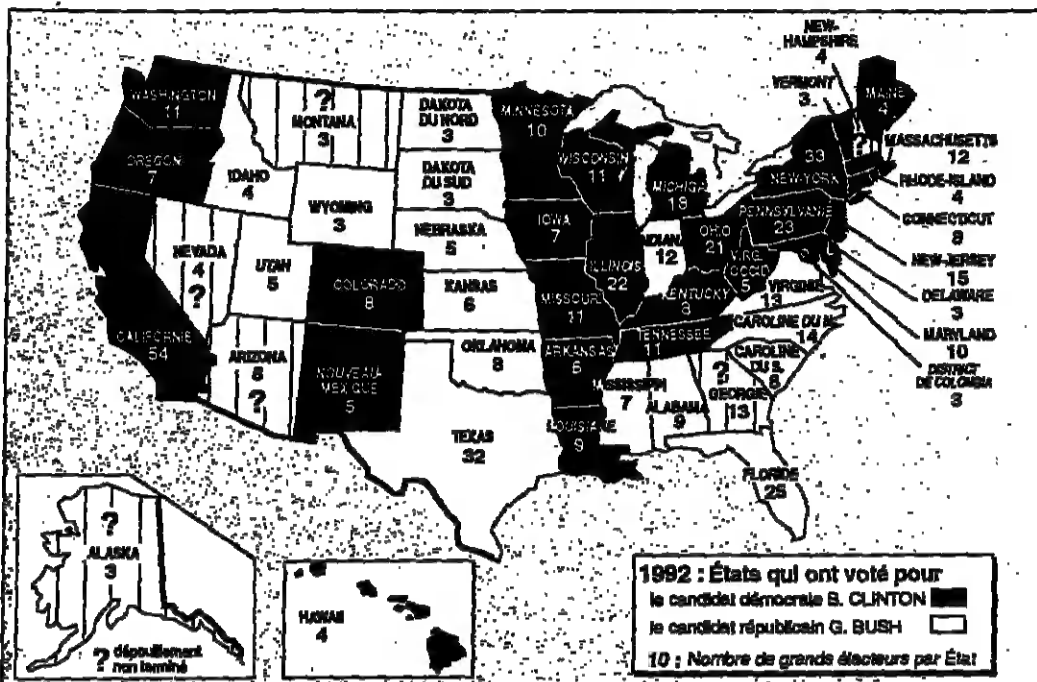
tions triangulaires, les électeurs un moment séduits par le « troisième homme » se résignent le plus souvent, dans l'isolement, à « voter utile ». Cette fois, le candidat indépendant a su conserver la fidélité de près d'un électeur sur cinq. L'opération de séduction menée auprès d'eux par MM. Bush et Clinton, qui avaient pris soin de ne pas critiquer M. Perot, a donc largement échoué.

La présence dans cette élection de M. Perot n'a – semble-t-il – pas modifié fondamentalement le rapport de forces entre M. Bush et M. Clinton, le candidat indépendant ayant pris des voix à ses deux adversaires. Mais sans doute a-t-il empêché le gouverneur démocrate d'emporter la majorité absolue du vote populaire. M. Perot semblait s'être pris au jeu politique, et, ayant les moyens de le poursuivre, il est probable que les Américains entendront de nouveau parler de lui.

M. Bush est le neuvième président américain que les électeurs privent d'un second mandat. Obtiendra-t-il, une fois tous les suffrages décomptés, un aussi piètre score qu'Abraham Lincoln en 1860 (39,8 %) ? Grâce au système du collège des grands électeurs, le premier président républicain des États-Unis avait, quant à lui, été élu, face à trois rivaux qui s'étaient partagé une forte majorité des voix populaires.

Nul n'étant prophète dans son pays, M. Bush a été battu dans le Massachusetts, où il est né, dans le Connecticut, où il a grandi, et dans le Maine, où il passe ses vacances...

A. Fr. et J.-P. L.



Pour la première fois depuis 1964 la Californie n'a pas voté républicain

LOS ANGELES

correspondance

En votant pour M. Bill Clinton (crédité d'une avance d'environ 6 points dans les pourcentages de voix), l'État le plus peuplé des États-Unis (31 millions d'habitants) a fait mentir sa réputation de « terre conservatrice ». Ce changement est à la mesure de la mutation démographique d'un État devenu en dix ans une mosaïque ethnique avec 8 millions d'Hispaniques, 3 millions d'Asiatiques et 2 millions de Noirs. Les démocrates n'avaient pas remporté « l'État doré » (the Golden State) depuis l'élection de Lyndon Johnson en 1964. En 1960, les Californiens avaient même préféré l'enfant du pays, Richard Nixon, au démocrate John F. Kennedy. Mais cette année, la Californie, symbole du rêve américain, s'est inscrite dans la crise. Ses industries de pointe comme l'aérospatiale ou l'informatique ne sont plus aussi prospères. Les promoteurs immobiliers, pour la première fois depuis trente ans, sont moroses.

Bill Clinton, inconnu à l'Ouest, a dû attendre le mois de septembre avant d'être à peu près sûr d'emporter le bloc des 54 grands électeurs de Californie, soit un cinquième du total nécessaire à sa victoire. Avant même les primaires du début de l'année, il était venu convaincre les chefs d'entreprise de Los Angeles et de San Francisco qu'il n'était pas un

démocrate trop « libéral » (trop à gauche) et qu'un changement de président serait bon pour les affaires. Le soutien de quelques personnalités-clés comme John Young, directeur de Hewlett-Packard, dans le Silicon Valley, lui a permis de séduire progressivement une grande partie des jeunes entrepreneurs et des classes moyennes, qui commencent à douter de George Bush.

Ce doute s'est accru lorsqu'ont explosé, le 29 avril à Los Angeles, après le verdict dans l'affaire Rodney King (l'automobiliste noir violemment molesté par des policiers blancs), les pires émeutes raciales de toute l'histoire des États-Unis. En trois jours, le soulèvement des ghettos noirs et hispaniques a fait 53 morts, 2 000 blessés et 1 milliard de dollars de dégâts. L'Amérique découvrait l'ampleur du problème des centres-villes dégradés. La Californie, qui en dix ans a elle seule accueilli plus de tiers des immigrants, ne pouvait plus, en cette période de récession, jouer son rôle de grande machine à intégrer.

D'abord divisé, Hollywood prit parti également pour M. Clinton. Le candidat démocrate n'avait peut-être pas l'envergure d'un Kennedy. Mais il avait au moins, sur une terre où la jeunesse, la beauté et l'optimisme sont des obsessions, le sourire d'une star.

RÉGIS NAVARRE

Pas de doublé à New-York

NEW-YORK

de notre correspondant

Les trombes d'eau qui, durant des heures, se sont abattues mardi sur la côte est des États-Unis n'ont pas découragé les électeurs démocrates, à en juger par la victoire sans appel (plus de dix points d'avance) remportée par M. Bill Clinton dans le deuxième État de l'Union. L'État de New-York a apporté les votes de 33 grands électeurs au nouveau président des États-Unis, comme il l'avait fait en 1988 en votant majoritairement en faveur du candidat démocrate de l'époque, M. Michael Dukakis.

Le sénateur républicain réélu

Durant sa campagne, M. Clinton a régulièrement martelé le thème de la crise économique, et ce message a été particulièrement compris à New-York, où son concurrent affiche un taux de chômage de près de 12 %, supérieur de plus de cinq points à la moyenne nationale. Mais le gouverneur de l'Arkansas doit surtout sa victoire aux nouveaux inscrits sur les listes électorales, parmi lesquels beaucoup de jeunes et de femmes qui, votant pour la première fois, ont opté pour lui. Sur les 13,5 millions d'habitants de l'État de New-York en âge de voter, le nombre d'inscrits a

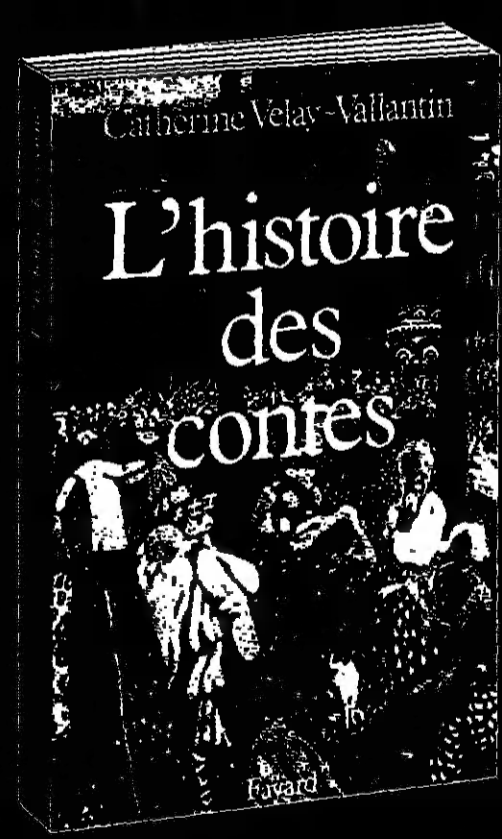
atteint 9,19 millions de personnes cette année, le chiffre le plus important depuis vingt ans et qui constitue une augmentation de plus de 7 % par rapport aux inscrits de 1988.

Mais M. Clinton n'a pas pu rééditer à New-York l'exploit de Lyndon B. Johnson, qui, il y a trente ans, avait entraîné dans son sillage présidentiel les candidats de son parti au Congrès. A l'issue d'une campagne où le débat politique est souvent tombé au degré zéro, le sénateur républicain sortant, M. Alfonse d'Amato, a réussi à se faire réélire pour un troisième mandat, après plusieurs heures d'incertitude, alors que son concurrent, le démocrate Robert Abrams, secrétaire à la justice de l'État de New-York, était donné gagnant dans les sondages.

Les deux candidats étant restés longtemps au coude à coude, M. Abrams a essayé d'obtenir des tribunaux que soit reportée l'heure de clôture du scrutin, mais il a été débouté. M. d'Amato, qui a investi 10 millions de dollars dans sa campagne, dont 2 millions pour les seuls messages publicitaires, s'était nettement démarqué du programme républicain à l'approche du scrutin et avait fini par rallier plusieurs démocrates à sa cause.

S. M.

Il était une fois...



L'histoire est Histoire, et cette analyse passionnante.

Conte après conte, C. Velay-Vallantin restitue en détail l'historicité de toutes les transformations. Le parcours est dense... mais en donnant aux textes un statut complexe et en les articulant à ceux qui les écrivent, les disent ou les lisent, l'auteur... fait deviner que le temps bouscule les choses, y compris un merveilleux qu'on croyait immuable.

Adèle Fargue, Libération

Lire l'histoire des contes, c'est lire l'évolution des mentalités, les contradictions des sociétés, les conflits qui s'y développent. Passionnant.

M.B., Télérama

L'Histoire
chez
FAYARD

L'ÉLECTION DE

L'analyse

L'Amérique d'abord

Suite de la première page

Mais c'est un Congrès tout aussi largement renouvelé par un nombre sans précédent depuis 1945 de nouveaux arrivants (notamment des femmes, des Noirs et des Hispaniques).

Le changement n'est pas seulement électoral ou politique. C'est aussi un changement culturel et de génération. Plus jeune président des États-Unis depuis Kennedy (qui, lui, avait quarante-trois ans), M. Bill Clinton arrive à Washington entouré d'une équipe de quadragénaires, à commencer par son vice-président, M. Albert Gore. Ils remplacent des hommes qui, tous, ou presque, avaient connu la deuxième guerre mondiale. Ils incarnent l'arrivée au pouvoir des « baby boomers », une génération souvent venue à la politique avec les manifestations contre la guerre du Vietnam.

Voix enrouée, visage marqué par la bataille de près d'un an qu'il vient de livrer, M. Bill Clinton, devant des milliers de sympathisants réunis à Little Rock, capitale de l'Arkansas, a salué ce « vote pour un nouveau départ » de l'Amérique. (voir encadré). Il a appelé les États-Unis à faire face « aux défis de l'après-guerre froide » et à ceux des « années 90 », énumérant, en priorité, la nécessité de « restaurer la croissance » puis celle d'affronter des « problèmes trop longtemps négligés : sida, environnement, conversion des industries de la défense » (dans cet ordre et sans mentionner une seule question de politique étrangère). Dans un pays qui

connaît une recrudescence des antagonismes raciaux, le nouveau président a encore appelé les Américains à « se rassembler ».

Certains évoquent la « véritable fin du réaganisme ». Rien n'est moins évident. A sa façon, M. Bill Clinton a largement retenu, et assimilé, les leçons de la révolution conservatrice. Il se présente comme un démocrate nouvelle manière. Sa victoire reflète le coup de barre au centre, certains disent à droite, qu'il a donné à sa formation. C'est celle d'un homme qui se veut résolument centriste ou modéré, plus convaincu de la nécessité de relancer la croissance que d'assurer la redistribution de la richesse, conscient des limites de l'État-Providence, définitivement libéral-économiste (dans un parti plutôt protectionniste), partisan sans réserve de la peine de mort, s'affirmant « autant pro-business que pro-syndicats », et dont l'annonce de la victoire ne semble avoir perturbé ni la Bourse ni les industriels. L'Amérique change, mais à la façon de M. Clinton : prudemment.

M. Bush élégant dans la défaite

Très sportivement, M. Bush a reconnu sa défaite, félicité le nouveau président, assuré qu'il travaillerait étroitement avec lui pour assurer une « transition douce » d'une administration à l'autre. Il a salué son « vieil ami Jim Baker » et annoncé qu'il allait essentiellement s'occuper de ses douze petits-enfants. Un peu plus tôt, M. Bush, qui n'avait pas

l'air particulièrement ébranlé, était allé faire renouveler sa licence de chasseur, s'acheter un nouveau moulinet de canne à pêche et des disques de country music. Il avait confié qu'il se sentait « un peu fatigué, à la fin d'un long voyage » en politique, entamé ici même, à Houston, au Texas, il y a trente ans avec le « vieil ami » Baker. M. Bush cède le pouvoir, avec une élégance toute patricienne, à l'issue d'un scrutin qui, au moins autant qu'un appel au changement, est un vote-sanction massif.

Les électeurs ont sévèrement jugé son bilan intérieur. La principale raison de sa défaite est inscrite dans une courbe de croissance molle : les années Bush ont enregistré la plus faible activité économique depuis la guerre (1,6 % de progression annuelle du PNB en moyenne). En 1988, M. Bush avait promis de créer trente millions d'emplois en huit ans.

Le président sortant et le « truc » de la vision

Quatre ans plus tard, l'économie américaine compte moins d'emplois dans le secteur privé qu'il n'y en avait au début du mandat du président sortant. Ces deux dernières années, les « dégraissages » dans les services et l'industrie ont mis des centaines de milliers d'ouvriers, d'employés et de cadres au chômage. Le pouvoir d'achat s'est tassé : les possibilités de mobilité sociale se sont épuisées. Le président républicain peut faire valoir que ce coup de déprime de l'activité est moins fort que la récession de 1981-1982 et que nombre d'indicateurs témoignent, sinon d'une possible reprise, du moins d'une incontestable santé de l'économie sur le front de la monnaie (inflation contrôlée), des taux d'intérêt (au plus bas), des gains en productivité ou des succès à l'exportation.

Rien n'y a fait. Pour une raison ou une autre, George Bush a été incapable de renverser la perception négative que ses compatriotes ont de la situation économique des États-Unis. Les deux tiers des Américains pensent que leur pays est « sur le mauvais chemin » et doutent de ses capacités à affronter la concurrence avec l'Europe et l'Asie. Les indices de confiance des consommateurs et des entrepreneurs sont tous à la baisse. Plus qu'ils ne consom-

pagne la fin de la guerre froide. Il ne percevra pas qu'en ces temps de transition, d'incertitude, de paysage intérieur et international bouleversé, les Américains ne veulent pas moins d'État — comme il ne cesse de le proposer — mais un peu plus d'État. A ses compatriotes qui réclament quelques lignes directrices, une esquisse de dessin pour l'Amérique des années 90, celle de l'après-guerre froide, George Bush, plus gestionnaire de crise à

sonne pour lui barrer la route s'il avait, alors, proposé un ambitieux programme intérieur.

De même, la plupart des Américains se félicitent que le président républicain ait eu la main sûre, prudente, pour accompagner le démantèlement de l'empire soviétique. S'ils ne le croient pas personnellement, comme il aime abusivement à le laisser croire, de la « victoire » dans la guerre froide, ils lui savent gré d'avoir su négocier en douceur cet énorme virage politique et stratégique. Mais, là encore, juste ou injuste, tout est affaire de perception : la fin de la guerre froide a créé une impression de vide, de désattribution, cependant qu'elle se traduisait sur des écrans de télévision par des images de guerres en Europe et en Asie centrale.

Bref, rien de vraiment rassurant. M. Bush avait beau en « faire des tonnes », multiplier les déclarations euphoriques et passablement surréalistes sur « le nouvel ordre international », le miracle que représentait « la conversion de la Russie à la libre entreprise » ou « la fin de la menace nucléaire soviétique », les Américains, eux, étaient plus sceptiques. A aucun moment, l'effondrement de l'URSS n'a suscité la moindre manifestation de triomphalisme ou de joie dans l'opinion publique américaine. Là encore, M. Bush paraissait « déphasé » ou « déconnecté » avec une rhétorique angélique que les faits — et notamment la soldatesque serbe — paraissent démentir tous les jours.

Sans doute aurait-il pu redresser la barre en menant une campagne positive. De l'avis général, M. Bush a mené une campagne « exécrable ». Là où les électeurs attendaient « un plan de route » pour l'économie, un peu de « vision » pour l'avenir, les républicains ont choisi de tenter de démolir la crédibilité du candidat démocrate et de se présenter comme les seuls détenteurs des « vraies valeurs, celles de la famille et de la religion ».

Ménée par l'extrême droite républicaine, par un groupe de chrétiens fondamentalistes, la convention de Houston, à la mi-octobre, fut perçue dans l'opinion comme la manifestation d'une secte extrémiste assez peu représentative de l'opinion américaine. M. Bush, terrorisé à l'idée d'être perçu comme un modéré, céda à ses ayatollahs du parti. Toujours le déphasage, pendant que les démocrates cultivaient le centre, le pays profond...

ALAIN FRACHON
et JEAN-PIERRE LANGELEUR



ment ou n'investissent, les uns et les autres réclament le formidable endettement hérité des années Reagan. Alors que le déficit budgétaire tourne autour des 300 milliards de dollars, les Américains voient, paradoxalement, l'état des services publics — santé, éducation, infrastructure — se dégrader continuellement.

Cependant, l'hôte de la Maison Blanche paraissait « déconnecté », « indifférent », « déphasé », « peu intéressé », pour reprendre quelques-uns des adjectifs couramment employés à propos du comportement de M. Bush sur le front intérieur. Dans le *Wall Street Journal*, un ancien collaborateur des présidents Nixon et Ford, Stephen Hess, explique : « Bush aura été un président de transition, un intermédiaire (...), quelqu'un qui a maintenu les choses en l'état ». Il aura laissé l'intérieur à des John Sununu, Samuel Skinner, ou Dick Brady, des « seconds couteaux » ; il aura gardé les plus brillants pour la diplomatie et la stratégie, les James Baker, Brent Scowcroft, Richard Cheney, Colin Powell.

Il ne verra pas venir la crise de doute de l'opinion, la grogne contre les élites, la peine de la classe moyenne, le formidable désir de changement intérieur qu'accom-

plète qu'homme de conviction à la Reagan, Kennedy ou Johnson, répondra avec mépris : « Ah oui, ce truc de la vision ». Il n'a pas compris que les électeurs lui demandaient « un plan de route », dit le politologue Michael Barone.

Le peu de poids de la politique étrangère

Autant de carences qui ont brouillé le bilan de sa présidence en politique étrangère et qui font, sans doute, que celui-ci, à l'heure du choix, n'a pas pesé bien lourd. La plupart des Américains donnent un grand coup de chapeau à M. Bush pour la manière dont il a fait face à la crise du Golfe — l'assemblage de la coalition anti-Saddam Hussein et les opérations militaires proprement dites.

Mais, dans le même souffle, la plupart d'entre eux posent la question suivante : « Que n'a-t-il fait preuve d'autant de leadership et d'énergie sur le front intérieur ? ». M. Bush répond en rejetant la responsabilité de l'immobilisme intérieur sur un Congrès à majorité démocrate. Réplique de l'opinion et de la presse : au lendemain de la victoire de *Desert Storm*, le président avait le Congrès « à ses pieds » et per-

Les scrutins présidentiels depuis Franklin Roosevelt

Année	Candidat vainqueur	% des voix	Candidat vaincu	% des voix
1932	Franklin Delano Roosevelt (D)	57,4	Herbert C. Hoover (R)	39,6
1936	Franklin Delano Roosevelt (D)	60,8	Alfred M. Landon (R)	36,5
1940	Franklin Delano Roosevelt (D)	54,7	Wendell L. Willkie (R)	44,8
1944	Franklin Delano Roosevelt (D)	53,4	Thomas E. Dewey (R)	45,9
1948	Harry S. Truman (D)	49,5	Thomas E. Dewey (R)	45,1
1952	Dwight D. Eisenhower (R)	55,1	Adlai F. Stevenson (D)	44,9
1956	Dwight D. Eisenhower (R)	57,4	Adlai F. Stevenson (D)	42,6
1960	John F. Kennedy (D)	49,7	Richard M. Nixon (R)	49,5
1964	Lyndon B. Johnson (D)	61,1	Barry Goldwater (R)	38,5
1968	Richard M. Nixon (R)	43,4	Hubert H. Humphrey (D)	42,7
1972	Richard M. Nixon (R)	60,7	George McGovern (D)	37,5
1976	Jimmy Carter (D)	50,1	Gerald R. Ford (R)	48,0
1980	Ronald Reagan (R)	50,7	Jimmy Carter (D)	41,0
1984	Ronald Reagan (R)	58,8	Walter Mondale (D)	40,6
1988	George Bush (R)	53,4	Michael S. Dukakis (D)	45,6

Légende : D : démocrate ; R : républicain.

Ross Perot, le trouble-fête

Ross Perot n'avait pas tout pour plaire. Mégalo-mane, autoritaire, vaniteux, têtu, irritabilité, méprisant, soupçonneux, incertain, et-on dit, à soixante-deux ans, le milliardaire à l'accent nasillard du Texas eut certes la possibilité de son argent mais pas l'atout de la séduction, même s'il sut rire et faire rire de ses oreilles décollées. Impossible, enfin, pour lui de passer pour un politicien chevronné, vu son manque d'expérience dans ce domaine.

Alors, comment expliquer qu'aux premiers appels du pied de cet homme d'affaires rusé 3,6 millions d'Américains ont donné leur signature pour appuyer sa candidature ? Comment justifier les 33 % d'intentions de vote qu'il eut un jour de mai dans les sondages ? Comment comprendre que certains de ses partisans — terriblement déçus de son retrait de la course en juillet — aillent jusqu'à lancer une action en justice pour le contraindre à se présenter, ce qu'il fit en octobre ? Comment expliquer surtout les 19 % de suffrages obtenus le 3 novembre ?

Les milliers de bénévoles qui se mirent à son service n'attendaient pas de lui l'énoncé de grands principes philosophiques. Ils souhaitaient qu'il continuât à se faire le porte-parole, avec des formules bien triviales, de leurs grands sentiments du moment. Il s'agissait d'abord de relâcher le désenchantement ambiant vis-à-

vis de l'establishment. « Il faut nettoyer la grange, se débarrasser d'une bureaucratie géante et inefficace, obliger les élus à servir le peuple et à tenir leurs promesses au lieu de songer à s'enrichir à bon compte » : ces remarques caricaturales confortaient la traditionnelle méfiance que les Américains nourrissent envers Washington. En temps de crise surtout, cette capitale est vue comme une Babylone du gaspillage et du désordre, où le président est rarement d'accord avec le Congrès, et vice versa.

Il s'agissait ensuite d'exprimer des vives inquiétudes quant à l'avenir du pays, voire l'angoisse ressentie devant tant de licenciements et de fermetures d'usines. Lorsque Ross Perot, fils d'un marchand de coton de la petite ville de Texarkana, disait prosaïquement qu'il fallait que « quelqu'un lève le capot de la voiture, plonge les mains dans la graisse et repare le moteur au lieu de laisser l'embrayage patiner », tout le monde comprenait et opinait.

« Elever des poulets »

Avides de croire qu'il existait des solutions simples à des problèmes compliqués et qu'un *self-made man* dans le business de l'informatique pouvait bien les trouver, les partisans de Ross Perot ont déchanté lorsque ce démagogue trop présomptueux



jeta l'éponge en juillet, parce que la presse s'intéressait de trop près aux aspects les moins reluisants de sa personnalité et le convenait à exposer le remède miraculeux qu'il n'avait pas. De retour dans la course en octobre, Ross Perot n'a pas tout à fait rassuré, avec ses promesses d'augmenter substantiellement taxes ou impôts et de sabrer dans les dépenses publiques pour venir à bout d'un déficit de 300 milliards de dollars, identifié comme « la plaie du pays », dont ses deux concurrents ne voulaient pas parler. Il a d'ailleurs évité d'aller exposer ce programme sur le terrain. Il a préféré

se complaire dans un rôle de diva, que MM. Bush et Clinton ont dû courtoiser, ou dans celui d'amuseur public empêchant les débats télévisés de ronronner. Les grandes chaînes y ont gagné de nombreux téléspectateurs.

Par narcissisme, disent ses détracteurs, le petit Texan a essentiellement investi son argent (près de 50 millions de dollars sur une fortune évaluée à 3,5 milliards de dollars) dans des spots ou des émissions télévisées qui lui servaient de faire-valoir. Tel le PDG s'adressant à ses subordonnés après avoir été nommé à la tête d'une entreprise au bord de la faillite, Ross Perot s'est offert des exposés, baguette à la main et graphiques à l'appui, pour expliquer qu'avec une dette extérieure américaine de 4 000 milliards de dollars, « la fête était terminée ». Cette dette, seul un homme ne comprenant rien aux affaires (George Bush) a pu continuer de la creuser, a clamé M. Perot, tout en présentant aux Américains qu'avec Bill Clinton pour président ils en seront réduits à « élever des poulets ».

La trouble-fête de la campagne 1992 aura au moins rendu ce fier service à l'élite Bill Clinton : préparer psychologiquement le terrain pour faire avaler les douloureuses pilules des inévitables augmentations d'impôts à venir.

M. J.

Les trois précédentes « triangulaires »

Rituellement, une nuée de « petits candidats » (vingt-trois cette année) se présentent à l'élection présidentielle. Ce sont généralement des extrémistes (le Parti communiste américain a toujours son candidat), des originaux, ou les deux à la fois. Mais pour que le jeu du bipartisme (républicain/démocrate) ait quelques chances d'être un tant soit peu brouillé, il faut qu'un candidat indépendant ait beaucoup d'argent et soit populaire, au moins dans une grande région.

On peut alors parler d'une élection « triangulaire », voire « quadrangulaire », cas de figure relativement rares dans l'histoire américaine puisqu'ils ne se sont produits que trois fois en douze élections (en comptant 1992 depuis la fin de la seconde guerre mondiale). En 1948, deux dissidents démocrates se présentèrent contre le président sortant, le démocrate Harry Truman, et contre le candidat républicain Thomas Dewey. Le libéral et ancien ministre Henry Wallace n'obtint que 2,4 % des suffrages ; le sénateur Strom Thurmond — *diacrate* (démocrate du Sud profond) et ségrégationniste convaincu — réalisa exactement le même score.

Beaucoup plus sérieuse fut, vingt ans plus tard, la menace d'un autre *diacrate*, le gouverneur de l'Alabama George Wallace, farouche opposant à l'intégration des Noirs. En 1968, ce populiste invétéré eut 13,5 % des voix au niveau national et obtint la majorité dans cinq États du Sud. Sa candidature contribua à diviser le vote démocrate : le candidat de ce parti Hubert Humphrey n'eut que 42,7 % des voix, contre 43,4 % pour le républicain Richard Nixon (499 704 voix de plus que M. Humphrey). M. Nixon l'emporta donc sans la majorité absolue des suffrages, mais avec 302 mandats de grands électeurs (contre 191 pour M. Humphrey) sur 538.

En 1980, la candidature de l'indépendant John Anderson, dissident du Parti républicain, eut moins d'impact. Contre M. Reagan (élu avec 50,7 % des voix) et contre le président sortant Jimmy Carter, elle ne rallia que 6,6 % des suffrages. M. Anderson réussit toutefois à passer la barre fatidique des 5 %, en-dessous de laquelle un candidat ne peut se faire rembourser ses dépenses électorales.

M. J.

هذه امينة لايوت

Handwritten note in Arabic script at the top of the page.

M. BILL CLINTON

du scrutin

Un Congrès plus féminin

M. Bill Clinton devrait trouver un soutien précieux dans le nouveau Congrès des États-Unis : partiellement renouvelé, il apparaît, mercredi matin, plus féminin, plus noir, et toujours démocrate. Malgré un léger recul à la Chambre des représentants, déjà nettement majoritaires à la Chambre, où ils détenaient 166 sièges contre 268 républicains, les démocrates conservaient mercredi matin leur avantage, puisque les premiers résultats leur accordaient 203 sièges contre 150 aux républicains.

Le Sénat, partagé de manière moins marquée jusqu'ici entre les deux partis (57 démocrates, 43 républicains), paraissait lui aussi glisser vers le parti de l'âne : sur les 35 sièges de sénateur à renouveler cette année, 19 étaient déjà emportés par des candidats démocrates, contre 8 qui allaient à des républicains. Plus significatif, sur les 9 nouveaux sénateurs élus mardi, 7 sont démocrates.

Les femmes ont fait une percée

Première femme noire au Sénat Carol Moseley Braun ou « l'effet Anita Hill »

L'affaire Clarence Thomas-Anita Hill a eu au moins un effet positif sur le scrutin de mardi : elle a indirectement contribué à l'élection au Sénat de la première femme noire (et démocrate) de l'histoire des États-Unis, M^{me} Carol Moseley Braun, candidate de l'Illinois (un État qui a aussi voté démocrate à la présidence, ce qui ne s'était jamais vu depuis 1964).

N'ait été le témoignage de sa collègue avocate Anita Hill contre le juge Clarence Thomas, accusé de harcèlement sexuel, devant la commission sénatoriale chargée de confirmer sa nomination à la Cour suprême, la « féministe » M^{me} Carol Moseley Braun (opposée personnellement à l'avancement mais en faveur du libre choix) ne se serait sans doute pas présentée comme candidate au Sénat, qui ne comptait aucun Noir en son sein.

Le fait que le sénateur sortant de l'État, le démocrate Alan Dixon, avait voté en faveur de la confirmation de M. Thomas avait suscité l'ire de nombre de femmes et de Noirs, furieux de voir le juge très conservateur (opposé aux mesures anti-discrimination contre les minorités) accéder au plus haut tribunal du pays. M^{me} Moseley Braun, âgée de quarante-quatre ans, catholique pratiquante, qui fut députée pendant dix ans au Parlement de l'Illinois, a su profiter de cette vague de mécontentement et remporter, avec très peu de moyens, les primaires sénatoriales de l'État, en mars. Elle survécut ensuite à une campagne

difficile contre son adversaire républicain Rich Williamson, où les coups bas – sur les irrégularités qu'auraient commises sa vieille mère notamment – n'ont pas manqué.

Le facteur Anita Hill a indubitablement incité d'autres candidates à se présenter, et un nombre plus important de femmes à s'inscrire sur les registres électoraux. Résultat : cinq autres femmes l'ont emporté au Sénat, qui ne comptait que deux femmes parmi ses cent membres. Parmi les nouvelles élues figurent notamment les démocrates Diane Feinstein (ancien maire de San Francisco) et Barbara Boxer, qui l'affrontent ainsi les deux sièges de la Californie – une première historique – exceptionnellement renouvelés en même temps cette année. Les femmes seront également plus nombreuses à la Chambre des représentants : sur les 39 femmes élues mardi, 18 le sont pour la première fois.

Les minorités seront également mieux représentées au Congrès. La représentation des Noirs atteindra un niveau record avec au moins 38 élus à la Chambre (tous démocrates sauf un). Pour la première fois depuis 1928, un Amérindien – le démocrate Ben Nighthorse Campbell, élu dans le Colorado – a été élu au Sénat, et la Chambre des représentants aura son premier Amérindien d'origine coréenne en la personne du républicain Jay Kim en Californie.

MARTINE JACOT

Les machines à voter

NEW-YORK
de notre correspondant

Voter, aux États-Unis, est un acte de civisme qui peut se transformer en véritable casse-tête, aux formes différentes suivant les États. A New-York, il n'y a pas de bulletins portant le nom des candidats à glisser dans l'urne, mais une « machine à voter » faisant office à la fois d'isoloir, de panneau d'affichage des listes électorales et d'urne.

L'accès à l'installation est commandé manuellement par un employé du bureau de vote, qui est là aussi pour contrôler la régularité des opérations que pour fournir d'indispensables explications à l'électeur désemparé. L'isoloir, une fois ouvert, dévoile le tableau des candidats, et l'électeur doit faire son choix parmi plusieurs combinaisons possibles.

Horizontalement figurent les noms des partis en lice (autre le Parti républicain et le Parti démocrate, il y a quantité de « petits » partis inscrits). Verticalement figurent les noms des différents candidats, en fonction de la nature du scrutin : élections présidentielle, sénatoriales, des juges à la cour de l'État de New-York et dans les tribunaux civils des comtés, enfin

candidats au Sénat et à l'Assemblée de l'État. Dans la pratique, l'électeur voulant accomplir son devoir dans son intégralité devra effectuer au total seize opérations de vote différentes, en tournant une clé métallique face au nom de chaque candidat. Si le « ticket » président/vice-président est indissociable, en revanche rien n'interdit de « panscher » les listes et les noms des autres candidats. Une technique très utilisée par l'électeur new-yorkais, volontiers frondeur.

Si aucun nom ne lui convient, il peut inscrire son propre patronyme ou celui d'une quelconque autre personne dans un espace réservé, en face de chaque candidat. Son exercice électoral n'est pas terminé pour autant. Dans la plupart des États, les électeurs étaient appelés à se prononcer sur diverses questions.

A New-York, ils devaient accepter ou refuser la proposition du gouverneur Cuomo d'émettre 800 millions de dollars d'obligations pour financer divers projets d'infrastructures et créer des emplois. Au total, un électeur entraîné met deux à trois minutes pour voter. A condition de savoir lire et bien compter.

S. M.

Roosevelt ou Carter ?

Suite de la première page

L'élection du président des États-Unis le 14 décembre prochain, par un collège de grands électeurs, délégués par leurs États respectifs et tenus de voter en bloc, est la seule qui compte au regard de la Constitution. Ce procédé, datant du dix-huitième siècle, et de l'époque où il fallait plusieurs semaines pour atteindre, à cheval, la capitale fédérale, est d'un archaïsme déconcertant. Il a cependant du bon, comme on vient de le voir une fois de plus.

Un marasme patent

En amplifiant presque démesurément le vote populaire, il donne un résultat qui ne souffre aucune ambiguïté. Il permet à M. Bush de gagner, en lot de consolation en quelque sorte, un grand État, le Texas, où il a commencé sa carrière politique et passé une grande partie de sa vie. Il ramène à sa juste place M. Perot, qui n'en a obtenu aucun, grand ou petit.

Le président, ainsi « bien élu » grâce à la sagesse des Pères fonda-

tours de la République américaine, n'a pas beaucoup de temps pour imposer ce changement dont il a fait le mot d'ordre de sa campagne et de l'impérieuse nécessité duquel il a convaincu ses concitoyens. Franklin Roosevelt a réussi, grâce à l'adoption en mars 1933 par le Congrès de son programme quasiment révolutionnaire des cent jours, à « vaincre la peur » et à redresser un pays qui allait à la dérive. Il a tenu son pari.

Roosevelt n'aurait rien pu faire s'il n'avait pas obtenu le vote du Congrès sur des textes décisifs qui ont mis fin au libéralisme sauvage aux États-Unis et permis l'intervention du gouvernement fédéral dans la gestion du capitalisme. Les mesures alors prises dans l'économie réelle (lutte contre la surproduction agricole, lancement de grands travaux) et dans la sphère financière (moratoire sur la dette, abandon de l'étalon-or) étaient considérées avec d'autant plus de méfiance par les conservateurs que Roosevelt, à peu près au même moment, reconnaissait le régime soviétique...

En cent jours, selon la légende, un peu davantage en réalité, Franklin Roosevelt a réussi à faire reculer le spectre d'un effondrement total de l'économie américaine. La situation dont hérite M. Clinton n'est pas aussi catastrophique et la crise actuelle n'est pas aussi aiguë que celle déclenchée par le krach de 1929. Mais le marasme, depuis des années, est patent, et la comparaison avec la Grande Dépression n'est imposée, à tort ou à raison, dans une bonne partie de la population, en particulier au sein de la classe moyenne, atteinte, pour la première fois depuis la seconde guerre mondiale aussi longtemps et dans une telle proportion, par le chômage.

« C'est l'économie, idiot ! »

Les États-Unis souffrent d'une maladie de longueur d'autant plus inquiétante qu'elle paraît interminable. M. Bush a perdu l'élection de 1992 parce qu'il n'a pas pris garde, lors de son premier et unique mandat, à cette angoisse très réelle de ses concitoyens. « C'est l'économie, idiot ! », proclamait un immense panneau près du quartier général de M. Clinton à Little-Rock.

Il s'agissait à la fois de montrer du doigt l'« idiot » en question et de rappeler le sujet principal de préoccupation des Américains. M. Clinton a eu raison d'en faire

le cheval de bataille de sa campagne. Le président élu est-il en mesure d'imposer au Congrès le programme, relativement précis et détaillé, qu'il n'a cessé d'exposer depuis un an ? Celui-ci consiste essentiellement à injecter de l'argent fédéral dans trois secteurs, l'éducation, la santé et les infrastructures (ponts, réseau autoroutier, aéroports, etc.), qui en ont bien besoin.

Cela coûtera certainement beaucoup plus cher que ce qu'affirmait le candidat. Le président sera-t-il capable de le faire passer ? Il faudra à l'évidence augmenter les impôts, et pas seulement pour les plus riches (au-dessus de 200 000 dollars de revenus), comme M. Clinton l'a affirmé, non sans démagogie.

S'il échoue, et se contente d'escarmouches avec le Congrès, non suivies d'effet, bref de vœux pieux, il risque de subir le sort d'un autre baptiste du Sud, le Georgien Jimmy Carter, dont on avait espéré beaucoup, et qui s'est révélé décevant. S'il réussit à s'entendre avec le Congrès, où les démocrates sont majoritaires mais où la discipline de parti, c'est le moins qu'on puisse dire, est faible, il pourra espérer peut-être passer à l'Histoire comme le successeur de l'architecte du New Deal. Dans le cas contraire, il ne sera qu'un nouveau Carter.

DOMINIQUE DHOMBRES

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

Résultats 1^{er} semestre 1992



AXA + EQUITABLE = une opération réussie
Un chiffre d'affaires Groupe AXA de 35 milliards de francs (+12%)
Un résultat net consolidé AXA S.A. de 979 millions de francs (-34%)

AXA + EQUITABLE : une dimension mondiale en assurance

- 90 milliards de francs de cotisations annuelles* (parmi les 15 premiers assureurs mondiaux) dont 60% en Vie/35% en IARD et dont 40% en France/37% en Amérique du Nord.
 - 970 milliards d'actifs gérés (4ème gestionnaire mondial).
 - AXA détient aujourd'hui, après le succès de la démutualisation d'Equitable, 49% de son capital ainsi que des titres convertibles qui porteront sa participation à 56,6% en septembre 1994.
- * base 1991

7,2 milliards de francs (+20,6%). L'essentiel de la progression est dû à AXA Equity & Law dont l'activité en Grande-Bretagne a progressé de 67,4%.

■ La contribution de la réassurance au chiffre d'affaires (3,4 milliards de francs soit +28,5%) est en forte progression.

■ Le chiffre d'affaires des services financiers et immobiliers s'établit à 5 milliards de francs en hausse de 20,6%.

de la productivité.

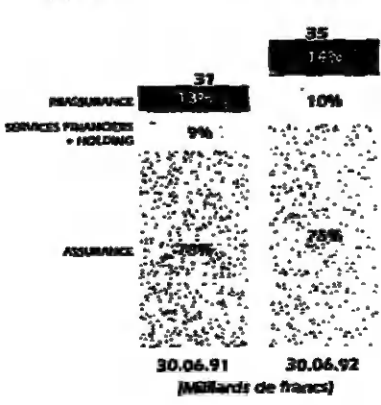
- En Vie : le résultat atteint 485 millions de francs (+159%) grâce à une gestion financière performante. Globalement les plus-values réalisées restent équivalentes à celles du 1^{er} semestre 1991.

■ Hors de France, le résultat est en net redressement (+183 millions de francs contre -32 millions de francs au 1^{er} semestre 1991). Cette amélioration est due à un renforcement exceptionnel en 1991 des provisions techniques en Espagne et à une amélioration des résultats techniques dans la plupart des pays en 1992.

■ Les risques internationaux sont victimes de la situation difficile du marché londonien. Le résultat demeure très fortement déficitaire du fait de la dégradation technique des exercices antérieurs à 1990.

■ Pour les services financiers et immobiliers, la baisse de la contribution (de 297 millions en 1991 à 4 millions en 1992) est due essentiellement à SPS et à Lucia.

AXA au 1^{er} semestre 1992



Répartition par activités du chiffre d'affaires du Groupe AXA (Mutuelles + S.A.)

- Les cotisations d'assurance ont évolué favorablement : 26,6 milliards de francs au 30 juin 1992 contre 24,4 milliards de francs au 30 juin 1991. En France, elles s'élèvent à 12,9 milliards de francs (+10,8%). Hors de France, les cotisations s'élèvent à

Contribution au résultat net consolidé d'AXA S.A.

- Le chiffre d'affaires d'AXA S.A. au 30 juin 1992 s'élève à 30,3 milliards de francs (+16%). Sa répartition par activités est très proche de celle du Groupe.
- En France, la contribution de l'assurance au résultat consolidé est de 914 millions de francs (+55%).
- En IARD : une amélioration du résultat de 7% qui passe à 429 millions de francs par une amélioration

Perspectives

Equitable sera consolidé par intégration globale à partir de juillet 1992. Sa contribution au résultat net d'AXA devrait être légèrement positive. Malgré l'amélioration des résultats techniques de l'assurance, le résultat d'AXA, compte tenu de la moindre réalisation de plus-values, devrait s'inscrire en baisse significative par rapport à 1991.

M. BILL CLINTON

son équipe

M. Albert Gore : un écologiste bien tempéré à la vice-présidence

WASHINGTON
correspondance

Sacha Guitry, lui-même fils d'un acteur célèbre, disait : « Il est difficile de se faire un prénom ! » Albert Gore, fils d'un homme politique fort connu, a eu les mêmes difficultés. Plus grandes, peut-être, parce qu'il portait le même prénom que son père, sénateur démocrate du Tennessee, qui domina la scène politique de cet Etat pendant plus de trente ans. Mais, élu en 1976, à la même fonction, il cessa d'être appelé « Albert Gore Junior », en se dégageant de l'image de son père, démocrate libéral (de gauche), et disciple de Franklin Roosevelt.

Pendant ses jeunes années, le jeune Al Gore vit avec ses parents dans un hôtel réputé de Washington, fréquenté par de nombreux politiciens. A l'école épiscopale Saint-Alban, il est premier de la classe, brillant dans toutes les disciplines. Mais il prend soin, chaque été, de revenir à la ferme familiale de la bourgade de Carthage, à environ cinquante kilomètres de Nashville (Tennessee), pour travailler dans les champs avec les ouvriers agricoles.

Une double
personnalité

A l'université de Harvard, de 1965 à 1969, il fait preuve de prudence et de modération. Certes, il participe aux manifestations contre la guerre du Vietnam et aide le libéral Eugene McCarthy, candidat malheureux à l'élection présidentielle de 1968. Mais les violences du Mouvement de la paix le découragent d'une action plus vigoureuse. En 1969, malgré ses convictions politiques, il s'engage dans l'armée pour aller au Vietnam. Il voulait sans doute ne pas gêner son père, alors soumis à réélection, qui menait une bataille difficile contre un adversaire qui mettait en cause son patriotisme.

Il passe six mois au Vietnam, comme journaliste, mais Al Gore senior perd tout de même son siège. Ce qui renforce chez son fils une tendance à récuser les extrêmes pour tenir « le milieu de la route ». Néanmoins, il surprend ses amis politiques lorsque, avec une poignée de sénateurs démocrates, il approuve l'intervention militaire dans le Golfe. « Ce geste fut pour moi une décision ardue », déclare-t-il.

es cercles conseillers

politique étrangère. On retrouvera, ici, des sources et influences multiples, des gens venus aussi bien de l'entourage de feu le sénateur Henry Scoop Jackson, qui furent des « aïeux » dans la lutte contre l'URSS, que de celui du sénateur McGovern ou de l'ancien président Jimmy Carter. Quelques noms parmi les plus souvent cités : David Aaron, qui fut le numéro deux du Conseil national de sécurité du temps de Jimmy Carter, Anthony Lake, ancien directeur de la planification politique au département d'Etat pendant la même période, l'avocat Warren Christopher (ancien numéro deux du département d'Etat, sous Carter lui aussi), Samuel Berger (même curriculum), Michael Mandelbaum (professeur).

Le cercle des gouverneurs ou anciens gouverneurs. Parmi les proches, figurent, entre autres, M. Zell Miller, gouverneur de Géorgie, et Bruce Babbitt, ancien gouverneur de l'Arizona, souvent présenté comme futur secrétaire général de la Maison Blanche.

Pour concocter la campagne 92, spéculer sur le destin de Bill Clinton dont dépend souvent leur avenir, les membres des cercles se retrouvaient dans la cuisine de la maison du gouverneur, à Little Rock. A ce « cabinet de cuisine », il faut ajouter un titulaire à part entière, conseiller écouté, compétent et très décidé : son épouse Hillary, une des cent premières avocates des Etats-Unis.

A. F.

Mais cette attitude est un atout pour le « ticket » démocrate. Il compensait en cela les positions ambiguës de M. Bill Clinton. D'autre part, la rectitude de sa vie privée le rendait apte de certains secteurs de l'électorat, rassurés par ce jeune quadragénaire (quarante-quatre ans) studieux et sérieux, menant une vie rangée de père de famille, détenteur et cependant facétieux.



« Un livre vous donne une chance de montrer au public ce qu'on est vraiment... », mais ce commentaire d'Al Gore sur son ouvrage, *Earth on balance*, est peu révélateur. La bataille électorale l'a obligé à sortir de lui-même, à se laisser aller à exprimer ses émotions. Al Gore a admis qu'il s'intéressait essentiellement à des problèmes tels que celui de la défense de l'environnement. Cet intérêt a écrit : « J'ai dû regarder en moi et faire face à des questions difficiles, par exemple sur ce que je cherchais vraiment dans ma vie, et pourquoi... » Quelle que soit cette introspection, la campagne a mis en évidence sa double personnalité.

L'intransigent, croisé de l'écologie, a dû composer avec les réalités politiques. Ainsi on pouvait un jour le voir gesticuler sur l'estrade, crier de sa voix forte des slogans parfois démagogiques mais nécessaires au succès de sa candidature. Le lendemain, il renouait à l'éloquence du tribun et prenait ses distances, bref, paraissait manquer de conviction. Ce détachement apparent a contribué à son échec en 1988 à l'élection « primaire » de New-York. Il se retira alors de la course à la présidence...

Un manifeste
véhément

En 1989, son jeune fils, renversé par une automobile, échappa d'extrême justesse à la mort. « Ce fut, déclare-t-il, une expérience qui me changea pour toujours... J'ai dû modifier mes priorités... » Il s'engagea, à ce moment, dans l'appartenance de ses parents pour se consacrer à la rédaction de son livre, manifeste véhément mettant en garde contre une menace catastrophique écologique, plus dangereuse à son avis pour l'humanité qu'Hiro et Staline. Il englobait dans une même réprobation la révolution scientifique, le rationalisme, l'automobile, la libre entreprise, l'accroissement de la population, etc.

Pendant la campagne, il a dû atténuer certaines de ses idées plus hardies, comme celle de supprimer le moteur à explosion au cours du prochain quart de siècle. Ses adversaires républicains s'efforcèrent de ridiculiser cet ennemi de l'automobile et le dénoncèrent comme un « extrémiste écologiste ayant une vision hystérique du monde... ».

Au Sénat, Al Gore impressionné et déroute ses collègues par l'étendue et la variété de ses connaissances techniques et scientifiques. Il se dit croyant et reste convaincu que la science et la religion ne sont pas antagonistes, affirmant : « Serait-il concevable que le Créateur ait voulu nous pousser, pile-mêle, vers la destruction de nos foyers... »

HENRI PIERRE

NEW-YORK

de notre correspondant

M. Bill Clinton n'a pas de « poison masqué » pour remédier du jour au lendemain aux maux dont continue à souffrir l'économie américaine. Il se propose néanmoins de stimuler la croissance par un important programme d'investissements publics, tout en gardant un réel souci de justice sociale. C'est ce qu'affirme M. Robert Shapiro, l'un des principaux artisans de la plate-forme économique du candidat démocrate à la Maison Blanche. Avec M. Robert Reich, professeur d'économie à Harvard, et M. Paul Krugman, professeur au Massachusetts Institute of Technology, ce consultant d'un centre d'études de Washington (le Progressive Policy Institute) a jeté les bases d'un compromis entre les incontournables priorités sociales du parti démocrate et les réalités économiques du moment. Le déficit budgétaire, qui vient d'atteindre le chiffre record de 290 milliards de dollars au 30 septembre dernier, limiter la marge de manœuvre du futur président.

Le plan de relance élaboré par ces architectes des « Clintonomics », aux yeux desquels l'investissement est plus important que le déficit budgétaire, doit permettre d'injecter 220 milliards de dollars, sur une période de quatre ans, dans l'économie américaine. Dont la moitié environ sous forme de « grands travaux » (voir encadré), avec l'espoir de créer huit millions d'emplois durant ce mandat, grâce à une croissance réactivée.

Représentant un par un les principaux sujets de préoccupation des Américains (l'emploi, la santé, l'éducation, la sécurité), M. Clinton évoque un éventail de mesures, tout en insistant sur la responsabilité de chacun. Ainsi, les écoles publiques, où la qualité de l'enseignement est tellement décriée, recevront davantage de crédits, mais elles devront respecter des normes nationales et mesurer leurs progrès vers les objectifs fixés. Dans le même esprit, l'aide sociale

(Welfare) doit devenir « une seconde chance, pas un mode de vie », grâce aux efforts qui seront consentis en matière d'éducation et de formation.

« Comment réduire
le déficit en quatre ans »

Bien décidé à éviter l'étiquette de « dépensier des deniers de l'Etat » — une accusation que son adversaire républicain a martelée à

chaque discours électoral, — M. Clinton s'estime en mesure de réduire le déficit budgétaire fédéral de près de moitié durant son mandat. Il serait alors ramené de 320 milliards en 1993 à 140 milliards en 1996. Pour réaliser ce qui apparaît alors comme une véritable prouesse économique, le candidat démocrate, qui prévoit d'alléger les impôts de la classe moyenne, compte d'abord sur une compression importante du budget

de la défense. Allié à d'autres réductions de dépenses fédérales (suppression de 100 000 postes « bureaucratiques », réduction de 25 % du personnel de la Maison Blanche...), elle rapporterait 140 milliards de dollars à l'Etat, toujours sur quatre ans.

M. Clinton promet aussi de relever les taux d'imposition des ménages gagnant plus de 200 000 dollars (environ 1 million de francs) par an et d'y ajouter une surtaxe de 10 % applicable aux revenus de plus de 1 million de dollars annuels. Le tout devrait faire entrer 95 milliards dans les caisses de l'Etat. Enfin, et le projet fait frémir plus d'un investisseur étranger, M. Clinton a en tête diverses mesures d'équité fiscale, telle une imposition accrue des entreprises étrangères (accusées de payer trop peu d'impôts aux Etats-Unis), qui pourrait lui fournir 58 milliards de dollars de recettes nouvelles.

Ce scénario repose sur le postulat d'une croissance « modérée », selon les termes du programme, sans que l'on sache quelles sont les hypothèses d'augmentation du produit intérieur brut qui ont été retenues pour les années futures et qui correspondent à ce terme. Une seconde série de projections encore plus « roses » prévoit que le déficit fédéral de 1993, évalué à environ 280 milliards de dollars, soit ramené à 75 milliards en 1996. Mais il suffirait, par exemple, que l'explosion des dépenses de santé ne puisse être contenue comme le souhaitent les auteurs du programme pour que tout dérape.

Le mandat de M. George Bush avait été marqué, sur la question de la réduction du déficit, par d'épuisantes batailles entre le Capitole et la présidence. L'accession de M. Clinton à la Maison Blanche permettrait d'engager un dialogue beaucoup plus constructif avec le Congrès, qui devrait rester à majorité démocrate. A condition que le nouveau président puisse calmer les surenchères de ses amis politiques, grisés par la victoire.

SERGE MARTI

Le programme économique

« Remettre l'Amérique au travail »

Les « grands travaux » des démocrates

NEW-YORK

de notre correspondant

La « stratégie économique pour l'Amérique » de M. Clinton comporte un important volet consacré à l'investissement public. A travers un fonds créé à cet effet et doté de 20 milliards de dollars par an pendant quatre ans, d'importants travaux d'équipement pourront être entrepris dans quatre secteurs jugés critiques : les infrastructures et les transports (création d'un réseau de trains à grande vitesse, étude d'un modèle d'avion à courte portée), l'information (création d'un réseau national qui relierait le domicile au bureau, à l'école ou au laboratoire) et l'environnement (système de recyclage des déchets toxiques, de dépollution de l'air et de l'eau, etc.).

M. Clinton accorde ensuite la priorité à l'éducation et, fait nouveau, à la formation professionnelle. Un programme national d'apprentissage sera mis en place, et chaque employeur devra consacrer 1,5 % de la masse salariale à la formation permanente.

M. Clinton veut également « investir dans les communautés » en mettant en place des programmes de développement

urbain, un réseau national de banques « communautaires » et des zones d'entreprises qui doivent permettre de revitaliser les centres-villes, là où la présence supplémentaire de cent mille nouveaux policiers devrait permettre de réduire la criminalité. Au même chapitre, des avantages fiscaux seront accordés aux entreprises qui s'installent dans ces centres-villes, à la condition qu'elles y développent l'emploi. De leur côté, les petites entreprises qui acceptent d'investir à long terme dans de nouvelles activités bénéficieront d'une exonération fiscale de 50 % sur l'imposition de leurs revenus.

M. Clinton, qui se dit partisan du libre-échange (il a approuvé, avec quelques réserves, l'accord conclu entre les Etats-Unis, le Mexique et le Canada), veut aussi accroître les exportations américaines et renforcer la procédure, qui permet d'appliquer des représailles commerciales aux « mauvais » partenaires des Etats-Unis. Il entend également réformer ministère du commerce extérieur : il la suspecte d'être trop de lobbyistes au service de firmes étrangères.

S. M.

Le premier discours du président élu

« Un nouveau départ »

Voici les principaux extraits du premier discours prononcé par le président élu, Bill Clinton, dans la nuit de mardi 3 à mercredi 4 novembre, à Little-Rock :

« Mes chers compatriotes, En ce jour, le peuple américain a voté, avec de grandes espérances, généralement et massivement, pour un nouveau départ.

Cette élection est un vigoureux appel à notre pays pour qu'il affronte les défis de la fin de la guerre froide et le début d'un siècle nouveau, (...) pour rétablir la croissance de notre pays et les chances de la population, pour donner aux gens la capacité d'être pleinement responsables de leur vie, pour faire face à des problèmes si longtemps négligés — depuis le siècle jusqu'à l'environnement et à la conversion de notre économie de géant militaire (...).

« Nous avons besoin
de votre aide »

« Le plus important, peut-être, est de rassembler notre peuple comme jamais auparavant, afin que nous diversifions notre économie, que nous soyons une source de force dans un monde chaque jour plus petit, où chaque personne compte et où chacun fait partie de la famille américaine. (...) J'accepte ce soir la responsabilité que vous m'avez confiée d'être le dirigeant du plus grand pays de l'histoire de l'humanité. »

S'adressant aux électeurs de MM. Bush et Perot, M. Clinton a ajouté : « Je vous demande de vous joindre à nous pour construire les Etats ré-unis. Nous avons besoin de votre aide. Et nous ferons de notre mieux pour la mériter. »

5, 6 et 7 novembre de 10h à 19h
au 1er Forum Innovations du Service Public

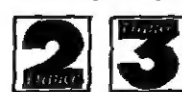
Moi, je vais voir la vie en mieux.

Les 5, 6 et 7 novembre vous avez rendez-vous avec le service public. Pendant 3 jours, et pour la première fois, tous les ministères, entreprises et services publics s'exposent, ensemble, sur 17000m². Au Parc des Expositions de Paris, Porte de Versailles, venez voir des centaines d'innovations qui vont améliorer votre vie de tous les jours. Informez-vous sur vos droits, découvrez des métiers et des carrières, rencontrez ceux et celles qui font vivre le service public au quotidien.

- Cadre de vie,
- Education, emploi, travail, formation professionnelle,
- Justice, sécurité, défense,
- Santé, protection sociale, solidarité,
- Culture, jeunesse, temps libre,
- Echanges, transports, communications,
- Relations avec les entreprises.

C'est toute la vie en mieux qui vous attend au 1er Forum Innovations du Service Public, le rendez-vous à ne pas manquer.

Avec la participation de



France Inter



Parc des Expositions de Paris, Porte de Versailles - Hall 3
Entrée libre. Pour tous renseignements : 36 16 Fonctionna

Les réactions internationales

Selon Bonn, « M. Clinton est tout sauf un isolationniste »

Comme il est de coutume, une avalanche de félicitations a salué, mercredi 4 novembre, la victoire de M. Bill Clinton.

Parmi les premiers à réagir, le président russe Boris Eltsine a congratulé le futur président américain par un message dans lequel il prône la continuité dans les relations entre les deux pays et dit s'attendre que « la compréhension mutuelle entre la Russie et les États-Unis continue de connaître l'évolution qui l'a caractérisée au cours des derniers mois ».

Réaction encore plus matineale à Bonn où le président Richard von Weizsäcker, le chancelier Kohl et le ministre des affaires étrangères Klaus Kinkel ont insisté sur les responsabilités mondiales des États-Unis. « Bill Clinton est tout sauf un isolationniste », a estimé M. Kinkel, en se disant convaincu que les

États-Unis allaient « continuer à assurer leurs responsabilités en matière de sécurité ». Le chancelier, remerciant M. Bush pour son action, a souhaité le renforcement de « l'étroite amitié transatlantique ». « Après la fin de la guerre froide, nous sommes confrontés ensemble à de nouveaux défis mondiaux. La communauté internationale ne les surmontera que par le dialogue et le travail en commun », a écrit pour sa part M. von Weizsäcker dans son message de félicitations.

Ce sont également des vœux de succès dans les efforts qu'ils déploieront en vue de « la paix mondiale, le progrès économique et la stabilité », que le président sud-africain Frederik De Klerk a formulées pour MM. Clinton et Gore.

A Mexico, le président Carlos Salinas, qu'avait pu un moment inquiéter les réserves exprimées par

M. Clinton à propos de la création de la zone de libre-échange nord-américaine (ALENA), s'est dit convaincu dans son message que le futur président partagerait désormais avec lui les mêmes opinions sur le commerce, la coopération frontalière et la lutte anti-drogue.

C'est sur l'espoir d'un redressement économique aux États-Unis qu'on mettait l'accent mercredi à Bangkok, en se félicitant que M. Clinton soit un ferme partisan de la liberté des échanges, ce qui signifie qu'on redoute vaguement le contraire.

A Taipei, où l'on entretient traditionnellement de meilleures relations avec les républicains, le premier ministre a félicité chaleureusement M. Clinton un

homme « qui a rendu visite quatre fois à Taïwan et est un véritable ami ».

Enfin le dirigeant libyen, le colonel Mouammar Kadhafi, a salué mercredi le camp du parti démocrate comme un « allié naturel et historique des peuples (...) persécutés parce qu'ils sont attachés à leur indépendance ». Il a estimé que M. Bush, tout en « contribuant » à une « politique de terreur comparable à celle de Genghis Khan », n'en était pas « responsable » et n'est pas à blâmer autant que M. Ronald Reagan. Le parti démocrate de M. Clinton est « une coalition des pauvres, des opprimés, des minorités - Américains, Juifs, noirs et arabes - et de l'ensemble du camp des esclaves », a-t-il encore déclaré. - (AFP, Reuters.)

Pékin : réserve et appréhension

PÉKIN

de notre correspondant

La presse de Pékin a salué avec réserve, mercredi 4 novembre, l'élection de M. Bill Clinton, présentée comme « le premier président du baby-boom » américain. Elle avait rapporté très rapidement, sans commentaire, les premières projections annonçant le retour d'une administration démocrate et la déclaration de M. Bush concédant sa défaite.

Même si elle s'était faite à cette idée ces dernières semaines, la Chine gouvernementale va regretter amèrement le départ de M. Bush, en dépit des désaccords qui l'avaient amenée à se montrer particulièrement critique, par moments, à son endroit. Elle aborde avec appréhension l'ère Clinton, inquiète du poids qu'exercera sur la Maison Blanche un milieu démocrate qui, depuis la crise de Tiananmen, lui est très hostile, après lui avoir été totalement acquis.

Mais la Chine va tenter de ramener rapidement M. Clinton, qui avait commencé sa campagne en

tonnant contre « les dictateurs de Pékin », sur la voie d'une coexistence tenant compte de l'importance des économies des deux pays. L'exercice lui rappellera d'une certaine façon l'époque où elle avait réussi, après son idylle avec M. Jimmy Carter, à « retourner » M. Ronald Reagan, ce proche de Taïwan devenu chaud partisan du rapprochement avec Pékin une fois élu président.

L'époque, cependant, est différente. La Chine ne représente plus pour les États-Unis une carte stratégique dans la guerre froide. Elle se doute que les nuages vont s'assombrir encore sur quantité de différends - commerciaux, diplomatiques - avec les États-Unis à propos desquels M. Bush avait été, face aux démocrates, un allié utile. Peut-être Pékin en viendra-t-il à regretter de ne pas avoir assez aidé son prédécesseur par des concessions, notamment en matière de droits de l'homme, qui lui auraient permis de mieux faire face au Congrès.

On n'avait pas revu la statue de la Liberté en public dans la capitale chinoise depuis la nuit du 3 au

4 juin 1989, lorsque les blindés avaient abattu ce symbole de démocratie en chassant de la place Tiananmen les étudiants du printemps de Pékin. Son effigie trônait illuminée, dans la salle d'un grand hôtel louée par l'ambassade des États-Unis pour sa réception électorale. S'y pressaient des centaines de jeunes Chinois, invités pour voir les programmes télévisés des résultats transmis par satellite dans une ambiance de liesse, et avec cette extraordinaire fascination qu'exerce ici l'Amérique sur la jeunesse.

Il y avait des étudiants, les amis de l'ambassade, sages et excités à la fois, chacun y allant de son commentaire comme il apparaissait que M. Clinton s'approchait de la victoire. « Très bon pour nous », dit l'un sans hésitation. Un autre souhaitait que le nouveau président « comprenne bien la Chine ». Au passage d'un clip où M. Perot lançait : « Écoutez la voix du peuple ! », des rires et quelques applaudissements. On ne pensait pas seulement au peuple américain.

FRANCIS DERON

Jérusalem : la défaite de « l'ami des Arabes »

JÉRUSALEM

de notre correspondant

S'ils avaient pu participer aux élections américaines, une forte majorité d'Israéliens auraient voté contre M. George Bush. En ce sens, et parce qu'elle signifie d'abord la défaite de celui qui était considéré comme « l'ami des Arabes », la victoire de M. Bill Clinton est très bien accueillie par l'homme de la rue. Pour les mêmes raisons, mais aussi parce que la partie arabe de Jérusalem, sur l'identité de ceux qui reprendront le dossier proche-oriental.

M. Rabin, républicain de cœur

Prudent, M. Fayçal Hussein, chef virtuel des modérés de l'intérieur, s'est rendu à Amman pour mettre au point une réaction commune avec la direction extérieure de l'OLP.

Du côté des opposants au processus de paix, le professeur Rynd Malki, proche du FPLP de

Jérusalem. Le ministre des affaires étrangères, M. Shimon Pérès, a exprimé sa certitude que la nouvelle administration apprendrait que « la paix (au Proche-Orient) ne peut être imposée » et qu'il fallait plutôt essayer de rapprocher les parties en conflit « comme a su le faire M. Bush ».

Personne ne doute que le processus de négociation israélo-arabe va se poursuivre. Mais, mercredi matin, tandis que les radios faisaient l'inventaire des nouveaux sénateurs juifs qui siègeront au Capitole, on s'interrogeait, dans la partie arabe de Jérusalem, sur l'identité de ceux qui reprendront le dossier proche-oriental.

M. Rabin, républicain de cœur

Prudent, M. Fayçal Hussein, chef virtuel des modérés de l'intérieur, s'est rendu à Amman pour mettre au point une réaction commune avec la direction extérieure de l'OLP.

Du côté des opposants au processus de paix, le professeur Rynd Malki, proche du FPLP de

M. Georges Habache, ne mâchait pas ses mots : « La nouvelle administration favorisera sans aucun doute Israël et lui permettra de manœuvrer à sa guise. » C'est toute l'ironie et la complexité du puzzle régional que de constater à quel point la consultation américaine a mis au jour toutes sortes d'alignements apparemment contre nature.

Ainsi voit-on la droite nationaliste israélienne, et d'abord M. Itzhak Shamir, applaudir avec M. Saddam Hussein à la défaite du vainqueur de la guerre du Golfe. « Par bonheur », a dit l'ancien premier ministre, M. Bush n'a pas été réélu. La gauche palestinienne, naguère admirative de l'aventure irakienne au Koweït, regrette la chute d'un homme qui avait obligé Israël à s'asseoir à la table des négociations avec ses ennemis arabes.

Au-delà des déclarations de circonstance, ce n'est un secret pour personne que M. Rabin, républicain de cœur et connaisseur avéré de la politique américaine - il fut six ans ambassadeur à Washington - souhaitait la réélection de celui sans qui lui-même ne serait peut-être pas au pouvoir. En refusant à M. Shamir les facilités d'emprunt qu'il réclamait, l'administration Bush avait « fait » l'élection de son challenger travailliste.

Principal bénéficiaire de l'aide américaine, aucun pays au monde n'est plus sensible à la politique américaine que l'État juif. La victoire d'une équipe démocrate qui a fait campagne sur le thème sous-jacent de « l'Amérique et les Américains d'abord » rassure à la fois l'opposition de droite, qui espère que la pression de Washington pour la restitution des territoires arabes occupés va diminuer, et préoccupe le pouvoir. Une administration « plus » isolationniste qu'« internationaliste » risque d'être tentée de réduire son aide à Jérusalem. Mardi, le ministre des finances avait cru devoir prévenir les milieux économiques que le soutien de l'Onu Sam n'était pas assuré pour les années à venir.

PATRICE CLAUDE

Tokyo : entre l'espoir de la relance et la crainte du protectionnisme

TOKYO

de notre correspondant

Les Japonais affectionnent la continuité. C'est pourquoi la victoire de M. Clinton introduit une inconnue dans l'équation de leurs relations avec les États-Unis à un moment où celles-ci connaissent une détérioration : selon un récent sondage du quotidien Yomiuri et de Gallup, le nombre de ceux qui pensent qu'elles sont bonnes n'a pas été si bas depuis quinze ans. De part et d'autre du Pacifique, on estime que l'antagonisme ira en s'aggravant. Selon le même sondage, la majorité des Japonais pensait que M. Bush aurait été plus soucieux que son adversaire de remédier à cette situation.

L'arrivée au pouvoir de M. Clinton suscite par conséquent à Tokyo une certaine appréhension. Les liens avec les démocrates se sont considérablement distendus au cours des douze dernières années. Ce qu'on a appelé la « diplomatie des lobbies » a été devenu l'un des grands axes de la gestion quotidienne des relations entre les deux pays, et les Japonais craignent que le nouveau président s'appuie davantage sur les experts et les hauts fonctionnaires. Dans un pays qui préfère les relations informelles aux canaux officiels, le *spoils system* américain est quelque peu dérangeant.

Comme le souligne ironiquement le quotidien Asahi, dans un climat économique morose la seule véritable

demande est celle des personnes qui ont des liens avec les démocrates. Profitant de cette soudaine appétence, des hommes d'affaires américains approchent les entreprises nippones en faisant état de leurs bons contacts avec les démocrates. Les ministères, pour leur part, cherchent à réactiver les vieux réseaux du temps de la présidence de M. Carter.

Beaucoup de commentateurs soulignent néanmoins que l'administration démocrate devrait être plus à même que les républicains de conduire les États-Unis sur la voie de la reprise économique. Ce qui serait globalement positif pour les Japonais, qui espèrent que leurs partenaires américains, plutôt confiants en eux-mêmes, seront

moins agressifs contre la « menace nipponne ». Dans leur message de félicitations au nouveau président, le premier ministre, M. Kiichi Miyazawa, que le chef de la diplomatie, M. Watanabe, ont d'ailleurs souligné combien est « importante une relance de l'économie américaine, non seulement pour le Japon mais pour le reste du monde ».

Au cours de sa campagne, M. Clinton n'a guère clarifié sa position à l'égard du Japon. Bien que le risque existe de voir les États-Unis devenir plus protectionnistes, en jouant de dispositions du Trade Act sur les restrictions des importations, voire de mesures de rétorsion contre les pratiques commerciales jugées déloyales, le MITI (ministère de l'industrie et du com-

merce international) ne s'attend pas à un changement drastique de la politique américaine envers le Japon.

Des inconnues n'en existent pas moins : éventuelle taxation des entreprises étrangères, pression pour une nouvelle revalorisation du yen, comme l'ont laissé entendre certains conseillers de M. Clinton. Les Japonais craignent en outre que Washington ne leur demande d'assumer une plus grande part de l'entretien des troupes américaines sur l'archipel ou de participer davantage à des opérations internationales sous l'égide des Nations unies.

PHILIPPE PONS

La longue nuit des Américains de Paris

Ce garçon-là est un rebelle. Tout prêt à s'embarquer, prompt à se révolter, schématisé à convaincre, désireux d'agiter. « Agiter », « secouer », « bousculer », « réveiller », « protester »... Avec sa mèche volage, son rire de garnement ravi de ses audaces, et ses longs bras qui jouent les tourniquets et moulinent l'atmosphère, il est un provocateur. Il a voté Perot. Et à l'American University de Paris où il étudia cette année, il entend que cela se sache. Que l'on comprenne enfin que « le carcan étroit du bipartisme dans lequel on emprisonne les citoyens américains n'est plus acceptable » ; que l'on dénonce encore « la fausseté, l'hypocrisie, le démagogie des politiciens professionnels qui réclament ce que les gens n'ont pas entendus » quand il faudrait avoir le courage de « les choquer, les surprendre, les dérouter » par des vérités crues qu'ils sont à même d'entendre. Et que Ross Perot, « dont la voix d'extra-terrestre, les grandes oreilles et la fortune de milliardaire » ne peuvent faire le héros dont il rêve, est quand même bien le seul à avoir joué la franchise dans une bataille « désespérément académique et pipée ».

Comme il s'anime, le jeune Bob Nagel. A la cafétéria, où une urne a recueilli mardi après-midi les votes des étudiants et du person-

nel de l'école, donnant à Bill Clinton une avance confortable sur George Bush. Et puis à la tribune d'un forum arbitré très rigoureusement par un professeur et lors duquel chaque clan dispose de trois fois quatre minutes pour défendre les positions de son champion. Les défenseurs de Clinton ont adopté un ton d'austérité, ceux de Bush le discours « idéologique ». L'équipe Perot, elle, claironne, ironise et efface. « Non non, lance Bob Nagel, le sourire insolent. Le vote Perot n'aura pas été gaspillé ! »

Vers 21 heures au Harry's Bar, le plus fameux - et le plus vieux - rendez-vous des Américains à Paris, la bousculade s'intensifie de minute en minute. Le vieil Harry n'est plus là pour superviser les folles nuits d'élections, mais son petit-fils officie à sa place, fier de la tradition, une oreille sur le téléphone - « non madame, pas de réservation ce soir, vous attendrez un peu avec plusieurs centaines de visiteurs ; mais n'oubliez pas d'apporter votre passeport américain : cela vous aidera à entrer... ».

Joe Mekholm est arrivé suffisamment tôt pour éviter le filtrage tatillon du portier, que beaucoup rêvent de corrompre. Joe Mekholm est musicien, compositeur et pianiste de jazz. Il est allé tout droit dans la salle du sous-

sol, et s'est placé à égale distance entre CNN et le pianiste. Joe Mekholm, ce soir, se sent très excité. C'est la première fois qu'il pense avoir une chance d'avoir voté pour le gagnant. La consultation organisée par le Harry's Bar depuis le 17 octobre ne donne-t-elle pas Clinton largement gagnant ? Mac Govern fut son « premier perdant ». Reagan « une honte très cruelle ». La tête pleine de musique - il accompagne machinalement les mains rapides du pianiste, - l'œil de plus en plus brillant, ce soir, se sent très américain.

« Cet homme-là aime les gens »

C'est une nuit trop spéciale, et la photo d'un Clinton saxophoniste publié par le Herald Tribune l'a ému au-delà du raisonnable. « Dukakis était trompettiste, Clinton est saxophoniste, son instrument a même compensé, hier, la défaillance de sa voix... J'y vois comme un signe amical ; et une invitation à composer une pièce pour saxo ténor. » Les musiciens sont romantiques. N'allez donc pas rappeler que Nixon était un peu pianiste...

Le Ritx vers 23 heures est presque silencieux. Un écran carré expose CNN dans l'ambiance feu-

trée du Bar Vendôme. Un monsieur lit le Herald, un couple boit du champagne. Bill et Hillary Clinton, sur une image d'archives, viennent de s'enlacer. La dame, l'air froissé, hausse les yeux au ciel. Le Crillon, qui ne voit pas très bien l'intérêt d'offrir un salon de télévision, précise que ses hôtes américains sont « certainement » à l'ambassade... À deux pas de là, dans les entrées, deux cousins s'embrassent en tout cas trouvant les sculptures de Botero à leur goût pour quelques escalades hardies. Le Hilton, lui, fourmille de débats. CNN règne en maîtresse, posée sur le piano protégé d'une banquette étoilée. Un barbu pleure déjà la défaite annoncée de George Bush, une table d'étudiants agite des petits drapeaux portant le nom de Clinton, leur héros, trois jeunes gens se réjouissent du rôle d'Hillary. « Finie l'apathie ! Clinton comme Kennedy, va redonner aux jeunes le goût de l'engagement social et de la politique. »

Rendez-vous officiel des Américains à Paris en cette nuit d'élection, l'Hotel Concord-Lafayette, à 2 heures, est sans dessus-dessous. Ils arrivent de partout, mordent à tous les buffets, jettent un oeil sur de larges écrans, fument d'énormes cigares, s'affublent de canotiers, surveillent les projecteurs de caméras qui traquent quelques visages connus et se

balancent mallement en écoutant des airs de jazz. Quelques marines en uniforme d'apparat se taillent un beau succès auprès des photographes. L'un d'entre eux ne peut croire que son président vénéré risque d'être battu par un « menteur » de l'Arkansas. Une banquette est à la fois de « changer de cheval au milieu du gué », une dame noire, âgée, implore doucement « la miséricorde de Jésus » pour le gouverneur Clinton.

Les premiers résultats suscitent des hurlements. Le public se déchaine, boit un peu plus encore, monte sur quelques chaises et envahit la piste de danse. Jeffery Smith, le chanteur qui s'est beaucoup démodé toute la soirée, peut se retirer. Il rit, roule des yeux, embrasse, enlace. « J'étais sûr que Clinton gagnerait. Cet homme-là aime les gens. Il nous représentera. Ma mère disait toujours que les yeux sont la vitrine de l'âme. Avez-vous vu ceux de Clinton ? Cet homme-là ne peut pas être cynique. » Pour un peu, Jeffery Smith remonterait sur scène et entonnerait The Wind Beneath my Wings... « Oh, Seigneur, j'en suis sûr, cet homme-là, Clinton, sera le vent qui nous portera, à nouveau, de voler. »

ANNICK COJEAN

L'Irak célèbre la chute du « criminel Bush »

Se barrant à annoncer, dans son premier bulletin, la défaite du « criminel Bush » - sans autre commentaire -, la radio officielle n'en a pas moins enchaîné sur une chanson commençant par les mots « Contente, je suis contente ».

Dans les embouteillages, avant l'ouverture des bureaux, certains conducteurs, manifestement à l'écoute, actionnaient leur klaxon en signe de joie. Un vieil homme en turban a sorti spontanément de sa poche une pièce de 1 dinar pour l'offrir à la journaliste qui lui apportait la nouvelle : « Je suis très, très heureux », répétait-il.

Au ministère irakien de l'information, les fonctionnaires échangeaient des congratulations avec de larges sourires. Pour eux, l'événement donnait raison au président Saddam Hussein : après la fin de la guerre du Golfe, ce dernier, défiant une fois de plus le chef d'Etat américain qui ne cachait pas son espoir d'un changement de régime à Bagdad, n'avait-il pas prédit qu'il serait lui, toujours au pouvoir quand M. Bush n'y serait plus ? - (AFP.)

M. BILL
Un rendez-

كلنا آمنه لانتظر

M. BILL CLINTON

Le bilan de M. George Bush Un rendez-vous manqué avec le peuple américain

par Dominique Dhombres

L'Histoire est impitoyable envers les vaincus. On comparera peut-être le quarante et unième président des États-Unis, qui n'a accompli qu'un seul mandat et doit céder la place à un démocrate, alors que le pays vit une grave crise intérieure, à un autre républicain qui a subi la même mésaventure. Herbert Hoover (1928-1932), le prédécesseur bien oublié de Franklin Roosevelt. C'est un peu injuste pour Herbert Hoover, qui avait une forte personnalité. Le président sortant a été un locataire de la Maison Blanche fort peu charismatique, plutôt terne, souvent hésitant, parfois mesquin. Il a manqué, en tout cas, son second rendez-vous avec le peuple américain.

Pourquoi réformer ce qui existe déjà et a fait ses preuves ? Pourquoi agir (au nom du gouvernement fédéral), ou légiférer, quand on n'a pas de raison impérieuse de le faire ? Pourquoi bousculer les avantages acquis au risque d'indisposer, au nom d'un bien public hypothétique, les personnes de votre propre camp ? Tous sont les impératifs non écrits de tout homme politique conservateur américain, même s'il est éclairé. Ils n'ont cessé de constituer la règle de conduite de George Herbert Walker Bush, patricien de la Nouvelle-Angleterre « né avec une petite cuillère en argent dans la bouche » et recouvert en pétrolier texan peu convaincant. « Il a un beau chapeau de cowboy, mais où est le bétail ? », s'interroge-t-on depuis le premier jour dans son État d'adoption, où on ne l'aime guère.

Le président sortant a eu le tort de penser que son rôle consistait avant tout à faire régner la Pax Americana sur le vaste monde et que l'intendance suivait. La politique politicienne en réalité l'envenimait. Il avait un peu de mépris pour tous ces gens qui, au Congrès et dans les législatures des États, représentaient le pays réel. Il estimait qu'il suffisait de lourdes flatteries (dont il avait personnellement horreur) et de prébendes adroitement distribuées, pour s'acquiescer la « loyauté », comme on dit à la base, des acteurs de la vie publique. Il ne lui est pas venu à l'esprit, jusqu'à ce que l'humilité délicate se profile, en juillet dernier, avec la mort en puissance de M. Bill Clinton, qu'il lui incombait au premier chef d'exercer son leadership dans la conduite des affaires intérieures, surtout économiques, de son propre pays, qui en avait bien besoin.

Il s'est passionné seulement pour la politique étrangère. Il a été le remarquable organisateur de la coalition contre l'Irak, qu'il a menée de main de maître à la victoire. L'ironie veut qu'il doive s'en aller alors que M. Saddam Hussein est toujours au pouvoir à Bagdad. M. Bush criait encore haut et fort, le 1^{er} novembre, que son ennemi de la guerre de cent heures de février 1991 devrait renoncer au dernier moment à la grande fête prévue à Bagdad, pour laquelle on attend près de cinq cent mille personnes.

Face à l'Irak, la machine de guerre américaine a fait ce que les stratèges appellent, d'une expression à la fois imagée et terrible, de l'overkill. Est-ce la colère d'avoir été berné par un dictateur arabe que M. Bush avait cru incapable de passer à l'acte et qu'il avait tenté d'apaiser jusqu'aux derniers jours en lui envoyant, sous les traits aimables de Mme April Glaspie, ambassadrice des États-Unis à Bagdad, des messages extrêmement conciliants ?

Le commandant en chef contre l'Irak

La détermination soudaine du président « commandant en chef », même si elle a peut-être été un peu aidée par une conversation avec M^{me} Thatcher, en tournée de conférences dans le Colorado début août 1990, n'en est que plus éclatante. À l'instar de la « Dame de fer » faisant apparaître la flotte vers les Malouines, M. Bush, ce 2 août de l'invasion du Koweït décide l'envoi d'un corps expéditionnaire impressionnant en Arabie saoudite. Aussitôt, l'appareil diplomatique américain se met en branle, aux Nations unies et dans toutes les capitales concernées. On connaît la suite.

M. Bush a aussi, et surtout, admirablement « géré » la chute de l'URSS. Il a compris qu'il fallait avant tout maintenir le contact avec M. Mikhaïl Gorbatchev, le ressembler sur les bonnes intentions de Washington et... laisser faire le destin. Il avait raison. Le communisme s'est effondré de l'intérieur, même si cet effondrement a été un peu aidé par la pression exercée sur « l'Empire du mal » par la course aux armements sophistiqués lancée par M. Ronald Reagan (la « guerre des étoiles ») que son successeur a dans l'ensemble poursuivie.

M. Bush, au nom de la défense du statu quo, qui est le fil directeur de sa carrière dans tous les domaines, préférait s'entendre avec M. Gorbatchev plutôt qu'avec M. Eltsine. Mais il a effectué, avec plus d'habileté et d'élégance que M. Mitterrand, le retournement qui s'imposait à partir du putsch manqué d'août 1991 à Moscou, tout en gardant lui aussi une sorte de tendresse pour le dernier président de l'URSS. Le spectacle était parfois curieux, lors des crises qui ont marqué l'agonie du régime soviétique au cours de l'année 1991, des deux adversaires, M. Gorbatchev et M. Eltsine, se bousculant pour obtenir la liaison téléphonique avec la Maison Blanche.



En accord parfait avec M. James Baker, son ami et partenaire de tennis de toujours, un vrai Texan lui, qu'il avait mis au département d'État, M. Bush avait mis l'essentiel. « Il importait surtout de ne rien faire » face à l'effondrement du pouvoir soviétique, à l'émergence des nouvelles républiques, et de la plus grande d'entre elles, la Russie de M. Eltsine. Tout geste un peu viril aurait été contreproductif. Cette passivité d'ensemble a été payante. Elle convenait parfaitement à la philosophie de M. Bush.

Il est cruel d'accabler un gentleman. Mais celui-ci a-t-il agi comme son père, le sénateur Prescott Bush, un banquier républicain des choses essentielles, la parole donnée, le service public (c'était le maître mot que George Bush empruntait à son père lorsqu'on lui demandait pourquoi il était entré en politique) et enfin les obligations que les plus riches ont, dans une tradition à la fois patricienne et chrétienne, à l'égard des plus défavorisés ? On peut en douter.

Lors de sa prestation de serment, en janvier 1989, George Bush affirme qu'il veut une Amérique « plus douce, plus gentille ». Il avait aussi proclamé, inlassablement, avant d'être élu, qu'il n'accroîtrait jamais la pression fiscale et invitait ceux qui pouvaient en douter à lire sur ses lèvres cette proclamation solennelle : « Pas d'augmentation d'impôts ». Il ne fera rien en réalité pour adoucir le sort de tous les naufragés de la crise la plus dure qu'aient connue les États-Unis depuis celle de 1929 et augmentera sensiblement en 1990 les impôts de la classe moyenne.

George Herbert Walker Bush est né le 12 juin 1924 à Milton (Massachusetts) d'un père dont on a déjà parlé, le sénateur Prescott Bush, administrateur de la banque de Wall Street Brown, Harriman et Cie, et d'une mère dont il est rarement fait mention, fille d'un éditeur new-yorkais. Il grandit, avec sa sœur et ses trois frères, à Greenwich (Connecticut), dans le domaine familial, avant d'être mis en pension, comme il se doit, dans une des meilleures écoles privées du pays, copiées sur les public schools anglaises, à Andover, dans le Massachusetts.

À dix-huit ans, il s'engage dans l'aviation, et combat les Japonais. Il est donc, selon toute probabilité, le dernier président des États-Unis à s'être battu pendant la seconde guerre mondiale. Son appareil est abattu par l'ennemi. Il doit la vie à l'équipage d'un sous-marin américain qui le recueille quatre heures plus tard en plein Pacifique. Il est décoré et renvoyé dans ses foyers.

Il entre à Yale, brille dans les études et au baseball, est admis dans la fraternité d'étudiants Skull and Bones de cette université, à laquelle appartiennent déjà son père et qui lui servira de vivier, tout au long de sa carrière, pour le choix de ses collaborateurs. Les règles de cette organisation « secrète » sont strictes. Il est donc impossible de citer ici tous ceux, dans l'entourage de M. Bush, qui y appartiennent.

À sa sortie de Yale, George Bush accomplit l'acte le plus important de sa vie. Il quitte la Nouvelle-Angleterre (et son père...) pour partir, dans une vieille Studebaker rouge, vers le Sud, en l'occurrence Odessa

(Texas). Le « vieil argent » familial lui sert à créer une Société d'exploitation et d'exploitation pétrolière baptisée Zapata, qui lui apportera du « nouvel argent », bref un supplément de fortune. Il gagne, assez vite, plus de 2 millions de dollars. Il s'installe à Houston en 1959. Il rencontre, au cowboy club de la métropole texane, un joueur de tennis remarquable doublé d'un excellent fusil, l'avocat d'affaires James Baker, qui est lui aussi un aristocrate, mais du Sud, puisque sa famille a quasiment fondé Houston au siècle précédent.

Un Yankee fréquentable

Les activités de la firme Zapata sont orientées, comme son nom l'indique, vers l'Amérique du Sud. Mais c'est surtout dans l'île anglophone de Trinidad que celle-ci réalise ses plus gros bénéfices. Des banquiers de Houston se souviennent encore du jeune George Bush, des déjeuners du dimanche au country club, de l'école de Barbara Bush, sa jeune épouse. Ce Yankee était décidément parfaitement fréquentable.

Argent gagné et famille faite, il se tourne, comme son père, vers la politique, au sein du Parti républicain existant dans le Sud. Après un premier échec, il tente sa chance une seconde fois en 1966 à la Chambre des représentants dans une circonscription cosme de Houston. Il est élu, réélu en 1968 et convainc son ami Baker, qui vient traverser une grave crise personnelle et voit d'un mauvais oeil tous les Blancs du Sud à l'époque, de passer dans le camp républicain. James Baker se révèle un formidable organisateur de campagne lorsque M. Bush cherche à entrer au Sénat en 1970. C'est l'échec, mais aussi le début d'une amitié politique comme il en existe peu. M. Bush ne sera jamais élu au Sénat, mais la bataille a soulé à jamais la complicité entre ces deux sportifs.

Elle donne en même temps à M. Bush sa plus grande leçon politique. Il a perdu, parce qu'il n'a rien tenu compte de l'extrême-droite locale, des ultra-conservateurs religieux et sociaux de tout poil. Ceux-ci se sont rabattus, face à ce Yankee un peu trop « libéral » à leurs yeux, sur le candidat démocrate et loyal, qui ne disait rien qui puisse les choquer, et au moins était du pays. M. Bush n'oubliera jamais qu'il doit sans cesse apaiser la droite idéologique et réactionnaire de son parti, qu'il n'a pas confiance en lui, parce qu'il n'a pas les mêmes réflexes viscéraux qu'elle.

Il sera donc, et pour toujours, un « modéré » honnête, toujours prêt à donner des pages aux ayatollahs du Parti républicain que sont le télévangéliste Pat Robertson, le polémiste catholique Pat Buchanan (qui lui contestera un moment l'investiture républicaine lors des primaires de 1992), ou le collecteur de fonds Richard Viguerie. Il a des convictions personnelles différentes, disent ses plus vieux amis, mais publiquement il se sent obligé de se déclarer un adversaire résolu du droit à l'avortement et un partisan acharné de la peine de mort.

En attendant, il n'a plus aucune fonction électorale. C'est M. Richard

Nixon qui le tire d'affaire. M. Bush s'est trouvé, lors de cette année charnière 1970, à la fois un allié et confident, politique en la personne de M. Baker, et un protecteur, avec M. Nixon, président depuis deux ans. Ce dernier le « consola » de son échec au Sénat en le nommant aux plus hautes postes de l'État. M. Bush est ainsi successivement, à un rythme qui donne le tournis, représentant permanent auprès des Nations unies (1971-1973), ambassadeur à Pékin (1974-1975), directeur de la CIA (1976-1977). Par tout, il sait se taire et observer à la lettre les traditions des institutions qu'il parcourt au pas de charge, sans les diriger vraiment. Il n'innove en rien. Il ne fait pas de vagues. Il se conduit, mutatis mutandis, comme un énarque français qui effectuerait une extraordinaire montée en puissance dans l'appareil d'État.

Avec cette carrière exceptionnelle qui plaide pour lui, sa fortune personnelle acquise au Texas, et ses origines patriciennes de Nouvelle-Angleterre, il peut prétendre à la magistrature suprême. Il se présente donc aux primaires républicaines de 1980 face à M. Ronald Reagan. Il considère ce dernier comme un vieil acteur réactionnaire et un peu vulgaire, qui a une conception dangereuse et quasiment magique de l'économie, que M. Bush assimile au « vaudou » dans une formule qui fera date.

Huit années pénibles

L'ami Baker intervient juste à temps pour lui indiquer que M. Reagan, tout absurde qu'il puisse être, est populaire, lui, et va remporter l'investiture du parti. Aussitôt, M. Bush se rallie au « grand communicateur ». Pas rancunier, ce dernier en fait son collègue. M. Bush sera donc vice-président pendant les huit années suivantes.

Ce sont des années difficiles et même pénibles. Il faut sans cesse dissimuler ses véritables sentiments, face à un Reagan, certes sympathique, mais décidément étrange, et à son épouse franchement désagréable. L'éditorialiste conservateur William Safire renouveau à la mi-octobre dans le New York Times à quel point M. Bush avait dû se maîtriser, pendant toute cette période, pour ne pas dire ce qu'il pensait réellement, et du « patron » et de sa « doctrine », au nom de l'union sacrée, espoir suprême et suprême pensée : la Maison Blanche. « George a les yeux froids sur une seule chose : hériter de ce sceptre », affirme un initié qui a longtemps étudié les rapports sans chaleur entre M. Reagan et son vice-président.

Il faut donc, encore et toujours, faire semblant de croire à toutes les absurdités des idéologues de la droite réactionnaire... au point, probablement, de se faire imprégner, au grand dam de M^{me} Barbara Bush, qui, elle, ne s'en laisse pas conter. Lorsque le moral baisse, M. Baker est là pour remonter les bretelles de son ami en lui rappelant quelques saintes maximes de la chasse à la dinde sauvage, sa spécialité. Il faut attendre longtemps son heure, mais le résultat en vaut la peine. Le 8 novembre 1988, George Herbert Walker Bush était élu président des États-Unis d'Amérique.

Les présidents d'un seul mandat

Hoover, Ford et Carter

Depuis le début du début du siècle, quatre présidents sortants qui avaient sollicité un second mandat ont été remerciés, et leur carrière politique s'est généralement abruptement terminée sur ce rejet sans appel. Parmi eux, le républicain Herbert Hoover, brillamment élu en 1928 avec 59,2 % des voix, a été celui qui enregistra, quatre ans plus tard, la défaite la plus cuisante.

Patri d'libéralisme économique, Hoover se laissa surprendre par le krach d'octobre 1929. S'accrochant à la théorie du « laisser faire » avec l'énergie du désespoir, il ne sut ni comprendre, ni endiguer la profonde crise économique qui découlait de ce vendredi noir. Hoover n'obtint que 39,6 % des voix à l'élection de 1932, tandis que le démocrate Franklin Delano Roosevelt, qui avait promis un new deal à ses concitoyens, refusa 57,4 % des suffrages.

Promu à la Maison Blanche en 1974 après la démission du président Nixon et celle du vice-président Spiro Agnew à l'issue

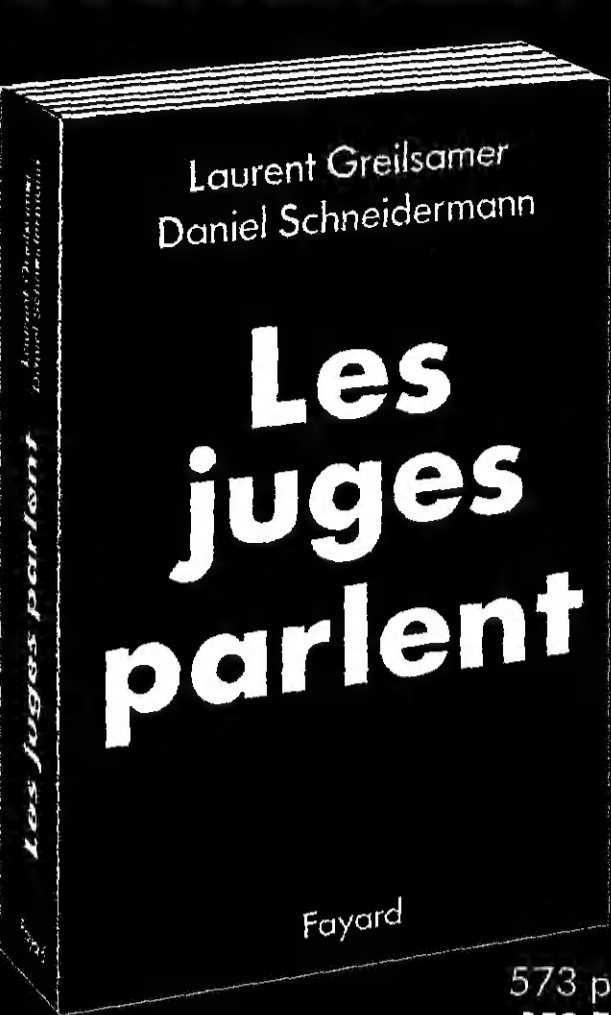
de la crise du Watergate, Gerald Ford fut le premier président non élu de l'histoire américaine. Sans doute bien injustement, on a surtout retenu de son passage à la Maison Blanche ses multiples gaffes, ses maladresses et son ennuieusement. Il fut battu en 1976 par le démocrate Jimmy Carter.

Nouveau venu (comme Bill Clinton) sur la scène nationale, le gouverneur baptiste de la Géorgie fut décrit comme un « anti-Machavel perdu dans la jungle de la Realpolitik ». Certes, Jimmy Carter se préoccupa beaucoup du respect des droits de l'homme dans le monde, et signa les accords de Camp David.

Mais l'idéaliste qui croyait en la bonté foi des chefs d'État assista, désarmé, à l'invasion de l'Afghanistan par les Soviétiques et s'embourba lamentablement dans la crise des otages américains en Iran. Ronald Reagan remporta l'élection en 1980 (avec 50,7 % des suffrages).

M. J.

UN LIVRE-ÉVÉNEMENT



573 p
150 F

Depuis les pistoleros jusqu'aux hiérarques, dix-neuf juges racontent la justice et lui donnent chair humaine... Tout est abordé.

Pierre-Laurent Mozzari, Le Journal du Dimanche

Ce qui frappe aussitôt, c'est l'incroyable liberté de parole des juges. A lire d'urgence.

Jean-Marie Pontout, Le Point

Chaque interview comporte ainsi son petit cadeau au lecteur, sur le mode amusant, voire irrésistible.

Daniel Soulez Larière, Le Monde

Remarquablement construite et maîtrisée, cette enquête est un modèle !

Alain-Gérard Slama, Le Figaro

On le lit comme on assiste à ces débats télévisés en direct, attendant que l'un trébuche, que l'autre se livre à une confidence, que le troisième se prenne les pieds dans ses contradictions. Et ces moments de ravissement ne manquent pas.

Catherine Erhel, Libération

Les juges paraissent soudain plus humains.

Serge Raffy, Le Nouvel Observateur

Au final, il reste au lecteur le formidable sentiment d'avoir pu pénétrer au cœur de la justice.

Frank Renaud, Ouest-France

FAYARD

L'ÉLECTION DE M. BILL CLINTON

Le bilan de M. George Bush

Une économie convalescente

par Erik Izraelewicz

Victime pour l'essentiel de son mauvais bilan économique, M. George Bush laisse à son successeur à la Maison Blanche une économie malade, mais déjà engagée dans la voie de la convalescence. Pour les Américains, les années Bush resteront, sur le plan intérieur, comme un mauvais souvenir. Le chômage, la pauvreté et les inégalités se sont accrues. Humiliée par l'invasion japonaise de capitaux et de marchandises, l'Amérique a espéré pendant près de trois ans la reprise. En vain.

Il y a pourtant une certaine injustice à imputer ce triste bilan au seul George Bush. Le président sortant a en fait payé pour les folies de son prédécesseur, M. Reagan : la croissance à crédit et les excès de la dérégulation financière des années 80. Il n'est pas certain que son successeur, le démocrate Bill Clinton, puisse sortir rapidement le pays de la léthargie dans laquelle la première puissance économique mondiale est plongée depuis 1990.

Le bilan économique des années 1989-1992 est en effet bien sombre. Arrivé à la Maison Blanche alors que le pays vivait la plus longue période de reprise de son histoire, M. Bush affichera, en termes de croissance et à la fin de son mandat, la plus mauvaise performance de tous ses prédécesseurs depuis la crise de 1929. Pendant les années Bush, le PIB des États-Unis aura en effet progressé en moyenne annuelle d'à peine 1 %. À l'exception du démocrate Harry Truman (une croissance annuelle de 1,9 % au cours de la période 1945-1953), les présidents américains avaient toujours pu se prévaloir d'une croissance moyenne d'au moins 2 % l'an. Elle avait été de 2,7 % sous le règne de M. Reagan (1981-1989).

Depuis l'été 1990, l'Amérique semble enlisée dans une récession melle dont la population supporte de plus en plus mal les conséquences. Le chômage, en baisse régulière au cours des années Rea-

gan, a, au contraire, constamment progressé pendant les « années Bush ». Il affecte un nombre croissant de cols blancs, de professionnels qualifiés et retrouve à la fin de 1992 les niveaux atteints huit ans auparavant. Plus de 7,5 % de la population active est alors touchée. La pauvreté s'étend et ne se limite plus aux minorités ethniques. Le mouvement d'accroissement des inégalités sociales enfin, amorcé dans les années 80, se poursuit sous le règne de M. Bush. La progression du pouvoir d'achat et de la consommation connaît un net coup de frein.

Les ravages de la dette

Les « années Bush » s'achèvent en fait sur une économie américaine toujours malade. Certes, l'inflation, éradiquée sous l'ère Reagan grâce au président de la Réserve fédérale d'Albany, M. Paul Volcker, beaucoup plus qu'au titulaire de la Maison Blanche, n'est pas repartie. À l'automne 1992, elle reste « sous contrôle ». Mais tous les autres indicateurs sont au rouge. S'il continuait à se contracter, le déficit de la balance commerciale - d'un record de 152 milliards de dollars en 1987, il est revenu à 66 milliards en 1991 - reste élevé. Celui de l'État continue à croître allègrement, menaçant de dépasser les 330 milliards de dollars au cours de l'exercice 1992-1993. La dette publique, de 4 000 milliards, gonfle encore. L'industrie américaine perd de sa compétitivité. Les infrastructures sont souvent dans un état catastrophique. De nombreux fleurons - immobiliers ou industriels - sont passés sous la coupe de capitaux étrangers, japonais notamment. Le dollar enfin est en complète déprime : il a atteint en septembre 1992 ses plus bas niveaux historiques vis-à-vis du deutschemark.

Le président sortant n'est pas le seul responsable de ce bilan. Certes, il s'est davantage investi, au cours de ses quatre années de règne, dans

la grande politique internationale - avec la fin de la guerre froide et le conflit du Golfe - que dans l'économie. Mais pouvait-il disposer, en ce domaine, des armes indispensables pour organiser un redressement rapide de la puissance américaine ? Nombre d'experts en doutent aujourd'hui. Il avait à gérer un lourd héritage : une économie rongée par la dette et une opinion réticente à toute hausse d'impôts.

Les munitions de l'arme budgétaire ayant été épuisées, il n'a pu finalement s'approprier que dans son arsenal monétaire. Sur le budget, M. Bush aura dû finalement procéder à des augmentations d'impôts - malgré sa fameuse promesse électorale : « *Lower sur mes loyers : pas d'impôts nouveaux* ». Il a aussi engagé des efforts importants de réduction des dépenses publiques : l'État fédéral commence, sous son règne, à encaisser les dividendes de la paix. Mais la forte baisse des dépenses du Pentagone plonge tout un pan de l'industrie américaine, le complexe militaire-industriel dans la crise. La montée en puissance de certains programmes sociaux pèse sur les comptes publics. M. Bush n'arrivera finalement pas à régler le problème du déficit budgétaire. Il laisse là un lourd héritage à son successeur.

En matière monétaire, l'assouplissement par la Réserve fédérale à partir de 1990 de sa politique des taux d'intérêt n'a pas provoqué la reprise tant attendue. Elle a, en revanche, favorisé l'émersion d'un assainissement général de l'économie américaine. Tous les agents - les ménages, les entreprises et les institutions financières - ont travaillé à leur désendettement. Le processus est engagé, il ne peut être interrompu. L'État américain n'a pas encore vraiment commencé à se désendetter. Les grandes banques commerciales, en revanche, ont profité des taux d'intérêt faibles pour se refinancer. Le règlement de la faillite des caisses d'épargne (les *savings and loans*) n'est pas encore

achevé. Tout en travaillant à leur propre désendettement, les entreprises industrielles américaines ont en outre profité de la période pour améliorer leur compétitivité. En termes de productivité (la production par salarié), les États-Unis restent, d'après les études les plus récentes, celles du cabinet de consultant Mac Kinsey International, au premier rang mondial pour l'industrie comme dans les activités de service. Mais les entreprises y souffrent d'un environnement socio-économique défavorable, comme en témoigne l'état des infrastructures et du système de formation.

Après M. Reagan, M. Bush s'est refusé à mener une quelconque politique industrielle. Tout au plus l'État fédéral a-t-il cherché à défendre les intérêts des entreprises américaines et des agriculteurs dans le cadre des négociations commerciales internationales. Le successeur de M. Bush poursuivra et achèvera les discussions en cours - pour la conclusion des accords du GATT comme pour la ratification de l'accord de libre-échange d'Amérique du Nord (Alena). Mais il prolongera certainement cette politique par une action plus volontaire en matière technologique et industrielle.

Avant sous-estimé la gravité de la maladie - le surendettement généralisé - dont l'économie américaine était atteinte après huit ans de « *reaganisme* », M. Bush a accordé aux difficultés économiques de ses concitoyens une attention insuffisante. Il en a payé le prix. Le traitement qu'il a prescrit à l'Amérique a permis d'éviter une aggravation de la crise. Malade, l'économie américaine est cependant sur la voie de la convalescence. Malgré le volontarisme qu'il affiche, M. Clinton devra patienter avant de pouvoir afficher des résultats favorables. La guérison sera longue.

Les grandes dates d'un mandat

1989

- 20 janvier : George Bush, élu président le 8 novembre 1988, prend ses fonctions, avec son vice-président, Dan Quayle.

- 9 février : George Bush présente au Congrès son projet de budget, qui déçoit les milieux financiers, en raison de la portée modeste de ses propositions pour réduire le déficit.

- 11 mai : Mikhail Gorbatchev annonce à James Baker, en visite à Moscou, le retrait unilatéral de 500 ogives nucléaires tactiques et lui présente de nouvelles propositions de réduction des forces conventionnelles en Europe. Le 12, George Bush expose sa « *vision d'ensemble* » des relations américano-soviétiques et demande à Moscou de prouver sa bonne volonté en « *déclimant le rideau de fer* ».

- 31 mai : en visite à Mayence (RFA), George Bush affirme que « *la guerre froide ne peut se terminer qu'avec la fin de la division de l'Europe* ».

- 26 juin : la Cour suprême autorise l'exécution de condamnés à mort âgés de seize à dix-huit ans au moment de leur crime et de handicapés mentaux.

- 4 août : le Congrès vote le plan de sauvetage des caisses d'épargne américaines d'un montant initial de 159 milliards de dollars.

- 5 septembre : George Bush présente un vaste plan de lutte contre la drogue d'un montant de 7,9 milliards de dollars, dont 70 % consacrés à la répression. Une aide accrue, y compris militaire, est prévue pour les pays producteurs d'Amérique latine.

- 22-26 septembre : à l'issue de l'entrevue entre James Baker et Edouard Chevardnadze dans le Wyoming, Moscou renonce à lier la conclusion d'un accord sur la limitation des armements stratégiques (START) à l'abandon par Washington du projet de « *guerre des étoiles* » (IDS). Le 25, devant l'Assemblée générale de l'ONU, George Bush propose une réduction radicale des stocks des armes chimiques des deux Grands. Le 26, Edouard Chevardnadze accepte des négociations bilatérales sur ce sujet en réclamant l'élimination totale de ces stocks.

- 9 novembre : les autorités de RDA permettent la chute du « *mur de Berlin* » (érigé le 13 août 1961).

- 2-3 décembre : pour leur premier sommet, les présidents George Bush et Mikhail Gorbatchev se rencontrent à Malte. Ils annoncent une ère nouvelle dans les relations internationales et décident d'accroître les négociations sur le désarmement.

- 20 décembre : dans la nuit du 19 au 20, les États-Unis lancent l'opération « *Juste cause* » contre le Panama, pour restaurer la démocratie et capturer le général Manuel Noriega.

1990

- 29 janvier : le président George Bush présente le projet de budget pour 1991, qui prévoit une réduction du déficit de 63,1 milliards de dollars.

- 26 juin : revenant sur ses engagements électoraux, George Bush reconnaît que le déficit budgétaire ne pourra être réduit sans une augmentation d'impôts.

- 2 août : le président Bush annonce une réduction de 25 % en cinq ans des forces américaines. Les troupes irakiennes envahissent le Koweït. Les Américains et leurs alliés réagissent en envoyant des troupes dans le Golfe.

- 3 octobre : réunification de la RFA et de la RDA.

- 6 novembre : aux élections « *à mi-mandat* », les démocrates conservent la majorité au Sénat, avec 56 sièges (+1) sur 100, et à la Chambre des représentants, avec 267 sièges (+9) sur 435.

1991

- 17 janvier : les forces alliées commencent leurs opérations militaires contre l'Irak. Le 28 février, l'Irak ayant accepté les résolutions de l'ONU, les armées alliées cessent les hostilités.

- 4 février : le projet de budget pour 1992 prévoit un déficit record de 281 milliards de dollars.

- 6 mars : tirant les conclusions de la guerre du Golfe, le président George Bush déclare qu'il est temps de mettre un terme au conflit israélo-arabe. Dès le 8, son secrétaire d'État, James Baker, entre-

prend la première de ses tournées au Proche-Orient.

- 4 mai : au cours d'un jogging, le président Bush est victime d'un malaise cardiaque qui l'oblige à passer deux jours à l'hôpital.

- 1^{er} juillet : après la démission du juge noir et libéral Thurgood Marshall, George Bush désigne à la tête de la Cour suprême un autre juge noir, mais conservateur, Clarence Thomas. Le 15 octobre, le Sénat confirme cette nomination, après qu'une des anciennes collaboratrices du juge ait témoigné contre lui, dans une affaire de « *harcèlement sexuel* ».

- 31 juillet : à l'issue du « *premier sommet de l'après-guerre froide* » qui s'est tenu à Moscou, George Bush et Mikhail Gorbatchev signent le traité START, en négociation depuis neuf ans, qui prévoit une réduction de 25 % à 30 % de leurs armements nucléaires stratégiques. M. Bush octroie à l'URSS la clause de la nation la plus favorable.

- 19 août : coup d'État contre Mikhail Gorbatchev, en vacances en Crimée ; il échoue le 21.

- 27 septembre : le président Bush annonce d'importantes réductions de l'armement nucléaire américain. Dès le 28, les États-Unis commencent à appliquer certaines mesures de désarmement stratégique.

- 30 octobre : après plusieurs tournées de James Baker au Proche-Orient, la conférence de Madrid s'ouvre en présence des présidents George Bush et Mikhail Gorbatchev.

- 21 décembre : les présidents des Républiques soviétiques (sauf les trois pays baltes et la Géorgie) entrent à Alma-Ata (Kazakhstan) la création de la CEI (Communauté des États indépendants) qui succède à l'URSS. Le 25, Mikhail Gorbatchev présente sa démission.

1992

- 3 janvier : Washington établit des relations diplomatiques avec la Russie de Boris Eltsine.

- 8 janvier : en visite à Tokyo, le président George Bush est victime d'un malaise, dû à une grippe intestinale, lors d'un banquet officiel donné en son honneur.

- 28 janvier : dans son discours sur l'état de l'Union, George Bush annonce des réductions de l'arsenal nucléaire américain et des mesures pour relancer l'économie.

- 21 avril : l'exécution de Robert Alton Harris, la première en Californie depuis 1967, relance le débat sur la peine de mort.

- 29 avril-3 mai : à la suite de l'acquisition par des jurés blancs de quatre policiers blancs qui avaient frappé en mars 1991 un automobiliste noir, Rodney King, de violences émeutes éclatent à Los Angeles. Le 30 avril et le 1^{er} mai, les violences s'étendent à Atlanta, Las Vegas et San-Francisco. Le bilan des émeutes s'élève à une cinquantaine de morts, plus de 2 000 blessés et près de 785 millions de dollars de dégâts. Le 3 mai, le couvre-feu est levé.

- 15 juin : violent les règles du droit international, la Cour suprême décrète que le gouvernement américain a le droit d'envoyer dans un autre pays un ressortissant étranger accusé de crimes aux États-Unis.

- 10 juillet : l'ancien dictateur du Panama, le général Manuel Noriega, reconnu coupable de trafic de drogue, est condamné à quarante ans de prison par un tribunal fédéral de Floride.

- 11 août : après quatorze mois de négociations, les États-Unis, le Canada et le Mexique s'entendent pour créer une zone de libre-échange. Une fois ratifié, l'accord consacrera l'abolition des barrières douanières entre ces trois pays, qui comptent 363 millions d'habitants. L'accord est signé le 7 octobre à San Diego (Californie).

- 13 août : George Bush nomme James Baker au secrétariat général de la Maison Blanche, pour donner un nouvel élan à sa campagne électorale. Lawrence Eagleburger assure l'intérim au Département d'État.

- 1^{er} septembre : en dépit d'une intervention de la Réserve fédérale américaine sur le marché des changes de Francfort, le dollar atteint son plus haut niveau historique de l'après-guerre sur l'ensemble des places financières.

- 1^{er} octobre : échec des négociations de Bruxelles CEE-Etats-Unis dans le cadre du GATT.

James Baker : un destin inachevé

WASHINGTON

de notre envoyé spécial

Assis, solitaire, dans le train présidentiel, pendant que le candidat républicain tient meeting près d'une petite gare du Wisconsin, un personnage semblait perdu dans de lointaines pensées. A quoi songeait James Addison Baker III, en ces derniers jours d'une campagne « *épuisante et morose* » ? À sa vieille amitié avec George Bush - son aîné de six ans - qui luttaient contre la défaite avec l'énergie du désespoir ? Aux longues parties de chasse qui, sans doute, l'attendaient, demain, dans son ranch du Wyoming ? Ou, plus sûrement, à son propre destin inachevé, à cette ambition suprême, jamais avouée, ni jamais démentie : être lui-même le maître de la Maison Blanche ?

L'image, en tout cas, résumait bien le lien - à la fois solide et complexe - qui unit les deux hommes depuis trente-cinq ans : à l'avant-scène, un patricien de la Nouvelle-Angleterre-quoique Texan d'adoption-volontaire et agité, goûtant la chose publique et le vie sociale ; à l'arrière-plan, un grand bourgeois du Sud, secret et manipulateur, une éminente gense prisant l'influence et l'intrigue, un brillant avocat d'affaires qui n'a jamais tout à fait oublié le conseil de son grand-père : « *Étudie, travaille dur, et ne te mêle pas de politique* ».

Comme le note justement Marjorie Williams, dans un long article de la revue *Vanity Fair*, « *d'un vœu être aimé, l'autre respecté* (1) ».

Depuis qu'ils commencent à jouer en double au tennis, à la fin des années 50, au Country Club de Houston, les deux hommes se complètent à merveille. L'un n'a jamais gagné sans l'autre. Mais leur amitié est bien plus subtile qu'il n'y paraît. Elle s'est nourrie d'estime mutuelle et de services rendus, mais aussi d'intérêts bien compris et d'une sorte de rivalité de bon aloi.

Cette compétition fraternelle connaît bien des péripéties. Au début des années 70, les deux amis mènent carrière loin de l'au-

participé en 1976 à sa première campagne présidentielle, pour le compte de Gerald Ford, battu par Jimmy Carter. L'énergie Texan juge déplacé de se mettre, en 1980, au service de George Bush, qui brigue la vice-présidence au côté de Ronald Reagan.

Secrétaire général de la Maison Blanche de 1981 à 1985, puis secrétaire au Trésor, il est, pendant huit ans, l'un des hommes-clés de l'administration Reagan, notamment sous l'influence de George Bush. Chose étrange, les liens entre les deux vieux complices semblent alors se relâcher. Le vice-président en aurait senti, dit-on, quelque amertume, partagée en retour par James Baker, déçu du faible soutien que lui apporte George Bush lors des prises de décision au sommet.

Pendant l'été de 1988, leur amitié est au rendez-vous. George Bush fait appel à James Baker, qui assure la victoire du candidat républicain au moyen de quelques coups bas contre son rival démocrate Michael Dukakis. Ensemble à la Maison Blanche, le nouveau président et son secrétaire d'État formeront pendant quatre ans un duo intime, comme ce fut rarement le cas au fauteuil du pouvoir, ayant certains jours jusqu'à six ou sept entretiens en tête à tête.

Cette année, le contexte était bien différent. Ni George Bush ni James Baker ne souhaitaient en leur for intérieur renouveler l'expérience de 1988. Le président aurait préféré ne pas devoir cette dernière dette à son vieux complice puisque c'était, terrible avec de la faiblesse, reconnaître son incapacité à éviter, seul, le naufrage. Il dut pourtant s'y résoudre le 13 août.

Quand on est dans le même bateau, et qu'il prend l'eau, mieux vaut être deux pour écoper. Alors, James Baker, passé maître dans un art, la diplomatie, dont il ignorait encore presque tout en 1989, se résolut à quitter à contrecoeur le département d'État, emmenant avec lui ses proches collaborateurs et obtenant de laisser à sa place un intérimaire, Lawrence Eagleburger, comme pour mieux exprimer son déplaisir et bien marquer que le fauteuil devrait lui revenir le jour venu...

Ce fut la plus difficile de ses missions. Sans doute pouvait-il mettre un peu d'ordre et de cohérence dans la stratégie de George Bush, ce qu'il fit, en fonctionnant par exemple - mais trop lentement - un « *Agenda* pour le renouveau de l'Amérique », programme économique des républicains. Mais il a commis aussi des erreurs, notamment dans la préparation des débats télévisés entre les deux candidats. Son sang-froid, son sens de l'organisation, son habileté de négociateur n'ont pas suffi à redorer le blason terni du président sortant, à produire ce qui eût été le plus grand miracle électoral depuis la « *réurrection* » de Henry Truman en 1948.

La discrétion de James Baker, au cours des dernières semaines de la campagne, a beaucoup fait jaser à Washington. Où était le secrétaire d'État ? Avait-il sombré corps et biens ? Devait-on le porter manquant, le déclarer MIA (« *missing in action* ») comme les pilotes nageurs disparus au Vietnam ? Une plaisanterie d'éditorialiste suggérerait même qu'on envoie à sa recherche le candidat indépendant Ross Perot (qui se rendit en Indochine pour enquêter sur les soldats américains perdus au combat).

Un stratège pas un visionnaire

James Baker, il est vrai, s'est peu montré en public, réapparaissant seulement très récemment aux côtés de George Bush. On a ressenti contre lui un vif reproche, celui d'être invisible quand souffle la tempête, et de ne jamais, le beau temps revenu, se considérer comme coresponsable des dégâts commis.

C'est un fait que James Baker a toujours su, dans un réflexe aigu d'autoprotection, ôter prise aux critiques, quitte à faire porter à d'autres quelques chapreaux, depuis le scandale des caisses d'épargne jusqu'à l'aggravation du déficit budgétaire en passant par l'intervention militaire au Panama et la promesse non tenue de George Bush de ne pas augmenter les impôts. Son habileté à flatter les élus du Congrès ou à distiller des confidences à quelques journalistes influents,

mais le plus souvent contraints au silence, ont permis à James Baker de neutraliser ses ennemis. Toutes les critiques semblaient glisser sur lui, d'où son surnom de « *Teflon Jim* », en référence à la célèbre marque d'une poêle « *qui n'attache jamais* ».

A sa décharge, James Baker se trouvait, cette fois, dans une situation intenable. En lui confiant la responsabilité de la campagne et en lui promettant un rôle de « *coordonnateur des affaires économiques* », George Bush attirait sur lui tous les projecteurs. Mais, du même coup, il se portait tort à lui-même. N'est-ce pas après tout au président de jouer le premier rôle et de porter le gros du fardeau ? En se montrant trop souvent, James Baker aurait donné raison à tous ceux qui dénonçaient en lui un « *président de l'économie* », voire un « *président adjoint* ». Il a préféré courir le risque qu'on tienne sa discrétion pour une lâcheté.

Et puis, James Baker, homme d'offices, n'a jamais eu le moindre goût pour les tréteaux. Il garde un souvenir amer de sa seule expérience de candidat, lorsqu'il tenta vainement en 1978 de se faire élire attorney général dans l'État du Texas. Il est devenu l'un des hommes les plus puissants des États-Unis sans avoir été une seule fois élu. Il veut rester dans l'histoire comme un homme d'État, et pas comme un organisateur, fût-il hors pair.

Mais si James Baker a perdu à la fois sa dernière campagne et son emploi, c'est bien sûr d'abord à cause des insuffisances du président. Ni James Baker ni personne ne pouvait convaincre l'Amérique à la place de George Bush. L'Amérique attendait du président qu'il manifeste une force de conviction et lui propose une vision de l'avenir. James Baker est un stratège, pas un visionnaire. Là est sans doute la faille dans la vieille alliance scellée naguère sur les courts de tennis de Houston. Elle explique pourquoi les deux amis auront manqué leur dernier grand rendez-vous.

JEAN-PIERRE LANGELLIER

(1) Octobre 1992.

هذه امه لايلا

AFRIQUE

ANGOLA : après trois jours de violents combats

Luanda ■ retrouvé un calme relatif

Le cessez-le-feu entré en vigueur dans la nuit de dimanche à lundi a finalement suivi d'effet, mardi 3 novembre, à Luanda, mais des combats sporadiques ont encore été entendus. Toutefois, les troupes gouvernementales du Mouvement populaire de libération de l'Angola (MPLA) semblent contrôler maintenant la capitale.

JOHANNESBURG

de notre correspondant
en Afrique australe

Le couvre-feu décrété deux jours auparavant a largement contribué au retour à un calme relatif. Les Luandais ont pu sortir dans les rues, mardi, pour la première fois, et constater l'ampleur des dégâts. De nombreux bâtiments ont été détruits, des voitures incendiées, des balles de cadavres gisant dans les rues, beaucoup de magasins ont été pillés.

La ville de Luanda est redevenue alourdi. Selon la radio angolaise, au moins mille deux cents personnes auraient été tuées au cours des derniers jours. La télévision a montré le corps de deux proches collaborateurs du président de l'Union nationale pour l'indépendance totale de l'Angola (UNITA), M. Jonas Savimbi : celui-ci avait été tué, M. Elias Salupeto Pena, qui dirigeait la branche politico-militaire, et celui du vice-président du mouvement, M. Jeronimo Chitunda. L'un des chefs de guerre, le général Huambo, était prisonnier du MPLA, affirmant avoir été en contact avec M. Savimbi, a transmis sur les ondes la proposition de ce dernier de venir à Luanda s'entretenir avec le président José Eduardo Dos Santos.

Depuis sa défaite au début du 29 et 30 septembre, M. Savimbi a évité toute action directe. A son retour, il a

refusé de rencontrer le chef de l'Etat. Le président Dos Santos, de son côté, a estimé que le gouvernement n'avait tenté de prendre le pouvoir par la force. Les combats ont continué, mais les prisonniers de l'UNITA ont été relâchés. M. Savimbi ne respecterait pas les accords de paix signés le 31 mai 1991, à Lisbonne.

L'arrêt des combats à Luanda a permis au regard des troupes étrangères, qui mettent ce répit à profit pour organiser le départ de leurs ressortissants. Quatre mille quatre cents Français devaient quitter Luanda, mercredi matin, à bord d'avions C-130 Hercules de l'armée française, en direction du Congo voisin. Les Nations unies ont également annoncé mardi l'évacuation de leur personnel, vers Windhoek, au Namibie.

FREDERIC FRITSCHER

MAROC : la visite du premier ministre français

M. Bérégovoy juge « positive » une évolution devant permettre « d'asseoir la démocratie »

Au cours d'un voyage à Rabat, mardi 3 novembre, M. Pierre Bérégovoy a jugé « positive » la récente évolution politique du Maroc. Tous les dossiers en suspens entre la France et le Maroc n'ont cependant pas été réglés au cours de cette visite du premier ministre français.

RABAT

de notre envoyé spécial

« La situation gère » que le roi Hassan II a été diagnostiquée, au début de l'année, par les médias franco-marocains, au Maroc. La qualité de l'accueil réservé à M. Bérégovoy par le roi Hassan II et le

processus électoral qui est engagé doivent permettre d'asseoir la démocratie marocaine sur des bases solides et stables, dans la promotion et le respect des libertés individuelles et collectives.

Le chef du gouvernement français a pu recueillir les premières impressions rapportées par le roi Hassan II de sa récente tournée au Proche-Orient, impressions auxquelles, a dit M. Bérégovoy, le président de la République a répondu « de l'importance ». A la veille de son propre voyage en Israël et en Jordanie, il a noté sur ce dossier « une large identité de vues » entre les deux pays.

Les aspects bilatéraux des rapports entre la France et le Maroc ont été examinés au cours d'entretiens particuliers avec M. Mohammed Karim Lamrani, premier ministre marocain, et M. Hassan Guigou, ministre délégué aux affaires européennes. M. Bérégovoy a confirmé au souverain marocain que M. Mitterrand l'invitait à Paris, mais surtout lui a dit que la France juge « positive » la récente évolution politique du pays en soulignant, au cours d'une conférence de presse, que « la réforme de la Constitution et

le processus électoral qui est engagé doivent permettre d'asseoir la démocratie marocaine sur des bases solides et stables, dans la promotion et le respect des libertés individuelles et collectives.

Le chef du gouvernement français a pu recueillir les premières impressions rapportées par le roi Hassan II de sa récente tournée au Proche-Orient, impressions auxquelles, a dit M. Bérégovoy, le président de la République a répondu « de l'importance ». A la veille de son propre voyage en Israël et en Jordanie, il a noté sur ce dossier « une large identité de vues » entre les deux pays.

Les aspects bilatéraux des rapports entre la France et le Maroc ont été examinés au cours d'entretiens particuliers avec M. Mohammed Karim Lamrani, premier ministre marocain, et M. Hassan Guigou, ministre délégué aux affaires européennes. M. Bérégovoy a confirmé au souverain marocain que M. Mitterrand l'invitait à Paris, mais surtout lui a dit que la France juge « positive » la récente évolution politique du pays en soulignant, au cours d'une conférence de presse, que « la réforme de la Constitution et

chef de l'Etat de Guinée-Bissau, le général João Bernardo Vieira, a annoncé, mardi 3 novembre, son arrivée à Conakry pour une visite de travail, que les élections législatives et présidentielle, initialement prévues pour novembre et décembre, se dérouleront en mars prochain. Il a expliqué un report par un volonte de débloquer le processus démocratique en cours dans le pays. - (AFP.)

Le Kenya a des élections prévues au 7 décembre. Les premières élections générales pluralistes depuis vingt-six ans auront lieu le 7 décembre, a annoncé, mardi 3 novembre, la télévision d'Etat (le Kenya 1-2 novembre). Lors d'une brève visite à Nairobi, le ministre français de l'Équipement, du logement et des transports, M. Jean-Louis Bianco, a souligné, après avoir été reçu par le président, M. Daniel Arap Moi, que la France tenait à ce que les élections présidentielles et législatives soient « justes et honnêtes ». - (AFP, Reuters.)

PROCHE-ORIENT

ÉGYPTE : malgré quelques candidatures d'opposants

Faible participation aux élections municipales

LE CAIRE

de notre correspondant

Les élections municipales qui ont eu lieu mardi 3 novembre ont été marquées par une faible participation des dix-sept millions d'électeurs appelés aux urnes par quelque 150 candidats, dont un seul et neuf blessés. Dans certains quartiers du vieux du Caire, la participation n'a pas dépassé les 5 %.

Pourtant, ces élections rassemblaient pour la première fois six partis dont cinq d'opposition. A côté du Parti national démocrate (PND, au pouvoir) se trouvaient le parti libéral Wafd, le Parti socialiste du travail (PST, dominé par les islamistes), le minuscule Parti libéral, le parti des Verts et, pour la gauche, le Parti national, la plus ancienne formation politique. Mais les électeurs, à quelques exceptions près, étaient peu motivés, car dans l'écrasante majorité des municipalités les élections étaient déjà jouées. Le PND a en effet virtuellement remporté plus de 80 % des municipalités avant le scrutin, nul autre candidat ne s'étant présenté dans ces lieux.

En fait, l'opposition a concentré ses efforts au Caire, et dans certains quartiers comme Helwan, Sayeda-Zeinab et Heliopolis, qui ont été marqués mardi par la violence du 12 octobre. C'est là que les islamistes ont mené leur plus virulente campagne pour l'« Islam en la maison ».

Si aucune surprise n'est à attendre de cette consultation, il n'en sera pas moins intéressante de connaître, lorsque les résultats seront publiés, le poids de l'opposition, notamment islamiste, la plus présente. Ces élections ont déjà été qualifiées, mercredi, d'« enterrement de la démocratie » par le quotidien d'opposition Al-Wakef.

ALEXANDRE BUCCIANTI

FINALEMENT, AVEC LA CARTE FREQUENCE PLUS AIR INTER TOUTES LES DESTINATIONS SE RESSEMBLENT.

Si vous voyagez au tarif abonné ou bien au plein tarif, il n'y a aucune raison d'être étonné face à de telles similitudes. Il suffit d'avoir la carte **Frequencia Plus Air Inter**. Cette carte gratuite vous offre la possibilité de cumuler des points lors de chaque vol effectué : sur vol bleu (50 points), vol blanc (20 points), vol rouge (10 points). Un total de 100 points, acquis sur une période maximum de 12 mois, vous permet de gagner un vol gratuit en France métropolitaine. A partir de 900 points vous avez même accès au réseau international d'Air Inter, d'Air France et d'UTA. Voilà peut-être pourquoi les possesseurs de la Carte **Frequencia Plus Air Inter** portent un regard différent sur nos panneaux de destinations. Règlement détaillé du programme **Frequencia Plus** disponible auprès d'Air Inter ou de votre agent de voyages.

Le Monde
EDITIONS

**VOYAGE A
L'INTERIEUR DE
L'EUROCRATIE**

Jean de La Guévière

EN VENTE EN LIBRAIRIE

POLITIQUE

Renvoi en correctionnelle ou non-lieu

Les rapports de police et d'expertise laissent ouvertes les suites judiciaires visant M. Léotard dans l'affaire de Port-Fréjus

M. François Léotard, qui a été inculpé depuis le 23 juin d'ingérence, trafic d'influence et corruption, dans l'affaire de Port-Fréjus - en tant que président de la Société d'économie mixte (SEM) de l'aire de Fréjus (SEMAF) - en compagnie de cinq autres membres de son conseil d'administration (MM. Gilbert Lecat, conseiller général UDF-PR, Michel Hemaide, ancien député UDF du Var, conseiller général « divers droite », Marc Mascherpa, André Vecchini, Henry Meyer, promoteurs) - est-il assuré de bénéficier prochainement d'une ordonnance de non-lieu, comme l'annonce depuis quelques jours son entourage en programmant son « grand retour » à la scène politique (le Monde du 21 octobre) ?

Il appartient au président de la chambre d'accusation de la cour d'appel de Lyon, M. Henri Blondet, d'en décider. En charge de l'information judiciaire ouverte le 11 juillet 1991 à la suite de la plainte déposée

mal 1990 par M. Espanol, le promoteur local, qui s'estime lésé par le fait que M. Léotard, qui a été inculpé, ne soit pas poursuivi. M. Espanol, le promoteur local, qui s'estime lésé par le fait que M. Léotard, qui a été inculpé, ne soit pas poursuivi.

Or le rapport de synthèse établi le 15 septembre, au terme de l'enquête menée par la section économique et financière du service régional de police judiciaire de Marseille, laisse ouvertes les deux hypothèses. Selon ses conclusions, certains des constructeurs de Port-Fréjus semblent avoir tiré des « avantages » privés de leurs doubles fonctions d'administrateurs de la SEMAF, agissant au nom de l'intérêt public, et de promoteurs immobiliers, ainsi que le principal notaire, actionnaire de l'une des sociétés immobilières, sans qu'il soit pour

autant prouvé que ces « avantages » aient été donnés à titre de contrepartie. Quant à M. Léotard, il ne s'agit pas en mesure de produire les factures correspondant aux travaux qu'il affirme avoir payés personnellement pour justifier l'achat à prix modique de la demeure qu'il a acquise à Fréjus, la ville dont il est le maire, en 1986, au moment de la création de la SEMAF, à un autre des administrateurs-promoteurs.

M. Espanol, qui n'apporte pas la preuve de cette accusation, l'essentiel de ces travaux auraient été financés par la mairie de Fréjus. Les enquêteurs relèvent toutefois l'existence, dans les explications de M. Léotard et des autres personnes entendues, d'« incohérences » et de contradictions. Ils expriment diverses interrogations que leur rapport complémentaire d'expertise immobilière remis lundi 2 novembre à M. Blondet.

Saisie sur commissions rogatoires du 11 juillet 1991 et du 23 juin 1992, le rapport de l'information ouverte contre François Léotard, Gilbert Lecat et les autres des chefs d'ingérence, corruption, trafic d'influence, d'autorité, coups et blessures volontaires, la police judiciaire a procédé à des perquisitions simultanées dans dix des sociétés engagées à Port-Fréjus. Ses enquêteurs ont apposé quatre-vingt-dix « scellés » et remis au président de la chambre d'accusation de la cour d'appel de Lyon, M. Henri Blondet, quatre-vingt-seize procès-verbaux.

Le rapport de synthèse de vingt-quatre pages rédigé le 15 septembre, à Marseille, à la fin de ces investigations indique que « les documents saisis, ainsi que les auditions des divers responsables non inculpés, n'ont pas mis en évidence de malversations relatives aux attributions de la SEMAF de Port-Fréjus compensées par un avantage personnel de l'un des élus ou des membres de la commission d'attribution des lots de la SEMAF ». « Cependant, dit-il, les affirmations de la partie inculpée ne semblent pas totalement infondées et méritent quelques investigations ».

Les conclusions retiennent en outre que l'enquête a mis en évidence certains avantages dont ont bénéficié certains promoteurs constructeurs, notamment M. Mascherpa, M. Charles Omédé, ainsi que le notaire Combe Jean-Louis. « Mais il n'a pas été prouvé, ajoutent-elles, que ces avantages il y a eu. Ils ont donc donné lieu à contrepartie ».

Il y a été confirmé, comme l'admettait le Livre blanc consacré à l'affaire par la municipalité de Fréjus en 1990, que M. Mascherpa, administrateur de la SEMAF, est représentatif de la « machine » marseillaise de construction (SMC), à bénéficier, à la suite d'un accord conclu avec lui et la commune, d'un rabais (10 %) pour le rachat, après expropriation, d'un terrain de 9 944 mètres carrés. « Il y a eu un avantage », dit-il, « mais il n'a pas été prouvé, ajoutent-elles, que ces avantages il y a eu. Ils ont donc donné lieu à contrepartie ».

Il y a été expliqué que M. Charles Omédé, promoteur attributaire d'un lot, a bénéficié d'une modification du plan d'occupation des sols qui lui a permis de faire passer en zone d'urbanisation un terrain de 5 996 mètres carrés sur lequel était situé un vieux hôtel. Le Grand Hôtel de la Plage, qui lui a permis d'y installer un immeuble neuf, le Capitole, alors que cette parcelle était initialement incluse dans une zone inconstructible dans le cadre de la ZAC. L'un des scellés « corrobore l'intervention de M. Léotard qui rappelle à M. Omédé par lettre datée du 26 mars 1981, qu'il a obtenu avec l'aide de la municipalité le permis de construire au lieu et place du Grand Hôtel de la Plage ».

De même, M. Jean-Louis Combe, dont l'étude notariale a enregistré la plupart des actes de l'achat de Port-Fréjus, a bénéficié de « conditions particulières » puisqu'il a obtenu par décret municipal en date du 31 juillet 1991 que les terrains appartenant à la SEMAF

à la famille soient exclus de la zone inconstructible.

Le rapport de la PJ consacre un chapitre spécial au dossier de Sainte-Croix, dont M. Léotard est devenu le propriétaire le 14 mars 1986, après en avoir été le locataire. Les circonstances de ces acquisitions de prix élevés sont versées. Il dit que les sociétés SOMEDIF, FIDEMOS et SILU de M. Henry Meyer, administrateur de la SEMAF, et de son fils Jean-Louis, les deux promoteurs qui ont vendu cette propriété à M. Léotard, « ne semblent pas » avoir ensuite bénéficié, quand ceux-ci sont devenus attributaires de lots à Port-Fréjus, de prix « particulièrement avantageux ». « Il y a eu des avantages », dit-il, « mais il n'a pas été prouvé, ajoutent-elles, que ces avantages il y a eu. Ils ont donc donné lieu à contrepartie ».

Des lacunes

Les investigations policières constatent surtout des lacunes dans les explications données par M. Léotard lui-même. Le rapport de la PJ rappelle que celui-ci avait été soumis, en 1989, à un redressement fiscal (le Monde du 2 juillet). L'administration des impôts avait en effet jugé singulièrement bas le prix de 1 200 000 F payé par M. Léotard pour l'achat d'un terrain de 24 600 mètres carrés en « bon état » à disposition comportant une grande bâtisse bâtie en pierre composée de neuf pièces habitables, deux cuisines, deux salles d'eau, garage » et une « maison de gardien comprenant en rez-de-chaussée deux pièces principales et une cuisine », le tout d'un « état général assez bon ».

Le rapport rappelle aussi que « les inculpés justifient [ce] prix par l'état de l'immeuble au moment de l'achat. Sur ce point, M. Léotard a d'ailleurs bénéficié du témoignage du procureur de la République en poste à Draguignan, M. Jean Ory, qui a été entendu, à sa demande, le 11 novembre par M. Blondet et qui a témoigné - en se déclarant « indigné » - de la « campagne de presse » menée, selon lui, contre M. Léotard - ce jour-là pour la première fois il avait été invité à dîner chez le maire de Fréjus, en 1978-1979, il avait été désagréablement surpris par « l'aspect peu engageant des lieux » alors qu'en 1984-1985, lors d'un « état des lieux », « le terrain avait changé, tout était impeccable ».

Mais le rapport relève, au terme de l'enquête : « M. Léotard se défend en invoquant les nombreux travaux qu'il a réalisés et payés personnellement pour un montant de 780 000 F environ et elles ne couvrent que les dépendances. Les enquêteurs ne dissimulent pas, sur ce point, leur perplexité en notant notamment, à propos des rapports entre M. Léotard et MM. Meyer père et fils : « Le fait de bénéficier aux époux Léotard d'un terrain par la SEMAF moyennant un prix modique (18 000 F par an) en échange de travaux extrêmement importants réalisés par le locataire pour rendre les lieux habitables. Cette précision, qui intervient à l'occasion d'un nouveau « état des lieux », le maintien du loyer mensuel à 1 500 F (...) d'autant plus qu'il semble que la superficie du terrain loué ait considérablement aug-

menté, passant de 7 100 mètres carrés à 24 600 mètres carrés. (...) Pour justifier le montant du loyer l'argument principal avancé par M. Meyer Henry et par M. Léotard François consiste au fait que les travaux effectués au à réaliser par le locataire restaient à la charge du propriétaire. Mais, comme nous le montre cet argument lorsque moins de cinq ans et demi plus tard la SEMAF vend aux époux Léotard pour un montant de 1 200 000 F ? ».

Soulignant l'existence de certaines incohérences dans les explications respectives, sur ce point, de MM. Léotard et Henry Meyer au cours des auditions, le rapport de la PJ indique que les factures et autres justificatifs fournis, découverts ou saisis concernent « exclusivement » des travaux effectués pour transformer « une partie de la maison des époux Léotard appelée « ancien garage à motos » en bureau-bibliothèque, avec salle de sport et douche au premier étage. Les autres parties de la maison n'ont pas été concernées par ces travaux », souligne le rapport. Pourtant aucune autre facture relative à des travaux effectués dans d'autres parties de la maison n'a été découverte chez les divers entrepreneurs désignés par M. Léotard lui-même.

En outre, les enquêteurs détaillent diverses incohérences, en particulier une « différence de facturation » entre les travaux avancés comme justifiés par M. Léotard et les travaux réellement effectués par la société SEDEG, dont l'objet est la gros-œuvre bâtiment et la différence leur « paraît significative ».

« Il est donc raisonnable de penser, concluent-ils, que tous les justificatifs des travaux réellement effectués sur la propriété des époux Léotard ne nous ont pas été fournis. Comment pourrait-il en être autrement si l'on considère que dans l'ordre naturel du confort des ménages on commence par aménager les parties principales de l'habitat avant de réaménager les pièces annexes comme les garages ou remises ? ».

« Pas si simple »

Le président de la chambre d'accusation de la cour d'appel de Lyon avait également confié à un cabinet d'experts le soin d'estimer la valeur actuelle de la propriété de M. Léotard (qui n'y habite plus), d'évaluer le montant des travaux qui y ont été effectués depuis son achat et d'analyser les opérations immobilières réalisées à la fois sur le site de Port-Fréjus et l'entour de la propriété de M. Léotard, un lotissement a été construit.

Cette nécessité lui était apparue, en complément des investigations policières, au lendemain de la confrontation générale du 8 juillet qui avait confirmé le caractère difficilement conciliable des versions des faits en présence. Il n'y a eu, en évidence, déjà, certaines omissions.

Au cours de cette confrontation, une atmosphère tendue, M. Léotard, notamment, ne se serait immédiatement souvenu ni du nom de l'acquéreur de son ancien appartement parisien (M. Olivier Biancone, l'un des entrepreneurs engagés dans les opérations de Port-Fréjus), ni du prix de cette vente (180 000 F) hauteur de 400 000 F pour un appartement acheté 350 000 F huit ans auparavant) le même jour que l'acquisition du domaine de Sainte-Croix.

Or, le rapport d'expertise, remis lundi 4 novembre à M. Blondet et aux parties concernées, ne dissipe pas le flou ambiant puisqu'il note que l'ancien maire de Fréjus a lui

Les députés centristes et communistes s'étant abstenus

Le budget des affaires étrangères est adopté

L'Assemblée nationale a adopté, mercredi 4 novembre, par 275 voix contre 210, le budget du ministère des affaires étrangères, qui comprend notamment ceux des affaires européennes et de la francophonie, présenté par M. Roland Dumas ainsi que M. Elisabeth Guigou et Catherine Tasca. Les socialistes ont voté pour, l'UDF et le RPR ont voté contre à une large majorité, l'UDC et le PC se sont abstenus. Le choix des communistes, qui n'avaient pas fait part à l'avance de leurs intentions, a suivi l'annonce par M. Dumas que la France « étudie » la possibilité de prolonger jusqu'en juillet 1993 la suspension de ses essais nucléaires.

M. Dumas n'a pas eu à se répandre en promesses incohérentes pour faire adopter les crédits de son ministère qui s'établissent à 14,87 milliards de francs, soit une progression de 3,33 % en francs courants.

Au cours de la discussion, le porte-parole centriste, M. Robert Montargent, a consacré comme de coutume une bonne partie de son intervention au désamusement. « La France a décidé un moment d'un an sur les essais nucléaires, décision que j'ai approuvée », a indiqué le député du Val-d'Oise. Mais contrairement aux deux grandes puissances nucléaires (les États-Unis et la CEI), elle n'a pas encore décidé de le prolonger jusqu'en juillet 1993. Paris vient pourtant de ratifier le traité de non-prolifération et considère comme prioritaire la lutte contre la dissémination.

« Nous nous sommes pour cette année notre campagne d'essais nucléaires », les Américains, puis les Russes nous ont suivis en adoptant des moratoires sur leurs essais jusqu'en juillet 1993, c'est une bonne chose, nous étudions une possibilité », lui a répondu le ministre avant d'indiquer que la France « propose également de mettre au point un régime de contrôle des lancement des missiles balistiques ». Il n'en fallait pas plus pour que les communistes, qui s'étaient bien gardés d'annoncer la couleur avant l'intervention du ministre, se soient abstenus.

Si le propos de M. Montargent a été plutôt mesuré, M. Jean-Louis Lefort (PC, Val-de-Marne) s'est en revanche lancé dans une vigoureuse diatribe contre l'action du gouvernement à l'occasion de la discussion sur les faibles crédits du ministère des affaires européennes (114,27 millions de francs) puisque la contribution de la France au budget des Communautés européennes (11,3 milliards de francs) est examinée au cours de la première partie de la loi de finances (le Monde du 25-26 octobre). « Votre budget a pour fonction principale d'organiser des rencontres internationales, de

financer une exposition itinérante de promouvoir vos campagnes unilatérales et propagande en direction des écoles ». Tout cela se dit « commentaires », s'est exclamé le député communiste.

A vrai dire, la situation n'était pas sans critique pour le budget des affaires étrangères. Soutiens fidèles à l'habitude du gouvernement, le dossier européen, les centristes avaient, tout comme l'an passé, attribué au gouvernement le bénéfice du doute en annonçant à l'avance leur intention de s'abstenir.

Soutenu fermement par les socialistes, M. Dumas, après M. Guigou face à M. Nicole Catala (RPR, Paris), qui rouscailait un instant le député Maastricht, pouvait ainsi subir sans s'émouvoir les critiques de l'UDF et du RPR. « L'UDF a décidé de voter contre non parce que telle ou telle action a été menée mais pour ce qui manque à votre politique et ne se traduit pas par des crédits », le droit moral de la France d'exprimer les positions qu'on attend d'elle », a assuré M. Jean-François Deniau (Cher). « Pour faire entendre la voix de la France, il faut de l'argent et de la volonté. Vous avez un peu du premier ; je crains qu'il ne vous manque beaucoup de la seconde », a déclaré M. Michèle Alliot-Marie (RPR, Pyrénées-Atlantiques).

GILLES PARIS

La France devrait ouvrir sept nouvelles ambassades en 1993

Sept nouvelles ambassades de France devraient être ouvertes en 1993 dans les nouvelles Républiques de l'Est, a annoncé M. Roland Dumas, mardi 3 novembre, lors du débat sur le budget du ministère des affaires étrangères (voir en page politique l'article de Gilles Paris).

Au total, quinze nouvelles ambassades, soit 10 % du réseau diplomatique français, ont été créées pour répondre à l'élargissement de l'URSS et de la Yougoslavie. En 1992, des ambassades ont été créées en Arménie, en Bélarus, en Ouzbékistan, en Azerbaïdjan, au Kazakhstan et en Slovaquie. A Zagreb, en Croatie, il a été décidé de transformer en ambassade, de même qu'à Kiev (en Ukraine). Un consulat général devrait être ouvert avant la fin de l'année à Pékin.

Les nouveaux budgets du budget de 1993, dont la Géorgie, le Kirghizistan, le Moldavie, le Turkménistan, le Tadjikistan, ainsi que la Bosnie-Herzégovine, et éventuellement la Macédoine. Ce qui est le dernier projet, il est question pour l'instant d'ouvrir à Skopje une représentation provisoire qui aura vocation à se transformer en consulat puis en ambassade quand la Communauté européenne aura reconnu cette République, ce qui qu'il faut obstacle pour l'instant un différend avec la Grèce sur le nom de « Macédoine ».





Photo de J. Boudier, voyageur de l'Inde en Inde, 1992

L'INDE VRAIE

C'est hiver, quittez les plates de ski encombrées et découvrez d'autres soles... des Himalayas aux îles Maldives, des palais de Mahoradja aux grands temples du Sud... des découvertes "Voyageurs du Monde".

Car nous sommes les défenseurs du "voyager vrai", des vraies sensations, de la vraie découverte (y compris de soi). Nous vendons directement, sans intermédiaire. Et vous êtes en contact direct



VOYAGER PLUS VRAI

avec une équipe de vrais spécialistes pour l'Inde.

VOLS A/R AU DÉPART DE PARIS :

DELHI	4.350 F
MADRAS	5.400 F
COLUMBO	5.330 F
KATMANDOU	6.150 F

CIRCUITS : DE LA MER D'OMAN AU NEPAL, 20 JOURS 21.000 F

TOULOUSE AU RAJASTHAN, 21 JOURS 13.150 F

RENDEZ-VOUS VISITE, CONTACTEZ-NOUS. VOYAGEURS EN INDE - 45, RUE SAINT-ANDRÉ - 75001 PARIS - TÉL. : 42 06 16 00 - FAX : 42 01 45 00.

Don à déduire pour l'impôt sur le revenu (art. 156 du Code de Commerce) : 2000 F

VOTRE NOM _____ PRÉNOM _____

ADRESSE _____

CODE POSTAL _____ VILLE _____

TELEPHONE _____

VOYAGEURS EN INDE FAIT PARTIE DU GROUPE VOYAGEURS DU MONDE.

JAN 10 1993

LES CONSÉQUENCES DE L'AFFAIRE

Les conclusions d'un rapport demandé par le gouvernement

Les collectes dans les prisons en 1985 ont été à l'origine de plusieurs centaines de cas de contamination par le virus du sida

Le rapport sur les collectes de sang en prison, établi par l'inspection générale des affaires judiciaires (IGAS) et l'inspection générale des services judiciaires (IGSJ), a été remis, le 4 novembre, à MM. Bernard Kouchner, ministre de la Santé, René Teulade, ministre des affaires judiciaires, et Michel Vauzelle, garde des Sceaux (1). Demandé par le gouvernement à la suite de la

transfusion sanguine recommandait une ambigüité des responsabilités transfusionnelles d'exclure des dons de sang les personnes risquant d'être déjà contaminées, parmi lesquelles les toxicomanes. Mais l'administration pénitentiaire ignorait l'existence de cette circulaire « qui ne lui avait pas été transmise par la DGS ». Selon les rapporteurs, cela ne peut s'expliquer par le fait que le lien entre la contamination et la prison n'était alors pas aussi évident qu'aujourd'hui. De la même manière, il appartenait aux établissements responsables de la qualité des collectes d'appliquer partout les recommandations de prudence qu'ils avaient reçues et d'écarter les donneurs à risque.

L'administration pénitentiaire n'avait reçu aucune information lui permettant de connaître le caractère inopporün de cette initiative. « Il est donc difficile de la considérer comme fautive », peut-on lire dans la note de synthèse. En outre, précisent les rapporteurs, « il n'est pas démontré que cette note de M. Ezratty ait eu un véritable impact », dans la mesure où l'on constate, en 1984, une quasi-stabilité du nombre des collectes et du volume des prélèvements en prison par rapport à 1983.

Le scénario d'un dérapage Le détail des événements est conforme à ce que nous avions révélé dans ces colonnes. C'est le docteur Pierre Espinoza, chef de service à l'hôpital de Fresnes, qui donna l'alerte en mai 1985, que 12,6 % des détenus entrant à Fresnes étaient séropositifs. Quant aux détenus toxicomanes, ils étaient séropositifs. Le docteur Jean-Baptiste Brunet, directeur de l'hôpital de Fresnes, a alors au professeur Jacques Roux d'adresser aux établissements de transfusion de sang (ETS) une circulaire suspendant les collectes en prison jusqu'à la mise en œuvre du dépistage systématique. Le professeur Roux répondit simplement que les ETS étaient « majeurs, compétents, responsables » et qu'en conséquence il y avait simplement lieu de leur demander de redoubler de prudence.

M. Ezratty, qui, en tant que patron de l'IGAS, M. Lucas, président des comités santé-justice, convoqua une réunion trois jours plus tard, le 10 juin 1985. On s'aperçut que les collectes en prison ne s'étaient pas suspendues, mais que les ETS étaient alertés téléphoniquement par la DGS sur leur danger. La DGS confirmera avoir informé les services régionaux de transfusion (CRTS) pour qu'ils diffusent l'information.

Le 30 juin 1985, le docteur Brunet, lors d'une réunion de la commission nationale de transfusion sanguine, déclara qu'il apparaissait « peu raisonnable » de collecter du sang dans des lieux où la moitié de la population appartient à des populations à risque. Le même jour, le docteur Espinoza avait adressé au professeur Roux une lettre où il précisait que les collectes en prison ne s'étaient pas suspendues, mais que les ETS étaient alertés téléphoniquement par la DGS sur leur danger. La DGS confirmera avoir informé les services régionaux de transfusion (CRTS) pour qu'ils diffusent l'information.

Le 1^{er} juillet, nouvelle réunion du comité santé-justice. Le danger n'est pas fable, que le dossier médical pénitentiaire constitue un « véritable désastre », que le dépistage biologique peut être considéré comme efficace à 100 %, il indique, en conséquence, qu'il faut arrêter les collectes de sang à Fresnes. Les informations consignées dans ce rapport sont adressées par le docteur Najib Duédari (directeur du CDTS du Val-de-Marne) à MM. Edmond Hervé et Philippe (conseiller au cabinet de M. Laurent

Fabius, premier ministre) le 1^{er} août 1985. M. Ezratty réagit aussitôt en téléphonant aux directions pénitentiaires régionales pour leur demander de suspendre les collectes. En revanche, le professeur Roux ne prit aucune mesure.

Le 14 août 1985, le docteur Luc Noël adressa au docteur Claude Weissberg, conseiller technique au cabinet de M. Edmond Hervé, les conclusions d'une étude menée par 18,5 % des détenus de la prison de Bois-d'Arcy étaient séropositifs.

Au mois de septembre, encore le rapport, la DGS établit un projet de circulaire sur l'information des donneurs de sang. Elle lance sur les précautions à prendre lors des collectes en prison (elle n'ouvrait pas, par

conséquent, leur interdiction). Ce passage à l'arrêt des prisons est supprimé par le cabinet de M. Hervé. M. Weissberg, et M. Gaston Rimareix, directeur du cabinet, ont expliqué qu'ils n'ont pu agir ainsi qu'après avoir eu un contact avec le directeur de la garde des Sceaux, ce que justifiaient les protestations des administrations pénitentiaires et de la santé. Ainsi la CRTS ne cessera-t-elle de se référer aux établissements en 1986, le CRTS d'Evry à Fleury-Mérogis en 1987, le CRTS de Paris à Fort-de-France, les collectes ne cessent qu'en 1990.

Les conclusions des rapporteurs ont été très sévères. Pour les établissements d'abord, qui, sans être informés, auraient dû, dès le fin de 1984, suspendre les collectes en prison. Quelques-uns l'ont fait. Ceux qui ne l'ont pas fait en 1985, mais la note de synthèse, sont « inexcusables ».

Enfin, le 7 novembre 1985, une réunion de la commission consultative nationale de la transfusion sanguine a été convoquée. L'envoi d'une lettre aux associations de transfusionnaires déconseillant les dons de sang en milieu pénitentiaire. Certains CTS poursuivront leurs collectes encore plus tardivement sans susciter, note le rapport, de

protestations des administrations pénitentiaires et de la santé. Ainsi la CRTS ne cessera-t-elle de se référer aux établissements en 1986, le CRTS d'Evry à Fleury-Mérogis en 1987, le CRTS de Paris à Fort-de-France, les collectes ne cessent qu'en 1990.

Les conclusions des rapporteurs ont été très sévères. Pour les établissements d'abord, qui, sans être informés, auraient dû, dès le fin de 1984, suspendre les collectes en prison. Quelques-uns l'ont fait. Ceux qui ne l'ont pas fait en 1985, mais la note de synthèse, sont « inexcusables ».

Enfin, le 7 novembre 1985, une réunion de la commission consultative nationale de la transfusion sanguine a été convoquée. L'envoi d'une lettre aux associations de transfusionnaires déconseillant les dons de sang en milieu pénitentiaire. Certains CTS poursuivront leurs collectes encore plus tardivement sans susciter, note le rapport, de

JEAN-YVES LAU
FRANCK NOUCHI

(1) Les conclusions du rapport sont : pour l'IGAS, M. Jean Geronimi, pour l'IGSJ, M. Aquilino Morelle, M. Théodore Roquet et M. Michel Vauzelle.



Chez Delta Air Lines,
nous faisons tout pour
que la qualité du service
à bord soit réellement
exceptionnelle.
C'est peut-être pour cela
que nous faisons voyager
chaque année plus
de passagers que les plus
grandes compagnies
aériennes anglaises,
allemandes ou françaises.

Venez découvrir
une façon de voyager
qui ne ressemble
à aucune autre.



© 1982 Delta Air Lines, Inc.

DU SANG

Un projet de

M. Bernard Kouchner, ministre de la Santé, a annoncé, le 4 novembre, que le rapport sur les collectes de sang en prison, établi par l'inspection générale des affaires judiciaires (IGAS) et l'inspection générale des services judiciaires (IGSJ), a été remis, le 4 novembre, à MM. Bernard Kouchner, ministre de la Santé, René Teulade, ministre des affaires judiciaires, et Michel Vauzelle, garde des Sceaux (1). Demandé par le gouvernement à la suite de la transfusion sanguine recommandait une ambigüité des responsabilités transfusionnelles d'exclure des dons de sang les personnes risquant d'être déjà contaminées, parmi lesquelles les toxicomanes. Mais l'administration pénitentiaire ignorait l'existence de cette circulaire « qui ne lui avait pas été transmise par la DGS ». Selon les rapporteurs, cela ne peut s'expliquer par le fait que le lien entre la contamination et la prison n'était alors pas aussi évident qu'aujourd'hui. De la même manière, il appartenait aux établissements responsables de la qualité des collectes d'appliquer partout les recommandations de prudence qu'ils avaient reçues et d'écarter les donneurs à risque.

N
I
E
a
d
c
b
p
r
a
m
la
de

D
co
co
bn
l
C
on
la

En
thé
dit
ant
lait
refl
dé
pé
Av
not
nai
p
on
mai
l
dét
recl
lop
lop
fau
étr
des
oub
mai
gen
pet
m
192
Bae
che
Uni
la
n
par
noir

V

LE

le

E
I
avec
RV2

avec
I

avec
MA

De

Mod
avec
Davi
Ch
30.

طريقه امنه لاجل

هنا من هنا

AFFAIRE

DU SANG CONTAMINÉ

Présenté au conseil des ministres par M. Bernard Kouchner

Un projet de loi vise à renforcer la tutelle de l'Etat et la sécurité du système transfusionnel

M. Bernard Kouchner, ministre de la santé et de l'action humanitaire, a présenté au conseil des ministres du mercredi 4 novembre un projet de loi relatif au don, à l'utilisation thérapeutique du sang humain et à l'organisation de la transfusion sanguine. Ce texte renforce le contrôle de l'activité transfusionnelle. Il précise les responsabilités exercées en la matière avec la création d'une agence française du sang et l'amélioration de la sécurité grâce à un dispositif d'hémovigilance sur l'ensemble du territoire. Il bouleverse l'organisation industrielle du fractionnement sanguin et rappelle qu'aucune rémunération ne peut être allouée aux donneurs de sang.

Les multiples prolongements médicaux, industriels et politiques de l'affaire du sang contaminé rendaient urgente une nouvelle loi. M. Kouchner avait annoncé en mai son intention de réformer au plus vite le système transfusionnel (le Monde du 2 mai). Cette réforme avait été mise en chantier par MM. Jean-Louis Vignier et Bruno

Durieux, respectivement ministre des affaires sociales et de l'intégration et délégué à la santé du gouvernement de M. Edith Cresson. Il aura fallu, au total, en dépit de l'urgence, plus d'un an pour que cette réforme se traduise par un projet de loi.

Jusqu'à présent, dix articles de la loi de 1963 sur la santé publique étaient consacrés à l'usage thérapeutique du sang. Le projet de loi en comporte cinquante-deux, auxquels s'ajoutent des dispositions transitoires. Le texte renforce la tutelle de l'Etat sur la préparation, la distribution, la sécurité transfusionnelle, les importations de produits sanguins, les réformes structurelles du système d'organisation de la transfusion sanguine et du fractionnement du sang.

Les grandes lignes de l'éthique française sont réaffirmées avec force : la collecte du sang sera un monopole, le prélèvement ne peut être réalisé que par une personne agréée et sans aucune rémunération. « Le fait, précise le texte, de prélever un don de sang par une personne autre que celle qui a exprimé son consentement au point d'un emprisonnement de cinq ans et d'une amende de 1 million de francs. Le fait d'obtenir le prélèvement de son sang contre un

paiement, quelle qu'en soit la forme, est puni d'un emprisonnement de cinq ans et d'une amende de 1 million de francs. » Seront punis les peines ceux qui apporteraient ou tenteraient d'apporter leur entremise pour favoriser l'obtention du sang humain contre un paiement. Aucune information permettant d'identifier à la fois celui qui a fait don de son sang et celui qui l'a reçu ne pourra être divulguée sans peine d'un emprisonnement de deux ans et d'une amende de 20 000 francs.

Une véritable « cellule d'alerte »

Ces principes étant affirmés, le projet prévoit que toute importation de sang et de produits dérivés sera subordonnée à une autorisation délivrée par le ministre chargé de la santé dans des conditions définies par décret.

La rédaction de ce décret devra notamment tenir compte des risques aux importations « illégales » par les centres de fractionnement français, les dangers s'alimentant, pour des raisons économiques, sur le marché international du plasma, et sur leur autorité de tutelle et, en particulier, à la direction de la santé.

L'autre point du projet concerne la sécurité. Il est créé un « comité de sécurité transfusionnel placé sous l'autorité du ministre chargé de la santé ». Ce comité devra constituer une véritable « cellule d'alerte » dans le domaine de l'hémovigilance.

Pour le sang, les changements fondamentaux d'ordre réglementaire. Il s'agit d'abord de la création, par voie législative, de l'Agence française du sang, interlocuteur unique pour les établissements de transfusion sanguine et le président du conseil de la santé. On devra, de la sorte, parvenir à un encadrement strict des activités de l'ensemble des établissements de transfusion sanguine.

Il s'agit de mettre en place des autorisations à durée déterminée (avec possibilité d'une suspension en cas d'urgence), d'organiser une « qualité » obligatoire ainsi que la mise en œuvre d'une inspection spécifique à la transfusion sanguine, avec une équipe d'une quinzaine d'inspecteurs pendant.

Le texte vise, d'autre part, à une séparation nette de l'activité de fractionnement de celle du fractionnement sanguin. Cette dernière est radicalement réorganisée. « Pendant des années, sept années en

fractionnement mené, chacun de son côté, des politiques quand ils n'étaient pas franchement en rivalité, indique-t-on dans l'entourage de M. Kouchner. Il en résulte des investissements qui, pris globalement, n'ont aucune cohérence et ont conduit à une forte surcapacité ainsi qu'à une certaine hétérogénéité dans la gamme des produits : plus de soixante produits différents préparés en France ! »

La loi prévoit, en particulier, la concentration de l'activité de fractionnement sanguin en un seul site, deux et quatre, semble-t-il. On rappelle au ministre de la santé et de l'action humanitaire

qu'une directive européenne du 14 juin 1989 impose de soumettre les produits stables dérivés du sang à la même rigueur, aux mêmes exigences que les autres médicaments. « Cela, ajoute-t-on, est en accord avec les principes éthiques : les patients français ont à leur disposition les meilleurs médicaments, mais ils exigent de ces produits qu'ils soient sûrs et non rémunérés. Mais le projet de loi prévoit des dérogations temporaires à cette exigence pour les produits thérapeutiques. Nous concédons ainsi, dans l'intérêt des malades, des impatiens thérapeutiques. »

JEAN-YVES NAU

Afin de permettre que les ministres relèvent des juridictions de droit commun

L'opposition accepte d'envisager une réforme de la Constitution

Les groupes de l'Assemblée nationale se sont mis d'accord, mardi 3 novembre, pour demander au gouvernement d'étudier la possibilité d'un projet de révision constitutionnelle, visant à permettre que les ministres relèvent des juridictions de droit commun. L'opposition de droite demande que soit constituée, en tout état de cause, la Haute Cour, qui devra, selon elle, être saisie de l'affaire du sang contaminé et la révision de la Constitution ne peut être menée à bien en temps utile.

Faut-il - et de quelle façon - faire passer en justice les anciens ministres ayant exercé des responsabilités dans le domaine concerné par l'affaire du sang contaminé ? Les socialistes ont opté, mardi, pour la formule de la « Haute Cour », préconisée par M. Laurent Fabius, plutôt que pour la Haute Cour, avancée par M. Michel Rocard et qui consistait à modifier la composition de la Haute Cour. La révision suppose, pour pouvoir être opérée sans référendum, mais par le Parlement réuni en Congrès (comme cela fut fait en juin 1958), à propos de Maastricht, que le gouvernement la prenne à son compte sous la forme d'un projet de loi.

Aussi les présidents des groupes RPR, UDF et UDC ont-ils accepté la proposition socialiste de créer un groupe de travail chargé de la réforme de la Haute Cour. Le président du groupe UDC, M. Jacques Barrot, a expliqué que l'essentiel « qu'il n'y ait pas de calendrier dilatoire ». « Le gouvernement, a-t-il expliqué, ne doit pas d'initiative, il n'y a donc pas de projet de révision, et si une initiative c'est la Haute Cour, ou bien il y a un projet de révision, ou bien il n'y a rien. »

M. Charles Millon, président du groupe UDF, a exposé le projet de loi par l'opposition : « La mise en place de la Haute Cour, qui a été proposée avec le projet de révision constitutionnelle pourrait être envisagée et le projet de loi par le gouvernement. » En fait, l'UDF réserve à l'initiative du PS, qui, M. Millon, « ne doit pas interpréter comme une échappatoire ou comme une retardement ».

Le texte de M. Claude Evin

Le garde des Sceaux, M. Michel Vauzelle, a approuvé la proposition de M. Fabius en indiquant, à l'occasion d'un déplacement à Paris, qu'il souhaite la « disparition des privilèges » [de] ceux qui appartiennent à deux poids, deux mesures dans la façon dont sont traités les responsables politiques. Il estime qu'il « existe une inadéquation entre les institutions et les problèmes posés par les ministres dans l'exercice de leurs fonctions ».

La proposition vise à modifier l'article 67 de la Constitution d'ici à la fin de l'année, en prévoyant que la Haute Cour demeure compétente et exclusive pour le président de la République et, pour les ministres, pour les cas de complot

contre la sûreté de l'Etat. La compétence des juridictions ordinaires serait affirmée pour les autres affaires pénales. Le texte définitif de cette proposition a été présenté par M. Rocardien, M. Claude Evin (Loire-Atlantique), ancien ministre de la santé. Lors de la réunion du groupe de l'Assemblée nationale, mardi, plusieurs députés, M. MM. (Bouches-du-Rhône), Raymond Forni (Territoire-de-Belfort), Bernard Pignat (Finistère) ont exprimé leur scepticisme face à cette proposition, qui risquerait de conduire, selon eux, à un « gouvernement des juges » tout en apparaissant à l'opinion comme un nouveau « coup de circonstance ». Selon M. Pizat, « refuser la Haute Cour équivaut à l'annulation ».

Refus

du « jury d'honneur »

La proposition de l'UDC, préparée par M. Jean-Jacques Puyat (Seine-et-Marne), le procureur de la région en matière de ministres devant la Haute Cour serait réservée à un cas de complot contre la sûreté de l'Etat. Dans les autres cas de délits ou de crimes, les ministres seraient soumis à la procédure ordinaire, un autre mécanisme serait prévu, le ministre public transmettant au procureur général de la Cour de cassation les plaintes ou dénonciations. Cinq magistrats seraient chargés de l'instruction, le jugement serait renvoyé devant la chambre criminelle de la Cour de cassation. L'Assemblée plénière de la Cour jouerait le rôle de « jury d'appel ». La proposition de l'UDC prévoit d'inscrire la Constitution un paragraphe renvoyant à une loi organique les conditions d'instruction et de jugement des crimes et délits par la Haute Cour.

Le groupe communiste approuve la réforme proposée par le socialisme et les autres. « Il faut trouver un système par lequel la classe politique ne bénéficie pas d'une immunité », souligne le président du groupe, M. André Lajoinie. M. Pierre Laroche (RPR, Haute-Savoie) s'est opposé à ces propositions, mais en demandant que les membres du gouvernement bénéficient d'une protection qui soit le filtre de la Cour de cassation. M. Patrick Devedjian (RPR, Hauts-de-Seine) a rédigé, de son côté, une proposition de loi visant à confier le jugement de la responsabilité pénale des ministres au Conseil constitutionnel.

En revanche, l'opposition de gauche a rejeté la demande du premier secrétaire du PS, qui a un avis positif du groupe socialiste, de comparaître devant un « jury d'honneur ». M. Millon a expliqué que « M. Fabius n'a pas le droit de choisir le jury qui le jugera ». Le texte de l'intergroupe RPR-UDF-UDC, l'Assemblée, comme le président du Sénat, M. René Monory, ont soutenu que « la constitution d'un jury d'honneur ne saurait se substituer au fonctionnement normal des institutions ». « Les articles 67 et 68 de la Constitution de 1958 ont institué la Haute Cour de justice, qui a compétence et défini les modalités de mise en accusation », souligne M. Monory, en ajoutant : « Il ne faut pas oublier que la Haute Cour est le fait, en dernier lieu, d'une instance judiciaire de la commission d'instruction, composée de hauts magistrats de la Cour de cassation. »



مازالت

Le Monde

EDUCATION • CAMPUS

La fièvre des MBA gagne les grandes écoles

Les programmes de formation supérieure au management se multiplient en France, alors que les Anglo-Saxons s'inquiètent de l'expansion trop rapide de ce marché

Les grandes écoles de management françaises ont-elles perdu tout sens des affaires? Tout contact avec le marché de la formation des cadres supérieurs, en quelques mois, ce n'est pas le cas. En effet, si quelques mois, ce n'est pas le cas. En effet, si quelques mois, ce n'est pas le cas. En effet, si quelques mois, ce n'est pas le cas.

MBA, à temps partiel, que lance, en janvier prochain, l'Ecole supérieure de commerce de Paris. Le programme, réparti en deux semestres, sera dispensé en séminaires ou missions. L'étranger, formation individuelle décalquée en trois périodes permettant de passer de la découverte de l'action managériale à la mise en application des compétences acquises, y compris évidemment dans l'entreprise du stagiaire. « Il y a une attente de plus en plus sensible de MBA compatibles avec les exigences d'une formation professionnelle », souligne Jérôme Bon, son directeur. Il en veut pour preuve le nombre et la qualité des candidatures sélectionnées malgré une campagne de lancement très discrète : au total une bonne centaine de postulants, de trente et un ans en moyenne, ayant une huitaine d'années d'expérience professionnelle et 80 % par leur entreprise.

Un engouement paradoxal

C'est vers une formule MBA à temps partiel très similaire que semble s'orienter de son côté l'ESSEC, dont le projet est prévu pour 1993. Le revendeur, l'Institut d'études politiques de Paris a opté pour une formule courte (neuf mois), mais plus classique, en lançant son MBA, qui doit accueillir en première promotion une centaine de stagiaires en janvier prochain. Plus académique Sciences-Po entend s'appuyer sur le potentiel de la rue Saint-Gilles pour développer une formation particulièrement intégrée à la vie de l'entreprise dans un contexte politique, historique et social très large. Pour son directeur Jean-Jacques Rom, « l'ambition est de réaliser l'alliance d'une



solide tradition culturelle et d'une approche scientifique des problèmes de

Au total, quatre nouveaux programmes représentent un renforcement, à terme, du potentiel de formation des MBA français. Jusqu'à présent l'on n'avait constaté que quatre : le prestigieux Institut européen d'administration des affaires (INSEAD) de Fontainebleau (qui fait partie des tout premiers MBA européens aux côtés de la London Business School et de l'International Institute for Management Development - IIMD - de Lausanne), l'Institut supérieur des affaires du groupe HEC-ISA, le Centre d'études supérieures du management, du groupe ESC-Lyon, et enfin le dernier né dans le giron de l'Ecole européenne des affaires (EAP), qui bénéficie de la très forte ouverture internationale de cette école basée à Paris, Berlin, Oxford et Madrid.

Mais cet engouement soudain est pour le moins paradoxal. Au moment où le nombre de MBA français va doubler, les entreprises françaises les accueillent (dont deux cent cinquante accréditées) sont l'objet de critiques tous azimuts : entreprises comme des étudiants, jugent ces formations trop coûteuses, trop axées sur la réalité des affaires (lire page XX). Des esprits attentifs avaient bien tiré le signal d'alarme. « Les étudiants des MBA américains sont souvent brillants, au sens technocratique du terme. Mais ils manquent de créativité, de capacité à créer des produits, des stratégies », protestait depuis longtemps Henry Mintzberg, professeur à l'université McGill de Montréal (Canada).

Ce message iconoclaste est aujourd'hui largement partagé d'autant que l'inflation des MBA américains - soixante-dix mille diplômés par an - a sérieusement ébranlé la crédibilité de ce secteur. Mais les business schools américaines ne sont pas sur la sellette. En Grande-Bretagne, le nombre de MBA a doublé en quel-

ques les plus prestigieuses, l'ESSEC, ESCP, Sciences-Po, à l'instar du terrain était d'autant plus forte que les nombreuses écoles privées moins huppées n'hésitent pas à s'approprier le titre de MBA.

En second lieu, il est certain que le marché français était très en retard par rapport au marché européen. Avec, de six à dix diplômes par an, on est très loin du flux annuel de quelque quatre-vingt mille diplômés américains ou britanniques. Les français d'ailleurs nombreux à aller chercher fortune dans les business schools américaines (ils étaient le Wharton, cette année, dix-sept étudiants). Cette attirance ne relève pas seulement de l'effet de mode, mais également d'une dévalorisation de l'offre de formation.

Enfin, nombreux les analystes qui soulignent que les critiques adressées aux MBA américains ne sont guère applicables à la majorité des MBA européens. Comme le remarque Francis Bidsaut, directeur du programme IIMD de Lausanne, « les réformes mises en œuvre aujourd'hui dans les MBA européens introduisent des innovations - pluridisciplinaires, l'internationalisation - l'accent mis sur la performance - qui depuis dix ans à la base des meilleures formations européennes ». Georges Bain, le directeur de la London Business School, ajoute : « On fait beaucoup de bruit autour de la crise du MBA. C'est exagéré si l'on observe la situation européenne : celle-ci est longtemps que nous nous efforçons d'équilibrer l'enseignement et la recherche, à multiplier les relations avec les employeurs et à créer une véritable culture cosmopolite. Il y a cinq ans nous avions 75 % d'étudiants britanniques. Ils ne font plus aujourd'hui que 25 % de nos promotions ».

table culture cosmopolite. Il y a cinq ans nous avions 75 % d'étudiants britanniques. Ils ne font plus aujourd'hui que 25 % de nos promotions ».

A quoi M. Bain, Rameau, doyen de l'INSEAD, ajoute : « La faiblesse du nombre de MBA américains d'être nés dans le giron d'universités de s'être trop enfoncés dans l'académisme pur, dans le prolongement de l'enseignement supérieur. Les meilleurs MBA européens sont fondés sur des institutions indépendantes, construisent de la formation continue des cadres supérieurs, en partenariat total avec les entreprises. » Cet atout d'autant plus aujourd'hui que le MBA devient le plus souvent un marché de corporations, appuyé sur des coopérations très étroites milieux économiques, alors qu'ils étaient en majorité, jusqu'à récemment, un « marché d'individus » reposant sur le choix personnel de jeunes cadres soucieux d'accélérer leur carrière. En développant des partenariats à temps partiel, les MBA français s'inscrivent indéniablement dans ce mouvement.

Il ne faut pas oublier non plus le devoir faire leurs propres choix. Beaucoup plus tendu qu'il y a quelques années. Pour Bruno Dufour, le directeur du ESC-Lyon, « il faut faire attention. Avec les nouvelles créations de programmes, le doublement de l'INSEAD, en quelques années, de 10 à 20 promotions, qui passent à quatre ou cinq promotions, on risque de pousser le bouchon un peu loin. On ne fait plus ».

GERARD COURTOIS

3^e cycle
ADMISSION SUR TITRE
(BAC + 4 et...)
MBA PROGRAM
14 semaines de formation intensive
- 20 semaines de formation intensive
- 3 semaines de stage
- 18 semaines de formation intensive
- 10 semaines de stage
- 6 semaines de stage
INSTITUT SUPERIEUR DE GESTION
Etablissement reconnu par l'Etat
6/8, rue de Laiz - 75116 Paris - Téléphone : (1) 45 53 60 00

3^{ÈME} CYCLE
MASTER EUROPÉEN DES AFFAIRES
Programme d'échange avec l'EDC Paris-la-Défense, The University of Northumbria de Newcastle, la Hochschule für Wirtschaft und Politik de Hambourg
Formation bilingue : durée 18 mois
MASTER EUROPÉEN DE COMMERCE
Management Commercial, Marketing Direct, Audit Financier, Comptable
L'EDC PARIS-LA DÉFENSE
70, GALERIE DES DAMIERS - LA DÉFENSE 1 92400 COURBEVOIE
TEL : (1) 47 73 63 41 - MÉTRO PARIS - LA DÉFENSE ESPLANADE
ETABLISSEMENT D'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR PRIVÉ RECONNU PAR L'ÉTAT

Ne pas pousser le bouchon trop loin
C'est dans une mauvaise humeur générale plutôt dégrisée que les écoles de management françaises lancent leurs nouveaux programmes. Pour plusieurs raisons. Tout d'abord le prestige du label MBA reste très fort dans les milieux de commerce et les entreprises françaises. C'est une question de standard international et de stimulation pour nos enseignants, lance Véronique de Chantéras. L'incitation pour

Hit-parade
L'effort de s'orienter dans la jungle du MBA, qui compte pas moins d'un millier de programmes à travers le monde. Pour éclairer le choix du candidat, les magazines économiques américains ou britanniques s'efforcent depuis quelques années de réaliser une évaluation sur un classement des formations.

Outre-Atlantique, l'outil le plus complet est le plus complet par le palmarès des écoles. Trois fois par l'hebdomadaire Business Week. Le dernier en date, publié dans l'édition du 22 septembre dernier, confirme la prééminence des business schools de Northwestern, Chicago, Harvard et Wharton. Mais il chahute également les MBA avec le plus relatif de Stanford et beaucoup plus accentué de UCLA-Los Angeles, Carnegie Mellon, ou encore la disparition - dans la liste des vingt meilleures écoles américaines - des universités de Rochester (New York) et Austin (Texas). L'évaluation la plus récente par l'hebdomadaire britannique The Economist, qui vient d'achever sa troisième enquête intitulée « Which MBA? ». Il ne s'agit pas d'un hit-parade à l'américaine d'une analyse aussi précise que possible des qualités ou défauts des différentes formations.

Rem : The Economist, Intelligence Unit, 40 Duke Street, Londres W1A.

JD
Trouver son 1^{er} emploi
Evaluer son salaire
Trouver un stage à l'étranger
Poursuivre ses études
Aujourd'hui
1^{er} N°
Gratuit
le bimensuel pour réussir le passage des études à l'emploi
DECouvrez GRATUITEMENT 1^{er} N° de JD
OUT, je désire recevoir gratuitement 1^{er} N° de JD
Nom _____ Prénom _____
Adresse _____
Ville _____ Code Postal _____
JD est vendu en kiosque et par abonnement.
OFFRE VALABLE JUSQU'AU 15/11/92
COUPON REPONSE

eslsca
3^e CYCLES SPÉCIALISÉS
Un plus pour votre formation en Management
Ces 4 programmes d'un an dispensés par un corps professoral de spécialistes experts offrent une formation de haut niveau dans les domaines les plus porteurs du management.
TRADING
INGÉNIERIE FINANCIÈRE
MANAGEMENT DES ENTREPRISES
GESTION DE PATRIMOINE
Renseignements : 3^e Cycles Spécialisés GROUPE E.S.L.S.C.A.
1, rue Bougainville - 75007 Paris - tél : (1) 45 51 32 32
ÉCOLE SUPÉRIEURE LIBRE
DES SCIENCES COMMERCIALES APPLIQUÉES
Fondée en 1949 - Reconnue par l'État

EDUCATION • CAMPUS

La fin de l'âge d'or américain

Même les plus prestigieuses écoles de management d'outre-Atlantique sont contraintes de remettre à plat leurs formations

NEW-YORK
correspondance

MAX a vingt-sept ans, le profil idéal pour être embauché dans une grande entreprise. Diplômé de l'université de Berkeley en ingénierie du transport, il a participé pendant toute la durée de ses études à la mise en place d'un système de formation en informatique pour les handicapés, avant d'entrer chez Bell Labs, une importante société américaine, spécialiste des systèmes de communication. Il y a deux ans, il s'est laissé facilement convaincre d'abandonner son emploi et un salaire annuel de 45 000 dollars, pour entreprendre un *master of business administration* (MBA). Son calcul était vite fait. La formation, deux ans à Wharton, une des meilleures écoles américaines, coûte 32 000 dollars, les frais d'hébergement, il a contracté un emprunt de 40 000 dollars, qu'il espérait rembourser très rapidement. Le salaire moyen à la fin était de 62 000 dollars, au bas mot.

Bref c'était, en principe, un bon investissement. Or au terme de sa formation, cette année, Max n'a reçu qu'une seule offre d'emploi bien décevante : 47 000 dollars chez United Airlines, une compagnie aérienne connue chez les jeunes diplômés pour la lourdeur dissuasive de son organisation. Du coup, il envisage d'accepter un poste dans une petite compagnie de production vidéo californienne pour un salaire modeste mais avec possibilité d'intéressement aux bénéfices.

Un jamais vu. Depuis une douzaine d'années, les diplômés des meilleures MBA étaient courtisés, jusque sur les campus, par les grandes sociétés américaines, et les petites entreprises n'auraient jamais songé à recruter des diplômés de business schools si huppées. C'était un investissement hors de leur portée, explique Richard West, directeur de la business school de New York University.

Brain-dee
de combat général

Le réveil est brutal. Tout au long des années 80, les MBA s'étaient orientés vers la finance à tout va, à la demande des entreprises qui recrutaient à tour de bras des cadres pour gérer leur trésorerie, et les étudiants qui ne rêvaient que de devenir *investment bankers*. Goldman Sachs, pour un salaire de démarrage de 80 000 dollars par an. Depuis le krach de 1987, les emplois ont été supprimés à Wall Street, et même Goldman Sachs, la firme reine, embauche au compte-goutte, pour le même salaire qu'il y a cinq ans. Non seulement le marché s'est rétréci, mais les entreprises recherchent désormais des candidats généralistes, un profil que les MBA, trop spécialisés, ont du mal à produire.

« Aujourd'hui, nous devons changer », dit-il, « pour montrer à nos clients, à nos... »

fois les étudiants qui hésitent désormais à investir dans de longues et coûteuses études, les entreprises qui reprochent le manque d'adaptation de la formation à leurs besoins réels. J'ai proposé au conseil d'administration un véritable plan de redressement », explique Richard West, le directeur de la business school de Wall Street, où elle avait multiplié les liens avec les milieux financiers, pour aller s'installer, à la rentrée 1992, dans le centre de la ville, à proximité des sièges sociaux de firmes qui ne sont pas forcément financières. Surtout, le cursus a été modifié, la durée de formation - et par conséquent de rupture d'emploi - réduite de deux ans à dix-huit mois, les cours de marketing et de merchandising ainsi que l'enseignement des langues renforcés et une formation à la déontologie introduite dans le programme.

L'université de New York n'a été la seule à remettre à plat son MBA pour répondre aux critiques des azimuts des milieux économiques à l'encontre d'une formation jugée trop rigide, compartimentée et abstraite, coupée de la réalité des entreprises et préparant mal les jeunes cadres à gérer les relations hiérarchiques, le travail en équipe, la dimension internationale des affaires. La formule a été critiquée d'un responsable du recrutement de General Electric, la plupart de ces diplômés s'imaginent dans le rôle de *golden boys* maniant des millions de dollars, alors qu'ils sont « incapables d'aligner dix phrases cohérentes devant un conseil d'administration ».

Les business schools n'ont pas manqué d'imagination pour répondre à ces critiques. Case Western Reserve de faire faire un stage à

diplômés pendant leurs études, par un cadre expérimenté. Columbia a investi 1 million de dollars dans la mise en place d'un nouveau cursus à base de travail en équipe, de cercles de qualité, d'éthique. Chicago a intégré dans la scolarité la formation au leadership qui inclut un week-end de retraite dans le Wisconsin, où les étudiants, après avoir visionné un film d'aventures, doivent survivre pendant deux jours dans le désert. Et Princeton a créé des cours de leadership pour apprendre à s'exprimer en public. Les étudiants sont ravis, et les entreprises se laissent, paraît-il, séduire.

Le jeu en vaut-il
la chandelle ?

A l'université de Pepperdine, en Californie, le cursus d'éthique inclut une visite au roi déchu des jumeaux, Michael Milken, dans sa cellule de prison. A Denver, une enseigne désormais le *business school* du parfait businessman, aux Etats-Unis et à l'étranger. Virginia University encourage ses étudiants à partir en Europe de l'Est faire des conseils pour des entreprises locales. Pittsburgh propose un MBA en onze semaines, une économie de temps d'argent, une économie beaucoup d'étudiants.

Ces initiatives ne sont pas nées par hasard, cependant. Elles ont suffi, cependant, à ébranler les réserves des entreprises. De plus en plus nombreuses, celles qui, comme General Electric, préfèrent former elles-mêmes leurs futurs cadres. Un jeune diplômé de l'université (ayant suivi les quatre années d'études) est beaucoup moins coûteux, après quatre ou cinq ans d'expérience professionnelle alors qu'il a atteint

le niveau de responsabilité d'un diplômé de MBA. Et il est beaucoup moins arrogant, ajoute-t-on à General Electric. La First Boston, une grande banque de la côte Est, a elle-même recruté des PHD (doctorat) dont la culture générale est très appréciée.

Les entreprises aussi refont leurs comptes. Pourquoi prendre le risque de perdre deux ans de salaire et s'endetter à hauteur de 25 000 voire 35 000 dollars ? Le jeu en vaut-il la chandelle ? En tout cas, ils deviennent des clients de plus en plus attentifs au rapport qualité-prix. Le magazine *Forbes* vient de sortir son fameux classement des écoles de management (lire page 90). Ce classement, qui classe les universités de l'Illinois, Chicago et Evanston, qui supplément au monde, grâce au taux de placement de leurs diplômés à la sortie.

Quant au magazine *Forbes*, il a une sensation en publiant, en principe, un classement des MBA qui propose le meilleur rapport entre le coût de la formation et la qualité de la sortie : Harvard et Wharton sont en tête de la liste, et c'est la grande école John Anderson Graduate School of Management de l'université de Los Angeles qui arrive en tête, avec un coût de scolarité de 10 000 dollars et un salaire moyen de sortie de 34 000 dollars. De tels changements d'attitude devraient rapidement passer sur l'économie générale des MBA. Depuis des années, ceux-ci ont en effet servi à l'élite des universités américaines. Ce n'est plus le cas.

COLOMBE SCHNECK

Menaces sur le lycée de Baden-Baden

STRASSBOURG
de notre correspondant

La restructuration de l'enseignement français en Allemagne est en cours. Deux établissements de l'enseignement français en Allemagne (FFA) ont été supprimés, deux autres sont en danger. L'académie de Strasbourg et celle de Metz-Nancy.

Une autre possibilité est la suppression de nombreuses écoles pré-élémentaires dans les villes de garnison. « Est-il inconcevable de scolariser sur place des jeunes Français sur place, dans des établissements allemands, ou dans des classes bilingues en Alsace ? » interroge M. Thomas. En revanche, les écoles élémentaires seraient dans une situation préservée.

Enfin, la DEFA et le ministère de l'Education nationale et de la culture négocient la fermeture du collège Voltaire de Berlin, dont les élèves rejoindraient l'actuel collège français, de la même ville. La terminale, gérée par les affaires étrangères. En 1994 d'ailleurs, l'ensemble des établissements français en Allemagne doit passer sous la tutelle de ce ministère, abandonnant leur statut de collège de stationnement « atypique » des forces françaises outre-Rhin.

Une mission interministérielle est chargée d'étudier les places des lycées français en Allemagne. Les lycées, précise la DEFA, Syndicats et associations de parents d'élèves réfléchissent à une riposte : ils ne comprennent pas pourquoi une baisse de 20 % des effectifs doit entraîner la suppression de 50 % des postes.

JACQUES FORTIER

Les portes entrouvertes de l'université

La loi récente sur la validation des acquis professionnels se heurte à de profondes réserves

ministère de l'éducation nationale, il n'a pas délégué les décisions. Comme si chacun estimait, à l'avance, qu'il y avait des chances d'être sérieusement appliqué.

Le groupe n'est pas un fondement. Car la loi de 1992 a été préparée par un décret de 1985 qui reste ignoré dans la plupart des universités. Moins ambitieux puisqu'il ne mettait seulement à l'inscription dans une formation supérieure sans avoir de diplôme, le décret de 1985 ouvrait cependant une brèche. Or le bilan de son application est pour le moins modeste. Une enquête réalisée par le ministère de l'éducation nationale auprès des universités recensées, pour l'année 1990/1991, 4 183 validations en première année, soit 0,68 % du total des inscrits ; 7 750 validations en seconde année, 2,15 % des inscrits. Au total 14 327 personnes auraient bénéficié, au cours des cinq dernières années, de la procédure.

L'exception
illose

Ces données sont à manier avec précaution, car la validation des acquis est une procédure ambiguë. Dans la majorité des réponses, les universités ont davantage correspondu à la validation d'acquiescence, c'est-à-dire le cas d'un étudiant en médecine qui se voit accorder une dispense afin de s'inscrire directement en second cycle de psychologie. On est loin de la reconnaissance d'une expérience professionnelle. Cette confusion rend quasi impossible l'évaluation précise du nombre de validations. Le décret de 1985, cependant, est resté exceptionniste. Parmi les universités, s'en sont engagées dans la voie. Paris-VII-Jussieu fait 100 %, 3 380 dispenses accordées en 1986/1987 et 1990/1991. Mais seules 73 d'entre elles relevaient d'une validation d'acquiescence professionnelle.

Un établissement fait toutefois exception, l'université de sciences techniques de Lille, où les demandes de validation d'acquiescence professionnelle sont passées, de 140 en 1987 à 800 en 1992. L'initiative revient au service de formation continue, le SUDES (service universitaire de développement économique et social), qui a mis en place des dossiers de validation. « La formation des adultes est un pôle très dynamique de l'université. Le service délivre pas de diplômes spécifiques, mais des diplômes nationaux. D'autre part, l'université a déjà une pratique de l'évaluation. L'ESU

(examen spécial d'entrée à l'université) se prépare par la validation des acquis. Après un diagnostic de leurs connaissances, les étudiants suivent les enseignements les plus adaptés à leur niveau. Ainsi beaucoup de conditions sont réunies pour qu'on lance dans cette validation des acquis professionnels », explique Martine Carrette, responsable du service d'accueil.

Avec, à Lille, des taux de réussite comparables à ceux des étudiants traditionnels, la VAP a donné naissance à une seconde filière, parallèle à la voie classique. « Son existence permet de profiter de l'expérience professionnelle des adultes plutôt que de leur faire perdre du temps », dit-il. Mais la VAP a des limites. Elle ne concerne que les étudiants de première et de deuxième année. Elle ne permet pas de valider des acquis de troisième année, de quatrième année, de master, de doctorat.

C'est même le cas du diplôme de l'université, le DUT, qui est une formation de troisième année. Elle ne permet pas de valider des acquis de première et de deuxième année. Elle ne permet pas de valider des acquis de troisième année, de quatrième année, de master, de doctorat.

Le casse-tête
l'évaluation

Le décret de 1985 a fixé les conditions de validation des acquis. Il laisse aux universités le choix des outils indispensables à leur mise en œuvre. Confrontée à ce concept d'acquiescence professionnelle, l'université de sciences techniques de Lille a fait étranger à son fonctionnement. L'université s'est engagée dans une démarche de validation des acquis. Elle a mis en place des bases de données et des outils de validation. Elle a choisi de demander le jugement d'experts, par exemple le supérieur hiérarchique de l'adulte demandeur d'une validation d'acquis. « Mais il arrive que nous ne parlions pas toujours le même langage », pro-

professionnels », confie M. François Sollec, enseignant en physique.

L'université de sciences et techniques de Lille a, quant à elle, mis en place une commission de validation. Composée de membres permanents et de représentants des formations, elle se réunit tous les quinze jours pour donner les conseils d'orientation ou, si nécessaire, de réorientation. Pour chaque candidat, la procédure d'évaluation des acquis professionnels est la même. Elle consiste à valider un certain nombre de paramètres : la nature de l'expérience professionnelle, la nature des tâches effectuées, la hiérarchie, les tâches effectuées, les connaissances acquises, les compétences acquises, les compétences acquises, les compétences acquises.

Mais une fois cette étape terminée, une seconde difficulté se présente. Quelles sont les compétences nécessaires pour pouvoir exercer un enseignement ? Une question presque « contre nature » pour une université habituée à la délivrance de diplômes à produire des chercheurs et enseignants plus que des « professionnels ». Si cette difficulté est encore relativement aisée dans le cas de formations qui requièrent un profil pointu comme un DUT, l'application de la télématique, elle devient une véritable casse-tête lorsqu'il s'agit d'un DEUG de lettres ou d'une licence de lettres.

Expérience
ou connaissances ?

« Les formations professionnalisées sont encore minoritaires dans l'université. Dans les autres cursus, il existe une déconnexion entre l'enseignement et les connaissances qui leur servent de base. Est-ce qu'un technicien a nécessairement besoin de savoir résoudre une intégrale ? Les institutions de formation des entreprises raisonnent en termes de diplôme et non de maîtrise objective des connaissances »,

note M. François Montarri, enseignant en mathématiques à l'université Paris-VII et responsable du département d'Education permanente à l'université de Strasbourg.

Face à ce problème, l'université de sciences et techniques de Lille a constitué un groupe de travail chargé d'élaborer un guide méthodologique de la validation des acquis professionnels. Les enseignants ont été sollicités pour dresser une liste de compétences pour lesquelles débouche leur enseignement. « Cela revient, précise Martine Carrette, à se poser la question : à quoi sert mon cours ? Toute notion pratique en la matière est construite de manière empirique. Aujourd'hui, nous sommes à la recherche d'un moyen de transférer l'expérience ».

Dans un tel contexte, quelle porte va avoir la loi sur la délivrance des diplômes ? En l'absence d'expériences suffisamment développées, la loi ne peut que permettre l'acquisition professionnelle et les aptitudes exigées pour l'obtention d'un diplôme. « En faisant référence aux connaissances et à leur justification, explique Martine Carrette, nous craignons que le principe d'acquiescence professionnelle soit détourné au profit d'un contrôle des connaissances comparable à celui qui existe déjà. » tel était le cas le risque serait alors d'utiliser, par les universités, le contrôle des connaissances dans le cadre du décret de 1985, c'est-à-dire « permettre l'accès aux formations ». Une solution de facilité qui éviterait bien les remises en question.

FREDERIC REY

Votre 3ème cycle ?

L'avenir à l'Université Paris XII Val de Marne
c'est 29 DEA, 13 DESS

Laboratoires de Recherche agréés dans 10 domaines

- 1 - Biologie fondamentale ■ biotechnologie - 3 DEA, 13 DESS
- 2 - Physiologie, pathologie, pharmacologie ■ thérapeutique - 3 DEA
- 3 - Procédés en physico-chimie - 3 DEA
- 4 - Mécanique ■ physiques pour l'ingénieur - 1 DEA
- 5 - Instrumentation ■ techniques avancées, génie biologique ■ médical - 1 DEA
- 6 - L'environnement - 3 DEA, 2 DESS
- 7 - Société : histoire et méthodes - 3 DEA
- 8 - Urbanisme ■ gestion locale, de vie, pratiques et changements sociaux et éducatifs - 3 DESS
- 9 - Droit, économie, gestion ■ échelle nationale, européenne ■ internationale - 3 DEA, 7 DESS
- 10 - Recherches européennes - 2 DEA



CONTACT : SERVICE DE LA RECHERCHE
ET DES ETUDES DOCTORALES
11 Av. GÉNÉRAL DE GAULLE,
94000 CRETEIL
Tel. 48.98.91.44 - POSTE 2283
Tel. 42.07.72.52 (LIGNE DIRECTE)
FAX 42.07.70.12

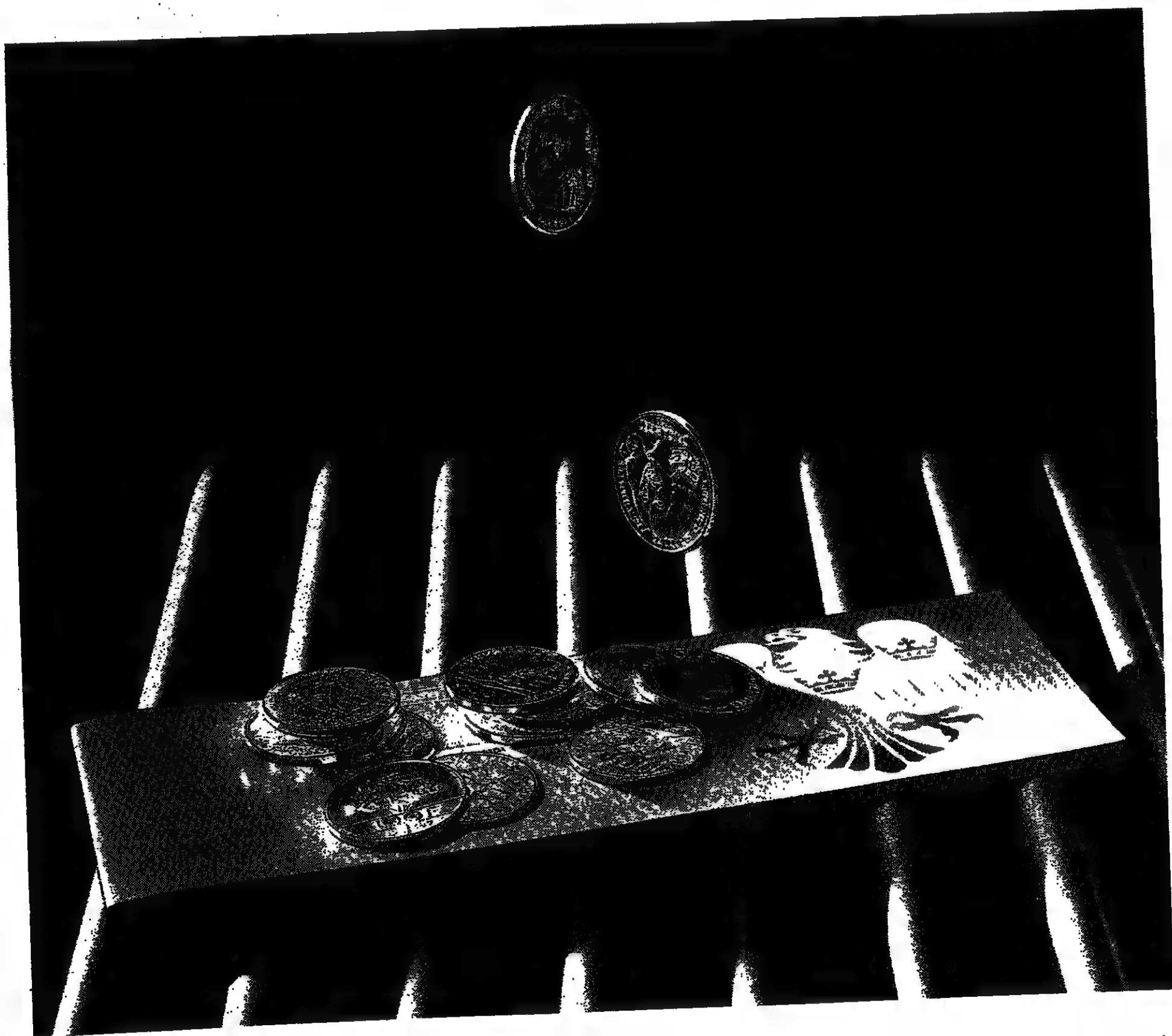
(Publicité)
Université Paris VIII - Formation doctorale et DEA
CULTURES, IDENTITÉS ET TERRITOIRES DES PAYS DE LANGUE ALLEMANDE CONTEMPORAINS
Histoire, littérature, arts et sociétés du monde allemand contemporain. Transferts culturels franco-allemands. Géopolitique de la nouvelle Mitteleuropa.
Renseignements : brochure :
Département d'études germaniques (tél. 314)
2, rue du Liberté, 93526 Saint-Denis Cedex 02
Tél. : 49-40-66-71. Fax 49-40-66-75.
Dernier délai pour les admissions en DEA : 13 novembre 1992.

هاتف من الأوتو



BARCLAYS

Barclays invente une nouvelle façon de vous faire gagner de l'argent : le compte dynamique.



BARCLAYS vous propose désormais la gestion dynamique de votre compte chèque. Nous investissons automatiquement vos liquidités au-delà de 15 000 F. Vous utilisez librement votre compte chèque de 5 000 F à 15 000 F sans toucher à vos investissements. Nous vous alertons dès que votre solde tombe à 5 000 F. Vous décidez alors d'approvisionner ou de désinvestir. Le compte chèque dynamique Barclays : une grande banque a décidé de vous faire gagner de l'argent.

3611 BARCLAYS
N° VERT 05 31 03 93

أنا من الإصح

REPRODUCTION INTERDITE

Le Monde ■ Jeudi 5 novembre 1992 23

LES LOCATIONS DES INSTITUTIONNELS

Type Surface/étage	Adresse de l'immeuble Commercialisateur	Loyer brut + Prov./charges	Type Surface/étage	Adresse de l'immeuble Commercialisateur	Loyer brut + Prov./charges	Type Surface/étage	Adresse de l'immeuble Commercialisateur	Loyer brut + Prov./charges
PARIS								
5 ^e ARRONDISSEMENT								
3 PIÈCES 61 m², RC park.	31, rue Claude-Bernard AGIFRANCE - 43-31-73-41 Frais de commission	8 089 + 1 172 5 784	3/4 PIÈCES 86 m², 1 ^e étage parkings	11, rue Galvani GERER - 49-42-25-40 Frais de commission	10 650 + 880 10 224	4 PIÈCES 86 m², rez-de-ch. parking	COURBEVOIE 88, rue de la République SAGGEL VENDÔME Frais de commission	6 630 + 602 5 086
8 ^e ARRONDISSEMENT								
4 PIÈCES 180 m², 6 ^e étage park., balcon chambre de service	32, av. George-V CIGIMO - 48-00-89-89 Honoraires de location	19 000 + 3 500 13 950	2 PIÈCES 179, bd Paire AGF - 44-86-45-45 Frais de commission	4 800 + 550 3 415	3 PIÈCES 71 m², 2 ^e étage possib. parking balcon	NEUILLY 223, Ch.-de-Gaulle CIGIMO - 48-00-89-89 Frais de commission	6 600 + 1 090 5 022	
4 PIÈCES 127 m², 1 ^e étage	25-28, avenue Hoche AGF - 44-86-45-45 Frais de commission	14 810 + 1 460 10 539	4 PIÈCES 115 m², 3 ^e étage parking	23, avenue Niel AGF - 44-86-45-45 Frais de commission	12 500 + 800 8 895	2 PIÈCES Bel imm., récent 57 m², 2 ^e étage parking	NEUILLY 34-36, bd Victor-Hugo SAGGEL VENDÔME Frais de commission	6 308 + 1 105 4 841
4 PIÈCES 171 m², 1 ^e étage	45, rue de Courcelles AGF - 44-86-45-45 Frais de commission	18 810 + 1 740 13 385	19 ^e ARRONDISSEMENT			2 PIÈCES 59 m², 2 ^e étage parking	NEUILLY 22, bd du Gal-Ledero GCI - 40-16-28-88 Frais d'actes	6 480 + 785 357
9 ^e ARRONDISSEMENT								
5 PIÈCES 147 m², 4 ^e étage	10, rue de la République AGF - 44-86-45-45 Frais de commission	14 450 + 1 800 10 282	3 PIÈCES 65 m², 2 ^e étage parking	19-21, rue d'Annam AGF - 44-86-45-45 Frais de commission	5 450 + 1 046 3 878	5 PIÈCES Bel imm., récent 108 m², 3 ^e étage parking	PUTEAUX 1 bis, rue Vohs SAGGEL VENDÔME Frais de commission	8 610 + 1 187 8 199
11 ^e ARRONDISSEMENT								
3 PIÈCES 57 m², 2 ^e étage	45, av. Ph.-Auguste LOCARE - 40-81-88-00 Frais de commission	6 030 + 866 5 232	3 PIÈCES DUPLEX 96 m², 2/3 ^e étage parking	122, rue de Bagnollet AGF - 44-86-45-45 Frais de commission	7 368 + 1 047 5 243	8 PIÈCES 110 m², rez-de-ch. 18 m²/jard.	SAINT-CLOUD 126, bd de la République SOLVEG - 40-87-06-99 Frais de commission	10 500 + 1 100 8 275
12 ^e ARRONDISSEMENT								
3 PIÈCES 85 m², 2 ^e étage balcon 8 m²	76, rue de la République LOCARE - 40-81-88-00 Frais de commission	6 146 + 538 5 322	78 YVELINES			4 PIÈCES 88 m², 3 ^e étage parking	SAINT-CLOUD 2, square Ste-Clotilde AGF - 44-86-45-45 Frais de commission	7 130 + 870 5 074
13 ^e ARRONDISSEMENT								
4 PIÈCES 80 m², 1 ^e étage park., terrasse	14, rue Cl.-Fourier GERER - 49-42-25-40 Frais de commission	9 620 + 800 5 480	4 PIÈCES Imm. moderne 80 m², 3 ^e étage parking	CHATOU 5, rue des Champs-Roger SAGGEL VENDÔME Frais de commission	4 800 + 831 3 628	4 PIÈCES Bel imm., moderne 88 m², 2 ^e étage parking	SAINT-CLOUD 27, G.-Pompidou SAGGEL VENDÔME Frais de commission	7 270 + 1 399 5 234
15 ^e ARRONDISSEMENT								
5 PIÈCES 109 m², 4 ^e étage balcon 12 m²	18, rue Tiphaine LOCARE - 40-81-88-00 Frais de commission	10 000 + 1 280 8 330	STUDIO 34 m², RC parking	SAINT-GERMAIN-EN-LAYE AGF - 44-86-45-45 Frais de commission	3 650 + 351 2 587	93 SEINE-SAINT-DENIS		
3 PIÈCES 78 m², 4 ^e étage parking	5, bd Garibaldi AGF - 44-86-45-45 Frais de commission	8 200 + 1 500 5 635	91 ESSONNE			STUDIO 34 m², 1 ^e étage	MONTEUIL 70, rue de la République GCI - 40-16-28-88 Frais d'actes	2 296 + 380 192
4 PIÈCES 78 m², 1 ^e étage parkings	6 bis, pl. du Commerce GERER - 49-42-25-40 Frais de commission	8 200 + 800 5 244	PAVILLON 4 PIÈCES 115 m² garage	LONGJumeau 2, rue de la République AGIFRANCE 80-11-77-40 Frais de commission	6 470 + 178 4 604	94 VAL-DE-MARNE		
16 ^e ARRONDISSEMENT								
4 PIÈCES 146 m², 4 ^e étage possib. park.	27, avenue Kléber CIGIMO - 48-00-89-89 Honoraires de location	18 686 + 1 880 10 060	3 PIÈCES Imm. moderne 72 m², 1 ^e étage parking	ASNIÈRES 44, rue de l'Alma SAGGEL VENDÔME - 47-78-15-85 Frais de commission	5 300 + 574 3 818	3 PIÈCES 70 m², rez-de-ch. terrasse 18 m²	NOGENT 88, rue de la République SOLVEG - 40-87-06-99 Frais de commission	7 185 + 550 5 774
6 PIÈCES 203 m², 5 ^e étage parking	60-62, av. Henri-Martin GCI - 40-16-28-88 Frais de commission	31 785 + 1 180 8 994	6 PIÈCES DUPLEX Imm. neuf très bon standing	ASNIÈRES 99-101, rue de l'Alma SAGGEL VENDÔME - 47-78-15-85 Frais de commission	9 700 + 1 041 8 984	3 PIÈCES 89 m², 3 ^e étage parking	SAINT-MANDÉ 5, rue Faye LOC INTER - 47-48-18-08 Frais de commission	8 673 + 731 5 084
5 PIÈCES 140 m², 2 ^e étage	27-29, rue de Montevideo AGIFRANCE - 49-03-44-06 Frais de commission	19 877 + 3 487 14 002	3 PIÈCES 131 m², 5 ^e étage 2 parkings	ASNIÈRES 99-101, rue de l'Alma SAGGEL VENDÔME - 47-78-15-85 Frais de commission	8 984 + 1 041 8 984	3 PIÈCES 71 m², 5 ^e étage park., balcon	SAINT-MANDÉ 3-5, avenue LOC INTER - 47-48-18-08 Frais de commission	8 703 + 890 5 130
17 ^e ARRONDISSEMENT								
4 PIÈCES 145 m², 4 ^e étage possib. park.	27, avenue Kléber CIGIMO - 48-00-89-89 Honoraires de location	18 686 + 1 880 10 060	3 PIÈCES Imm. moderne 72 m², 1 ^e étage parking	ASNIÈRES 44, rue de l'Alma SAGGEL VENDÔME - 47-78-15-85 Frais de commission	5 300 + 574 3 818	5 PIÈCES 112 m², 5 ^e étage 2 park., balcon	SAINT-MANDÉ 4, avenue LOC INTER - 47-48-18-08 Frais de commission	10 500 + 1 188 7 630
6 PIÈCES 203 m², 5 ^e étage parking	60-62, av. Henri-Martin GCI - 40-16-28-88 Frais de commission	31 785 + 1 180 8 994	4 PIÈCES 96 m², 4 ^e étage	COURBEVOIE 44, rue de l'Alma SAGGEL VENDÔME - 47-78-15-85 Frais de commission	6 610 + 1 637 4 903	4 PIÈCES 83 m², rez-de-ch. 2 park., terrasse	VINCENNES 101, rue de la République SAGGEL VENDÔME - 47-78-15-85 Frais de commission	7 050 + 800 5 382
5 PIÈCES 140 m², 2 ^e étage	27-29, rue de Montevideo AGIFRANCE - 49-03-44-06 Frais de commission	19 877 + 3 487 14 002	GRAND STUDIO 44 m², rez-de-ch. parking	COURBEVOIE 3, avenue du Parc AGF - 44-86-45-45 Frais de commission	3 638 + 338 2 588	2 PIÈCES 58 m², 2 ^e étage parking	VINCENNES 15, N.-Napce AGF - 44-86-45-45 Frais de commission	5 588 + 801 3 984
19 ^e ARRONDISSEMENT								
3 PIÈCES 86 m², 5 ^e étage	52, bd des Batignolles GCI - 40-16-28-71 Frais d'actes	7 620 + 735 384	2 PIÈCES 51 m², 4 ^e étage parking	COURBEVOIE 25, rue Pierre-Lhomme SOLVEG - 40-87-06-99 Frais de commission	4 800 + 510 5 000	4-5 PIÈCES Bel imm., récent 83 m², rez-de-ch. parking	ENGIEN-LES-BAINS 101, rue de la République SAGGEL VENDÔME - 47-78-15-85 Frais de commission	8 000 + 1 000 3 600
92 HAUTS-DE-SEINE								
3 PIÈCES Imm. moderne 72 m², 1 ^e étage parking	ASNIÈRES 44, rue de l'Alma SAGGEL VENDÔME - 47-78-15-85 Frais de commission	5 300 + 574 3 818	4 PIÈCES 96 m², 4 ^e étage	COURBEVOIE 44, rue de l'Alma SAGGEL VENDÔME - 47-78-15-85 Frais de commission	6 610 + 1 637 4 903	5 PIÈCES 112 m², 5 ^e étage 2 park., balcon	SAINT-MANDÉ 4, avenue LOC INTER - 47-48-18-08 Frais de commission	10 500 + 1 188 7 630
6 PIÈCES DUPLEX Imm. neuf très bon standing	ASNIÈRES 99-101, rue de l'Alma SAGGEL VENDÔME - 47-78-15-85 Frais de commission	9 700 + 1 041 8 984	3 PIÈCES 131 m², 5 ^e étage 2 parkings	ASNIÈRES 99-101, rue de l'Alma SAGGEL VENDÔME - 47-78-15-85 Frais de commission	8 984 + 1 041 8 984	4 PIÈCES 83 m², rez-de-ch. 2 park., terrasse	VINCENNES 101, rue de la République SAGGEL VENDÔME - 47-78-15-85 Frais de commission	7 050 + 800 5 382
3 PIÈCES Imm. moderne 72 m², 1 ^e étage parking	ASNIÈRES 44, rue de l'Alma SAGGEL VENDÔME - 47-78-15-85 Frais de commission	5 300 + 574 3 818	2 PIÈCES 51 m², 4 ^e étage parking	COURBEVOIE 25, rue Pierre-Lhomme SOLVEG - 40-87-06-99 Frais de commission	4 800 + 510 5 000	2 PIÈCES 58 m², 2 ^e étage parking	VINCENNES 15, N.-Napce AGF - 44-86-45-45 Frais de commission	5 588 + 801 3 984
4 PIÈCES Imm. moderne 80 m², 3 ^e étage parking	CHATOU 5, rue des Champs-Roger SAGGEL VENDÔME Frais de commission	4 800 + 831 3 628	4 PIÈCES Imm. moderne 80 m², 3 ^e étage parking	CHATOU 5, rue des Champs-Roger SAGGEL VENDÔME Frais de commission	4 800 + 831 3 628	4 PIÈCES Imm. moderne 80 m², 3 ^e étage parking	CHATOU 5, rue des Champs-Roger SAGGEL VENDÔME Frais de commission	4 800 + 831 3 628
STUDIO 34 m², RC parking	SAINT-GERMAIN-EN-LAYE AGF - 44-86-45-45 Frais de commission	3 650 + 351 2 587	STUDIO 34 m², RC parking	SAINT-GERMAIN-EN-LAYE AGF - 44-86-45-45 Frais de commission	3 650 + 351 2 587	STUDIO 34 m², RC parking	SAINT-GERMAIN-EN-LAYE AGF - 44-86-45-45 Frais de commission	3 650 + 351 2 587
PAVILLON 4 PIÈCES 115 m² garage	LONGJumeau 2, rue de la République AGIFRANCE 80-11-77-40 Frais de commission	6 470 + 178 4 604	PAVILLON 4 PIÈCES 115 m² garage	LONGJumeau 2, rue de la République AGIFRANCE 80-11-77-40 Frais de commission	6 470 + 178 4 604	PAVILLON 4 PIÈCES 115 m² garage	LONGJumeau 2, rue de la République AGIFRANCE 80-11-77-40 Frais de commission	6 470 + 178 4 604
3 PIÈCES Imm. moderne 72 m², 1 ^e étage parking	ASNIÈRES 44, rue de l'Alma SAGGEL VENDÔME - 47-78-15-85 Frais de commission	5 300 + 574 3 818	3 PIÈCES Imm. moderne 72 m², 1 ^e étage parking	ASNIÈRES 44, rue de l'Alma SAGGEL VENDÔME - 47-78-15-85 Frais de commission	5 300 + 574 3 818	3 PIÈCES Imm. moderne 72 m², 1 ^e étage parking	ASNIÈRES 44, rue de l'Alma SAGGEL VENDÔME - 47-78-15-85 Frais de commission	5 300 + 574 3 818
6 PIÈCES DUPLEX Imm. neuf très bon standing	ASNIÈRES 99-101, rue de l'Alma SAGGEL VENDÔME - 47-78-15-85 Frais de commission	9 700 + 1 041 8 984	6 PIÈCES DUPLEX Imm. neuf très bon standing	ASNIÈRES 99-101, rue de l'Alma SAGGEL VENDÔME - 47-78-15-85 Frais de commission	9 700 + 1 041 8 984	6 PIÈCES DUPLEX Imm. neuf très bon standing	ASNIÈRES 99-101, rue de l'Alma SAGGEL VENDÔME - 47-78-15-85 Frais de commission	9 700 + 1 041 8 984
3 PIÈCES Imm. moderne 72 m², 1 ^e étage parking	ASNIÈRES 44, rue de l'Alma SAGGEL VENDÔME - 47-78-15-85 Frais de commission	5 300 + 574 3 818	3 PIÈCES Imm. moderne 72 m², 1 ^e étage parking	ASNIÈRES 44, rue de l'Alma SAGGEL VENDÔME - 47-78-15-85 Frais de commission	5 300 + 574 3 818	3 PIÈCES Imm. moderne 72 m², 1 ^e étage parking	ASNIÈRES 44, rue de l'Alma SAGGEL VENDÔME - 47-78-15-85 Frais de commission	5 300 + 574 3 818
4 PIÈCES Imm. moderne 80 m², 3 ^e étage parking	CHATOU 5, rue des Champs-Roger SAGGEL VENDÔME Frais de commission	4 800 + 831 3 628	4 PIÈCES Imm. moderne 80 m², 3 ^e étage parking	CHATOU 5, rue des Champs-Roger SAGGEL VENDÔME Frais de commission	4 800 + 831 3 628	4 PIÈCES Imm. moderne 80 m², 3 ^e étage parking	CHATOU 5, rue des Champs-Roger SAGGEL VENDÔME Frais de commission	4 800 + 831 3 628
STUDIO 34 m², RC parking	SAINT-GERMAIN-EN-LAYE AGF - 44-86-45-45 Frais de commission	3 650 + 351 2 587	STUDIO 34 m², RC parking	SAINT-GERMAIN-EN-LAYE AGF - 44-86-45-45 Frais de commission	3 650 + 351 2 587	STUDIO 34 m², RC parking	SAINT-GERMAIN-EN-LAYE AGF - 44-86-45-45 Frais de commission	3 650 + 351 2 587
PAVILLON 4 PIÈCES 115 m² garage	LONGJumeau 2, rue de la République AGIFRANCE 80-11-77-40 Frais de commission	6 470 + 178 4 604	PAVILLON 4 PIÈCES 115 m² garage	LONGJumeau 2, rue de la République AGIFRANCE 80-11-77-40 Frais de commission	6 470 + 178 4 604	PAVILLON 4 PIÈCES 115 m² garage	LONGJumeau 2, rue de la République AGIFRANCE 80-11-77-40 Frais de commission	6 470 + 178 4 604
3 PIÈCES Imm. moderne 72 m², 1 ^e étage parking	ASNIÈRES 44, rue de l'Alma SAGGEL VENDÔME - 47-78-15-85 Frais de commission	5 300 + 574 3 818	3 PIÈCES Imm. moderne 72 m², 1 ^e étage parking	ASNIÈRES 44, rue de l'Alma SAGGEL VENDÔME - 47-78-15-85 Frais de commission	5 300 + 574 3 818	3 PIÈCES Imm. moderne 72 m², 1 ^e étage parking	ASNIÈRES 44, rue de l'Alma SAGGEL VENDÔME - 47-78-15-85 Frais de commission	5 300 + 574 3 818
6 PIÈCES DUPLEX Imm. neuf très bon standing	ASNIÈRES 99-101, rue de l'Alma SAGGEL VENDÔME - 47-78-15-85 Frais de commission	9 700 + 1 041 8 984	6 PIÈCES DUPLEX Imm. neuf très bon standing	ASNIÈRES 99-101, rue de l'Alma SAGGEL VENDÔME - 47-78-15-85 Frais de commission	9 700 + 1 041 8 984	6 PIÈCES DUPLEX Imm. neuf très bon standing	ASNIÈRES 99-101, rue de l'Alma SAGGEL VENDÔME - 47-78-15-85 Frais de commission	9 700 + 1 041 8 984
3 PIÈCES Imm. moderne 72 m², 1 ^e étage parking	ASNIÈRES 44, rue de l'Alma SAGGEL VENDÔME - 47-78-15-85 Frais de commission	5 300 + 574 3 818	3 PIÈCES Imm. moderne 72 m², 1 ^e étage parking	ASNIÈRES 44, rue de l'Alma SAGGEL VENDÔME - 47-78-15-85 Frais de commission	5 300 + 574 3 818	3 PIÈCES Imm. moderne 72 m², 1 ^e étage parking	ASNIÈRES 44, rue de l'Alma SAGGEL VENDÔME - 47-78-15-85 Frais de commission	5 300 + 574 3 818
4 PIÈCES Imm. moderne 80 m², 3 ^e étage parking	CHATOU 5, rue des Champs-Roger SAGGEL VENDÔME Frais de commission	4 800 + 831 3 628	4 PIÈCES Imm. moderne 80 m², 3 ^e étage parking	CHATOU 5, rue des Champs-Roger SAGGEL VENDÔME Frais de commission	4 800 + 831 3 628	4 PIÈCES Imm. moderne 80 m², 3 ^e étage parking	CHATOU 5, rue des Champs-Roger SAGGEL VENDÔME Frais de commission	4 800 + 831 3 628
STUDIO 34 m², RC parking	SAINT-GERMAIN-EN-LAYE AGF - 44-86-45-45 Frais de commission	3 650 + 351 2 587	STUDIO 34 m², RC parking	SAINT-GERMAIN-EN-LAYE AGF - 44-86-45-45 Frais de commission	3 650 + 351 2 587	STUDIO 34 m², RC parking	SAINT-GERMAIN-EN-LAYE AGF - 44-86-45-45 Frais de commission	3 650 + 351 2 587
PAVILLON 4 PIÈCES 115 m² garage	LONGJumeau 2, rue de la République AGIFRANCE 80-11-77-40 Frais de commission	6 470 + 178 4 604	PAVILLON 4 PIÈCES 115 m² garage	LONGJumeau 2, rue de la République AGIFRANCE 80-11-77-40 Frais de commission	6 470 + 178 4 604	PAVILLON 4 PIÈCES 115 m² garage	LONGJumeau 2, rue de la République AGIFRANCE 80-11-77-40 Frais de commission	6 470 + 178 4 604
3 PIÈCES Imm. moderne 72 m², 1 ^e étage parking	ASNIÈRES 44, rue de l'Alma SAGGEL VENDÔME - 47-78-15-85 Frais de commission	5 300 + 574 3 818	3 PIÈCES Imm. moderne 72 m², 1 ^e étage parking	ASNIÈRES 44, rue de l'Alma SAGGEL VENDÔME - 47-78-15-85 Frais de commission	5 300 + 574 3 818	3 PIÈCES Imm. moderne 72 m², 1 ^e étage parking	ASNIÈRES 44, rue de l'Alma SAGGEL VENDÔME - 47-78-15-85 Frais de commission	5 300 + 574 3 818
6 PIÈCES DUPLEX Imm. neuf très bon standing	ASNIÈRES 99-101, rue de l'Alma SAGGEL VENDÔME - 47-78-15-85 Frais de commission	9 700 + 1 041 8 984	6 PIÈCES DUPLEX Imm. neuf très bon standing	ASNIÈRES 99-101, rue de l'Alma SAGGEL VENDÔME - 47-78-15-85 Frais de commission	9 700 + 1 041 8 984	6 PIÈCES DUPLEX Imm. neuf très bon standing	ASNIÈRES 99-101, rue de l'Alma SAGGEL VENDÔME - 47-78-15-85 Frais de commission	9 700 + 1 041 8 984
3 PIÈCES Imm. moderne 72 m², 1 ^e étage parking	ASNIÈRES 44, rue de l'Alma SAGGEL VENDÔME - 47-78-15-85 Frais de commission	5 300 + 574 3 818	3 PIÈCES Imm. moderne 72 m², 1 ^e étage parking	ASNIÈRES 44, rue de l'Alma SAGGEL VENDÔME - 47-78-15-85 Frais de commission	5 300 + 574 3 818	3 PIÈCES Imm. moderne 72 m², 1 ^e étage parking	ASNIÈRES 44, rue de l'Alma SAGGEL VENDÔME - 47-78-15-85 Frais de commission	5 300 + 574 3 818
4 PIÈCES Imm. moderne 80 m², 3 ^e étage parking	CHATOU 5, rue des Champs-Roger SAGGEL VENDÔME Frais de commission	4 800 + 831 3 628	4 PIÈCES Imm. moderne 80 m², 3 ^e étage parking	CHATOU 5, rue des Champs-Roger SAGGEL VENDÔME Frais de commission	4 800 + 831 3 628	4 PIÈCES Imm. moderne 80 m², 3 ^e étage parking	CHATOU 5, rue des Champs-Roger SAGGEL VENDÔME Frais de commission	4 800 + 831 3 628
STUDIO 34 m², RC parking	SAINT-GERMAIN-EN-LAYE AGF - 44-86-45-45 Frais de commission	3 650 + 351 2 587	STUDIO 34 m², RC parking	SAINT-GERMAIN-EN-LAYE AGF - 44-86-45-45 Frais de commission	3 650 + 351 2 587	STUDIO 34 m², RC parking	SAINT-GERMAIN-EN-LAYE AGF - 44-86-45-45 Frais de commission	3 650 + 351 2 587
PAVILLON 4 PIÈCES 115 m² garage	LONGJumeau 2, rue de la République AGIFRANCE 80-11-77-40 Frais de commission	6 470 + 178 4 604	PAVILLON 4 PIÈCES 115 m² garage	LONGJumeau 2, rue de la République AGIFRANCE 80-11-77-40 Frais de commission	6 470 + 178 4 604	PAVILLON 4 PIÈCES 115 m² garage	LONGJumeau 2, rue de la République AGIFRANCE 80-11-77-40 Frais de commission	6 470 + 178 4 604
3 PIÈCES Imm. moderne 72 m², 1 ^e étage parking	ASNIÈRES 44, rue de l'Alma SAGGEL VENDÔME - 47-78-15-85 Frais de commission	5 300 + 574 3 818	3 PIÈCES Imm. moderne 72 m², 1 ^e étage parking	ASNIÈRES 44, rue de l'Alma SAGGEL VENDÔME - 47-78-15-85 Frais de commission	5 300 + 574 3 818	3 PIÈCES Imm. moderne 72 m², 1 ^e étage parking	ASNIÈRES 44, rue de l'Alma SAGGEL VENDÔME - 47-78-15-85 Frais de commission	5 300

CETTE PAGE A ÉTÉ RÉALISÉE AVEC LA PARTICIPATION DE



Le Monde

Chaque mercredi (numéro daté jeudi)
Vos rendez-vous IMMOBILIER

La sélection immobilière - Les locations des institutionnels - L'immobilier d'entreprise

Professionnels : 46-62-73-43 - Particuliers : 46-62-72-02/46-62-73-90

Marché financier

PARIS

MARCHÉS FINANCIERS

Le 4 novembre 1992 25

BOURSE DU 4 NOVEMBRE

Cours relevés à 13 h 30

Règlement mensuel											
Compt.	VALEURS	Cours	Précéd.	Dernier	%	Compt.	VALEURS	Cours	Précéd.	Dernier	%
4892	C.A.S. 3%	4910	4910	4910	0.00	4892	C.A.S. 3%	4910	4910	4910	0.00
502	B.M.P. T.P.	510	510	510	0.00	502	B.M.P. T.P.	510	510	510	0.00
1005	Crédit Lyonnais	1005	1005	1005	0.00	1005	Crédit Lyonnais	1005	1005	1005	0.00
1010	Crédit Agricole	1010	1010	1010	0.00	1010	Crédit Agricole	1010	1010	1010	0.00
1015	Crédit Commercial	1015	1015	1015	0.00	1015	Crédit Commercial	1015	1015	1015	0.00
1020	Crédit Industriel	1020	1020	1020	0.00	1020	Crédit Industriel	1020	1020	1020	0.00
1025	Crédit Maritime	1025	1025	1025	0.00	1025	Crédit Maritime	1025	1025	1025	0.00
1030	Crédit Rural	1030	1030	1030	0.00	1030	Crédit Rural	1030	1030	1030	0.00
1035	Crédit Territorial	1035	1035	1035	0.00	1035	Crédit Territorial	1035	1035	1035	0.00
1040	Crédit Union	1040	1040	1040	0.00	1040	Crédit Union	1040	1040	1040	0.00
1045	Crédit Viro	1045	1045	1045	0.00	1045	Crédit Viro	1045	1045	1045	0.00
1050	Crédit Viro	1050	1050	1050	0.00	1050	Crédit Viro	1050	1050	1050	0.00
1055	Crédit Viro	1055	1055	1055	0.00	1055	Crédit Viro	1055	1055	1055	0.00
1060	Crédit Viro	1060	1060	1060	0.00	1060	Crédit Viro	1060	1060	1060	0.00
1065	Crédit Viro	1065	1065	1065	0.00	1065	Crédit Viro	1065	1065	1065	0.00
1070	Crédit Viro	1070	1070	1070	0.00	1070	Crédit Viro	1070	1070	1070	0.00
1075	Crédit Viro	1075	1075	1075	0.00	1075	Crédit Viro	1075	1075	1075	0.00
1080	Crédit Viro	1080	1080	1080	0.00	1080	Crédit Viro	1080	1080	1080	0.00
1085	Crédit Viro	1085	1085	1085	0.00	1085	Crédit Viro	1085	1085	1085	0.00
1090	Crédit Viro	1090	1090	1090	0.00	1090	Crédit Viro	1090	1090	1090	0.00
1095	Crédit Viro	1095	1095	1095	0.00	1095	Crédit Viro	1095	1095	1095	0.00
1100	Crédit Viro	1100	1100	1100	0.00	1100	Crédit Viro	1100	1100	1100	0.00
1105	Crédit Viro	1105	1105	1105	0.00	1105	Crédit Viro	1105	1105	1105	0.00
1110	Crédit Viro	1110	1110	1110	0.00	1110	Crédit Viro	1110	1110	1110	0.00
1115	Crédit Viro	1115	1115	1115	0.00	1115	Crédit Viro	1115	1115	1115	0.00
1120	Crédit Viro	1120	1120	1120	0.00	1120	Crédit Viro	1120	1120	1120	0.00
1125	Crédit Viro	1125	1125	1125	0.00	1125	Crédit Viro	1125	1125	1125	0.00
1130	Crédit Viro	1130	1130	1130	0.00	1130	Crédit Viro	1130	1130	1130	0.00
1135	Crédit Viro	1135	1135	1135	0.00	1135	Crédit Viro	1135	1135	1135	0.00
1140	Crédit Viro	1140	1140	1140	0.00	1140	Crédit Viro	1140	1140	1140	0.00
1145	Crédit Viro	1145	1145	1145	0.00	1145	Crédit Viro	1145	1145	1145	0.00
1150	Crédit Viro	1150	1150	1150	0.00	1150	Crédit Viro	1150	1150	1150	0.00
1155	Crédit Viro	1155	1155	1155	0.00	1155	Crédit Viro	1155	1155	1155	0.00
1160	Crédit Viro	1160	1160	1160	0.00	1160	Crédit Viro	1160	1160	1160	0.00
1165	Crédit Viro	1165	1165	1165	0.00	1165	Crédit Viro	1165	1165	1165	0.00
1170	Crédit Viro	1170	1170	1170	0.00	1170	Crédit Viro	1170	1170	1170	0.00
1175	Crédit Viro	1175	1175	1175	0.00	1175	Crédit Viro	1175	1175	1175	0.00
1180	Crédit Viro	1180	1180	1180	0.00	1180	Crédit Viro	1180	1180	1180	0.00
1185	Crédit Viro	1185	1185	1185	0.00	1185	Crédit Viro	1185	1185	1185	0.00
1190	Crédit Viro	1190	1190	1190	0.00	1190	Crédit Viro	1190	1190	1190	0.00
1195	Crédit Viro	1195	1195	1195	0.00	1195	Crédit Viro	1195	1195	1195	0.00
1200	Crédit Viro	1200	1200	1200	0.00	1200	Crédit Viro	1200	1200	1200	0.00
1205	Crédit Viro	1205	1205	1205	0.00	1205	Crédit Viro	1205	1205	1205	0.00
1210	Crédit Viro	1210	1210	1210	0.00	1210	Crédit Viro	1210	1210	1210	0.00
1215	Crédit Viro	1215	1215	1215	0.00	1215	Crédit Viro	1215	1215	1215	0.00
1220	Crédit Viro	1220	1220	1220	0.00	1220	Crédit Viro	1220	1220	1220	0.00
1225	Crédit Viro	1225	1225	1225	0.00	1225	Crédit Viro	1225	1225	1225	0.00
1230	Crédit Viro	1230	1230	1230	0.00	1230	Crédit Viro	1230	1230	1230	0.00
1235	Crédit Viro	1235	1235	1235	0.00	1235	Crédit Viro	1235	1235	1235	0.00
1240	Crédit Viro	1240	1240	1240	0.00	1240	Crédit Viro	1240	1240	1240	0.00
1245	Crédit Viro	1245	1245	1245	0.00	1245	Crédit Viro	1245	1245	1245	0.00
1250	Crédit Viro	1250	1250	1250	0.00	1250	Crédit Viro	1250	1250	1250	0.00
1255	Crédit Viro	1255	1255	1255	0.00	1255	Crédit Viro	1255	1255	1255	0.00
1260	Crédit Viro	1260	1260	1260	0.00	1260	Crédit Viro	1260	1260	1260	0.00
1265	Crédit Viro	1265	1265	1265	0.00	1265	Crédit Viro	1265	1265	1265	0.00
1270	Crédit Viro	1270	1270	1270	0.00	1270	Crédit Viro	1270	1270	1270	0.00
1275	Crédit Viro	1275	1275	1275	0.00	1275	Crédit Viro	1275	1275	1275	0.00
1280	Crédit Viro	1280	1280	1280	0.00	1280	Crédit Viro	1280	1280	1280	0.00
1285	Crédit Viro	1285	1285	1285	0.00	1285	Crédit Viro	1285	1285	1285	0.00
1290	Crédit Viro	1290	1290	1290	0.00	1290	Crédit Viro	1290	1290	1290	0.00
1295	Crédit Viro	1295	1295	1295	0.00	1295	Crédit Viro	1295	1295	1295	0.00
1300	Crédit Viro	1300	1300	1300	0.00	1300	Crédit Viro	1300	1300	1300	0.00
1305	Crédit Viro	1305	1305	1305	0.00	1305	Crédit Viro	1305	1305	1305	0.00
1310	Crédit Viro	1310	1310	1310	0.00	1310	Crédit Viro	1310	1310	1310	0.00
1315	Crédit Viro	1315	1315	1315	0.00	1315	Crédit Viro	1315	1315	1315	0.00
1320	Crédit Viro	1320	1320	1320	0.00	1320	Crédit Viro	1320	1320	1320	0.00
1325	Crédit Viro	1325	1325	1325	0.00	1325	Crédit Viro	1325	1325	1325	0.00
1330	Crédit Viro	1330	1330	1330	0.00	1330	Crédit Viro	1330	1330	1330	0.00
1335	Crédit Viro	1335	1335	1335	0.00	1335	Crédit Viro	1335	1335	1335	0.00
1340	Crédit Viro	1340	1340	1340	0.00	1340	Crédit Viro	1340	1340	1340	0.00
1345	Crédit Viro	1345	1345	1345	0.00	1345	Crédit Viro	1345	1345	1345	0.00
1350	Crédit Viro	1350	1350	1350	0.00	1350	Crédit Viro	1350	1350	1350	0.00
1355	Crédit Viro	1355	1355	1355	0.00	1355	Crédit Viro	1355	1355	1355	0.00
1360	Crédit Viro	1360	1360	1360	0.00	1360	Crédit Viro	1360	1360	1360	0.00
1365	Crédit Viro	1365	1365	1365	0.00	1365	Crédit Viro	1365	1365	1365	0.00
1370	Crédit Viro	1370	1370	1370	0.00	1370	Crédit Viro	1370	1370	1370	0.00
1375	Crédit Viro	1375	1375	1375	0.00	1375	Crédit Viro	1375	1375	1375	0.00
1380	Crédit Viro	1380	1380	1380	0.00	1380	Crédit Viro	1380	1380	1380	0.00
1385	Crédit Viro	1385	1385	1385	0.00	1385	Crédit Viro	1385	1385	1385	0.00
1390	Crédit Viro	1390	1390	1390	0.00	1390	Crédit Viro	1390	1390	1390	0.00
1395	Crédit Viro	1395	1395	1395	0.00	1395	Crédit Viro	1395	1395	1395	0.00
1400	Crédit Viro	1400	1400	1400	0.00	1400	Crédit Viro	1400	1400	1400	0.00
1405	Crédit Viro	1405	1405	1405	0.00	1405	Crédit Viro	1405	1405	1405	0.00
1410	Crédit Viro	1410	1410	1410	0.00	1410	Crédit Viro	1410	1410	1410	0.00
1415	Crédit Viro	1415	1415	1415	0.00	1415	Crédit Viro	1415	1415	1415	0.00
1420	Crédit Viro	1420	1420	1420	0.00	1420	Crédit Viro	1420	1420	1420	0.00
1425	Crédit Viro	1425	1425	1425	0.00	1425	Crédit Viro	1425	1425	1425	0.00
1430	Crédit Viro	1430	1430	1430	0.00	1430	Crédit Viro	1430	1430	1430	0.00
1435	Crédit Viro	1435	1435	1435	0.00	1435	Crédit Viro	1435	1435	1435	0.00
1440	Crédit Viro	1440	1440	1440	0.00	1440	Crédit Viro	1440	1440	1440	0.00
1445	Crédit Viro	1445	1445	1445	0.00	1445	Crédit Viro	1445	1445	1445	0.00
1450	Crédit Viro	1450	1450	1450	0.00	1450	Crédit Viro	1450	1450	1450	0.00
1455	Crédit Viro	1455	1455	1455	0.00	1455	Crédit Viro	1455	1455	1455	0.00
1460	Crédit Viro	1460	1460	1460	0.00	1460	Crédit Viro	1460	1460	1460	0.00
1465	Crédit Viro	1465	1465	1465	0.00	1465	Crédit Viro	1465	1465	1465	0.00
1470	Crédit Viro	1470	1470	1470	0.00	1470	Crédit Viro	1470	1470	1470	0.00
1475	Crédit Viro	1475	1475	1475	0.00	1475	Crédit Viro	1475	1475	1475	0.00
1480	Crédit Viro	1480	1480	1480	0.00	1480	Crédit Viro	1480	1480	1480	0.00
1485	Crédit Viro	1485	1485	1485	0.00	1485	Crédit Viro	1485	1485	1485	0.00
14											

CARNET DU Monde

Nécessaires

- Givry (Saône-et-Loire).

Le **CLAUDE CHARRIER** et son

ont le plaisir d'annoncer la naissance de leur troisième enfant.

Amélie,

le 10 juin 1992, chez

Erie et Sophie **CHARRIER-CHARRIER**.

Alix,

le 10 octobre 1992, chez

Laurent et Thérèse **CHARRIER-BARON**.- M^{me} et M. Michel GATTÉGNO,

Julien HAMOU,

Cécile Vincent GATTÉGNO,

Joseph, Nathanaël, **GATTÉGNO**.

ont le plaisir d'annoncer la naissance de leur troisième enfant.

David HAMOU,

leur petit-fils, cousin.

8, boulevard Julien-Potin,

48, rue Dombasle,

75014 Paris.

Décès

- Michel et Pascale Bydowski

et leurs enfants,

Eric Bydowski,

Monique Bydowski,

Catherine Franck,

Sa famille.

Ses nombreux amis,

ont la douleur de faire part du décès de

docteur **Rodolphe BYDOWSKI**,

le 10 octobre 1992.

Les obsèques ont eu lieu dans la plus stricte intimité, le mardi 11 novembre.

- Le personnel du centre psychodermatologique Le Coteau-Georges-Angelo

a la douleur de faire part du décès de

docteur **Rodolphe BYDOWSKI**,

ancien interne des hôpitaux de Paris,

ancien chef de clinique à la faculté,

qui se dévouait depuis vingt ans

enfants en difficulté et à leurs familles.

21, rue Véro,

93400 Vitry-sur-Seine.

- C'est avec une immense tristesse

et les membres du Collège de psy-

chanalystes

ont le plaisir d'annoncer la mort de leur collègue et ami

Rodolphe BYDOWSKI,

psychanalyste,

membre et ancien administrateur

du Collège de psychanalystes,

survenue dans la nuit du 30 octobre

1992.

« Cet enfant sur une épaule

Est la chance et le fardeau,

Terre et ciel l'enlaidissent brutalement,

Ne le fatigue pas de rien. »

René Char.

Les obsèques ont eu lieu dans la plus stricte intimité.

- **Aoulay,**

épouse,

Pierre Marcelle Aoulay,

Annette André et Jean-Pierre,

Annie et Marc Lévy,

Dominique, Michel et Yann,

Max et Claudette Aoulay,

Joachim, David et Benjamin,

Les familles Aoulay, Lévy, Sibony,

ont la douleur de faire part du décès de

M. Mayer AZOULAY,

leur époux, père, beau-père et grand-

père,

survenu le 27 octobre 1992, dans sa

quatre-vingt-troisième année.

Les obsèques ont eu lieu le 28 octo-

bre, au cimetière de Pantin.

24, rue Lecourbe,

75015 Paris.

- Paris, Ajaccio, Lannion.

Alexis Antoine Marti,

M^{me} et M^{me} Dominique Marti,M^{me} Monique Campredon,M^{me} Claire Campredon,M^{me} Jean-Pierre Marti,M^{me} Micheline Chabannon

et leurs enfants,

M^{me} et M^{me} Jean-Baptiste Milletier

et leur fils,

M^{me} et M^{me} Jean-Pierre Marti,

Parents et alliés,

ont la douleur de faire part du décès

accidentel de

Simon et Françoise MARTI,

le 29 octobre 1992.

Les obsèques ont eu lieu à Thoirs

(Nord), le 31 octobre.

- Les collègues

amis

partagent la douleur parents et de

la famille de

MARTI,

conseiller des affaires étrangères,

et de son épouse

Françoise,

née Campredon,

décédés accidentellement le 29 octobre

1992.

325, rue de Vaugirard,

75015 Paris.

- On prie d'annoncer le rapport

à l'issue de

docteur **Maurice LUTTE**,

ancien assistant

de l'hôpital ophtalmologique

Quinze-Vingts,

ancien chef de service d'ophtalmologie

de l'hôpital Saint-Victor d'Amiens,

survenu à Amiens, le 11 novembre

1992, à l'âge de quatre-vingt-trois ans.

La cérémonie religieuse aura lieu le

jeudi 5 novembre, à 14 h 15, en la

cathédrale d'Amiens.

De la part de

M^{me} Maurice Lutte,

épouse,

et leurs enfants,

et leurs petits-enfants.

Et leur famille.

Cet avis tient lieu de faire-part.

22, rue Robert-de-Luxembourg,

80000 Amiens.

- Le docteur et M^{me} Jean-Marc

Peyrouzet,

Rudolph et Dorothea Schiesser-

Peyrouzet,

Gauthier Peyrouzet,

Adrian Schiesser,

M^{me} Jean-Claude Taurin,

ont la douleur de faire part du décès

de

M^{me} Marcelle-Sylvie **PEYROUZET**,

née

le 2 novembre 1992, dans sa

quatre-vingt-septième année, à Neuilly.

La cérémonie religieuse aura lieu le

vendredi 6 novembre, à 9 heures, en

l'église Saint-Pierre de Neuilly.

2, rue de Phébourg,

75017 Paris.

- Les officiers généraux issus de

l'armée de train,

les officiers

sous-officiers

militaires du régiment du train,

ont la grande tristesse de faire part du

décès de

général de division**Michel LÉGER**,

officier de la Légion d'honneur,

croix de la valeur militaire

avec deux citations,

inspecteur du train,

survenu à Paris, le samedi 31 octobre

1992.

- M^{me} Michel LÉGER,

née Méria,

a la douleur de faire part du décès de

général de division**Michel LÉGER**,

officier de la Légion d'honneur,

croix de la valeur militaire

avec deux citations,

inspecteur du train,

survenu à Paris, le samedi 31 octobre

1992.

- Jacques Renaud-Salis,

et sa famille,

ont la douleur de faire part du décès de

François RENAUD-SALIS,

survenu le 11 novembre 1992.

La cérémonie religieuse aura lieu le

6 novembre, à 11 heures, en la chapelle

Val-de-Grâce, suivie de l'inhuma-

tion au cimetière de Chevroux.

- M^{me} Roger Royaler,

son épouse,

sa belle-mère,

M^{me} Albert Royner,

sa belle-sœur,

M^{me} et M^{me} Yvon Couderc

et leurs filles,

et leurs petits-enfants,

ont la douleur de faire part du décès de

M. Roger REYNIER,

sous-directeur honoraire de la Caisse des

dépôts et consignations,

chevalier de la Légion d'honneur,

officier du titre national au mérite,

croix du combattant volontaire

de la Résistance,

survenu le 2 novembre 1992, dans sa

quatre-vingt-septième année, à Paris-15^e,

à sa quatre-vingt-septième année.

subitement le 2 novembre

1992, en son domicile, à Paris-15^e,

à sa quatre-vingt-septième année.

Prier pour lui.

La cérémonie religieuse aura lieu le

6 novembre, à 14 heures, en l'église

Saint-Séverin, Paris-6^e.

L'inhumation aura lieu au cimetière

parisien d'Ivry, dans la section de

famille.

22, rue de Lamotte,

75015 Paris.

- M^{me} Pierre Riche,M^{me} et M^{me} Jean Riche,M^{me} et M^{me} Jacques Riche,M^{me} Madeleine Riche,M^{me} et M^{me} Michel Riche,

et leur famille.

Et ses camarades anciens comba-

tants de la 1^{re} armée et du corps expédi-

tionnaire en Indochine,

ont la douleur de faire part du décès de

M. Pierre RICHE,

survenu le 2 novembre 1992, à l'âge de

soixante-cinq ans.

La cérémonie religieuse aura lieu ce

mercredi 4 novembre, à 10 h 30, en

l'église Saint-Jordane des Ternes,

Paris-17^e.

L'inhumation aura lieu au columbarium

du cimetière du Père-Lachaise, le

vendredi 6 novembre, à 10 h 15.

Ni fleurs ni couronnes.

Le présent avis tient lieu de faire-part.

- Montreuil-Faut-Yonne.

M^{me} Jacques Strasser-Péan,

son épouse,

et M^{me} Jean-Claude

et leurs enfants,

M^{me} Chantal Beronie et M^{me} Jean-

Claude Benoitier,

M^{me} et M^{me} Jean-Paul Degrandel

et leurs enfants,

M^{me} et M^{me} Henry Strasser-Péan

et leurs enfants,

M^{me} et M^{me} Patrick et

leurs enfants,

leurs enfants et petits-enfants,

Charlotte,

son arrière-petite-fille,

M^{me} et M^{me} Guy Strasser-Péan,

et sa belle-sœur,

les familles de Fontaines,

beaux-frères et belles-sœurs,

et leurs enfants,

ont la douleur de faire part du décès de

M. Jacques STRASSER-PÉAN,

croix de la Légion d'honneur,

survenu le 31 octobre 1992, dans sa

quatre-vingt-troisième année, à

l'Église.

La cérémonie religieuse aura lieu le

jeudi 5 novembre, à 10 h 45, en l'église

Notre-Dame-et-Saint-Loop de Montreuil

(Seine-et-Marne), suivie de l'inhuma-

tion au cimetière de Montreuil, à Paris.

Anniversaires

- Il y a dix

CIAMPI

disparaissent.

Une pensée est demandée à ceux qui

l'ont connu et estimé.

- Il y a cinquante ans, le 5

1942,

partait pour Drancy et Auschwitz, ainsi

que

-

-

-

-

-

-

-

-

-

-

-

-

-

-

-

-

-

-

-

-

-

-

-

-

-

-

-

-

-

-

-

-

-

-

-

-

-

-

-

-

-

-

-

-

-

-

-

-

-

-

La préparation des élections législatives

Les Verts et Génération Ecologie présenteront un candidat unique dans toutes les circonscriptions

Après cinq heures de discussion, les responsables des Verts et de Génération Ecologie ont signé, mardi 3 novembre, un protocole d'accord en vue des élections législatives, qui devra être ratifié simultanément le 14 novembre prochain, lors de l'assemblée générale annuelle des Verts à Chambéry et du congrès national de GE à Issy-les-Moulineaux. Outre un accord politique minimal, le protocole stipule que les deux mouvements présenteront « un candidat unique dans toutes les circonscriptions ».

La négociation engagée le 20 mai dernier, après les élections régionales, par les Verts et Génération Ecologie s'est achevée, mardi 3 novembre, au siège de GE, par une ultime querelle de détail : certains militants du mouvement Verts ont demandé, après la signature du protocole d'accord, s'il était mieux, par exemple, d'être élus « désaccord persistant » ou de « désaccord persistant ». De même, les militants de GE ont demandé s'ils étaient élus « accord persistant » ou de « désaccord persistant ».

Depuis le début, chacun avait son idée de l'ancien ministre de l'environnement. L'ancien ministre de l'environnement était censé d'aboutir à la désignation d'un candidat unique dans toutes les circonscriptions et d'éviter tout accord avec une autre formation politique, afin de mieux affirmer l'indépendance du pôle écologiste. Il a mieux marqué son indépendance pour les querelles des boutiques. M. Lalonde n'a même pas le temps d'être élu de l'ancien ministre de l'environnement entre les Verts et le propre mouvement.

tion, pour un d'un séjour aux Etats-Unis, au côté du sénateur démocrate Albert Gore, candidat « écologiste » à la vice-présidence américaine. Mais le protocole d'accord du 3 novembre prévoit la participation à un éventuel « parti politique » de la commission paritaire d'arbitrage national (elle-même composée de 12 membres, chacun des deux mouvements), l'article 12 de ce même contrat précise bien que les écologistes auront une « mission commune au second tour des élections législatives, à savoir la « maintenance des candidats, chaque fois que les conditions légales le permettent » et l'absence de consigne de vote dans les journaux.

Ancienne alliance avec le PS

Enfin, un principe - la possibilité d'« accords tactiques et ponctuels » avec le Parti socialiste, ce qui était l'une des conditions expressément posées par l'ancien ministre de l'environnement. Les Verts et GE ne feront exception à cette règle qu'en cas de risque réel, et non supposé, de l'élection d'un candidat d'extrême droite.

M. Waechter, de son côté, pourra tirer des motifs de satisfaction de la première partie du protocole, qui énonce les deux points de convergence des deux formations écologistes : celui d'avoir valeur de « pacte » pour la législature à venir. Sans doute lui-même se sera senti obligé de rebouter quelque peu les angles les plus saillants de leur programme de Saint-Brieux, avant la session générale des Verts en 1993. Il ne trouve plus rien, en effet, de la renouveau, dans les dix points de l'attribution aux immigrants du droit de vote aux élections locales.

Tout au plus est-il fait état de la « mise en réserve » des « réserves nucléaires » et de l'« exclusion des personnes qui ne sont pas des personnes qui ne sont pas des personnes ». Mais, plus que tout, c'est la volonté de M. Waechter, qui craignait encore, « quelques mois, que des notables, comme le PS,

du centre ou des radicaux de gauche, pour le 7 décembre, les circonscriptions dites « sensibles », un écologiste pourrait être présent au second tour et pour imposer les directions nationales des deux mouvements. Mais le droit de regard particulier, la publication, le 21 décembre, des résultats conclus sur le terrain; l'arbitrage final des ultimes conflits les 5 et 6 janvier 1993. Rien ne paraît ainsi être laissé au hasard, hormis peut-être les séquelles du conflit ouvert qui, il y a moins d'un an, traversait les artisans de la « nouvelle » des écologistes.

JEAN-LOUIS BAILLON

Il reste que, comme au temps des négociations menées par MM. François Mitterrand et Georges Marchais en vue d'un programme commun de gouvernement de la gauche, le plus difficile était désormais les deux formations écologistes : la désignation des candidats, renvoyée à l'arbitrage départemental, régional et soumis, en cas de conflit, à un arbitrage national.

Pour limiter la casse, un calendrier a été établi : le 17 novembre pour la désignation de l'accord lui-même, après validation de celui-ci par l'assemblée générale des Verts et le congrès national de GE.

Le protocole d'accord

Le protocole d'accord, signé entre les Verts et Génération Ecologie, est par ce préambule :

« Nous avons une immense ambition : la réalisation de la révolution sociale, humaine, et inventer, avec audace et imagination, un futur qui ne fasse pas de la bordure de la route. Nous savons que les enjeux électoraux ne suffisent pas à nous motiver. Nous sommes convaincus que nous pouvons contribuer sans attendre à la résolution des problèmes majeurs auxquels nous sommes confrontés. Conscients de la gravité et de l'urgence de la situation, nous nous sommes engagés à une cause qui nous impose, en définitive, à nous confronter à la réalité. Nous sommes prêts à exercer nos responsabilités à tous les niveaux, dans le respect des principes de solidarité, de responsabilité et de soutien de la population. »

« Le texte qui suit ne constitue pas un contrat de mariage entre les deux formations politiques. Il ne constitue pas un plus le projet politique écosocialiste, mais l'accord, à la fois réaliste et idéaliste, qui permet à Génération Ecologie d'engager, à l'occasion des élections législatives de 1993, une proposition législative. Outre l'adoption de propositions de loi, nous nous engageons à une démarche de « proposition de loi » et à une proposition de loi, la première démarche de la France à l'égard des réfugiés politiques dans une perspective. »

Ces propositions ont été soumises à quatre thèmes :

- 1) La démocratisation de la vie politique. Celle-ci passe notamment par l'adoption d'un mode de scrutin qui permette une représentation proportionnelle de l'électorat.

EN BREF

■ TADJIKISTAN : des troupes russes déployées à Douchanbe. Une cinquantaine de chars de la 201^e division russe ont été déployés, mardi 3 novembre, à Douchanbe, pour « renforcer la sécurité » à la veille de l'arrivée d'une délégation de l'ONU dans la capitale tadjike, à la demande du commandant de la division. La situation au Tadjikistan, où une rébellion de l'extrême gauche a déclenché une guerre depuis des mois, a été jugée « instable ».

■ La majorité sénatoriale de présenter un « contre-projet ». La concertation de la majorité sénatoriale, qui préside depuis le début de la session M. Charles Pasqua, président du groupe RPR, a décidé, mardi 3 novembre, de proposer aux députés les groupes du RPR et de l'UDF de se prononcer, le 17 novembre, sur le projet de loi de finances, soit en adoptant une question préalable (qui stipule qu'il n'y a pas lieu d'y débattre), soit en votant la première partie consacrée aux recettes, ce qui mettra fin à la même manière à la discussion budgétaire. Contrairement aux années précédentes, les sénateurs ne présenteront donc pas un « contre-projet ». Une réunion des groupes de la majorité sénato-

le congrès national de GE; l'établissement, après le 7 décembre, des circonscriptions dites « sensibles », un écologiste pourrait être présent au second tour et pour imposer les directions nationales des deux mouvements. Mais le droit de regard particulier, la publication, le 21 décembre, des résultats conclus sur le terrain; l'arbitrage final des ultimes conflits les 5 et 6 janvier 1993. Rien ne paraît ainsi être laissé au hasard, hormis peut-être les séquelles du conflit ouvert qui, il y a moins d'un an, traversait les artisans de la « nouvelle » des écologistes.

Il reste que, comme au temps des négociations menées par MM. François Mitterrand et Georges Marchais en vue d'un programme commun de gouvernement de la gauche, le plus difficile était désormais les deux formations écologistes : la désignation des candidats, renvoyée à l'arbitrage départemental, régional et soumis, en cas de conflit, à un arbitrage national.

Pour limiter la casse, un calendrier a été établi : le 17 novembre pour la désignation de l'accord lui-même, après validation de celui-ci par l'assemblée générale des Verts et le congrès national de GE.

Le protocole d'accord, signé entre les Verts et Génération Ecologie, est par ce préambule :

« Nous avons une immense ambition : la réalisation de la révolution sociale, humaine, et inventer, avec audace et imagination, un futur qui ne fasse pas de la bordure de la route. Nous savons que les enjeux électoraux ne suffisent pas à nous motiver. Nous sommes convaincus que nous pouvons contribuer sans attendre à la résolution des problèmes majeurs auxquels nous sommes confrontés. Conscients de la gravité et de l'urgence de la situation, nous nous sommes engagés à une cause qui nous impose, en définitive, à nous confronter à la réalité. Nous sommes prêts à exercer nos responsabilités à tous les niveaux, dans le respect des principes de solidarité, de responsabilité et de soutien de la population. »

« Le texte qui suit ne constitue pas un contrat de mariage entre les deux formations politiques. Il ne constitue pas un plus le projet politique écosocialiste, mais l'accord, à la fois réaliste et idéaliste, qui permet à Génération Ecologie d'engager, à l'occasion des élections législatives de 1993, une proposition législative. Outre l'adoption de propositions de loi, nous nous engageons à une démarche de « proposition de loi » et à une proposition de loi, la première démarche de la France à l'égard des réfugiés politiques dans une perspective. »

Ces propositions ont été soumises à quatre thèmes :

- 1) La démocratisation de la vie politique. Celle-ci passe notamment par l'adoption d'un mode de scrutin qui permette une représentation proportionnelle de l'électorat.

EN BREF

■ TADJIKISTAN : des troupes russes déployées à Douchanbe. Une cinquantaine de chars de la 201^e division russe ont été déployés, mardi 3 novembre, à Douchanbe, pour « renforcer la sécurité » à la veille de l'arrivée d'une délégation de l'ONU dans la capitale tadjike, à la demande du commandant de la division. La situation au Tadjikistan, où une rébellion de l'extrême gauche a déclenché une guerre depuis des mois, a été jugée « instable ».

■ La majorité sénatoriale de présenter un « contre-projet ». La concertation de la majorité sénatoriale, qui préside depuis le début de la session M. Charles Pasqua, président du groupe RPR, a décidé, mardi 3 novembre, de proposer aux députés les groupes du RPR et de l'UDF de se prononcer, le 17 novembre, sur le projet de loi de finances, soit en adoptant une question préalable (qui stipule qu'il n'y a pas lieu d'y débattre), soit en votant la première partie consacrée aux recettes, ce qui mettra fin à la même manière à la discussion budgétaire. Contrairement aux années précédentes, les sénateurs ne présenteront donc pas un « contre-projet ». Une réunion des groupes de la majorité sénato-

Au conseil des ministres

M. Lang dénonce le « climat de lynchage » dans l'affaire du sang contaminé

La procédure est inhabituelle : pour faire connaître la position du gouvernement sur les polémiques nées autour de l'affaire du sang contaminé, M. Louis Mermaz, ministre chargé des relations avec le Parlement et porte-parole du gouvernement, a évoqué l'adoption par le conseil des ministres, mardi 3 novembre, du projet de loi M. Bernard Kouchner réformant l'organisation de la transfusion sanguine (lire page 15), a rendu public le commentaire d'un ministre qui n'a pas eu de cesse de le dire.

Comme c'est la position de M. Lang qui a été ainsi dévoilée, nul ne peut dire que cela a été le plein accord de M. François Mitterrand. Ce n'est pas intervenu sur la question. Le porte-parole du gouvernement a déclaré que le premier ministre d'Etat avait « demandé qu'il n'y ait pas d'accusation rétrospective des responsables de l'époque » ; il a parlé d'un « climat de lynchage » qui s'exerceait à l'encontre de certaines personnalités ; il a rappelé « quel était l'état des connaissances » ; il a insisté sur le fait qu'il y avait une continuité dans l'action ; il a appelé à une « exigence de moralité, de loyauté et de dignité ».

Selon M. Mermaz, le premier ministre a simplement « approuvé l'intervention » et il a « insisté

sur la nécessité de l'équité et de la transparence ». M. Lang a ensuite, après la présentation par M. Bernard Kouchner d'un projet de loi visant notamment à créer une agence française du sang. Dimanche 1^{er} novembre, le ministre de la santé et de l'action humanitaire avait eu avec le ministre de l'Intérieur, M. Jean-Pierre Juppé, une réunion sur l'affaire du sang contaminé.

Le conseil des ministres a approuvé, d'autre part, le projet de loi M. Ségolène Royal sur la lutte contre le trafic (lire page 16) et il a entériné une communication de M. Roland Dumas sur les élections américaines. M. Jean-Pierre Soisson, ministre de l'Industrie et du développement rural, a rendu compte de l'état des négociations sur le GATT en émettant que la « fermeté » de la France est rendue impossible un moment qui aurait été « très mauvais pour notre agriculture et notre économie ». M. Louis Le Pen, ministre des DOM-TOM, a été préoccupé de la position de la France sur la modification de la Charte européenne sur les langues régionales. Le président de la République, a expliqué M. Mermaz, a « souligné que nous les données soient prises en compte avant que nous payions l'arrêté en position sur ce dossier auquel il paraît la plus grande attention ».

L'élection de M. Clinton à la présidence des Etats-Unis

Peu de réactions sur les marchés financiers

Les marchés financiers réagissent peu, mardi 4 novembre, à l'élection de M. Bill Clinton, les opérateurs estimant que cela était anticipé et qu'il n'y avait pas de surprise. A la Bourse de Paris, dès les premières heures de cotation sur le marché des actions, les valeurs françaises ont tendance à baisser. Plus tôt dans la matinée, Tokyo avait baissé sur une avance de 1,3 %, sans réelle relation avec l'élection présidentielle américaine.

■ M. Juppé (RPR) félicite M. Clinton. M. Alain Juppé, secrétaire général du RPR, a écrit à M. Bill Clinton, mercredi 4 novembre, un message dans lequel il écrit : « Vous avez su décider, puis incarner, le désir de changement américain. Vous avez composé de nouvelles équipes qui ont l'appui du Congrès, vous avez répondu aux espoirs que le peuple américain a placés en vous, comme le nom de votre ville atteste. (Hope, qui signifie « espoir ») vous y prédispose. Je forme, également, le vœu que vous continuiez, dans les hautes et difficiles fonctions qui vous attendent, les mêmes qualités exemplaires qui furent les vôtres dans l'Arkansas. »

■ M. Ségolène Royal : « Une nouvelle page de l'histoire de l'environnement ». L'élection de M. Gore à la vice-présidence des Etats-Unis est un message fort pour le développement de l'environnement », a déclaré, mercredi 4 novembre,

Sur le marché obligataire, peu de variations. Le MATIF a ouvert en très légère hausse. Sur le marché des changes, après une vive hausse du dollar depuis le début de la semaine (de 1,5350 francs à 1,5780 et de 5,21 à 5,34 francs) provoquée par la spéculation sur la victoire de M. Bill Clinton, l'annonce de la victoire de M. Clinton a entraîné une baisse de 5,30 francs, sur le dollar américain. Maintenant, les marchés financiers internationaux vont chercher de voir le scénario présidentiel à l'œuvre.

■ M. Ségolène Royal, ministre de l'environnement. L'accession de M. Clinton à la présidence des Etats-Unis est « une responsabilité majeure dans la première puissance industrielle du monde ». Elle ajoute, précisant que « l'évolution positive de la position américaine dans les conférences internationales facilitera l'adoption de mesures nécessaires pour régler les problèmes écologiques ».

■ M. Madelin (UDF) : l'élection de M. Bush. M. Alain Madelin, vice-président de l'UDF, a déclaré, mercredi 4 novembre, sur France Info, que « la victoire de M. Clinton, c'est, d'abord, l'échec de M. Bush », et que « la politique économique de M. Bush est la contrepartie de la politique de M. Reagan ». Le nouveau président américain, dit-il, est « sympathique et plein de volonté », mais il craint qu'il n'ait pas les connaissances économiques suffisantes pour sortir l'Amérique de la récession.

Prévoyant 2,2 % de croissance l'an prochain

La Caisse des dépôts annonce de médiocres perspectives économiques pour 1993

En raison de l'ampleur des ajustements entrepris dans tous les pays (développement des particuliers et des entreprises et limitation sévère des investissements), la croissance sera encore plus faible que prévu en 1992, avec des perspectives médiocres pour 1993, a exposé M. Patrick Artus, chef du service des études économiques et financières de la Caisse des dépôts. Après révision en baisse des prévisions faites au printemps, la progression du produit intérieur brut (PIB) sera, pour la France, de 2 % en 1992 (contre 2,2 % prévu) et de 2,2 % en 1993 (contre 2,5 %). Les chiffres correspondants sont de 1,9 % et 2,5 % pour les Etats-Unis et de 1,3 % et 1,8 % pour l'Allemagne. Leur ajustement, sain sur le long terme, risquerait de casser toute dynamique de reprise s'il s'appliquait trop.

La dévaluation massive intervenue en septembre au sein du Système

monétaire européen a un faible impact sur le PIB français, qui ne sera amputé que de 0,1 à 0,2 point en 1993, le taux d'inflation revenant à 2,8 % en 1992 pour remonter à 3,2 % (contre 3,2 % prévus précédemment). Quant aux taux d'intérêt, leur déclin ne pourra être que gradué en Allemagne en raison des incertitudes sur la conjoncture. Outre-Rhin, le taux au jour le jour reviendra de 8,3 % actuellement à 7,8 % fin 1993 et à 7,4 % fin 1994, celui à dix ans, de 7,4 % à 7,2 % à fin 1993 comme à fin 1994, en raison des énormes besoins de capitaux pour la réunification. Le rétrécissement de l'écart des taux dans le monde devrait renforcer le dollar à court terme, jusqu'à 1,70 DM, niveau qu'il lui serait difficile de dépasser, certains facteurs de faiblesse se profilant à long terme.

FRANÇOIS RENARD

SOMMAIRE

ÉTRANGER

■ L'élection de M. Bill Clinton à la présidence des Etats-Unis... 2
■ La visite de M. Bérégué à la capitale algérienne... 11
■ Yougoslavie : le premier ministre est confirmé à son poste... 12
■ Les élections à l'Union soviétique... 12

POLITIQUE

■ L'enquête de police pour M. Léotard, suites judiciaires... 13
■ L'Assemblée nationale, les communistes s'abstiennent sur le budget... 13

SOCIÉTÉ

■ Les conséquences de l'affaire du sang contaminé... 14 et 15
■ Une « première » chez les « bleus » français : les légionnaires de la division « Daguet » au Cambodge... 16
■ Le tournoi de tennis à Paris-Bercy : les Américains avaient la meilleure chance... 16

ÉDUCATION • CAMPUS

■ La fin de l'enseignement des grandes écoles... 17
■ La fin de l'âge d'or de l'enseignement supérieur à la fin de l'âge d'or de l'enseignement supérieur à la fin de l'âge d'or de l'enseignement supérieur... 17 et 18

ÉCONOMIE

■ Echec des négociations agricoles avec la CEE... 17
■ Face à la CEE, le ministre de l'Agriculture... 17

COMMUNICATION

■ La CEE souligne la fragilité des relations avec l'Allemagne... 20
■ Malgré la scepticisme des milieux financiers, le plan de sauvetage des banques japonaises lancé de Tokyo par le gouvernement japonais... 20
■ Les entreprises : Eminence... 24

ARTS • SPECTACLES

■ Cinéma : roulez jeunesse... 22
■ Les films de l'été communiste français : drapeaux rouges en noir et blanc... 23
■ L'or du cinéma : Jules Massenet à Saint-Etienne : parole à la défense... 29

Services

■ Abonnements... 24
■ Carnet... 26
■ Météorologie... 27
■ La télématique du monde : 3615 LEMONDE... 27

La télématique du monde

3615 LEMONDE

24 heures

24 heures

24 heures

24 heures

24 heures

24 heures

24 heures

24 heures

24 heures

24 heures

24 heures

24 heures

24 heures

24 heures

24 heures

24 heures

24 heures

24 heures

24 heures

24 heures

24 heures

24 heures

24 heures

24 heures

24 heures

24 heures

Demain dans « le Monde »

« Le Monde des livres » :

Strasbourg, Parlement intellectuel de l'Europe

■ L'occasion du Carrefour littéraires européens de Strasbourg, « le Monde des livres » consacre quatre pages à une réflexion sur les confins de l'Europe : avec Jean Tabucchi, Saulius Kondrotas, Raphaël Confiant, Costa et Philippe Lacoue-Labarthe.

طريقه الى

مكة من مكة

Le Monde

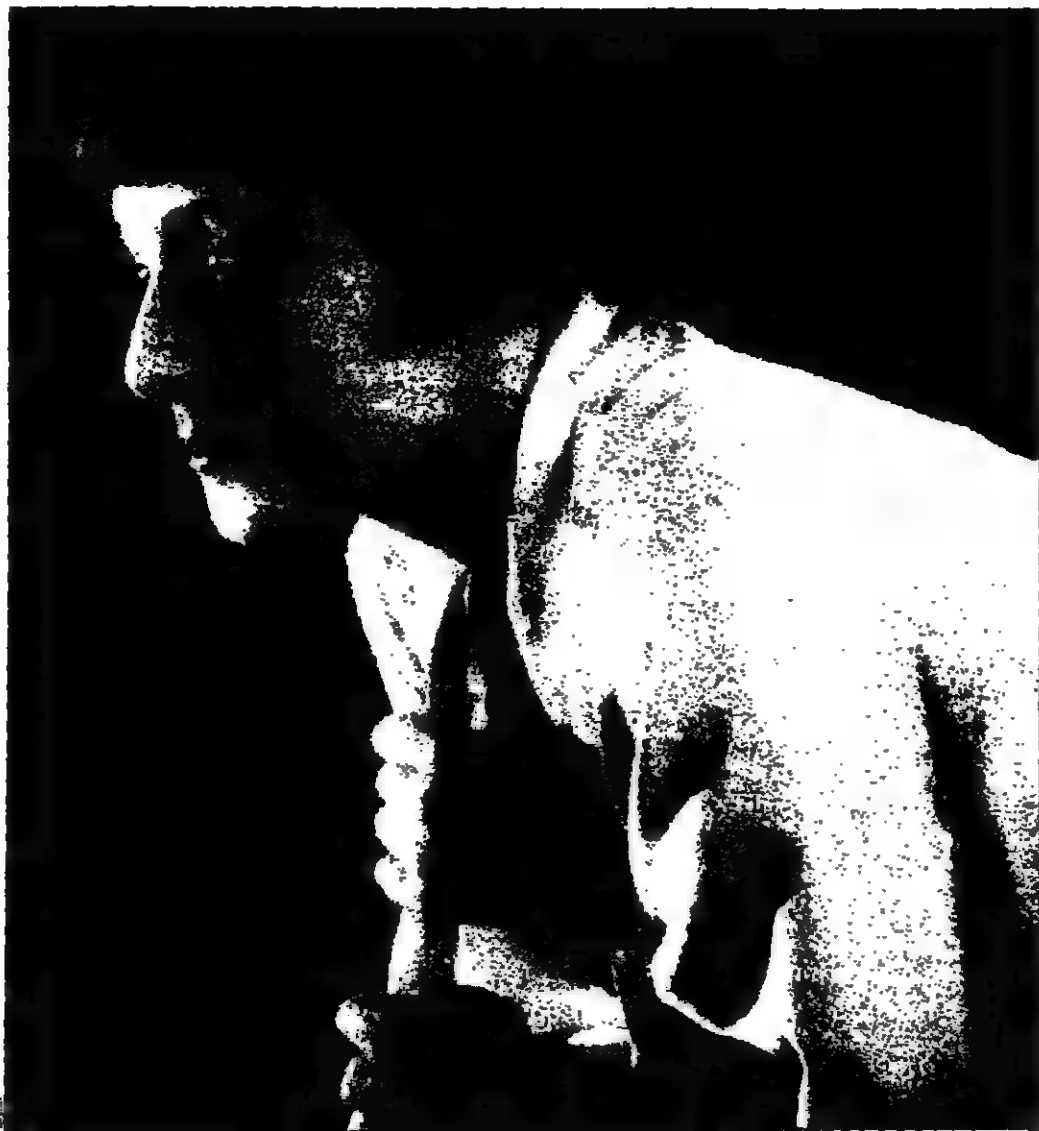
Le Monde ■ Jeudi 5 novembre 1992 29

ARTS • SPECTACLES

Jusqu'à une date récente, la vie des films tenait, pour l'essentiel, à leur présentation en salles commerciales. Mais, réponse ou échappatoire à la baisse continue de la fréquentation, une autre forme de consommation cinématographique est en train de croître, de développer grâce à une multitude d'initiatives qui constituent aujourd'hui un véritable «second circuit».

Il se manifeste sous deux formes principales, les institutions et les festivals. Côté institutions, la Cinémathèque, ravivée depuis dix ans, a repris son rang de navire amiral, mais désormais, ce n'est pas la capitale seulement, le Centre Georges-Pompidou, le Louvre, le Musée d'Orsay, la Galerie du Jeu de paume, la Vidéothèque de Paris... organisent des rétrospectives de grande ampleur et souvent de haut niveau. L'Institut Lumière de Lyon, la Maison de l'image de Marseille, la Cinémathèque de Toulouse, nombre de maisons de la culture ou de théâtres en banlieue et en province, poursuivent un travail de fond similaire.

Et CinéMémoire (pages 30 et 31), en passe de devenir la manifestation-phare du patrimoine cinématographique, présente aux cent quarante films dans pas moins de onze lieux parisiens, dont un seul (le Grand Rex, pour une soirée) est un cinéma traditionnel. Quant aux festivals, pour la France seulement, l'Annuaire européen des festivals de cinéma audiovisuels en recense plus de cent cinquante.



Marie-Louise Iribre dans «Hara Kiri», 1928.

irriguent le pays entier (et, dans une moindre mesure, le reste de l'Europe : quelque deux cent cinquante manifestations) de films qui, s'ils n'atteindraient jamais ces publics, susciteraient d'un bout à l'autre du continent des recherches et des confrontations. Orléans (pages 32 et 33), où se tient une manifestation destinée à présenter le cinéma japonais aux habitants de la région, et Pordenone (page 34), vétéran italien qui accueille les passionnés du cinéma muet du monde entier, sont deux exemples différents de cette activité inlassable.

La mise en place d'un second réseau, avec ses cinémas «différents» ou anciens, est une opération de survie au moment où, hors les «grosses machines», américaines pour la plupart et parfois françaises, la majorité des films peinent à plus en plus à trouver un écran. Il comporte le risque inhérent à tout ghetto, même quand celui-ci répond à des motivations défensives : le repli sur soi, sinon la fossilisation. La parade réside, peut-être, dans... le «troisième circuit», celui de la télévision et de la vidéo. C'est sans doute par ces moyens de diffusion que pourraient se maintenir les indispensables passerelles entre un cinéma «culturel» et un cinéma de grande distribution.

J.-M. F.

CINÉMÉMOIRE

ON ouvrirait l'album de famille. Et au lieu de photos un peu raides et sépia, fanées ou vent de toutes les mélancolies, on verrait des images vibrantes, vivantes, des images qui bougent mieux que la vérité, déjà, aux premiers temps du cinéma. CinéMémoire, c'est ça, le souvenir en mouvement, des films parfois qui n'ont pas loin de cent ans, et qui sont jeunes formidablement. Parce que ceux qui se tenaient derrière la caméra étaient jeunes aussi, comme cet art en train de naître. Tout est parti d'une visite de Martin Scorsese à Jack Lang, en 1990, de leurs conversations amicales sur l'état d'abandon du patrimoine mondial, de la création immédiate, en France, du «plan nitrate» visant à sauvegarder avant l'an 2000 tous nos films promus à l'autodestruction. Et, dans la foulée, de l'heureux projet de créer, des deux côtés de l'Atlantique, un Festival des films anciens, retrouvés, restaurés.

La première édition, l'an dernier, portée à bout de bras par Costa-Gavras, à qui revient l'honneur ingrat de plaider tous les dossiers, fut un succès : 25 000 spectateurs en huit jours, avec, en ouverture, l'Opéra-Bastille (et pour 40 francs l'entrée), la projection du Playtime de Tati restauré. La foule se pressant dans les couloirs un peu glacés et débordant ensuite sur la place, dans un immense embouteillage, c'était merveilleux, le film continuait, la fiction dérapait avec ironie, avec allégresse sur la réalité.

Cette année, explique le directeur artistique de CinéMémoire, Christian Belaygue - qui fut le programmeur des cinémathèques Festival d'Avignon et celui des cycles de cinéma muet à l'Auditorium du Louvre, - le Festival, qui se déroule du 6 au 15 novembre sur une trentaine de lieux, sera renouvelé, ravivé, même ans après. Des Parapluies de Cherbourg de Jacques Demy, pourrait être surnommé «à quelque chose malheur est bon». En effet, la manifestation ne devait être que biennale, les Américains prenant la relève un an sur deux. Mais ils n'étaient pas prêts (Playtime sera tout de même projeté au MOMA de New-York, le 11 novembre), nous avons donc rempli. Le budget, obligatoirement plus modeste, nous ayant empêchés d'aller faire notre marché trop loin, cela explique cette programmation franco-française qui se révèle finalement passionnante.

Et comment ! On ne peut pas donner de la nostalgie en regardant le programme (une nostalgie «inventée», beaucoup de films, à peine restaurés par la Cinémathèque ou les Archives du film, quasiment inédits). Découvertes, incroyables, curiosités, que privilégier ? Voici les rushes muets de Michel Simon dans Phéon

ROULEZ GENÈSE

(1929), un premier film de tournage avant l'arrivée de Renoir (1932). Voici le mythe d'Assommoir du duc de Guise, apothéose du «film d'art», présenté au grand amphithéâtre de la Sorbonne, avec la partition de Saint-Saëns.

Voici, d'une fraîcheur incroyable, L'enfant de Paris, de Léonce Perret (1913), puisé dans les archives de la Cinémathèque Gaumont et «reécadré» par Pierre Philippe. L'enfant de Paris, c'est la joie pure de filmer d'un homme que Georges Méliès demandera d'être directeur en scène, en 1924, de sa parisienne Madame Sans-Gêne. Du mélodrame (un jeune bossu parviendra-t-il à sauver une fillette enlevée des griffes de ses ravisseurs ?), mais aussi des images documentaires extraordinaires, la Côte d'Azur au début du siècle, les robes des femmes, les sourires gonflés des hommes, les grands-parents.

Voici encore l'Atlantide, de Jacques Feyder (1921), une copie restaurée de l'original (on a tendance à s'exotiser sur le noir et blanc magique d'autrefois, ignorant que la plupart des films étaient non seulement teintés, mais violemment colorisés...). Comme les films en néerlandais, Coralie Seyrig, une voix off, en français, la traduction, s'intégrant dans une œuvre de poésie à la partition nouvelle de Louis Mardac.

Et si on imaginait la journée d'un vrai mordu de CinéMémoire, d'un authentique cinéaste, une espèce que l'on croyait en voie de disparition et qui semble reprendre, partout en France, force et santé ?

Ce pourrait être, au hasard, le lundi 9 novembre, à Paris. Notre cobaye attaquerait à 11 heures du matin Coralie et Cie (1932), une espèce de comédie musicale coquise avec François Rosay, couturière abritant des étreintes illégitimes dans son arrière-boutique. La toute jeune Josette Day et des chansons signées par Misraï et Georges Van Parys, interprétées par Ray Ventura et son orchestre.

A 14 heures, une petite lampée d'Arlette et ses papas, comédie d'Henry Roussel (1934), ne ferait pas de mal. On y voit Renée Saint-Cyr bien troublée, elle ne sait pas si l'homme dont elle est folle - et qui fut le filleul de guerre de sa maman en 1918 - est (ou n'est pas) son père. Une voix off non identifiée (sans doute celle de la société) viendra la rassurer au moment fatal, non n'est-ce pas le train de l'incendie... A 16 heures, voilà, couplés opportunément, un étonnant documentaire datant de 1918 sur la condition de la femme française pendant la Grande Guerre, et la Garçonne de Jean de Limur (1935). Cette adaptation du livre sulfureux de Victor Marguerite, écrit en 1922, qui avait coûté une légion d'honneur au romancier, marque évidemment de façon appuyée, presque caricaturale, les changements de statut de la femme en peu d'années.

Bien sûr pour «dames», fumeries d'opium, la pauvre Garçonne (Marie Bell) qui s'émancipe par son fiancé Fa trahie sera bien punie... Deux raretés dans ce film : Suzy Solidor et Edith Piaf y jouent et chantent sur une musique de Jean Wiener. Il est 18 heures. Notre mordu est déshaté. Il doit choisir entre le premier avatar filmique du Germinal de Zola datant de 1913 (Claude Berri est en train de tourner la version 92) et un petit documentaire de Blaise Cendrars sur le tournage de la Roue, il faut Gance (1923), dont il avait écrit l'intertitre.

20 h 30. Là aussi, il faut choisir. Au palais Garnier on donne le Joueur d'échecs, superproduction de Raymond Bernard (1927) avec bails, batailles, Charles Dullin et la musique d'Henri Rabaud (de l'Institut), jouée live par l'Orchestre de l'Île-de-France dirigé par Jacques Mercier. Mais, au Théâtre de la Colline, Hara Kiri, de Marie-Louise Iribre (1928), n'est-il pas un peu plus intrigant ? On ne sait presque rien de cette réalisatrice morte à trente-six ans, en 1938.

Si ce n'est qu'elle fut mariée trois fois, dont une avec Pierre Renoir, qu'elle fut actrice (la suivante d'Antoine dans l'Atlantide, de Jacques Feyder), productrice (Marquitta, de Jean Renoir) et qu'elle vint à la mise en scène d'Hara Kiri parce que le réalisateur qui avait commencé

le film, Henri Debin, lui avait défilé... Hara Kiri est un mélo, un vrai. Une jeune Européenne (Marie-Louise Iribre, évidemment), mariée à un professeur eurasien (Constant Rémy grisé comme le pays sourire), tombe amoureuse d'un fils de shogun. Les deux amants font une escapade aux sports d'hiver, glissent dans une crevasse, elle est sauvée, il est tué. Hésitant à se faire le hara-kiri des femmes (poignard non dans le ventre mais dans la gorge), elle préfère le pistolet...

Notre mordu est enchanté. Mais il aurait pu aussi, dans la salle restaurée de la Cinémathèque, à Chaillot, finir sa journée en beauté : pour le prix d'un seul film lui sont proposés au même programme Quai des brumes et Casque d'or...

DANIEL HEYMANN

Renseignements CinéMémoire : 42-56-57-45.

NANTERRE
AMANDIERS

Molly Bloom

Hélène Vincent
James Joyce

mise en scène
Jean-Michel Dupuis

du 3 au 29 novembre

46 14 70 00

CINÉMÉMOIRE

LES FILMS
du Parti communiste françaisDRAPEAUX
ROUGES
EN NOIR ET BLANC

LES quatorze titres présentés en trois programmes au Palais de Tokyo (surtout des courts métrages) ont été choisis, parmi une centaine de titres, par le cinéaste Claude Thiébaud, qui fut responsable des archives films du PCF à partir des années 70. Il a géré toujours le fond, dans le cadre de la société de production, Zoobabel. Par ordre chronologique, cette sélection s'ouvre sur un reportage muet enregistré durant une fête du Parti à Garches en 1928 : à quelques banderoles près, on pourrait être n'importe quelle kermesse champêtre de l'époque, et le ton est joyeux et festif. On évoque plus Nagent Eldorado du dimanche, ou Carné (1930), que les films sur les violences de la lutte des classes, sans parler des redoublées formelles révolutionnaires d'un Vertov ou d'un Poudovkine.

C'est une tradition que la plupart des documents : lorsque les communistes français ont fait du cinéma, ils se sont fort peu soucieux de l'esthétique. Alors que dans les années 30, les surréalistes et d'autres créateurs novateurs cousinaient avec le Parti, leurs goûts artistiques (à la limite de la littérature ou de la peinture) ne se reflétaient guère sur l'écran, en tous cas sous la bannière explicite du PC. Et même que le cinéma, ailleurs, avait des avatars lyriques pour servir la lutte des masses, les films français conservent un ton très enfant, presque même, volontiers marqué de déclamations politiques.

Lénine avait beau avoir déclaré le cinéma « le plus important de tous les arts », le Parti communiste français tarde à faire usage de ce moyen de propagande de masse, et n'en fait jamais qu'un emploi limité. La programmation du Parti communiste français : documentaires/films militants 1928-1951 présentée dans le cadre du Cinémémoire témoigne de cette méfiance du parti face au cinéma, mais dessine en même temps un portrait de la France durant cette période, évoque quelques événements historiques-clés et traduit la manière, instructive, dont les grands courants esthétiques du milieu du siècle ont été suivis, détournés ou ignorés par le cinéma national.



Georges Spanelly et Blavette dans « La Vie est à nous », de Jean Renoir, 1936.

Témoin le premier film communiste par une Fédération du Parti (celle d'Indre-et-Loire) sur le sort des paysans : la Crise (1931) comportait même de longs plans de travail (1) et propositions de loi des communistes. « Une très grande ingénuité », reconnaît Claude Thiébaud — en fait, une parfaite ignorance des pouvoirs particuliers du film en images.

En visionnant les films de la rétrospective, on voit en revanche une autre assignée au cinéma : une mission documentaire et pédagogique. Ainsi Breizh Nevez (1938), réalisé par un communiste à Pont-l'Abbé, comporte un WGM de présentation de la Bretagne, mêlant images de géographie humaine et physique récit en commentaire par Marcel Cachin, avec l'intention avérée de faire connaître leur pays aux Français. Même lorsqu'il ne vient à son sujet principal, ce documentaire reste riche en données sociologi-

ques, de la diction du grand tribun des estrades communistes au spectacle des marseillaises en cornette dans l'Internationale (en breton). Plusieurs films répondent à la même préoccupation d'instruction publique, tel celui consacré au congrès d'Arles, réalisé par Jacques Becker en 1937 (la Vie est à nous), ou le Grand Prix cycliste de l'Humanité (1937 et 1938), des rives de la Manche à La Courneuve. Il y eut d'ailleurs, plus tard, à la fin des années 40, le projet d'un suivi du Tour de France avec documents sur chaque ville-étape. Celui-là, comme beaucoup de tentatives cinématographiques du parti, sera torpillé par des dissensions politiques au sein de l'appareil : effet habituel de la bureaucratie communiste, mais aussi traduction de la méfiance constante envers un art par nature plus lié que les autres à l'argent, et plus susceptible de se transformer en « opium du peuple ».

LE CINÉMA FRANÇAIS
sous l'OccupationMÈRES
COURAGE
ET REBELLES

La guerre, l'Occupation et les lois du régime de Vichy modifient profondément le statut de la femme française. Seule souvent, veuve, femme de prisonnier, de mort requis par le service du travail obligatoire ou du clandestin, elle doit prendre de nouvelles responsabilités. Quand Pétain la voudrait mère au foyer, elle doit assumer des rôles jusqu'alors dévolus aux hommes. Le cinéma français a rendu compte de cette attitude nouvelle.

« FEMME-HOMME : la nouvelle donne du cinéma français sous l'Occupation ». En réunissant sous ce titre huit films (1940 à 1945), Cinémémoire cherche moins à mettre en lumière une veine esthétique qu'à montrer comment le cinéma a traduit, pas toujours consciemment, les transformations sociales liées à l'Occupation.

Le 7 juillet 1940, alors que la France, à peine sortie de la défaite de l'exode, tente de recoller ses morceaux sous l'égide de « l'Etat français » du maréchal Pétain, le ministre de la Production et du Travail recommande aux entreprises industrielles et commerciales le licenciement progressif des femmes qui ne sont ni veuves de guerre, ni soutiens de familles, ni célibataires privées de ressources, ni épouses de soldats non encore démobilisés. Le 14 octobre, un décret prévoit la mise à la retraite d'office des femmes fonctionnaires de plus de cinquante ans, et la mise en congé sans solde de « toute femme mariée qui n'a pas trois enfants et dont le mari subvient aux besoins du ménage » (1). L'embauche féminine est supprimée.

Ces mesures sont destinées à lutter contre la crise économique et le chômage, mais aussi à promouvoir

la politique de « l'Etat français » de Vichy. Paradoxalement, les femmes renvoyées à leurs foyers se trouvent investies de responsabilités qui les rendent plus indépendantes. D'où une ambiguïté sociologique dont le cinéma s'est fait le témoin, mais rarement dans ses meilleurs films, ceux de Jacques Becker, Robert Bresson, Marcel Carné, Jean Grémillon... Les réalisations du cinéma sous l'Occupation ramènent au jour les thèmes d'un changement de distribution des rôles féminins et masculins, dont certaines étaient bien oubliées.

La production cinématographique ne reprit, au cours des derniers mois de 1940, que dans la zone sud, non occupée. Sept films furent alors tournés, dont la fin « actualisée » de la Vie du puisatier par Pagnol, et ce Vénus aveugle, d'Abel Gance, présenté par Cinémémoire. Le premier tour de manivelle fut donné, aux studios de la Victorine à Nice, le 11 novembre 1940 — date à l'évidence symbolique ! La version originale de 1 h 20, maintenant reconstituée, comporte une réécriture au maréchal Pétain : « C'est à la France de demain que je voulais dédicacer ce film, mais puisqu'elle s'est réveillée en 1940, Monsieur le Maréchal, permettez que je l'humblement je vous le dédie. » En novembre 1940, c'est au héros de Verdun et au héros de la France que l'abbé Gance.

Le cinéaste a toujours affecté le langage flamboyant, les métaphores et les symboles. Il a écrit Vénus aveugle l'histoire douloureuse de Clarisse, chanteuse de music-hall surnommée Vénus parce qu'elle a posé pour l'illustration d'une marque de cigarettes du même nom. Elle est sur le point de perdre la vue. Ne voulant pas être un objet de pitié pour son amant, Madère, elle lui fait croire qu'elle l'a trompé. Il la quitte. Après moult péripéties mélodramatiques, il reviendra, et le bateau échoué sur lequel Clarisse habite sera son refuge, et que dans le monde de l'après-guerre le quai au moment de Clarisse, qui a su voir « avec les yeux du cœur », retrouve la vue et son amour.

Le symbole de la France aveuglée allant, à travers les épreuves, vers sa renaissance, est porté par Viviane Romance, loin de son emploi classique de belle femme du cinéma français. Gance lui offrait un rôle dramatique et rédempteur, mais le film souffrit de sa mésestimation par l'épouse du cinéaste (second rôle féminin sous le nom de Mary-Lou). Edmond T. Gréville, maître du montage et de la scène, dirigea d'ailleurs les scènes principales avec Viviane Romance.

En 1942, André Berthomieu tourne l'Ange de la nuit, un des rares scénarios qui se soient, alors, inspirés d'événements contemporains. En 1939, une jeune fille sans ressources, Geneviève (Michèle Alfa), est adoptée par une communauté d'étudiants pauvres.

Le temps
des programmeurs

Directeur de la Cinémathèque après avoir été critique, producteur, distributeur et exploitant, puis responsable du département cinéma au Louvre, Dominique Paillet vient de publier « Conserver, montrer, mais il faut la nécessité de la conservation d'une muséographie du cinéma ».

par Dominique Paillet

CET art impur, en outre parfois marqué par des retards, est toujours figuré aux programmes scolaires, — qu'il s'agisse d'une passion marginale, spécifique, la « cinéphilie », contre-culture autodidacte, née plus particulièrement en France une cinquantaine d'années environ après la projection du premier film.

Que la cinéphilie soit un phénomène français n'est pas à négliger quand on connaît l'histoire du cinéma en France. La Cinémathèque française a de nombreux retards, et son mouvement a été retardé lors de ses premières années. En effet, la cinéphilie s'est rapidement caractérisée par sa relation avec la culture de la transmission du savoir — l'Université en la matière — et plus généralement par une « culture cultivée » qui pouvait lancer des interrogations vers d'autres domaines de la culture, les interrogations issues des disciplines intellectuelles étrangères à la création cinématographique. Pourquoi en parle-t-on pas de « théâtrophilie », ou de « picturophilie » ? (...)

C'est pourtant ce type particulier d'amateurs qui devaient réduire la grande partie du projet qu'engendra Langlois (en fondant la Cinémathèque française). Mais lui-même était-il cinéophile ? « Mon rôle », dit-il, « est l'exemple du contraire, mais son rôle croise plutôt celui d'artistes maîtres du XX^e siècle : Duchamp, Cage, Proust, Boulez, Roland Barthes, qu'un semblable « art de la parole » précéderait, à leur réappropriation critique et surtout à leur mise en scène muséale » comme moyen de dépasser les contraintes figuratives et les illusionnismes. (...)

La sauvegarde matérielle des films — tous ces efforts financiers, ces énergies humaines — ne sont pas un film, mais l'histoire du cinéma. (...) On dispose d'ailleurs bien « son musée », c'est-à-dire d'une collection d'objets fétichisés, et la projection ou s'est réduite à voir un objet de conception muséographique, trop souvent réduite à une « chosologie », à la recherche et accumulation de copies, d'objets, de pièces et de documents divers. Pour Langlois, au-delà du matériel, la recherche était d'abord celle de valeurs poétiques et esthétiques des œuvres cinématographiques elles-mêmes. (...)

Comme l'avait conçu Langlois, la programmation avait une finalité : elle n'était pas un film, mais l'histoire du cinéma. (...) On dispose d'ailleurs bien « son musée », c'est-à-dire d'une collection d'objets fétichisés, et la projection ou s'est réduite à voir un objet de conception muséographique, trop souvent réduite à une « chosologie », à la recherche et accumulation de copies, d'objets, de pièces et de documents divers. Pour Langlois, au-delà du matériel, la recherche était d'abord celle de valeurs poétiques et esthétiques des œuvres cinématographiques elles-mêmes. (...)

Un musée-cinémathèque n'est avant tout une « formation de la pensée » et une « formation du goût ». Il ne doit pas devenir exclusivement une médiathèque de consultation, un inventaire de films, un catalogue. Sa mission est avant de proposer une réflexion sur l'histoire du cinéma et sur le rôle du cinéma dans la culture. La recherche ne cherchera pas à inverser ou d'annuler le passage de l'ère du cinéma à celle des nouvelles technologies, c'est le passage de la phase primitive des « accumulations » et des « inventaires » à celle des « constructions » et des « réinventions ».

Programmer, c'est écrire, d'une façon singulière, une œuvre cinématographique, c'est entreprendre un projet de connaissance du cinéma qui passe par la parole et le film. (...)

(Extraits de « Conserver, montrer, publié aux Éditions du Louvre, 200 pages, 45 F.)

Exécuteur 14

Texte et mise en scène
ADEL HAKIM

avec

JEAN-QUENTIN CHATELAIN



Djurdjura

féerie de France Armand
mise en scène de
Jean-Louis Bally

Le Jardin d'Hiver

42 62 59 49

فكرة امير الوصل

Le Monde

CINÉMÉMOIRE



Deux événements capitaux de l'histoire de France, où le Parti communiste joua un rôle de premier plan, se retrouvent forcément sur les écrans : le Front populaire, puis la Résistance et la Libération. Pour tant, s'il reste deux grands films représentatifs de l'esprit du Front populaire, ce ne sont pas des films communistes. Le premier est *Le Crime de M. Lange*, de Jean Renoir, réalisé en 1935, la victoire électorale, en 1935, marqué par l'influence de Prévert et du Groupe Octobre (Raymond Bussière, Yves Allégret, Paul Grimault, Jean-Paul Dreyfus, qui deviendra Le Chanois, Roger Blin, Maurice Baquet, Bronnia, Mar-Dahamel...) qui, malgré son nom, est plus proche d'une idée libertaire de l'agit-prop que de la « juste ligne » du PC.

Le second, *La Belle Equipe*, réalisé par Julien Duvivier en 1936, a beau raconter une histoire d'ouvriers, véhiculer un parfum de langage populaire et de congés payés, son histoire d'enrichissement par un jeu de hasard, puis d'échec d'un projet communautaire n'a rien de « politiquement correct ». Et si l'affaire des Amis fins (celle, pessimiste, voulue par Duvivier a été remplacée par un happy end pour des raisons commerciales) est, à sa manière, symbolique du destin du grand élan du Front populaire, elle n'en est sûrement pas une traduction « consciente ».

Cette époque est évoquée directement dans plusieurs documentaires présentés par Cinémémoire, *Victoire de la vie* (1937), d'un Henri Cartier qui ne s'appelle pas Henri Cartier-Bresson, commande de la Centrale sanitaire internationale sur son action humanitaire aux côtés des Républicains espagnols durant la guerre civile. Mais surtout par la seule utilisation de grande ampleur du cinéma par le PC : *La vie est à nous*.

Commencé à Jean Renoir en 1935, en vue des élections d'avril, par le comité central, et plus particulièrement par Jacques Duclos, ce film de propagande se compose de trois parties, concernant trois catégories sociales dont le parti cherchait à attirer les voix : les vieux, les paysans et les « chômeurs intellectuels ». Film collectif, comme la plupart des entreprises de cette nature, *La vie est à nous* est

croquis sur le vif, bien dans la manière de Renoir, avec de lourds exposés de dirigeants du parti, et d'ailleurs une des rares tentatives de lyrisme révolutionnaire tentées en France, avec son peuple marchant d'un pas sûr, chantant d'une voix vive les lendemains radieux.

Renoir, proche du parti jusqu'en 1938, ne touchera pas moins de quatre films en 1936-1937 : *Parti de campagne*, *Les Bas-Fonds*, *La Grande Illusion* et *La Marseillaise*. Aucun, par son sujet, n'est explicitement un film du Front populaire, encore moins un film communiste. Si *La Marseillaise* est devenu un emblème de cette période, c'est par la manière dont il a été produit, en faisant appel (avec un succès partiel) à la population progressiste, pour qu'elle finance la production en pré-achetant son billet d'entrée. Lorsque le film sortira, en février 1938, l'élan qui avait présidé à sa conception aura vécu, et Jean-Pierre Jeancolas, auteur de l'ouvrage le plus complet sur la période, peut à juste titre le définir comme le « film posthume du Front populaire » (1).

Pendant la guerre, bon nombre de cinéastes ont été résistants, bien peu ont résisté en tant que cinéastes. Les deux principaux films tournés à ce titre sont *La vie est à nous* de Paris, images collectées par de multiples équipes d'opérateurs dans la capitale insurgée, et *À travers l'orage*, version tardive établie par Le Chanois, victime des nombreux revirements politiques de l'après-guerre, à partir de prises de vue dans le Var (2). Ils ne figurent pas dans la rétrospective Cinémémoire, où on trouve en revanche deux courts-métrages, *Dix minutes avec les FFI et RS, autour d'un maquis*, tous deux de 1945, qui ont l'intérêt de présenter une image beaucoup plus simple et directe de la Résistance que la future rhétorique grandiloquente du « parti des fusillés ».

Si, durant l'Occupation, on a peu filmé dans les milieux résistants, et si singulièrement communistes — du moins à des fins militantes — on y a en revanche beaucoup parlé de cinéma. Une série d'organisations gigognes, s'emboîtant plus ou moins bien au gré des fluctuations politiques, mais dans la même époque et, sur le pénible épisode de l'épuration, ont continué

après la Libération. Avec pour objectif la réorganisation des professions, sur une base syndicale plutôt que politique ou esthétique.

Aucun équivalent du néoréalisme italien ne verra le jour en France le lendemain de la guerre et, à quelques exceptions près (de *Il Lupo* à *Resnais* en passant par Méville), les choix stylistiques élaborés avant-guerre, et qui s'étaient maintenus sous l'Occupation, tiendront le rôle du pavé jusqu'au grand chamboulement de la nouvelle vague. Mais se met en place une structure corporative régénérant le monde du cinéma, sous la férule du syndicat des techniciens, l'homme fort sera le réalisateur Louis Daquin, communiste à l'insupportable orthodoxie. Elle se perpétuera dans les années jusqu'en 1968, qui verra la création de la Société des réalisateurs de films.

Malgré l'immense sympathie dont les communistes jouissaient parmi les intellectuels durant la décennie qui suit la Libération, on chercherait en vain un « cinéma français communiste » dans les années 45-55. L'activisme se résume principalement à la diffusion de films soviétiques, et les grands classiques des années 20 et 30, souvent révisés par une censure dont on a oublié combien elle fut répressive, tatillon et absurde. Parmi la douzaine de films militants réalisés à l'époque, on ne verra pas au Palais de Tokyo, ni d'estompage, l'inévitable monument au culte de la personnalité, *L'Homme que nous aimons le plus*, réalisé en 1949 sous la direction du critique et historien du cinéma Georges Sadoul pour témoigner de l'enthousiasme du peuple français à l'égard des soviétiques dix ans après la victoire.

On verra en revanche, parmi les films présentés à Cinémémoire, *La Grande Lutte des mineurs*, consacré aux grèves de 1948 (avec un commentaire satirique de Roger Vailland), et, dans une version pour la première fois reconstituée grâce à des images retrouvées par Claude Thébaud à Moscou, *Vivent les dockers*, réalisé par Robert Menegoz en 1951. Cette évocation enflammée de la grève des ports mêle les revendications syndicales au combat anti-impérialiste, à la lutte contre les Américains et contre la guerre d'Indochine.

Sur un sujet voisin, on a beaucoup parlé il y a trois ans de *Rendez-vous des quais*, de Paul Carpis, qu'on a cru longtemps disparu, victime de la censure — et aussi des revirements politiques du parti, selon l'enquête menée par Marc Vernet pour la revue *Cinéma-thèque*.

Mais le principal enjeu de l'époque sera, le nouveau, corporatiste : passé les douleurs de l'exil et les tragédies engendrées par les lois antijuives, le cinéma français avait plutôt bien vécu l'Occupation — et d'ailleurs guère plus compromis que les Allemands qu'il ne les combattait. Il avait souffert de l'absence de concurrence des cinémas étrangers, du premier chef américain. Lorsque, en mai 1946, l'ancien leader du Front populaire signe les accords Blum-Byrnes qui autorisent l'entrée en France des productions hollywoodiennes, le PC utilise avec succès cette menace dans le cadre de la guerre froide qui commence (3).

Grande effervescence dans le Landreau du cinéma. Le 1er janvier 1948, les professionnels de la culture, Jean Marais, Simone Signoret, Madeleine Sologne en tête. A la suite d'un appel au soutien financier du public (sous forme de souscription) par Micheline Presle et François Périer, Cinémémoire présente un témoignage instructif : un appel à la mobilisation lancé par le comité Yves Deniaud. Ses discours, qui défendent les valeurs du cinéma national et pourfendent, non sans raison d'ailleurs, la volonté hégémonique de Hollywood, se retrouvent, parfois pour mot, dans les mêmes protestations des professionnels français.

J.-M. F.

- (1) Quinze ans d'années 30, film de...
- (2) Dans le numéro 1 (mai 1992) de la revue Cinéma-thèque, Sylvie Lindeperg a reconstitué les divers aspects du film.
- (3) A lire, sur cette période, le *Cinéma français depuis 1945* de René Prédal, chez Nathan, et le tome 1 du *Cinéma français* de Jacques Siclier, chez Ramsay.

Fiancée à Bob, le trésorier du groupe, elle se retrouve seule après la débâcle et se fait le soutien de Jacques (Jean-Louis Barrault), sculpteur-président du club qui a perdu la vie à la guerre. Lorsque Bob, libéré d'un camp de prisonniers, réapparaît, il comprend que Geneviève est indispensable à Jacques et s'efface discrètement. Les hommes aussi savent se sacrifier.

Bizarrement, on retrouve encore le thème de la cécité, à même un sculpteur aveugle, dans *Donne-moi les yeux*, réalisé par Sacha Guitry en 1943 (mais qui ne figure pas dans la sélection de Cinémémoire). Moins anecdotique est la constante, dans la production de ces années, de l'opposition entre la femme exemplaire dans ses sentiments comme dans sa conduite, et la femme frivole, volage, irresponsable. Les trajectoires parallèles du genre de prostituées ont, elles, tendance à s'effacer.

Dans *Premier bal* que Christian-Jaque tourne, en 1941, dans la région de Saint-Jean-de-Luz, les deux archétypes sont des sœurs : Nicole, jeune fille simple, proche de la nature et des animaux (Marie Déa), et Danielle, tout occupée de ses toilettes et de son maquillage (Gaby Sylvia). Elles aiment le même homme (Raymond Rouleau). Il épouse la frivole. Trois ans après, celle-ci part avec un autre et demande à sa sœur de la remplacer à son foyer, auprès de son enfant. Lorsqu'elle revient, repentante, sa sœur n'aura pas à se sacrifier : un jeune vétérinaire (François Périer) l'attendait patiemment.

Dans *Le Crime de M. Lange* de l'Occupation et du régime pétainiste, on ne se sacrifie pourtant jamais en vain. Mais s'il n'est pas présenté au Palais de Tokyo, on rappellera *La Voile bleue* de Jean Stelli (1942), énorme succès commercial, avec Gaby Morlay en vengeur irréprochable. Et, très adroitement, le « poétique » d'avant-guerre — par Vichy comme « démodé », — est révisé par Christian-Jaque qui, dans *Voyage sans espoir* (1943), voue lui aussi une héroïne à un destin sacrificiel. Geneviève Renant, dans le cabaret, maîtresse d'un bandit évadé, évoque, en ciré noir, la Michèle Morgan de *Quai des Brumes*. Elle vit dans un monde de luxe et de confort, par une mort et pour elle rédemptrice, le salut d'un caissier de banque qui devient un hors-la-loi (Jean Gabin), chevelure brune, air de chien battu, après *l'Eternel retour*.

Première mise en scène cinématographique de Pierre Blanchard, *Le Crime de M. Lange* (1942) est la dernière modernisée et située dans la région d'Arles, de la pièce de Tourgueniev *Un mois à la campagne*. Marie Déa y est une épouse bourgeoise tentée par l'adultère avec le précepteur de son jeune fils (le gamin, ou on sait trop pourquoi, est une gamine en travesti, Carletta, sœur de la vedette Louise Carletti). Il ne faut rien moins, dans le dernier tiers du film, qu'un rêve horrible (avec scènes au ralenti) pour que la pécheresse — en pensée — fasse son examen de conscience et

renonce à l'amour d'un homme. Les hommes, eux, ne sont pas si faciles.

Et dans *Bonsoir mesdames, bonsoir messieurs*, écrit et réalisé par Roland Tual en 1943 sur un scénario de Michel Desnos et de Claude Marcy (la compagne d'Henri Jeanson), Gaby Sylvia, l'autre sœur de *Premier bal*, interprète une jeune femme farfelue, jouant au jeu de l'imposture dans les coulisses d'une station radiophonique. Desnos, l'ex-surréaliste, inventait la fantaisie de la « comédie américaine » dont, par ailleurs, *L'honorable Catherine de Médicis* (1942) donnait une reproduction très appréciée.

Dans trois films policiers produits par Continental Films d'après des romans de Simenon, Albert Pré-Jean fut le plus improbable commissaire Maigret qu'on ait jamais vu. La série se terminait avec *Les Caves du Majestic*, de Richard Pottier (1944). Charles Spaak, incarcéré à Fresnes par la Gestapo qui recherchait son frère, en terminant l'adaptation et les dialogues sa cellule, mais le seul héritier du film tient à une improbable galerie de personnages qui revivent l'époque.

On trouve beaucoup plus surprenant, dans le cinéma de l'époque, *l'Escalier aux fins* de Georges Lacombe (1943), sur le thème récurrent de la rédemption obtenue par l'amour. Madeleine Renand, palefrenier d'une boîte de nuit et amant de l'écurière aux allures de Colette Darfeuil, Ferny Fresnay, une assistante sociale (Madeleine Renand) qui cherche à le ramener dans le droit chemin. Elle a une sœur ingénu (Suzy Carrier) qui, par un sourire et des mots tendres, fait du mauvais garçon un homme raisonnable et un futur époux soumis.

Mais, pied-de-nez à l'ordre moral, la boîte de nuit est plus attrayante que le dispensaire, et l'assistent sociale est en butte aux réticences des habitants d'une banlieue sordide dont elle monte les échecs prolétaires comme les marches d'un calvaire. Les pauvres ne peuvent se contenter de bonnes paroles, et tout va à l'eau, à l'échec, à la fin des temps, à la fin.

La censure du gouvernement de Vichy avait, plusieurs fois, tenté des changements, et à la fin du dialogue la censure avait été supprimée. Mais les deux admirables films de Jean Grémillon, *Lumière d'été* et *Le ciel est à vous*, Madeleine Renand est ici une femme de devoir à qui l'amour, pour une fois, passe sous le nez, sans contrepartie : un cas inhabituel de sacrifice.

JACQUES SICLIER

(1) Cf. Henri Amoureux : *La Grande Histoire des Français sous l'Occupation*, tome II, juin 1941, pages 173 à 177. Editions Robert Laffont.

* La nouvelle donne du cinéma français sous l'Occupation (1940-1944). Les 13, 14 et 15 novembre au Palais de Tokyo.



Simone Renant et Jean Marais dans « Voyage sans espoir », de Christian-Jaque, 1943.



Georges Flamant et Viviane Vénus dans « Vénus aveugle », d'Abel Gance, 1940.

mand m'a proposé de réaliser un épisode d'une série télé internationale baptisée *Erotikon*; je le ferai peut-être.

— Le programme du Festival d'Orléans comporte une « section Oshima ». Vous avez choisi ces dix films, dont un seul de vous ?

— Non, il s'agit d'une sélection parmi les lauréats du prix décerné chaque année par l'Association des réalisateurs de premiers films. Il se trouve que j'en ai été le premier lauréat en 1960, pour *Contes cruels de la jeunesse*, et que je suis désormais président de cette Association. Je voudrais bien quitter ce poste, mais il y a l'heure actuelle un combat très important sur le droit d'auteur, ce n'est pas le moment de se défaire. Il faut mettre fin au régime du copyright, qui fait que tous les droits appartiennent au producteur.

— Vous avez été très en pointe du mouvement de destruction des studios. Vu l'état actuel du cinéma ici, pensez-vous qu'il serait mieux de le réformer plutôt que de le détruire ?

— Non. D'ailleurs nous avons effectivement détruit le

système des studios, mais pas les studios eux-mêmes. Ils restent très puissants dans la distribution et l'exploitation, mais ils ne produisent plus. Ils n'engagent pas de réalisateurs, la situation est très dommageable pour les techniciens. C'est la faute des studios si les films japonais sont si mauvais. Mais autres parce qu'ils faussent le marché, en pratiquant la méthode des billets prévendus : tous les employés des grandes compagnies auxquelles ils sont liés sont obligés d'acheter des billets, mais pas du tout d'aller ensuite voir le film. On peut ainsi annoncer des succès avec des films nuls, qui ont été projetés devant des salles vides.

— On ne voit plus guère de documentaires, alors qu'on en tournait au Japon d'excellente qualité.

— Il y a au Japon un problème dramatique de négation de la réalité, dont la manifestation la plus sensible est l'amnésie volontaire sur ce que le pays a fait pendant la guerre. Il n'y a presque plus de bons documentaires parce que les jeunes Japonais ne s'intéressent plus à la réalité japonaise. Ils s'intéressent à l'argent. Mais l'argent est invisible, il est très difficile de le filmer. »

les écrans japonais l'impression que l'idée même du cinéma est en danger d'oubli face aux lois de la série TV et du *reality show*, les représentants de ce courant « engagé » (l'immigration et les tabous sur l'homosexualité paraissent pour l'instant les thèmes principaux) prouvent au moins une volonté de ne pas fermer les yeux.

« Comment sont produits vos films ?

— J'ai expérimenté toutes les méthodes : en indépendant absolu, au sein d'un studio, dans le cadre d'une coproduction internationale (un cauchemar) et, pour *About Love, Tokyo*, une forme d'une coproduction entre ma petite société, la multinationale Pioneer et un riche particulier, avec le soutien d'une subvention du ministère de l'Éducation nationale, qui venait d'être créée. Je ne suis satisfait d'aucune de ces solutions. Je suis réalisateur, j'aimerais me consacrer à la mise en scène, mais il est presque impossible de trouver un vrai producteur, alors je suis obligé de m'occuper de ces questions qui me fatiguent et ne m'intéressent pas.

— Vous êtes-vous jamais senti engagé ?

— Je ne sais plus. J'ai été un activiste étudiant dans les années 60, ensuite je me suis rendu compte combien la politique réelle était inhumaine. Je ne crois plus que les politiciens puissent faire le bonheur des gens. Évidemment, mes films sont toujours inscrits dans des relations sociales, même s'ils n'ont pas une finalité politique, sinon de refuser d'obtempérer à ce proverbe japonais qui recommande de « mettre le couvercle sur les choses qui puent ». Je ne supporte pas ce genre d'hypocrisie, qui n'est pas particulière au Japon. Mais je crains que le cinéma ne soit plus assez puissant pour

prétendre être engagé, au sens où il pourrait changer la société.

— Comment expliquez-vous le déclin du cinéma ?

— Je crois que les pays de la tradition cinématographique, le Japon, la France, la Russie, l'Italie, l'Allemagne (les États-Unis également, mais d'une façon différente), sont en déclin. Je ne sais plus quel film ils doivent réaliser. Peut-être est-ce l'époque de la vidéo qui a dévotement dévotement cinématographiques, comme si la matière même s'était usée, comme si elle avait épuisé d'une façon naturelle. Alors que dans des pays plus « jeunes » en ce domaine, tels que la Chine ou en Afrique, on voit que le regard d'un cinéaste, s'il est doué, trouve presque naturellement quoi filmer.

— Au Japon, nous vivons écrasés sous les grandes ombres d'Ozu et de Mizoguchi, que nous ne pouvons ni renier ni imiter. Ils étaient des génies, mais ils travaillaient dans une époque qui était véritablement propice au cinéma. C'est pourquoi leur exemple ne sert pas à grand-chose. Il faut inventer une manière de filmer qui corresponde à la fantastique accélération de l'époque.

— Les cinéastes d'aujourd'hui ne posent pas ce genre de question : j'ai assisté à un colloque à Venise où il n'était question que de réglementations du monde entier que du réglementations du monde entier. Le plus grave problème n'est pas là. Pourtant, je ne suis pas déprimé. Il me suffit de voir *Stranger Than Paradise* de Jarmusch, *Bouge pas, mort, resuscite* de Kanevski ou la *File aux dévotions* de Kurosawa pour me dire que des solutions existent. »



Shohei Imamura : « L'époque est trop confuse pour être filmée »

Comme Oshima, comme également Yoshida, jadis auteur du brûlot avant-gardiste *Eros+massacre* et qui attend lui aussi depuis des années l'argent pour un film consacré à l'histoire du cinéma (*La Lumière des roses*, sur les opérateurs des frères Lumière qui vinrent filmer le Japon; le réalisateur de *La Ballade de Maryama*, né en 1926, appartient à la génération de la « nouvelle vague » des années 60. Comme eux, depuis *Pluie noire* en 1989 — film splendide, échec commercial total — il peine à monter un nouveau film. Le tournage d'un projet prévu pour le printemps dernier a avorté au dernier moment. Imamura a mis le scénario de côté, en a écrit un nouveau. Surtout, il dirige une école de cinéma qui tente d'assurer la relève, de parler sur l'avenir, même si désormais lui-même ne filme plus que le passé.

« Comment fonctionne votre école ?

— Elle accueille aujourd'hui six cents étudiants, formés dans les différents domaines correspondant aux différents métiers techniques, et aussi à l'interprétation, à l'écriture de scénario et à la mise en scène — par exemple l'auteur et l'acteur principal de *Kohji's Race* (en compétition à Orléans) viennent de là. Un grand nombre d'équipes de tournage qui travaillent au Japon sont composées d'anciens élèves. J'avais prévu de passer à la vitesse supérieure en créant une université de cinéma; le projet a été ajourné, mais non annulé, après l'explosion de la « bulle » financière.

— Que s'est-il passé avec votre précédent projet ?

— C'était une histoire située, avant guerre, dans le quartier des plaisirs de Tokyo, qui devait s'intituler *Imagination à propos des fleurs de cerisier de Shinjuku*. C'était un film très cher, et le producteur n'est pas parvenu à trouver l'argent. Aujourd'hui, il faut demander les fonds à des entreprises (*Pluie noire* a été financé par une société pharmaceutique), et c'est devenu très dur.

Le film que je prépare à la place, *Le Médecin du foie*, sera meilleur marché, et j'ai bon espoir de réunir le financement pour commencer à tourner l'été prochain.

— Quel est le sujet de ce film ?

— L'histoire se déroule durant les derniers mois de la guerre, le personnage principal est un médecin de province qui découvre la multiplication subite des maladies de foie chez les Japonais à cette époque. Il y a aussi un prisonnier de guerre hollandais qui travaille comme bagnard aux aciéries voisines, et une jeune veuve de guerre qui, après s'être prostituée, devient infirmière dans le dispensaire du médecin. Le scénario est inspiré d'une nouvelle de l'écrivain Ango Sakaguchi, qui a aussi publié un *Traité de la déchéance*. C'est exactement de ça qu'il s'agit.

— Après avoir été un témoin très attentif et très critique de votre temps, pourquoi vous consacrer depuis dix ans à des sujets historiques ?

— Je trouve le monde d'aujourd'hui trop confus, je ne saurais plus quoi filmer. Pour comprendre le Japon actuel, je crois qu'il faut retourner dans le passé et descendre dans les profondeurs, dans les racines, dans les racines, de l'époque où est né le pays tel qu'il est aujourd'hui.

Le drame du Japon est qu'on y trouve belles les situations floues, on préfère les questions sans réponses. Ainsi de l'époque de la guerre, qu'il s'agisse des atrocités commises dans les pays conquis ou de la prostitution organisée par l'armée (sujet auquel Imamura a consacré deux films), mais des actualités scandaleuses politiques, où tout le monde prend soin de rester à la surface des problèmes. C'est la même chose dans le domaine du cinéma : le système des studios n'a été que partiellement détruit, nous sommes restés dans une situation ambiguë. »



Fumiki Watanabe : « Si ma femme est partie, si j'ai perdu ma maison... »

Malgré son patronyme de « M. Tout-le-Monde » nippon et sa bonne bille rondouillarde, il incarne le résistant, le cas improbable et fascinant du solitaire qui pratique un cinéma de la survie, exigeant, passionnant — l'équivalent, dans des conditions encore plus difficiles, d'un Moretti en Italie, d'un Leduc en Mexique, d'un Monteiro au Portugal. A trente-neuf ans, Watanabe a réalisé trois films remarquables (*Le Répétiteur*, 1987, *Made Movie*, 1989, *Zazambo*, 1991) où il fait tout — production, scénario, mise en scène, prise de vues, rôle principal, montage, musique et distribution — dans et sur la petite ville de province où il habite et passe sa vie en donnant des cours particuliers. Éclairé d'une manière singulière, il filme des films ou dernier représentant d'une espèce en voie de disparition ? De la réponse à cette question dépend peut-être l'avenir d'un cinéma qui ne serait pas seulement une usine à produits audiovisuels. Elle ne serait que le Japon.

« Comment sont nés vos films ?

— Ils s'inspirent de faits réels, auxquels j'ai été mêlé, dans la ville de Fukushima où j'habite. Les interprètes sont des amateurs, mais les véritables protagonistes. Les premiers films étaient proches du documentaire pris sur le vif; *Zazambo*, j'ai pu mieux maîtriser le style, mais il y a toujours une part importante d'improvisation, dans les conditions de tournage.

Zazambo est aussi le premier film pour lequel j'ai reçu une aide financière de l'extérieur, du studio Shochiku, sur la foi du scénario. Lorsqu'ils ont vu le film terminé, ils n'ont pas voulu le sortir. Alors, pour leur racheter les droits de diffusion, j'ai hypothéqué ma maison et le petit terrain que je possédais, et avec l'argent des cours que je donne, je loue des salles de cinéma pour montrer le film. Les précédents n'ont pas eu de succès en salle, sauf dans la région de Fukushima, mais les droits vidéo ont rapporté un peu d'argent, ce qui me permet de continuer.

— Vous faites du cinéma politique ?

— La politique m'intéresse, j'ai participé aux mouvements étudiants des années 70, mais je ne crois pas que ce genre d'activisme puisse changer la société, et encore moins l'action terroriste. Je crois qu'il faut s'intéresser à la vie des gens, ne parler que de ce qu'on connaît bien, essayer d'expliquer ce qui se passe. J'ai appris le cinéma seul, en autodidacte, et je n'ai pas de théorie à ce sujet, seulement l'enthousiasme, le besoin de filmer.

— Mes films montrent que, si le Japon a beaucoup changé en surface, les règles archaïques restent fortes. Ce sont des lois non écrites qui

survivent à travers les époques, à travers les changements, à travers les révolutions, à travers les répressions débouchant sur des tragédies, comme celles que j'ai vues dans mes films. Ces phénomènes sont plus visibles en province que dans les grandes villes, où le vernis occidental masque mieux la réalité.

— Quels sont vos rapports avec les autres cinéastes japonais ?

— Je n'en ai pratiquement pas, je suis en conflit avec eux, je suis un marginal complet dans le cinéma japonais. Mon film *Home Movie* a reçu le prix de l'Association des réalisateurs (il est présenté à Orléans), mais j'ai été moi-même interdit d'adhésion à l'Association. Je voulais y entrer pour déboulonner Oshima. Je considère qu'en cessant de s'intéresser aux problèmes réels pour ne plus filmer que des questions personnelles il a été le fossoyeur du cinéma japonais, il a tué l'esprit de Mizoguchi et d'Ozu et est devenu pour cela l'ennemi à abattre. En fait, ce sont surtout ses imitateurs les coupables, mais il a symbolisé une dérive.

— Avez-vous un projet de film ?

— Je vais raconter l'histoire de mon grand-oncle, qu'on a appelé à l'époque « le petit homme rouge » : il a été le premier moine bouddhiste à adhérer au Parti communiste japonais. Dans les années 10, il a lancé une bombe dans un palais à Hirohito, le prince héritier, ce qui lui a valu d'être interné en hôpital psychiatrique. Cette histoire m'intéresse parce qu'elle concerne mes ancêtres, mais aussi parce que je ne l'ai apprise qu'il y a deux ans, ce qui prouve combien ce pays a le goût du secret, à quel point on y dissimule le passé. Le film ne sera pas une reconstitution d'époque, mais un film contemporain montrant la recherche difficile, aujourd'hui, d'événements historiques que l'on a voulu occulter. Malgré la démocratie, le système impérial domine encore au Japon, et tous les maux viennent de là.

— Cet isolement et ces difficultés matérielles ne vous paraissent-elles pas pénibles ?

— Je vais peut-être perdre ma maison, ma femme m'a quitté, je suis obligé de donner douze heures par jour pour pouvoir produire mon nouveau film... Parfois je suis écrasé par le désespoir. Grâce au cinéma, je peux surmonter ces crises; la manière dont je le pratique me permet de garder un lien avec le monde tout en restant solitaire — je suis un incurable timide. Le cinéma est mon moyen dont je dispose pour essayer de réveiller les gens. »

JEAN-MICHEL FRODON



Mitsuo Yanagimachi : « L'épuisement d'une ressource naturelle »

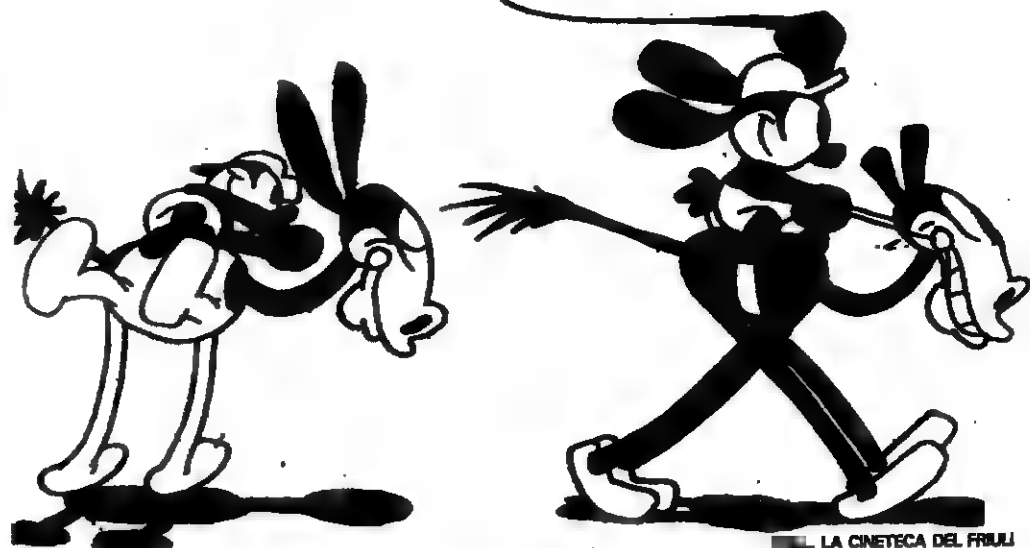
A la différence de leurs aînés, les plus intéressants parmi les réalisateurs des générations suivantes préfèrent braquer leur caméra sur leur époque. Ainsi Yanagimachi (quarante-sept ans), révélé en Occident par son long-métrage, *Les Feux de Himatsuri*. Même si cette attention à l'actualité prend parfois le pas sur la qualité de la réalisation, comme dans le dernier film de ce cinéaste, *About Love, Tokyo* (vu au Festival de Venise, et qui traite de la sort des immigrés chinois au Japon), même si on éprouve souvent devant

CINÉMA

PORDENONE

Les Journées du cinéma muet

L'OR DU SILENCE



« The Egg Chase », de Walt Disney, 1928.

PORDENONE
correspondance

DANS l'Adieu aux armes de Hemingway porté à l'écran en 1932 par Frank Borzage, le lieutenant Frederick Henry (Gary Cooper) répond au major Rinaldi qui veut lui prêter de l'argent : « Gardez-le. Tu en auras besoin. Il sera là pour avoir Villa Rinaldi à Pordenone. » Juste retour des choses : les organisateurs des onzièmes Giornate del cinema muto rendaient cette année hommage à Frank Borzage dans cette petite ville du Frioul qui est devenue pour les amateurs du cinéma muet ce qu'est Bayreuth pour les wagnériens.

La nuit du 4 novembre du Théâtre Verdi (menacé de démolition), les films sont proposés dans des restric-

Ancêtre et pionnière de la reconquête du patrimoine cinématographique, Pordenone, petite ville italienne du Frioul où viennent de se dérouler les XI^{es} Journées du cinéma muet, offre chaque année davantage d'afficionados. Cent vingt mille mètres de pellicule ont été projetés, des films flamboyants de Frank Borzage aux exploits animés du Disney des premiers âges, en passant par la copie teintée de « la Chute de la maison Usher » retrouvée chez un collectionneur japonais.

incontestablement, l'héritage de Gaumont fut la présentation de ce qui reste de l'œuvre de Frank Borzage, vingt-quatre films (complets ou en fragments) sur les cinquante qu'il a dirigés de 1915 à 1929.

Premier triomphateur aux Oscars en 1927 avec l'Heure suprême, classé deuxième derrière King Vidor et Lubitch en 1928, lors d'une enquête auprès de cinquante réalisateurs hollywoodiens, Borzage fut élu l'un des plus grands cinéastes américains jusqu'à dans les années 50 par des critiques aussi différents que le communiste Georges Sadoul, le catholique Henri Agel ou le surréaliste Ado Kyrö, séduits par son attention aux personnages humbles, ses thèmes spiritualistes et sa peinture de l'humour fou. Une œuvre établie et en perspective (épreuve souvent ratée

térisation des personnages et de la direction d'acteurs, Borzage parvient à éviter l'emphase ou le pathos appuyé dans ses mélodrames qui sont marqués par l'absence et le passage du temps. Dans l'Heure suprême (1927), Chico, parti à la guerre et tenu pour mort au combat, communique par télépathie, chaque jour à la même heure, avec sa femme. Dans Lucky Star (1929), un homme paralysé par la grippe en 1914 et rendu paralysé (les séquelles de la Grippe de 1918) sont omniprésentes

l'œuvre de Borzage) réaffirme l'usage de son sens de la présence de la femme de sa vie. Dans la Femme au corbeau (1928), John, mort de froid dans la neige, revient à la vie lorsque Rosalie lui offre enfin son amour pour lui. Les trois derniers films, auxquels il faut ajouter l'Ange de la rue (1928), marquent l'apogée du cinéaste. Ils confirment que le cinéma muet est la forme artistique à n'avoir jamais connu de déclin, stoppé qu'il fut, à l'arrivée du parlant, en plein épanouissement esthétique.

Chez Borzage, la beauté plastique des plans, la maîtrise des éclairages, la complexité des mouvements d'appareil (dans l'Ange de la rue) ont la force de la musique qui accompagne les livrets des films lyriques. Ses histoires de régénération spirituelle (Borzage franco-maçon) nous touchent encore aujourd'hui. Le prétexte littéraire ne cesse transcender par la magie du style et les vibrations des comédiens sans pair, en particulier Janet Gaynor et Charles Farrell, ses interprètes fétiches. L'exergue de l'Ange de la rue nous avertit : « Parquer devant nos âmes qu'on grandisse l'amour et l'adversité. » C'est le génie de Frank Borzage à les avoir fait exister.

MICHEL CIMENT



Janet Gaynor et Charles Farrell : « l'Heure suprême », 1927.



Mary Duncan et Charles Farrell : « la Femme au corbeau », 1928.

tion : deux heures quarante au total, représentant une heure de projection, soit vingt mille mètres de pellicule, à huit heures du matin à minuit pendant une semaine. Les Journées du cinéma muet ne sont pas seulement une cure pour glorieux optiques mais un lieu de rencontre essentiel qui a fait des disciples (« CinéMémoria » à Paris), une manifestation qui encourage la recherche de films perdus, stimule les archives du cinéma entier rivalisant désormais pour retrouver un patrimoine longtemps négligé, permet la publication d'ouvrages savants sur les premières années du

Ainsi, la décision de programmer une rétrospective des films de la maison Eclair qui, dans les cinq années précédant la première guerre mondiale, concurrença les deux grands de la production française. Pathe à Gaumont, a conduit les services des Archives du film de Bois-d'Arcy à entreprendre un ample programme de restauration. Elle a ainsi amené la Cinémathèque néerlandaise, riche en primitifs français, à ouvrir ses collections.

Si la maison Eclair elle-même, aujourd'hui spécialisée dans l'équipement des laboratoires, n'a pas participé à cet effort, elle représentait à peu près l'ampleur d'une production qui allait des films scientifiques (l'Ecrevisse, le Poisson-torpille) aux comiques (Gervais, Gavroche, Pétronille), du film d'essai (Gervais, le maître des forges), au film bourgeois. Et surtout au film inspiré par les romans littéraires, que ce soit les aventures du détective Mark Carter ou la série des Zigomar où un criminel intrépide et immoral affronte le chef de la police Paulin Broquet, ou l'œil du réalisateur Victorin Jasset. Le succès commercial d'Eclair, même si les comiques ne rivalisaient pas avec Max Linder ni les romans avec le roman de Feuillade, fut tel que la compagnie ouvrit des studios à Fort-Lee dans le

New-Jersey, où travaillaient aussi bien Maurice Tourneur qu'Emile Cohl (1). Quant à la Gaumont, elle présentait à Pordenone un étonnant court-métrage en couleur de 1912, splendide restauré, comme pour rappeler opportunément sa prééminence technique en ces temps lointains.

Autre découverte majeure à Pordenone : la collection Tomijiro Komiya. Dans un Japon qui ne s'est jamais beaucoup soucieux de son passé cinématographique, le propriétaire d'un restaurant de Tokyo, un homme fou des divas italiennes et de l'avant-garde française, a accumulé des trésors pendant les années 20. Inconnue de tous, sa collection fut confiée en 1988 au Musée d'art moderne de Tokyo qui a choisi les journées du cinéma muet pour lui révéler à un public stupéfait. C'est ainsi que l'on a pu voir, dans des copies d'une qualité inégale, Gardiens de phare, de Grémillon, la Chute de la maison Usher, d'Epstein, et la Nuit de la Saint-Sylvestre, de Lupu-Pick, avec leur teintage d'origine. l'état de leur noir et blanc et la virtuosité de leurs réalisations esthétiques.

En même temps, les Journées du cinéma d'animation ne sauraient dorénavant ignorer les huit premières années de la production Walt Disney, cette période où un jeune homme ambitieux affronta le caractère de son art. Ces films muets d'avant la naissance de Mickey témoignent d'une invention, d'un rythme et d'une impertinence qui allaient avec la production tardive plus sucrée et aux couleurs du futur oncle Walt. Et la volonté de son premier entraîneur, le lapin Oswald, la suite avait le visage d'une très humaine enfant, Virginia Davis (aujourd'hui séduisante vieille dame, présente à Pordenone), qui incarne la petite Alice perdue au pays des merveilles des figures animées. Disney, plus de cinquante ans avant Roger Rabbit, avait en effet mêlé les personnages et animés, pour créer une série de variations aussi poétiques que loufoques (2). Mais

aux films qui ne vivent que dans le souvenir, l'œuvre justifie une telle réputation.

Le père de Borzage (prononcer Borzagni) était originaire de Trente à quelque 300 kilomètres de Pordenone. Ouvrier dans la construction, il émigra aux Etats-Unis et s'installa dans la région de Salt-Lake-City. Elevé dans une famille de quinze enfants, le jeune Borzage (de son vrai nom Borzagni) devint le premier grand réalisateur italo-américain, avec Capra (3). Acteur de théâtre à quatorze ans, il débuta au cinéma comme jeune premier à dix-neuf ans en 1913, avant de se diriger lui-même dans une série de westerns deux ans plus tard. Le cinéma, au jeune, accueillait alors volontiers des débutants précoces, mais la maturité de Borzage n'en frappe pas moins dans ses bandes dessinées (The Pitch O'Chance, Until they Get Me) où l'humour, l'importance accordée aux détails, la vivacité des interprètes annoncent déjà les chefs-d'œuvre futurs.

Son premier coup de maître fut Humoresque, en 1920, dans le ghetto du Lower-East-Side de New-York. Ce film, qui a fait remarquer par la critique, est d'un comique par un personnage de mère, dans l'amour pour son fils inspire particulièrement le réalisateur en scène. La rétrospective a permis de corriger une vision trop unilatérale de son œuvre. Il est certes le maître du mélodrame, le Puccini du cinéma, mais il maîtrise aussi dans la mesure où les différences de classes, problèmes sentimentaux, malentendus sont traités avec du mélo, mais inversés, avec un mélo jour. Dans The Circle (1925), par exemple, d'après une pièce de Somerset Maugham, Borzage fait passer d'un rythme et d'une précision quasi lubitschiens dans son évocation des relations conjugales. Et Lazybones (1925) offre une scène dans un cadre champêtre, avec le portrait d'un personnage invétéré qui s'éprend de sa fille adoptive. Mieux de la civilisation.

(1) L'Association française de recherche sur l'histoire du cinéma a consacré le n° 12 de sa revue, 1895 à Eclair, 1907-1918. Le Musée d'Orsay reprendra bientôt la rétrospective de Pordenone.

(2) Sur les films muets de Walt Disney, lire Walt Disney in Wonderland, publié en édition bilingue (anglais-italien) par les Giornate del cinema muto et Edizioni Biblioteca dell'Immagine.

(3) Sur Borzage, on pourra lire la monumentale biographie critique d'Henri Dumont qui sera publiée en avril 1993 par la Cinémathèque française, à l'occasion d'une rétrospective consacrée (muet et parlant) à l'œuvre du réalisateur.

Handwritten note in Arabic script: "فيلم من 1928"

DE LA SEMAINE

MUSIQUE

Classique

Mercredi 4 novembre

Schumann
Carnaval de Vienne
Studios de concert op. 10
Carnaval
Nikita Magaloff (piano).
Philippe publie la quasi-intégrale Chopin que Magaloff a enregistrée à Amsterdam dans les années 70. Arkadia quatre disques compacts d'enregistrements publics (concertos de Schumann, Tchaïkovski, Rachmaninov, etc.), Piano « le rétro pour un rétro intégrallement consacré à Schumann : à quatre-vingts ans, Nikita Magaloff est enfin reconnu à sa juste valeur. Il joue Schumann, mais il aurait pu jouer tout autre chose. Son répertoire est, en effet, le plus étendu connu.
Salle Pleyel, 20 h 30. Tél. : 45-63-88-73. De 110 F à 360 F.

Jeu 5
Messiaen
L'Ascension
Et Especto Restaurantem Mortuorum
Orchestre de Paris, Gilbert Amy (direction).
L'homme à Messiaen se poursuit avec ce concert dirigé par le compositeur Gilbert Amy. D. ce compositeur-là sait diriger !
Eglise de la Trinité, 20 h 30. 120 F.

Fauré
Mélodies
Nocturne pour piano op. 33 n° 1
Breville
Harmonie du soir
Debussy
Syrinx
Pour le piano
Mélodies
Ravel
La Fête archaïque
Vendémiaire Dietsch (organo),
Philippe Casand (piano),
Michel Morag (piano).
Un joli programme, bien dans la manière d'Orsay, qui associe les genres, les artistes : une heure et demi de bonheur calme et tranquille. Interprètes parfaits.
Musée d'Orsay, 18 h 45. Tél. : 40-48-48-27. 50 F.

Samedi 7
Bach
Suite pour violoncelle seul BWV 1009
Hindemith
Sonate pour violoncelle seul op. 25

Britten
Suite pour violoncelle seul op. 78
Natalia Gutman (violoncelle).
Tous les violoncellistes seront au Théâtre de la Ville pour assister au récital de Natalia Gutman. Et ce sera, dire si les médailles doivent se précipiter ?
Théâtre de la Ville, 18 heures. Tél. : 42-74-22-77. 75 F.

Milhaud
Quatuor à cordes n° 4
Amy
Quatuor à cordes n° 1, orchestre
Beethoven
Quatuor à cordes n° 13
Quatuor Parité.
Commande de l'Opéra-Bastille, le Premier Quatuor à cordes de Gilbert Amy sera créé par les Parité qui seront désormais les dévoués des violoncelles du compositeur : car, dit, grâce à l'association Pro Quartet, les quatre jeunes violoncellistes ont fait retraite dans un ancien prieuré normand pour travailler l'œuvre avec son auteur.
Opéra-Bastille, 20 heures. Tél. : 44-73-13-00. 95 F.

Mendelssohn
Sonata d'une nuit d'été, extraits
Concerto pour violon et orchestre n° 2
Beethoven
Romance pour violon et orchestre op. 50
Liszt
Concerto pour piano et orchestre n° 1
Les Pédaliers
Régis Pasquier (violin),
Ilya Itin (piano),
Orchestre Philharmonique,
Jacques Houtmann (direction).
Le programme est un peu bateau, mais Régis Pasquier est un violoniste admirable et Ilya Itin un pianiste si bizarre qu'il faut le reconnaître : vainqueur du Concours Casadesu de Cleveland, il n'a pas toujours convaincu les jurés d'autres concours et le public qui a pu l'entendre ici ou là.
Salle Pleyel, 17 h 30. Tél. : 45-63-88-73. De 75 F à 185 F.

Dimanche 8
Yared
Suite des « Cantate Claude »
Legrand
Suite des « Fantômes de Chertbourg »
Ballade de « Un été 42 »
Davis
Passacaille du « Radeau de la Méduse »
Hermann
Concerto ménétre
Danielle Laval (piano),
Orchestre des Concerts Lamoureux,
Carl Davis (direction).
Il est effectivement des musiques de film qui peuvent quitter les salles obscures pour d'autres salles obscures, et des pianistes classiques qui ne craignent pas les jeux en public. Danielle Laval est une aventurière ! Petite devinette : quel pianiste joue le thème entendant de Love Story dans la bande originale du film (et en est pour partie l'auteur) ? Réponse : « Égypte Rachmaninov », beaucoup plus connu pour ses Diabelli de Beethoven publiées chez Lyrinx et ses créations d'œuvres contemporaines que pour ses arpegges lacrymaux.
Salle Pleyel, 17 h 45. Tél. : 45-63-88-73. De 65 F à 180 F.



Gilbert Amy, chef d'orchestre le 5 et compositeur le 7.

Lundi 9

Bach
Concerto pour quatre claviers BWV 1065
Concerto pour deux claviers BWV 1080
Schubert
Fantaisie pour piano à quatre mains D 940
Liszt
Rémémorances de Don Juan
Mozart
Concerto pour trois pianos et orchestre KV 242
Michel Béroff,
Jean-Philippe Collard,
Brigitte Engerer,
Jean-François Heisser,
Jean-Claude Penver,
Bruno Rigutto (piano),
Pascal Fournier (direction).
Ce concert est organisé par les Petits Frères des pauvres. Les pianistes sont excellents, la formation valeureuse, le chef compétent, lorsqu'il ne fait pas son petit numéro.
Salle Pleyel, 20 h 30. Tél. : 45-63-88-73. De 60 F à 250 F.

Mardi 10
Brahms
Ballades pour piano op. 10
Chopin
Sonate pour piano op. 35 « Marche funèbre »
Rachmaninov
Préludes op. 23 n° 2, 4 et 5
Stravinsky
Extraits de Petrouchka
Gregory Sokolov (piano).
Et si l'on déclarait l'année 1993 sans piano ? Ce n'est pas la première fois que le chef britannique fait des indifférences à son orchestre à baroque. Il a même enregistré le Gounod et du Bizet !
Salle Pleyel, 20 h 30. Tél. : 45-63-88-73. De 85 F à 250 F.

Haydn
Symphonie n° 77
Ibert
Hommage à Mozart
Pergolèse
Stabat Mater
Teresa Berganza (mezzo-soprano),
Marie Bayo (soprano),
Ensemble orchestral de Paris,
Christopher Hogwood (direction).
Hogwood avec l'Ensemble orchestral de Paris ? Ce n'est pas la première fois que le chef britannique fait des indifférences à son orchestre à baroque. Il a même enregistré le Gounod et du Bizet !
Salle Pleyel, 20 h 30. Tél. : 45-63-88-73. De 85 F à 250 F.

Haydn
Symphonie n° 77
Ibert
Hommage à Mozart
Pergolèse
Stabat Mater
Teresa Berganza (mezzo-soprano),
Marie Bayo (soprano),
Ensemble orchestral de Paris,
Christopher Hogwood (direction).
Hogwood avec l'Ensemble orchestral de Paris ? Ce n'est pas la première fois que le chef britannique fait des indifférences à son orchestre à baroque. Il a même enregistré le Gounod et du Bizet !
Salle Pleyel, 20 h 30. Tél. : 45-63-88-73. De 85 F à 250 F.

Haydn
Symphonie n° 77
Ibert
Hommage à Mozart
Pergolèse
Stabat Mater
Teresa Berganza (mezzo-soprano),
Marie Bayo (soprano),
Ensemble orchestral de Paris,
Christopher Hogwood (direction).
Hogwood avec l'Ensemble orchestral de Paris ? Ce n'est pas la première fois que le chef britannique fait des indifférences à son orchestre à baroque. Il a même enregistré le Gounod et du Bizet !
Salle Pleyel, 20 h 30. Tél. : 45-63-88-73. De 85 F à 250 F.

Haydn
Symphonie n° 77
Ibert
Hommage à Mozart
Pergolèse
Stabat Mater
Teresa Berganza (mezzo-soprano),
Marie Bayo (soprano),
Ensemble orchestral de Paris,
Christopher Hogwood (direction).
Hogwood avec l'Ensemble orchestral de Paris ? Ce n'est pas la première fois que le chef britannique fait des indifférences à son orchestre à baroque. Il a même enregistré le Gounod et du Bizet !
Salle Pleyel, 20 h 30. Tél. : 45-63-88-73. De 85 F à 250 F.

Haydn
Symphonie n° 77
Ibert
Hommage à Mozart
Pergolèse
Stabat Mater
Teresa Berganza (mezzo-soprano),
Marie Bayo (soprano),
Ensemble orchestral de Paris,
Christopher Hogwood (direction).
Hogwood avec l'Ensemble orchestral de Paris ? Ce n'est pas la première fois que le chef britannique fait des indifférences à son orchestre à baroque. Il a même enregistré le Gounod et du Bizet !
Salle Pleyel, 20 h 30. Tél. : 45-63-88-73. De 85 F à 250 F.

Régions

Lille
Berlioz
Le Carnaval romain
Schumann
Concerto pour piano et orchestre
Debussy
Images pour orchestre
Jean-Marc Lussan (piano),
Orchestre national de Lille,
Kerwin Montgomery (direction).
Retour à Schumann pour Jean-Marc Lussan qui vient d'enregistrer les Joyances de Grandjean pour Deutsche Grammophon. Son jeu est implacable, lyrique, rêveur, emporté parfois jusqu'à faire des embardées. Schumanns quoi !
Le 9, 18 h 30 ; le 10, 20 h 30. Le Nouveau Siècle. Tél. : 20-84-67-00. 130 F.

Jazz

Martial Solal
Un coffret d'œuvres aussi multiples que ses talents de pianiste (du solo au big band, coffret de 5 CD Emel) lui rend un solide hommage. Martial Solal, seul ou accompagné de Le Lann (le plus délicat des trompettistes acrobates) et de Jenny-Clark (que dire encore sur le prince de la contrebasse ?), c'est la certitude d'un plaisir durable, d'une fête de l'intelligence - ce qui n'est pas le lot de toutes les musiques - et d'une grande exactitude poétique.
Le 6, Auditorium des Halles, 21 heures. Tél. : 40-28-28-40. 100 F.

Anthony Ortega
Mannuel Rocheman
Didier Levallet
Saxophoniste mythique qui retrouve une carrière en France, où sa discrétion l'a servi, Anthony Ortega, dit Batman, d'origine mexicaine, Californien élégant, caribéen de pupitre, de studio et d'orchestre, héros méconnu du générique de Gloria (Cassavetes), est en ville, au New Morning, entouré d'une rythmique soignée : Manuel Rocheman (piano), Didier Levallet (basse) et Jacques Mathieu (drums). Rencontre plusieurs fois intéressante : pour revoir et réentendre le mythe en scène, et pour mesurer comment un mythe fait jouer ceux qui l'aiment. En général, mieux qu'il ne se savent capable (1 CD On Evidence, EMI 213).
Le 6, New Morning, 21 heures. Tél. : 45-23-51-41.

Kenny Garrett Group
Le dernier saxophoniste de Miles, celui qui était chargé d'entrer en transe, fait une étonnante carrière avec un groupe tout formé où son rythme Minotaur aux percussions et l'inépuisable Ricky Williams aux tambours. Au mur, les œuvres de M. Miles D., artiste peintre. Il en était fort fier. Le dimanche à midi, dans le même hôtel, Claude Bolling et son génial ensemble (on voit le big band) ont un très inattendu « jazz sur brunch » (mais où vont-ils chercher tout ça ?).
Le 9 et 10, Jazz Club Lionel-Hampton, 12 h 30. Tél. : 40-68-30-42.

Rock

Robert Cray Band
BB King
Le blues dans ce qu'il a de plus civilisé, de plus raffiné. Mais les deux guitaristes, le vieux et le jeune, BB King et Robert Cray, sont de vrais bluesmen, et savent aller jusqu'à la décadence.
Le 7, Zénith, 20 h 30. Tél. : 42-08-60-00. 140 F.

George Clinton
Ancêtre de Prince et de FFF, fils de James Brown, George Clinton vit sur une réputation qu'il se donne parfois la peine de mériter.
Le 8, Elysée-Montmartre, 19 h 30. 120 F.

Peter Hammill
Une semaine après Kevin Coyne, voici Peter Hammill, autre original, autre solitaire, qui va et vient depuis si longtemps entre désespoir et sérénité, qu'on ne le voit même plus passer. C'est sans doute une erreur.
Le 9, Passage du Nord-Ouest, 22 heures. Tél. : 47-70-61-47.

Townes Van Zandt
Petite légende texane, excellent auteur, la réputation de Townes Van Zandt a grandi au fur et à mesure que ses benjamins plus chanceux (Chris Whitley, James McMurtry) multiplient les déclarations d'admiration à son sujet.
Le 10, Passage du Nord-Ouest, 22 heures. Tél. : 47-70-61-47.

Metallica
Le meilleur groupe de heavy metal du monde. Reste à savoir si l'on aime le heavy metal, si le genre ne rend pas claustrophobe, et toutes les questions qui lèvent la tête à chaque fois qu'on parle de Metallica.
Le 10, Palais des sports de Paris-Bercy, 20 h 30. Tél. : 40-02-60-02. 150 F.

Tournées
Etienne Daho
Que l'Odyssée marche ou ne marche pas, le spectacle que propose Daho reste un plaisir constant, une invitation à la danse. Belles lumières, groupe libre et spontané, chanteur dévoué et sûr de lui, une réussite.
Le 5 novembre, Palais des sports de Besançon, 20 h 30, 165 F. Le 6, Palais des sports de Dijon, 20 h 30, 165 F. Le 7, Grenoble, le Stapher, 20 h 30, 170 F.

Les Nègresses vertes
Les Nègresses vieillissent en beauté, sans rien perdre de leur allant, raffinant sans cesse les mélanges imprévus qui ont toujours fait leur charme. En première partie, Princesse Erika, reine des nuits noires parisiennes.
Le 9 novembre, Saint-Etienne, Palais des spectacles, 20 h 30, 100 F. Le 10, Lyon, le Transbordeur, 20 h 30, 120 F.

The Cure
Tel Fernand Raynaud, Robert Smith est heureux. Ce qui donne un groupe en place, complétement et parfois conquis, quel qu'il soit, c'est l'air de la courtoisie avec les jeunes gens bruyants (My Bloody Valentine, Ride) et les coiffeurs du poteau.
Le 11 novembre, Toulouse, Palais des Sports, 20 h, 168 F.

Chanson et musiques du monde

La Java des mémoires
Reprise d'un spectacle plutôt frais, où la chanson française se raconte d'une guerre à l'autre, avec six chanteurs-comédiens, rieurs et bons élèves. La chronologie est bouleversée sans vergogne, la mise en scène manque d'audace, mais on redécouvre toutes ces chansons de grands-mères que l'on connaît par cœur, et avec elles les plais du siècle (bombs, invasion) et les joies de la misère (cf. Je cherche un mil-lionnaire...)
Les 4, 5, 6 et 10, 21 heures : le 7, 18 heures et 21 h 30. Théâtre de la Renaissance. Tél. : 42-08-18-50. Location Free. De 90 F à 150 F.

Jacques Dutronc
Après une aussi longue absence... Retour sur la scène de Jacques le Faucon dans son rôle de chanteur. Y aura-t-il beaucoup, tourmenté ? Croquer de charme ou seul rocker authentique de l'histoire de France ?
Les 4, 5, 6, 7, 9 et 10, Casino de Paris, 20 h 30. Tél. : 49-95-99-99. De 190 F à 230 F.

Ensemble de Massa Konaté

L'ensemble burkinabé de Massa Konaté puise son répertoire dans les chants de chasseurs. Orbe de style vocal et de rythmique implacable, mais dans ces contrées en voie de désertification du Sahel.
Du 4 au 7, 20 h 30 ; le 8, 17 heures. Maison des cultures du monde. Tél. : 45-44-72-30.

Pedro Soler
Pedro Soler est un excellent guitariste qui, depuis de nombreuses années, se glisse dans les méandres du style flamenco, bien que n'appartenant pas à la communauté des Gitanos du Sud espagnol. Qu'importe l'art et la technique s'y retrouvent (à preuve, un tout nouvel album sous le label Al Sur).
Les 4, 5, 6, 7, 9 et 10, Espace Harnat, 20 h 30. Tél. : 46-33-00-96.

Cheb Kader
Un jeune Cheb, heureux tenant du néo-version beur, qui cherche à revenir sur le devant d'une scène qui lui était promise il y a quelques années, et qui lui a échappé par glissements progressifs vers le plaisir de la variété. Mais Kader a beaucoup à dire, beaucoup à explorer dans un genre qui peut aussi trouver une expression parment hexagonale.
Le 6, Elysée-Montmartre, 19 h 30.

Uakti
Les magiciens breïliens, dont on appréciera le premier disque français (chez Point Music), pour une soirée parisienne consacrée à l'exploration des mille et un détails d'instruments fous fabriqués par leurs soins. Musique fluide, originalité sans pareille.
Le 6 à 20 h 30 au Déjazet, 41, boulevard du Temple. Tél. : 46-87-52-55.

Salif Keita
Le passage à l'Olympia continue, quoi qu'on en dise, à faire date dans la carrière d'un artiste. C'est le tour de Salif Keita, Malien, chanteur lunaire, ex-patron des Ambassadeurs, à qui l'on doit quelques beautés évidentes de la musique africaine moderne. Aujourd'hui passé à un style plus international, il a gardé la voix, perdu un peu du cœur, mais le miracle se produit encore.
Le 9, Olympia, 21 h 30. Tél. : 47-42-25-48. 120 F.

Kali
Le très sympathique tenant de la tradition martiniquaise, mais aussi son rénovateur le plus efficace, était reparti sur l'île aux fleurs. Le révoici de passage au Bataclan, avec ses valse, ses mazurkas, ses drad-locks d'ancien rastaï et ses envies de faire danser sur les accords du banjo de ses racines.
Le 10, Bataclan, 19 h 30. Tél. : 47-00-30-12.

La sélection
« Classique » a été établie par Alain Lompech.
« Jazz » : Francis Marmande.
« Rock » : Thomas Sotinel.
« Musiques du monde » : Véronique Mortaigne.

théâtre de la bastille
du 4 nov au 6 déc
en collaboration avec
le Théâtre de la Ville
Ordinaire et Disgracié
de Claude Mollet
mise en scène
Hervé Pierre
avec
Andrée Tainsy
Clotilde Mollet
Gilles Privat
Philippe Lehembe
43 57 42 14
76 rue de la Roquette 75011 PARIS

THEATRE 71 MALAKOFF
TRANSIT
10 au 15 NOVEMBRE
Spectacle musical d'Anna Kapfer
Mise en scène Pierre Assaride
Apollinaire, Tardieu, Frenkel, R.M. Billaud
Régimes de Chausson, Debussy, Darius Milhaud
Franz-Josef Gruber
46554345

DANSE
THEATRE DE LA VILLE
DU 3 AU 7 NOV. 20H30
KARINE SAPORTA
LE REVE D'ESTHER
création pour 16 danseurs
2 PL. DU CHATELET 42 74 22 77

Haydn
Symphonie n° 77
Ibert
Hommage à Mozart
Pergolèse
Stabat Mater
Teresa Berganza (mezzo-soprano),
Marie Bayo (soprano),
Ensemble orchestral de Paris,
Christopher Hogwood (direction).
Hogwood avec l'Ensemble orchestral de Paris ? Ce n'est pas la première fois que le chef britannique fait des indifférences à son orchestre à baroque. Il a même enregistré le Gounod et du Bizet !
Salle Pleyel, 20 h 30. Tél. : 45-63-88-73. De 85 F à 250 F.

DIRECTEUR
collaboration avec le comité de pilotage, vous devrez prendre en charge les principales responsabilités de gestion de l'entreprise, sur les plans financiers, commerciaux et humains. Ailleurs, vous assurerez la promotion de la structure essentiellement auprès des clients et de leurs clients potentiels. progressivement, vous aurez le souci de mener la structure vers une complète autonomie opérationnelle, en gérant la transition de son statut d'association, à celui de société privée. Cette tâche complexe implique votre contribution directe à la dynamique commerciale.
Le poste conviendrait à un candidat de 35 ans environ, ayant acquis une expérience significative dans la gestion (idéalement la création) d'entreprise, ayant le goût du travail en équipe et une réelle autonomie personnelle. Votre sensibilité à la création, votre maîtrise des organismes publics constitueront vos principaux atouts.
munération : fixe + intéressement sur le CA et les autres avantages.
Envoyez votre dossier de candidature à :
LES RECRUTEMENTS, 88 rue de Turbigo, 75003 PARIS
la référence 92/5/23

K H A L E D
ACTUELLEMENT EN TOURNÉE FRANÇAISE
A PARIS. LE BATACLAN A COMPTER DU
16 NOVEMBRE 1992
Le Monde 6

ARTS

Paris

Nouvelles expositions

Byzance, l'art byzantin dans les collections nationales

En 330 de notre ère, l'empereur Constantin transfère sa capitale de Rome à Byzance, qui devient Constantinople. Puissante et riche, l'empire d'Orient fut l'objet de toutes les convoitises, jusqu'à sa chute finale en 1453. D'aucuns virent sa chute dans l'art de la renaissance carolingienne, ce que d'autres contestaient vigoureusement. 400 œuvres, souvent somptueuses, sont tirées des collections françaises, pour se remémorer dans une civilisation mal connue.

Musée du Louvre, hall Napoléon, entrée par la pyramide, Paris 1^{er}. Tél. : 40-20-51-51. Tous les jours sauf mardi de 10 heures à 21 h 45. Conférences jusqu'au 7 décembre le lundi à 18 h 30. Du 6 novembre au 1^{er} février 1993, 35 F (billet couplé avec « Le bruit des musées »).

Malevitch et Filonov

Icones toujours, mais du XX^e siècle avec vingt peintures de Malevitch et de Pavel Filonov prêtées par le Musée russe de Saint-Petersbourg et des œuvres sur papier réunies par Gérard Piltzer. Une curiosité à comparer avec l'exposition organisée à la FIAC sur le stand de la galerie Oumaznyak, de Cologne.

Galerie Gérard Piltzer, 78, avenue des Champs-Élysées, Paris 8^e. Tél. : 43-59-90-07. Tous les jours sauf dimanche de 10 heures à 19 heures. Du 6 novembre au 12 décembre.

Zuka

Hommage aux charoziens avec le travail consacré par une Américaine de Paris à nos vaches. Tant pis pour les regards bovins, on trouve ici, dans des toiles exécutées d'une seule traite, un ciel tendre qui confine parfois au portrait psychologique.

Galerie Darthez Speyer, 5, rue Jacques-Callot, Paris 6^e. Tél. : 43-54-78-41. Tous les jours sauf dimanche et lundi de 14 heures à 19 heures. Du 5 novembre au 12 janvier 1993.

Boulogne, 150 ans de photographie

La « ville des temps modernes » redécouvre son histoire. Au programme : le regard d'une douzaine de photographes, avec notamment les travaux de Marey sur la décomposition du mouvement, l'histoire des usines Renault tirée par quelques appareils de haut vol, les débuts de l'aviation, les fameux studios de cinéma et un patrimoine architectural souvent remarquable et surprenant.

Centre culturel de Boulogne-Billancourt, 22, rue de la Belle-Feuille, Boulogne-Billancourt, 92100. Tél. : 47-12-77-35. Tous les jours sauf dimanche de 9 heures à 21 heures. Jusqu'au 20 décembre.

Chefs-d'œuvre de la peinture française des musées néerlandais

L'Europe artistique ne date pas d'hier : à Rome se côtoyaient des peintres venus de Paris ou d'Amsterdam, qui échangeaient œuvres et idées. Après le Musée des beaux-arts de Dijon, Paris reçoit les témoignages mal connus de deux siècles d'expansion de l'art français aux Pays-Bas.

Institut néerlandais, 121, rue de Lille, Paris 7^e. Tél. : 47-05-95-08. Tous les jours sauf lundi de 13 heures à 19 heures. Exposition ouverte le 11 novembre. Jusqu'au 20 décembre. 20 F (comprenant l'exposition « Musée de la Meuse »).

Eugène Delacroix

En concertation avec le Musée Condé de Chantilly, le Musée Delacroix montre des dessins et les quatre carnets conservés sur les sept randonnées par l'artiste de son séjour au Maroc en 1832. Un fac-similé a été édité à cette occasion, accompagné de son journal de voyage, d'extraits de correspondance et de textes de synthèse.

Musée Delacroix, 6, rue de Furstenberg, Paris 8^e. Tél. : 43-54-04-87. Tous les jours sauf mardi de 9 heures à 17 h 15. Jusqu'au 4 janvier 1993, 12 F.

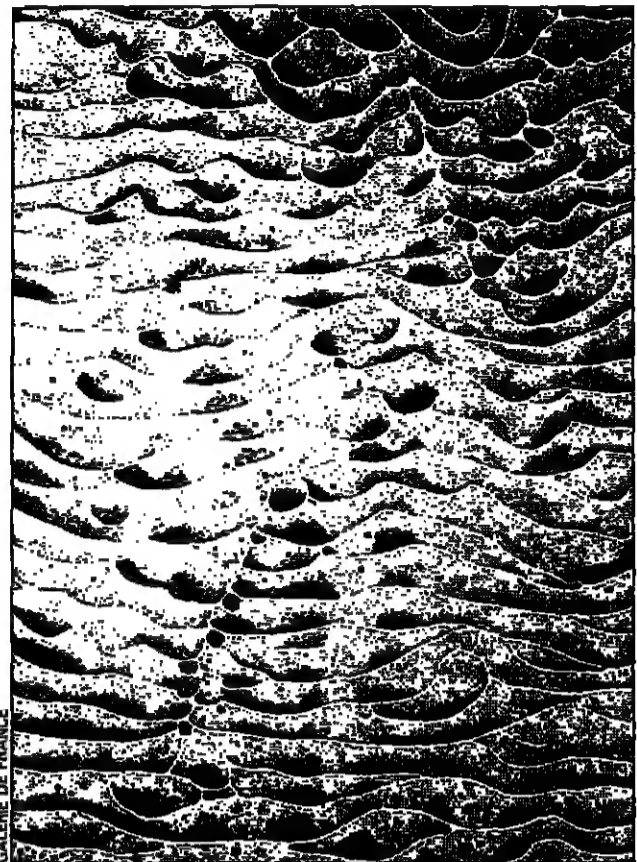
Dessins de Liotard

Après Genève, le Louvre accroche cent trente dessins choisis dans les cartons de Jean-Etienne Liotard. Il faut découvrir ce Suisse du XVIII^e siècle qui fut un des premiers à se dégager de l'esthétique rocaille pour s'orienter vers un style plus dépouillé, qui annonce une part du néoclassicisme et beaucoup de l'introspection du XIX^e siècle.

Musée du Louvre, pavillon de Flore, porte Jaeger - côté jardin des Tuileries, Paris 1^{er}. Tél. : 40-20-51-51. Tous les jours sauf mardi de 9 heures à 17 h 15, nocturnes un lundi sur deux et tous les mercredis jusqu'à 21 h 15. Jusqu'au 14 décembre. 31 F (billet d'entrée du musée).

Eau et gaz à tous les étages

Un siècle d'amélioration de l'habitat parisien, retracé en trois temps : 1900-1940, l'ilot post-haussmannien ; 1950-1970, la rénovation urbaine ; 1970-1990, la réhabilitation de l'habitat haussmannien et les nouvelles politiques d'urbanisme. Aujourd'hui, eau, gaz et électricité montent à peu près à tous les étages. Cela n'empêche toutefois pas qu'il y ait parfois de l'eau dans le gaz.



Exposition Alfred Manessier au Grand Palais.

Pavillon de l'Arsenal, 21, boulevard Morland, Paris 4^e. Tél. : 42-76-33-97. Tous les jours sauf lundi de 10 h 30 à 18 h 30, dimanche de 11 heures à 19 heures. Jusqu'au 3 janvier 1993.

Figures de pierre

Henry Moore, André Breton, Hans Hartung et John Huston avaient un point commun : ils collectionnaient les statues mexicaines guerrières, parmi les plus anciennes formes d'art connues dans l'Amérique précolombienne. Une centaine de formes animales, humaines ou architecturales d'une pureté comparable à celle des idoles cyclopiques.

Musée-galerie de la SETTA, 12, rue Surcouf, Paris 7^e. Tél. : 45-56-60-17. Tous les jours sauf dimanche et jours fériés de 11 heures à 18 heures. Jusqu'au 21 novembre.

Fragonard et le dessin français au XVIII^e siècle

A travers Fragonard, c'est sur l'ensemble de ses collections de dessins du XVIII^e siècle que le Petit Palais tire un verrou trop longtemps fermé. On appréciera particulièrement la restauration des cinquante-sept illustrations qu'il fit des Contes de La Fontaine. Jamais montrés, ces dessins voués aux enfers des bibliothèques devraient susciter bien des vocations.

Musée du Petit Palais, avenue Winston Churchill, Paris 8^e. Tél. : 42-65-12-73. Tous les jours sauf lundi et jours fériés de 10 heures à 17 h 40. Jusqu'au 14 février 1993, 30 F.

Max Jacob

Il partageait un gâmi sordide avec Picasso, qui fut aussi, lors de sa conversion au catholicisme, son parrain. Il était riche que d'unis, parmi lesquels tous les artistes de Montmartre. On savait Max Jacob poète, critique, romancier, accoucheur de talents, on le découvrait aussi peintre.

Musée de Montmartre, 12, rue Cortot, Paris 18^e. Tél. : 48-05-81-11. Tous les jours sauf lundi de 11 heures à 18 heures. Jusqu'au 13 décembre. 25 F.

L'art renouvelle la ville

Et si les artistes intervenaient directement dans notre cadre de vie ? Ce fut un cheval de bataille des années 30, il revient aujourd'hui avec les projets d'une quarantaine de plasticiens auxquels les urbanistes ont laissé un petit espace où ils se sont engagés jusqu'à parfois prendre toute la place. De Daniel Buren à François Morellet en passant par Kowalsky.

Musée national des monuments français, 4, place de la Sorbonne, Paris 5^e. Tél. : 44-05-35-10. Tous les jours sauf mardi de 9 heures à 17 heures. Jusqu'au 15 novembre. 16 F.

Le roi Salomon

Quand un regard devient un médium. Une exposition exceptionnelle pour présenter les liens de l'art et de la médecine en Éthiopie. Au même endroit, un échantillon des collections raménées du Pacifique par les navigateurs français des XVIII^e et XIX^e siècles - « Rao-Poly-nésie » - et une salle consacrée aux sculpteurs gabonais contemporains : Pepin Antonio est un nom à retenir.

Musée national des arts africains et océaniques, 293, av. Daumesnil, Paris 12^e. Tél. : 44-74-84-80. Tous les jours sauf mardi de 10 heures à 17 h 30 samedi, dimanche de 10 heures à 17 h 30. Jusqu'au 25 janvier 1993, 23 F.

Les Etrusques et l'Europe

Les Etrusques sont de retour à Paris, avant d'investir Berlin l'année prochaine. Plus de six cents œuvres pour dévoiler une civilisation mystérieuse qui a suscité depuis la Renaissance tous les fantasmes.

Grand Palais, galeries nationales, av. W. Churchill, pl. Clemenceau, av. Gai-Eisenhower, Paris 8^e. Tél. : 44-13-17-17. Tous les jours sauf mardi de 10 heures à 20 heures, mercredi jusqu'à 22 heures. Jusqu'au 14 septembre 1993, 40 F (possibilité de billet jumelé avec « Picasso » : 80 F).

Les Monuments de Calder

Calder fut le premier à créer une œuvre pour le parvis de la Défense. Elle le lui rend bien avec un bel et monumental hommage qui réunit, pour la première fois au monde, quatre statues géantes habituellement considérées comme immovables, en provenance de toute la France. A proximité, on visitera utilement l'exposition des maquettes et des travaux préparatoires de Monsieur Loyat ou de l'ère qui nique.

Parvis de la Défense, la Défense, 92200. Jusqu'au 3 janvier 1993.

Les Nymphéas avant et après

Passionnante idée que de confronter les Nymphéas à leur descendance : lorsque Monet les peignait, ses contemporains détournaient les yeux de ce qu'ils considéraient comme une forme de glissement. Les cubistes rejettent en bloc cette peinture mouvante, dans un espace sans limites. Il fallut les abstraits des années 30, et particulièrement les Américains,

pour dessiller les regards portés sur des œuvres charnières de l'art du XX^e siècle. Musée national de l'Orangerie des Tuileries, place de la Concorde, Paris 1^{er}. Tél. : 42-94-16-16. Tous les jours sauf mardi de 9 h 45 à 17 h 15. Jusqu'au 25 janvier 1993, 26 F.

Picasso et les choses

Les nombreux ateliers de Picasso étaient connus pour l'amoncellement d'objets hétéroclites dont il aimait s'entourer. Après les musées de Cleveland et de Philadelphie, Paris dresse l'inventaire en cent cinquante œuvres du bric-à-brac d'où jaillirent quelques-unes des plus formidables natures mortes du siècle.

Grand Palais, galeries nationales, av. W. Churchill, pl. Clemenceau, av. Gai-Eisenhower, Paris 8^e. Tél. : 44-13-17-17. Tous les jours sauf mardi de 10 heures à 20 heures, mercredi jusqu'à 22 heures. Jusqu'au 28 décembre. 38 F (possibilité de billet jumelé avec « Les Etrusques » : 80 F).

Alfred Manessier

Il fut, comme tant d'autres, oblié par la vague de l'avant-garde américaine. Loin de l'actualité, il a poursuivi son œuvre dont une rétrospective nous est proposée aujourd'hui. Des toiles cubistes ou surréalistes de sa jeunesse à la violence colorée d'après-guerre en passant par les peintures réalisées sur le motif en baie de Somme, les travaux d'un peintre religieux, et engagé.

Grand Palais, galeries nationales, av. Winston Churchill, pl. Clemenceau, av. Eisenhower, Paris 8^e. Tél. : 44-13-17-17. Tous les jours sauf mardi de 10 heures à 20 heures, mercredi jusqu'à 22 heures. Jusqu'au 4 janvier 1993, 32 F.

Charlotte Salomon

Cent soixante-dix gouaches extraites d'une déclaration d'amour en mille trois cent vingt-cinq feuilles à un professeur de chant, réalisée par une jeune Berlinoise qui grandissait à l'ombre du nazisme. Un journal intime illustré, en une époque qui en vit naître d'autres. Charlotte Salomon fut gazée à son arrivée à Auschwitz, en 1943. Elle avait vingt-six ans.

Centre Georges-Pompidou, salle d'art graphique, 4, place Georges-Pompidou, Paris 4^e. Tél. : 44-78-12-33. Tous les jours sauf mardi de 12 heures à 22 heures, samedi, dimanche et fêtes de 14 heures à 22 heures. Jusqu'au 3 janvier 1993.

Sisley

Soixante toiles du Britannique Sisley, qui fut un des piliers du groupe impressionniste mais aussi un des rares à n'avoir pas bénéficié d'une grande rétrospective. L'exposition doit réparer cette injustice, mais risque également de conforter les sentiments de ceux qui le considèrent comme un petit maître.

Musée d'Orsay, rue de la Saxe, entrée par la pyramide, Paris 1^{er}. Tél. : 40-20-51-51. Tous les jours sauf mardi de 10 heures à 18 heures, jeudi de 10 heures à 21 h 45, dimanche de 9 heures à 18 heures. Fermé le lundi. Conférences les 9, 16, 23 et 30 janvier 1993. Jusqu'au 31 janvier 1993, 32 F, 45 F (billet jumelé musée-exposition).

Galleries

Hervé Assuël, Dominik Barbier

Dans un gigantesque lieu récemment ouvert, les pastels furieusement écorchés et saturés d'Assuël créent un étrange espace. Moins dense cependant que l'installation vidéo spectaculaire de Barbier, à mi-chemin entre le train fantôme et les souvenirs de voyages. Épatant.

Le Sous-sol, 12, rue du Petit-Musc, Paris 4^e. Tél. : 42-72-46-72. Tous les jours sauf dimanche et lundi de 14 h 30 à 20 heures. Jusqu'au 14 novembre.

Gerd Bonfert

Constructions lumineuses, formes géométriques simples, travail sur la matière et la profondeur : Gerd Bonfert fait partie de cette nouvelle génération d'artistes allemands qui utilisent la photographie. Les grands formats montrent des objets éclairés sur fond gris.

Galerie Bouqueret-Labon, 69, rue de Turenne, Paris 3^e. Tél. : 40-27-92-21. Tous les jours sauf dimanche et lundi de 14 heures à 19 heures. Jusqu'au 25 janvier 1993.

Bernard Cousinier

Une dizaine de toiles séduisantes d'un artiste sympathique qui fut un des grands animateurs du « Cénacle » de la Bastille. Usant du luter ou de l'acrylique, Cousinier tente de concilier géométrie et espace sensuel.

Galerie Jorge Alskewycz, 14, rue des Tailandiers, Paris 11^e. Tél. : 48-06-53-23. Tous les jours sauf dimanche et lundi de 14 h 30 à 19 heures. Jusqu'au 28 novembre.

Max Ernst

L'innocence avant-guerre de Max Ernst se déroule dans un village d'Ardeche, où il avait acquis une maison qui fut rapidement envahie de sculptures en ciment et matériaux divers. Déposés par le

conflit, et puisqu'il faut que rien ne se perde, il tenta vainement d'en réaliser le moulage. Treize ans après sa mort, ce fut chose faite, et les bronzes, tirés à huit exemplaires, sont montrés aujourd'hui.

Galerie Eric Touchefeu, 54, rue Mazenod, Paris 6^e. Tél. : 43-26-88-96. Tous les jours sauf dimanche et lundi de 10 h 30 à 12 h 30 et de 14 h 30 à 19 heures. Jusqu'au 12 décembre.

Glyndebourne

Photographie de l'agence Vu, Gérard Uffias s'inspire depuis quatre ans aux coulisses de l'opéra : machinistes, choristes, coiffeurs, habilleuses... Le paysage typiquement anglais du manoir de Glyndebourne (Sussex), son côté chic et snob, se prête aux jeux graphiques de ce tenant du reportage classique.

Espace temporaire Grouff, 48, av. Montaigne, Paris 8^e. Tél. : 44-42-40-00. Tous les jours sauf dimanche de 13 heures à 19 heures. Jusqu'au 20 décembre.

Jean Kapéra

On découvre aujourd'hui l'invasion de la peinture par le texte : raison de plus pour rendre hommage à un précurseur, Kapéra, qui hantait la nuit les imprimeries des journaux pour récupérer les flans de presse. On le croit aussi sous les combles de Saint-Lazare, des bandes de l'ancien journal lumineux sous le bras. Proche des nouveaux réalistes, il réveille la nostalgie d'un temps où la presse pouvait être artistique.

Galerie Fanny Guillou-Laffaille, 4, avenue de Messine, Paris 8^e. Tél. : 45-63-52-00. Tous les jours sauf dimanche de 10 heures à 12 h 30 et de 14 h 30 à 18 heures. Jusqu'au 17 novembre.

Alberto Magnelli

Depuis les travaux de Daniel Abadie et d'Anne Maisonneuve, on connaît mieux l'œuvre du Florentin Alberto Magnelli, compagne de route des futuristes, et un des premiers peintres à passer à l'abstraction. Son impact sur les Parisiens après la seconde guerre mondiale fut considérable, et c'est une excellente idée que de présenter à nouveau des travaux échelonnés entre 1945 et 1968.

Galerie Lahenné, 88, bd de Courcelles, Paris 17^e. Tél. : 47-43-05-85. Tous les jours sauf dimanche de 9 h 30 à 13 heures et de 14 heures à 18 heures. Jusqu'au 20 novembre.

Mimmo Paladino

Figure de la *transavanguardia* italienne, Paladino fut un des premiers artistes étrangers à exposer au château du Belvédère à Prague sous la législature de Václav Havel. La série montrée à Paris, la *Madonna Bianca*, est aujourd'hui à Paris. Les œuvres, peintes à l'huile, évoquent l'art médiéval, mais avec une dimension que les joies initiales-peste qu'on pouvait voir à la FIAC.

Galerie Temple, 4, avenue Marceau, Paris 8^e. Tél. : 47-20-15-02. Tous les jours sauf dimanche et lundi de 10 heures à 19 heures. Jusqu'au 21 novembre.

James Rosenquist

Après Debussy, l'Américain Rosenquist entame une sériede aux poupées. Des tableaux effrayants, mais formidables, d'un maître du pop art qui nous montre avec les yeux d'un enfant des visages de poupées de celluloid sous cellophane, vision terrible du destin d'une jeunesse pour qui l'amour rime avec prophétie. Exceptionnel.

Galerie Thédéeau Ropac, 7, rue Debussy, Paris 8^e. Tél. : 42-72-93-00. Tous les jours sauf dimanche et lundi de 10 heures à 19 heures. Jusqu'au 21 novembre.

Jean Véraime

Véraime fut, comme tant d'autres, marqué par l'appel du désert, et s'en alla peindre en lieu des montagnes du Smat, puis du Tibét. Est-ce aujourd'hui ses propres déserts en miniature, pour mieux retourner explorer les grands.

Galerie Alain Oudin, 47, rue Goincamp, Paris 4^e. Tél. : 42-71-83-88. Tous les jours sauf dimanche et lundi de 11 heures à 13 heures et de 14 heures à 18 heures. Jusqu'au 28 novembre.

Zelmer

Une exposition des travaux récents de l'inoubliable auteur du *Monument aux morts*. Dans un dessin incisif qui n'exclut ni la faccède ni le calembour, Zelmer peut être d'une finesse inouïe ou d'une tendresse sans pareille. Un des meilleurs sculpteurs du groupe Panique.

Galerie Jean Brancas, 23-25, rue Guénégaud, Paris 6^e. Tél. : 43-26-88-51. Tous les jours sauf dimanche et lundi de 14 h 30 à 18 h 30. Jusqu'au 14 novembre.

La sélection « Arts »

a été établie par Harry Bellet.

« Architecture » : Frédéric Edelmann.

« Photo » : Michel Guerin.

ANIMAMIN

Du 14 au 16 novembre - 21 h

DU 15 AU 17 NOVEMBRE - 17 h 30

DU 16 AU 18 NOVEMBRE - 20 h 30

DU 17 AU 19 NOVEMBRE - 19 h 30

DU 18 AU 20 NOVEMBRE - 19 h 30

DU 19 AU 21 NOVEMBRE - 19 h 30

DU 20 AU 22 NOVEMBRE - 19 h 30

DU 21 AU 23 NOVEMBRE - 19 h 30

DU 22 AU 24 NOVEMBRE - 19 h 30

DU 23 AU 25 NOVEMBRE - 19 h 30

DU 24 AU 26 NOVEMBRE - 19 h 30

DU 25 AU 27 NOVEMBRE - 19 h 30

DU 26 AU 28 NOVEMBRE - 19 h 30

DU 27 AU 29 NOVEMBRE - 19 h 30

DU 28 AU 30 NOVEMBRE - 19 h 30

DU 29 AU 1^{er} DÉCEMBRE - 19 h 30

DU 30 NOVEMBRE AU 1^{er} DÉCEMBRE - 19 h 30

DU 1^{er} AU 3 DÉCEMBRE - 19 h 30

DU 2 AU 4 DÉCEMBRE - 19 h 30

DU 3 AU 5 DÉCEMBRE - 19 h 30

DU 4 AU 6 DÉCEMBRE - 19 h 30

DE LA SEMAINE

DISQUES

Classique

Tchaikovsky

Roméo et Juliette - Concerto pour piano et orchestre n° 1 - Claviériste symphonique John Ogdon (piano), Orchestre symphonique de Londres, Pierre Monteux (direction).

Créateur de l'Oiseau de feu, de Petrouchka et du Sacre du printemps de Stravinsky, de Daphnis et Chloé de Ravel, de Jeux de Debussy, Pierre Monteux fut l'indispensable propagateur de la musique de son temps. Et, on le sait moins, un remarquable interprète de Beethoven, Brahms (son compositeur préféré) et Tchaikovsky, ainsi qu'en témoignent de nombreux enregistrements de studios réalisés pour Philips, RCA et Decca.

Né en 1875, mort en 1964, Monteux avait dix-huit ans lors de la mort de Tchaikovsky et eut l'occasion de jouer à Brahms l'un de ses quatuors à cordes. A cheval sur plusieurs cultures, il dirigeait à peu près toute la musique, de Bach aux contemporains, leur apportant la même attention, leur vouant le même respect. Le 31 mai 1963, il dirigeait, au Festival de Vienne, l'un de ses derniers concerts. Il avait quatre-vingt-huit ans et venait de signer un contrat de vingt-cinq ans avec l'Orchestre symphonique de Londres... un contrat renouvelable. Au programme de ce concert, miraculeusement enregistré dans d'excellentes conditions techniques, un poème symphonique, une symphonie et le célèbre *Premier Concerto* de Tchaikovsky joué par John Ogdon, qui venait de remporter le Concours Tchaikovsky ex aequo avec Vladimir Ashkenazy. Des œuvres cent fois enregistrées, usées jusqu'à la corde, voire déaturées par des légions d'interprètes peu scrupuleux. La dignité avec laquelle le vieux chef les dirige est

fascinante, comme son refus de tout emportement héroïque superficiel. Tempes larges, pulsion rythmique inflexible, dynamique étendue mais jamais sollicitée, tendresse ineffable : Monteux, par d'autres moyens, moins visibles, rejoignait l'approche anti-sentimentale que Markevitch pratiquait à la même époque, dans le même répertoire... et à la cravache ! Monteux appartenait pourtant à une tout autre génération, souvent suspectée d'égoïsme.

Un concert de 2 CD Vanguard 08 8032 72. Dirigé par Wotan Mäkelä. Tous de présentation passionnante et documentée.

Prokofiev

Symphonie concertante pour violoncelle et orchestre

Tchaikovsky

Variations Rococo (violoncelle), Orchestre symphonique de Pittsburgh, Lorin Maazel (direction).

Version définitive d'un concerto pour violoncelle et orchestre créé en 1938, la *Symphonie concertante* de Prokofiev est une pièce de bravoure rarement donnée en concert et peu souvent enregistrée : l'œuvre offre des difficultés immenses à un soliste dont le discours imbriqué à la partie orchestrale ne la rend pas commode à diriger. Quelle pièce lyrique pourtant, parfois grandiloquente et roborative, mais tellement exaltante ! Yo-Yo Ma la joue avec un aplomb technique renversant, une générosité expressive qui clore sur place. Maazel est l'homme de la situation : ce chef n'a pas son pareil pour faire des bulles de savon avec une matière orchestrale à la trame serrée, si corsante que, dirigée par d'autres, elle apparaît trop souvent comme un numéro de vaine virtuosité.

1 CD Sony SK 48 382.

A. Lo.

Jazz

Lou Levy

Lumière

De *How High The Moon*, simple chanson difficile à jouer simplement, Charlie Parker et Benny Harris avaient fait *Ornithology* : par petites touches, par imperceptibles changements d'accord, par un geste de renversement total. Lou Levy, pianiste secrètement aimé d'une poignée d'énigmatiques depuis bientôt quarante ans, a procédé à quelques retouches supplémentaires pour en faire *Lumière*. C'était à l'époque, dans le groupe Supersax, pour permettre à Warne Marsh de s'exprimer plus librement. Ici, Pete Christlieb au ténor, précisément connu pour ses duos



Jacques Haurgné.

avec Warne Marsh, reprend le rôle. Et c'est une leçon de saxophone, un modèle de chorus jusqu'à l'échelle finale aux accents moniques. Allant vers une belle méditation dédiée à Al Cohn, ce disque est un enchantement, finement construit, ménageant savamment ses introductions et ses détours, jouant franchement le jeu. Peut-être fallait-il s'intéresser à un pianiste né à Chicago en 1928, pilier de Woody Herman (1948-1949), âme de la West Coast, aventuré dans les stupéurs et les facilités (musicien de studio, travail dans la publicité) pour gagner ce droit à l'affirmation. Ah oui, dernière preuve irréfutable, Lou Levy a accompagné Sarah Vaughan, Peggy Lee, Ella Fitzgerald et Frank Sinatra.

1 CD Sony SK 48 382.

A. Lo.

F. M.

Jackie McLean

Hyphen of the Earth

Sax ténor à la sonorité dure et

tranchante comme une lame,

arrangements très complexes sans

avoir l'air, entouré de jeunes

musiciens enfin libérés du rôle

ordinaire de consorts (Roy Har-

grave), Jackie McLean flotte sur le

temps et les étoiles. Même singu-

larité que Lou Levy, même passion,

même trajectoire. Le disque, au

moment où sort chez Jean-Michel

Place la *Langue sacrée des Dogon*,

est dédié justement au Dogon du

Mali. Et c'est une perfection.

1 CD Polygram, Birdology 513 916-2.

F. M.

Rock

Neil Young

Harvest Moon

Vingt ans après. En 1972, *Harvest*, album élégant, mélodique, respiration au bout de cinq ans de bruit et de fureur. Pour certains, *Harvest* était le signe que l'on pouvait se poser, s'installer, se la couler douce, et une partie de la critique américaine en voulait à Neil Young de cette trahison. C'était ne pas prévoir que Young était sur le point de s'embarquer pour un voyage en solitaire, de s'engager dans une guitare individuelle. De *Tonight's the Night* en *Zuma*, de *Rust Never Sleeps* en *Freedom*, Young est devenu le parrain universel, dont la guitare folle bémol aussi bien les punks que la génération grunge.

Et voici venu le temps d'une nouvelle pause. *Harvest Moon* est presque le remake de *Harvest* : *You and Me* reprend un morceau de la mélodie de *Old Man*, *War of Man* ressemble beaucoup à *Words*. On y entend les Stray Gators, le groupe qui accompagnait Neil Young il y a vingt ans. Le Canadien a invité ses contemporains, Linda Ronstadt, James Taylor, a renoué avec l'arrangeur Jack Nitzsche. Ce disque est une œuvre de consolation après des années de recherches parfois vaines (entre les merveilles citées plus haut, Young a enregistré quelques disques que l'on préférerait oublier), d'aventures à contre-courant. On y retrouve la facilité mélodique, l'élégance tranquille de *Harvest*, les accès de sentimentalisme bêta dont il n'a jamais pu se défendre. Et l'on a bonne conscience de se laisser aller au confort de cette musique, parce que Neil Young n'a plus rien à prouver.

Reprises/WEA : 8382-45067-2.

T. S.

V. Mo.

Les Sundays

Blind

Harriet Wheeler et David Gavurin

avaient disparu depuis deux ans,

sans que personne s'en aperçoive

vraiment. The Sundays, duo mélan-

colique britannique, avait surgi des

brumes de l'hiver 1989. Un premier

album, *Reading, Writing and Ar-*

ithmetic, parfaitement personnel (la

voix haut perchée et doucement

plaintive de Harriet Wheeler, les

guitares onduyantes de David Gavurin,

des mélodies qui n'en finissent pas

d'aller nulle part), parfaitement

pourri d'influences diverses (Smiths,

Coxsone Twins). On rappelle ces cir-

constances, parce que les Sundays

siment à se répéter. Ils reviennent,

aussi oubliés qu'ils étaient inconnus,

Blind ressemble tant à *Reading...* que

l'on pourrait s'amuser à mélanger les

titres des deux disques pour combi-

ner d'autres albums. On croit discer-

ner un tout petit peu d'assurance,

pas assez pour gâcher leur charme

hésitant. Sans menace, sans angoisse,

un disque passif qui dit que les Sun-

days, célèbres ou pas, sur un label

indépendant, comme il y a trois ans,

sur une major, comme aujourd'hui,

font de la musique l'un pour l'autre

et que l'on est invité, si le cœur nous

en dit.

Parlophone/EMI 0777 7 80403 2.

Ned's Atomic Dustbin

Are You Normal?

Parmi les groupes qui ont hanté les festivals européens l'été dernier, Ned's Atomic Dustbin fut l'un des plus satisfaisants. Anglais fascinés par le mouvement grunge américain, un temps assimilés au mini-renouveau punk de 1990, on les sentait en pleine mutation, au seuil d'une identité.

Are You Normal? est l'album dont les concerts donnaient l'envie, un disque courageux et malin. Les Ned's présentent l'amusante particularité de faire jouer deux bassistes. Cette hérésie donne ici toute sa mesure, avec des contrastes de texture, des entrelacs rythmiques qui propulsent très énergiquement les compositions. Cet esprit de recherche se retrouve tout au long de l'album, sans systématisme, mais détonnant nettement dans une scène anglaise engourdie par une paresse intellectuelle dominante. Les textes adolescents et furieux, les hurlements de guitare font de *Are You Normal* (malgré les limites mélodiques évidentes), un disque de rock neuf, vivant.

Columbia 472633-2.

T. S.

Chanson

Jacques Haurgné

L'Album bleu

Enfin, enfin. Un album de Jacques Haurgné. Jeune chanteur doué et prometteur : le rôle devenait fastidieux à tenir, même si l'équilibre était atteint en scène. Haurgné est un personnage subtil, délicat, dont les prestations sont celles de faire de la chanson d'aujourd'hui, c'est à dire un style où se sont réunis les courants qui traversent le paysage musical. Du jazz, du reggae, du rock, de l'afro-cubain, revus à l'expression française.

Les chansons, légères, plaisantes dans leur univers très légèrement décalé, un peu absurde, mais non exempt d'humour badin (*Swimming Pool, Allergique*) sont en majorité signées Jean Chavot. Haurgné, interprète à la voix sensible, au swing à fleur de peau, met parfois la main à la pâte pour une mélodie ou une phrase en glissements furtifs. L'ensemble se fourvoie encore dans une indéfinition de genre (un coup d'audace serait-il certainement bienvenu et éviterait-il quelques banalités), mais cet album en treize titres est une excellente surprise. Enzo Enzo et Julia Migenes prêtent leurs voix l'instant d'une réplique. Il en reste une idée reconfortante d'une famille un peu tendre, un peu mélancolique, certainement attentive.

1 CD Korda Musique 517274 distribué par Polydor.

T. S.

V. Mo.

Phil Barney

Carnets de route

« Moi, je voudrais crier », dit-il en criant. Décidemment, la contestation politique à ras les péqueteries, pratiquée par les nouvelles idoles des jeunes, de Patrick Bruel à Florent Pagny, avec son attirail de vie à réussir dans la camaraderie, avant la trentaine, est dans l'air du temps. Ces peurs cachées de jeunes gens à qui la vie n'a rien refusé ont quelque chose d'impudique, ces appels à la sincérité et au naturel sonnent faux. Le titre d'ouverture, *Ca me fait peur*, s'insurge contre une société qui laisse couler les sans-abris.

Phil Barney a bénéficié d'une production soignée, d'une bande de musiciens parfaitement au point, les meilleurs, de *songwriters* (Barney, Ansellem, Dune) rôtés. *Carnets de route* est pourtant d'une étonnante banalité, résumé en douze titres de ce qui passe par ici en ce moment sans s'arrêter forcément. « Son pres- que live, retour aux sources, peu d'ordinaires » : rien de faux, nous dit Phil Barney, qui a pensé *Carnets de route* comme un virage dans sa carrière, après deux albums à succès « à base d'amours naïves ». Les références musicales citées sont nombreuses. Encore fallait-il les enrichir et leur donner une âme, avant de s'aventurer dans des tentatives de différenciation.

1 CD Philips 512783.

V. Mo.

Musiques du monde

Touré Kunda

Sil Beto

L'image musicale des Touré Kunda s'est considérablement dégradée au cours des années d'émigration des frères sénégalais en territoire de variétés internationales. *Sil Beto* est, s'il en était besoin, la preuve par neuf du bien-fondé des rumeurs. Le groupe s'est vidé de son énergie. La Casamance est devenue pour le coup un coin du monde vraiment « tranquille » (l'étymologie du mot *manzan* en portugais). A prétendre au statut de seuls musiciens africains invités aux dimanches après-midi télévisés, les frères Touré restants (Ismaïla et Sixu Tidiane) ont perdu leur âme, même s'ils savent toujours jouer de la musique.

1 CD Tréma 710405.

V. Mo.

L'opérette éditée chez Musidisc

Les bijoux d'Edmond Audran

Si la scène ne paraît pas bien armée pour nous faire redécouvrir le répertoire français d'opérette, comme la reprise récente à Paris des *Mousquetaires au couvent* en fait la démonstration, le disque, lui, a un rôle à jouer. Depuis un an, l'excellente collection « Gai-Lyrique », réalisée par Maurice Grojean et publiée par Musidisc, explore les archives de l'INA et invite à la curiosité et à la redécouverte de tout un répertoire que la radio favorisait et faisait aimer dans les années 50-60. Ainsi, Charles Lecocq avec *Le Jour et la Nuit*, *Giroflé-Girofla* et *Le Cœur et la Main*, opéras bouffes presque aussi différents que ceux d'Offenbach. A quand la *Petite Mariée* ?

En 1880, l'année des *Mousquetaires au couvent*, Edmond Audran, un Lyonnais monté à Paris, connaissait un triomphe avec la *Mascotte*, sur un livret d'Alfred Duru et Henri Chivot traitant de façon comique l'un des tabous sociaux de l'époque : la virginité féminine. Au dix-septième siècle, à Fiorbino, une gardienne de dindons porte bonheur. Elle perd sa virginité, que chacun, par intérêt, s'ingénie à préserver. « Gai-Lyrique » n'en donne que des extraits avec l'enregistrement de *Gillette de Narbonne*, créée en 1882, dans la foulée du succès.

Mais les compères, Duru et Chivot s'inspirent d'une nouvelle de Bocaccio - qui avait déjà beaucoup servi - la *Femme courageuse*, le situant en Provence et en Italie, au temps du roi René d'Anjou, l'histoire de la belle Gillette de Narbonne. Fille d'un médecin, amoureuse de Roger de Lignolle, qui l'a épousée contraint et forcé, Gillette réussit à consommer son mariage et à gagner l'amour de ce grand coureur de filles, en se faisant successivement passer pour son frère jumeau, militaire du côté de Naples et pour une autre femme, Rosita, qui mène de son côté une aventure galante. Le prince Olivier, fils du roi René est un pousseau rêvant de savoir ce que faisait Vénus avec Mars lorsque Vulcain

les surprit (c'est son air d'entrée) et de jeter son bonnet par-dessus les moulins.

Sous-entendus, situations lestées, mélodies entraînantes et charmantes, chœurs du meilleur effet : ainsi, avec Duru, Chivot et Audran, l'opérette à Troisème République se dévergondait-elle sans offenser personne. On la rattacherait volontiers à l'histoire des mœurs. *Gillette de Narbonne*, petit bijou lyrique, fut encore surpassé par le *Grand Mogol* (1884), où les librettistes avaient inversé la situation de la *Mascotte*. En 1750, dans le royaume de Delhi, le prince Mignapour, héritier du trône des Grands Mogols, doit rester vierge jusqu'à sa majorité. Il porte un collier blanc, signe de son état. Mais si le collier devient noir, tout est fichu. Curieusement, le *Grand Mogol* signé du seul Chivot, avait été joué à Marseille en 1877, mais il ne triompha à Paris que sept ans plus tard, et après la *Mascotte* !

La musique de cette fantaisie flirtant allègrement avec les choses du sexe est fort peu orientale (les couplets du *Vin de Suresnes* célèbrent une spécialité bien française), mais que de grâce et d'entraîn dans ces pages finement orchestrées et si bien défendues (comme dans tous les enregistrements de « Gai-Lyrique ») par des interprètes qui non seulement articulent parfaitement le français, mais encore savent ce que chanter l'opérette veut dire.

J. S.

* *Gillette de Narbonne* : 2 CD Musidisc 20 2002 (avec des extraits de la *Mascotte*).

* *Le Grand Mogol* : 2 CD Musidisc 20 1702.

* Et pour ceux qui s'intéressent vraiment à l'opérette, une toute nouvelle parution, les *Mousquetaires au couvent* : 2 CD Musidisc 20 2262. Dans cet enregistrement de 1937, Gabriel Bacquier tenait le rôle de Brissac, et Louis Mury celui de l'abbé Bridaine.

LES CONCERTS PROQUARTET

AMPHITHÉÂTRE DE L'OPÉRA DE PARIS - BASTILLE

"Aspects du Quatuor à Cordes au XIX^e siècle : traditions et modernités"

Samedi 7 novembre 1992 - 20h - Quatuor Parisi (France)

Dans le cadre des Concerts du Conservatoire de Paris (France)

Darius Milhaud : Quatuor n° 4 op. 45

Gilbert Amy : Quatuor n° 1 (création mondiale - commande ProQuartet)

Ludovic van Beethoven : Quatuor n° 13 ou si idéal majeur, op. 130

(version originale avec le "Grand Quartet")

Mardi 8 décembre 1992 - 20h - Quatuor Rossmonte (France)

Raphaël Hübl (Quatuor Juillard), alto - Gary Hoffman, violoncelle

Alfred Bruckner : Quatuor n° 3

Henri Dutilleul : Quatuor "Ainsi le Naïf"

Michele Rocard : Quatuor n° 1 "L'Inconnu"

(création mondiale - commande ProQuartet)

Arnold Schoenberg : "Le Naïf Transfiguré" pour quatuor à cordes op. 4

Vendredi 8 janvier 1993 - 20h - Quatuor Saint Lawrence (Canada)

1^{er} PRIZ DU CONCOURS DE BANFF, AOUT 1992

Edo de Waart : Quatuor n° 3 op. 83

Henri Dutilleul : "Le Naïf Transfiguré" pour quatuor à cordes op. 4

1^{er} PRIZ DU CONCOURS DE BANFF, AOUT 1992

Henri Dutilleul : "Le Naïf Transfiguré" pour quatuor à cordes op. 4

1^{er} PRIZ DU CONCOURS DE BANFF, AOUT 1992

Henri Dutilleul : "Le Naïf Transfiguré" pour quatuor à cordes op. 4

1^{er} PRIZ DU CONCOURS DE BANFF, AOUT 1992

Henri Dutilleul : "Le Naïf Transfiguré" pour quatuor à cordes op. 4

1^{er} PRIZ DU CONCOURS DE BANFF, AOUT 1992

Henri Dutilleul : "Le Naïf Transfiguré" pour quatuor à cordes op. 4

1^{er} PRIZ DU CONCOURS DE BANFF, AOUT 1992

Henri Dutilleul : "Le Naïf Transfiguré" pour quatuor à cordes op. 4

1^{er} PRIZ DU CONCOURS DE BANFF, AOUT 1992

Henri Dutilleul : "Le Naïf Transfiguré" pour quatuor à cordes op. 4

1^{er} PRIZ DU CONCOURS DE BANFF, AOUT 1992

Henri Dutilleul : "Le Naïf Transfiguré" pour quatuor à cordes op. 4

1^{er} PRIZ DU CONCOURS DE BANFF, AOUT 1992

Henri Dutilleul : "Le Naïf Transfiguré" pour quatuor à cordes op. 4

1^{er} PRIZ DU CONCOURS DE BANFF, AOUT 1992

Henri Dutilleul : "Le Naïf Transfiguré" pour quatuor à cordes op. 4

1^{er} PRIZ DU CONCOURS DE BANFF, AOUT 1992

Henri Dutilleul : "Le Naïf Transfiguré" pour quatuor à cordes op. 4

1^{er} PRIZ DU CONCOURS DE BANFF, AOUT 1992

Henri Dutilleul : "Le Naïf Transfiguré" pour quatuor à cordes op. 4

1^{er} PRIZ DU CONCOURS DE BANFF, AOUT 1992

Henri Dutilleul : "Le Naïf Transfiguré" pour quatuor à cordes op. 4

1^{er} PRIZ DU CONCOURS DE BANFF, AOUT 1992

Henri Dutilleul : "Le Naïf Transfiguré" pour quatuor à cordes op. 4

1^{er} PRIZ DU CONCOURS DE BANFF, AOUT 1992

Henri Dutilleul : "Le Naïf Transfiguré" pour quatuor à cordes op. 4

1^{er} PRIZ DU CONCOURS DE BANFF, AOUT 1992

Henri Dutilleul : "Le Naïf Transfiguré" pour quatuor à cordes op. 4

1^{er} PRIZ DU CONCOURS DE BANFF, AOUT 1992

Henri Dutilleul : "Le Naïf Transfiguré" pour quatuor à cordes op. 4

1^{er} PRIZ DU CONCOURS DE BANFF, AOUT 1992

Henri Dutilleul : "Le Naïf Transfiguré" pour quatuor à cordes op. 4

1^{er} PRIZ DU CONCOURS DE BANFF, AOUT 1992

MUSIQUE

Jules Massenet
à Saint-Etienne

PAROLE A LA DÉFENSE

La musique de Jules Massenet bénéficie d'un regain d'intérêt dont témoignent la publication récente de ses écrits, de nombreux enregistrements discographiques et la création d'un festival organisé tous les deux ans à Saint-Etienne. Mais si le public et les interprètes redécouvrent aujourd'hui ses opéras, l'image « officielle » du compositeur n'a guère varié en près d'un siècle. Le musicologue canadien Steven Huebner s'attache à démonter les mécanismes qui ont conduit à imposer une image erronée d'un compositeur admiré de Debussy.



Pensionnaire de l'Opéra-Comique où il chanta une centaine de rôles différents, le baryton Lucien Fugère interprète le rôle du Diable dans *Grisélidis*, lors de la création. Il est ici photographié par Paul Nadar en novembre 1901. Une exposition « Nadar l'œil lyrique » se tient jusqu'au 10 janvier, dans le cadre du « Mois de la photo », à l'hôtel de Sully, 62, rue Saint-Antoine, 75004 Paris.

LA REVUE ILLUSTRÉE publiait, en 1893, une série de photographies prises dans les demeures de personnalités françaises en vue. Le compositeur Jules Massenet, alors à l'apogée de sa carrière, fut ainsi l'un des premiers à être photographié chez lui.

Formule journalistique révolutionnaire à l'époque, une heure chez Massenet entraînait le lecteur dans son salon, sa salle à manger et son bureau, somptueusement décorés. L'interview jointe au reportage donnait à toute cette richesse un cadre en or : « Je suis un laborieux, un modeste, un bourgeois qui a horreur de la foule et qui n'a du bonheur que dans l'intimité de sa maison. » Personne, en effet, n'aurait pu accuser Massenet de ne pas travailler : il enseignait au Conservatoire, accouchait de grands opéras à un rythme effréné et parcourait en tous sens la France et l'Europe pour suivre les représentations de ses spectacles.

Malgré une liaison récente avec la soprano Sibyl Sanderson, qui avait fait trembler les fondements de la stabilité bourgeoise, les déclarations de Massenet dans la *Revue illustrée* marquèrent une fois pour toutes l'idée qu'on devait se faire de lui. Si son image, son train de vie lui avaient sans doute permis de gagner la sympathie du public bourgeois qui allait voir ses opéras et s'identifiait à lui (si hasardeux que puisse être ce genre de constatation historique), sa richesse ne l'aida guère auprès des critiques œuvrant pour la postérité : tout au long de ce siècle, la « cote Massenet » n'a, en effet, cessé de baisser.

À la fin du dix-neuvième siècle, la critique musicale occupait une place de choix parmi les dizaines de publications diffusées à Paris : tout nouvel opéra pouvait générer soixante articles. On accordait alors au style de composition et au style de vie une importance égale. L'image du commerçant bourgeois zélé encaissant le fruit de son travail devint donc la caricature favorite de ceux qui ne goûtaient guère le style de Massenet. Elle offrait, en outre, un contraste saisissant avec une avant-garde désargentée.

La situation financière d'un personnage du passé est sans doute d'un grand intérêt pour le biographe ou le critique, mais elle ne joue qu'un rôle secondaire dans l'histoire des genres musicaux. Mais, pour s'en tenir aux seules considérations musicales et théâtrales, la plupart des œuvres de Massenet sont pleines de subtilités, dans le meilleur sens du terme. Leur écoute provoque des plaisirs discrets, vierges de tout épanchement pompeux ou d'aspiration à la transcendance, plaisirs débarrassés de toute spéculation sur l'importance (ou l'impotence) de l'artiste dans le cours glorieux de l'histoire. Mais ces qualités objectives ne sont-elles pas niées par tout un discours officiel sur la musique ?

« Faire du Massenet » devint une expression péjorative. Le jour où la partition du *Parsifal* de Wagner fut disponible à Paris, Fauré se précipita pour l'acheter. Après avoir copieusement déjeuné en compagnie d'Emmanuel Chabrier, Henri Duparc et Vincent d'Indy, les trois hommes s'installèrent pour la lire. Le

prélude austère de Wagner les surprit tant qu'ils s'écrièrent : « Mais c'est du Massenet ! » (« à l'unisson », note Fauré). Exprimer avec force leur déception de se voir dépossédés de leur communion à la transcendance.

« Par la suite, nous sommes revenus sur cette opinion brusquée », continue Fauré. Entre 1880 et 1890, l'immense majorité des compositeurs français étaient ivres de Wagner (Massenet lui-même était de ceux-là). Les critiques français résistèrent un peu plus longtemps, mais, vers 1900, beaucoup avaient rejoint le concert de louanges. Ils avaient ainsi implicitement reconnu les implications des prolifères écrits de Wagner. Dans ceux-ci, le compositeur allemand avait pris soin de faire admettre son credo. Selon Wagner, l'art et la musique suivent un « progrès ». La propre carrière du patron de Bayreuth démontrait la vision historique qu'il défendait. Par « progrès », Wagner entendait bien davantage que le simple progrès technique : l'affirmation d'une transcendance par rapport à l'opéra traditionnel.

On ne saurait nier que la capacité de se renouveler est une qualité admirable. Mais que dire d'un compositeur qui trouve tout son style – ce fut le cas de Massenet et de quelques autres – et qui s'y tient jusqu'à la fin de sa vie ? Des compositeurs de la Renaissance tels que Johannes Ockeghem ou Josquin des Prés sont unanimement reconnus aujourd'hui, en dépit du manque de précision concernant la chronologie de leurs compositions. Heinrich Schütz écrit ses œuvres les

plus académiques à la fin de sa vie : cela ne semble pas avoir diminué son importance. L'observation, même rapide, de l'histoire de notre siècle suffit à nous faire comprendre à quel point il convient d'être prudent lorsque nous mesurons les succès d'une œuvre d'art à l'aune de l'idéologie qui prévalait au moment de sa création... sans avoir au préalable examiné avec soin l'idéologie en question.

La composition d'un opéra était un exercice périlleux pour tous les compositeurs français du dernier quart du dix-neuvième siècle. L'influence musicale de Wagner faisait concurrence à la pression nationaliste née de la défaite de 1870. Des hommes comme d'Indy, Chausson ou Debussy tentaient, chacun à sa manière, de créer un opéra qui prît immédiatement comme point de départ la forme la plus à la mode – à savoir celle de Wagner – pour aboutir à une approche nettement française et résolument moderne. En travaillant de cette façon, Debussy obtint un succès remarquable avec *Pelléas et Mélisande*.

Massenet suivit un autre chemin. À la fois épris du style de Wagner et passionné par l'affirmation d'une identité musicale française, il aboutit à une fusion de l'ancien et du nouveau. Il décrivit lui-même cet hybride comme la synthèse de Wagner et des « Italiens », la synthèse du Nord et du Sud, le résumé de la culture française au sein d'une vénérable tradition ! Massenet n'abandonna pour autant ni le « numéro » musical ni les conventions liées au genre, de son premier grand succès, *le Roi de Lahore*, en 1877, jusqu'à *Cléopâtre*, présentée après sa mort, en 1914. Simultanément, il tenta d'établir une continuité et une certaine unité musicales dans ses compositions. D'un strict point de vue technique, la façon dont Massenet parvint à ce résultat – reprises habiles, changements de motifs ingénieux, plans tonaux judicieusement choisis – est riche d'enseignements.

Bien sûr, la majorité des auditeurs ne perçoivent pas cette musique, ni aucune autre d'ailleurs, d'un point de vue technique. En vrai « sensualiste », Claude Debussy avait de bonnes raisons d'admirer son confrère. « Massenet a compris le vrai rôle de l'art musical, la musique doit humblement chercher à faire plaisir », déclara-t-il un jour au critique Paul Landormy. Pour Debussy, et pour beaucoup de ses contemporains, le style de Massenet éveillait une gratification d'un type particulier : un plaisir teinté d'érotisme. Une autre fois, Debussy associa de façon explicite cette sensation à celle du corps de la femme : « Les harmonies y ressemblent à des bras, les mélodies à des nuques... »

Tous les articles (hier comme aujourd'hui), attribuent à Massenet le même rôle, celui du « poète de l'amour ». Un amour non pas ardent, dynamique, ou dévorant (comprenez masculin), mais plutôt tendre, sensuel, et sentimental (comprenez féminin). Pour le critique d'aujourd'hui, il est indéniable que la sexualité féminine est pour le moins « réfrénée » dans l'œuvre de Massenet, mais cette caractéristique pourrait

s'appliquer à plus d'une centaine d'opéras célèbres du dix-neuvième siècle. Les héroïnes de Massenet empruntent la voie d'une compréhension féminisée du style musical où elles évoluaient ; elles trouvent donc très vite leur place dans la conception du monde qu'entretenait, à l'époque, une critique exclusivement masculine. Après les digestifs, après les cigares, les chevaux et la politique, tombait invariablement un : « Mademoiselle, je vous en prie, chantez-nous du Massenet ! »

De la part d'une tradition critique prompt à mêler l'œuvre musicale et la personnalité du compositeur, il ne faut pas s'étonner de voir Massenet défini de façon sexuelle. Les contours du portrait androgyne se superposent aisément à ceux du profiteur bourgeois avide d'argent. « Avec ce ragot de sensualisme musical dont il a le secret, les partitions de Massenet plaisent au moment, charment les femmes ; mais elles ne font pas illusion aux connaisseurs... », écrit Georges Serrières. Pour ma part, et je pense ne pas être seul dans ce cas, j'éprouve un soupçon tenace envers ce genre d'attitude. Elle est pour moi liée à la désaffection qu'a connue Massenet au sein du répertoire mondial. Dans son cas, les stéréotypes usés du passé – ces vieilles constructions patriarcales – auraient bien besoin d'être révisés, à défaut de pouvoir les confiner définitivement dans la poubelle des idéologies désuètes.

La gêne qu'éprouvaient certains envers les compositeurs italiens qui « jamaient pour la galerie » avait en son temps terni la réputation de Rossini, Donizetti et Puccini pour plusieurs années – on ne les avait pas pour autant enfermés dans un cadre critique sexualisé. Pour un Nord-Américain, il est frappant de constater à quel point la réhabilitation de certains compositeurs du dix-neuvième siècle aura été rapide en Italie, et lente en France. Chez nos voisins transalpins, fondations et festivals continuent de perpétuer l'héritage du siècle dernier. En France, le travail du Musée d'Orsay et le Festival Massenet de Saint-Etienne – pour ne citer qu'eux – témoignent d'efforts importants, mais l'attente aura été autrement plus longue. Qui oserait pourtant affirmer sérieusement que la musique de Massenet, de Saint-Saëns ou de Chausson, est moins digne d'intérêt – et moins riche en plaisirs discrets – que celle de Donizetti ou de Puccini ? Il ne s'agit pas ici d'engager une analyse des divers contextes nationaux, mais simplement d'observer, d'encourager, et d'espérer.

STEVEN HUEBNER

(Traduction d'Olivier Boisson)

* Festival Massenet de Saint-Etienne : *Grisélidis* (le 5 novembre, 20 heures) ; *Esclarmonde* (le 6, 20 heures) ; audition commentée d'*Amadis* (le 7, 17 heures) ; concert de musique symphonique (même jour, 20 h 30) ; la *Terre promise* (le 8, 15 h 30). Renseignements et réservations, tél. : 77-41-06-96. De 90 F à 240 F.

Discographie

Chérubin, comédie chantée en trois actes, avec Frederica von Stade (Chérubin), Samuel Ramey (le Philosophe), June Anderson (l'Enseignante), Dawn Upshaw (Nina), Chœur et Orchestre de la Radio bavaroise, Pinchas Steinberg (direction) : un coffret de deux disques compacts RCA 09026 60593-2.

Le Roi de Lahore, opéra en cinq actes, avec Luis Lima (le Roi), Joan Sutherland (Sita, prêtresse d'Indra), Sherri Milnes (Scindia, ministre du roi), etc., London Voices, Orchestre national philharmonique, Richard Bonynge (direction) : un coffret de deux disques compacts Decca 433 851-2.

Scènes alsaciennes ; Scènes pittoresques ; Don Quichotte, par l'Orchestre national de l'Opéra de Monte-Carlo, John Eliot Gardiner (direction) : un disque compact Erato 2292-45858-2.

Scènes dramatiques ; Scènes de féerie ; le Dernier Sommeil de la Vierge, par l'Orchestre national de l'Opéra de Monte-Carlo, John Eliot Gardiner (direction) : un disque compact Erato 2292-45858-2.

مكتبة ابن بطوطة